

Pendant le week-end
UNE QUINZAINE D'ATTENTATS
EN FRANCE
LIRE PAGE 14

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F
Algérie, 1,30 D.F.; Maroc, 1,50 d.f.; Tunisie, 1,30 d.f.;
Australie, 1 D.F.; Belgique, 1,50 d.f.; Espagne, 1,50 d.f.;
France, 1,60 F; Grèce, 1,50 d.f.; Italie, 1,50 d.f.;
Japon, 1,50 d.f.; Liban, 1,50 d.f.; Luxembourg, 1,50 d.f.;
Mali, 1,50 d.f.; Mexique, 1,50 d.f.; Pays-Bas, 1,50 d.f.;
Pologne, 1,50 d.f.; Portugal, 1,50 d.f.; Royaume-Uni, 1,50 d.f.;
Suisse, 1,50 d.f.; U.S.A., 1,50 d.f.; Yougoslavie, 1,50 d.f.
Tarif des abonnements page 16
S. BUREAU DES ABONNEMENTS
21, rue de Valenciennes - 75011 PARIS
C.C.P. 6297-30 Paris
Télégramme Paris 659576
Tél. : 246-72-23

Crise en Italie

Le cabinet Andreotti a donné sa démission

Départ dans l'inconnu

Essentiellement provoquée par le parti communiste, qui souhaite participer plus directement et plus activement au pouvoir, la démission du gouvernement de M. Andreotti ouvre pour l'Italie une nouvelle période d'incertitude. Les seules prévisions auxquelles on se hasarde à Rome portent sur le déroulement formel de la crise, non sur son issue politique.

Le premier obstacle est d'ordre constitutionnel : il s'agit de déterminer les contours de la majorité de la démocratie chrétienne. A second lieu, l'élaboration d'un programme acceptable par différentes formations composant la majorité nouvelle risque de se heurter à de nombreuses difficultés.

La composition du futur cabinet posera elle aussi de sérieux problèmes. Faut-il se contenter de ne nommer que des ministres démocrates-chrétiens, ainsi que dans la précédente équipe conduite par M. Andreotti ? Une telle hypothèse ne peut guère être retenue : indépendamment d'une participation éventuelle du parti communiste, les socialistes, les républicains et les sociaux-démocrates ne cachent par leur envie de participer vraiment à la direction des affaires.

Une fois surmontés ces différents obstacles, il restera à déterminer le nom du nouveau président de la République, qui doit être élu en décembre prochain. Les démocrates-chrétiens, qui détiennent actuellement ce poste avec M. Leone, souhaitent naturellement le conserver. Mais plusieurs petits partis, appuyés par le P.C.I., estiment que c'est au tour d'un « laïc » d'entrer au Quirinal.

Un échec de ces différentes négociations conduirait très vraisemblablement à des élections anticipées. Le chef de l'Etat pourrait se faire un peu prier, mais il n'aurait guère le choix d'être candidat.

Certains communistes estiment d'ailleurs que leur parti devrait se refuser à tout marchandage et réclamer dès aujourd'hui l'organisation d'un nouveau scrutin. Ce dernier comporterait pourtant quelques risques pour les amis de M. Berlinguer : outre qu'il n'est jamais bon, en Italie, d'apparaître comme le « parti des élections », les sondages d'opinion croient actuellement la démocratie chrétienne d'un gain de plusieurs points.

Il est plus probable que le C.C.I. peu désireux de retourner l'opposition, préférera jouer systématiquement le jeu des négociations qui s'ouvrent à Rome. Mais c'est aussi l'absence d'une opposition communiste clairement affirmée, durant les dix-sept mois de gouvernement de M. Andreotti, à pu paradoxalement favoriser la montée de l'extrémisme de la violence en empêchant différents incidents de trouver une pression politique plus normale.

M. Giulio Andreotti, chef du gouvernement italien, a remis officiellement sa démission ce lundi 16 janvier, en fin de matinée, à M. Giovanni Leone, président de la République.

Cette décision avait été rendue inévitable par le récent retrait du soutien conditionnel et limité que cinq partis - P.C.I., socialistes, sociaux-démocrates, républicains et libéraux - avaient accordé au gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti en juillet 1977.

A Rome, on prête au chef de l'Etat l'intention de mener rapidement ses consultations.

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement de M. Andreotti aura vécu dix-sept mois. C'est honorable, puisque la durée moyenne des présidents du conseil, depuis 1945, n'excède guère trois cents jours. L'inter-valle entre la démission de l'un et l'investiture de l'autre a toujours été très variable : cela va de sept jours (en 1960) à dix-sept semaines (en 1972). On ne s'avance pas beaucoup en affirmant que la crise actuelle se situera entre ces deux extrêmes, en se rapprochant davantage du premier que du second.

A Rome, les plus pessimistes évoquent le premier semestre 1978, qui avait commencé, lui aussi, par une crise gouvernementale.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 4.)

Piétinement au Proche-Orient

Washington a fait pression sur Israël pour débloquer la négociation

Le dialogue israélo-égyptien qui, vers la fin de la semaine dernière, semblait au bord de la rupture, va reprendre mardi matin 17 janvier, à Jérusalem, en présence du secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, attendu en Israël ce lundi en début d'après-midi.

Le climat politique entre Le Caire et Jérusalem demeure cependant tendu, et la plupart des commentaires sont empreints de pessimisme. Après la mise en demeure du président Sadate, qui menaçait samedi dans une interview à l'hebdomadaire « October » de « changer de tactique à l'égard d'Israël », le quotidien du Caire « Al Ahram » affirme, ce lundi matin, que si les négociations venaient à échouer « la seule solution serait la guerre ».

M. Begin a déclaré, dimanche, à des membres de la commission des relations internationales de la chambre américaine, à propos des implantations juives de Rafah, au nord du Sinaï : « Tout chef de gouvernement israélien qui abandonnerait ces centres de peuplement serait chassé du pouvoir, mais je démissionnerais plutôt que de le faire ».

De notre correspondant

Washington. — La confusion qui a entouré, à Jérusalem et au Caire, les préparatifs de la conférence égypto-israélienne, a eu son écho à Washington. Samedi soir 14 janvier, quatre-vingt-dix minutes seulement avant l'heure prévue pour le départ de son avion spécial vers le Proche-Orient, M. Vance, secrétaire d'Etat, faisait annoncer que son voyage était ajourné.

« Du fait que les parties n'ont pu s'accorder sur l'ordre du jour de la rencontre de Jérusalem, à dix-huit heures, M. Hodding Carter, le secrétaire d'Etat a ajourné son départ. Nous espérons que le point de l'ordre du jour en discussion sera réglé bientôt, afin que les débats au fond auxquels M. Vance doit participer puissent commencer le plus tôt possible. » Ce « point en discussion » fait la question des implantations.

plus précisément le libellé de la déclaration de principe que Washington souhaite voir adoptée par l'Egypte et Israël. L'Egypte ayant, après la réunion du conseil des ministres israélien, donné son accord à l'envoi d'une délégation, M. Vance a décollé lui aussi de partir, avec vingt-quatre heures de retard.

L'ajournement du voyage du secrétaire d'Etat, décidé après consultation de M. Carter, avait très probablement pour but de faire pression sur le gouvernement israélien. Les Etats-Unis, indiquant-ils en substance, jugeaient eux aussi une négociation sans objet si Jérusalem ne laissait pas un geste en direction de M. Sadate.

MICHEL TATI.

(Lire la suite page 5.)

LE DÉJEUNER DE L'ÉLYSÉE

Le R.P.R. déclenche une riposte graduée contre ses partenaires de la majorité

Le déjeuner auquel M. Giscard d'Estaing a convié ce lundi 16 janvier quatre-vingts personnalités politiques qui ont soutenu son action à la tête de l'Etat depuis son élection à la présidence de la République a eu lieu dans un climat quelque peu altéré par la crise qui a éclaté dans la majorité à propos des investitures électorales. M. Raymond Barre est venu lundi matin apporter son soutien au parti républicain en prenant la parole devant quelque cent vingt candidats de cette formation. Le premier ministre, s'adressant cependant à « tous » les candidats de la majorité, leur a demandé de déployer leurs efforts pour « vaincre grâce à l'entente dans la souci du pluralisme organisé ».

M. Soisson, secrétaire général du P.R., a déclaré : « Loin des magouilles, des tripotillages et des mésestimes, les candidats du parti républicain suivront une ligne toute simple : le soutien à Valéry Giscard d'Estaing ».

Estimant les accords rompus par ses alliés, le R.P.R. a décidé de présenter dans dix circonscriptions ses propres candidats contre des candidats uniques déjà désignés par les autres formations de la majorité.

La décision du R.P.R. ne constitue pas une surprise. Annoncée samedi 14 janvier, cette mesure avait été notifiée par M. Guéna, délégué politique du mouvement gaulliste à ses partenaires lors de la réunion du comité de la majorité le mercredi 11. Ayant accusé ses alliés d'avoir violé les accords de majorité conclus avec eux, le R.P.R. a choisi d'apporter une riposte graduée à ce qu'il considère comme une agression dirigée contre lui et d'user de sa force de persuasion avant de se résoudre à utiliser l'arme suprême.

M. Raymond Barre ayant, le mardi 3 janvier, rendu à l'hôtel Matignon des arbitrages électoraux entre M.M. Soisson, secrétaire général du parti républicain, Lecanet, président du Centre des démocrates-sociaux, et Servan-Schreiber, président du parti radical, le président du R.P.R. — qui avait été reçu en audience par M. Giscard d'Estaing le 7 décembre — a écrit au chef de l'Etat, le lundi 9 janvier, pour lui

dire qu'il jugeait « ce comportement déloyal et dangereux ».

Cette mise en garde n'ayant été suivie d'aucun effet, puisque les réunions de l'hôtel Matignon se sont poursuivies en présence des directeurs du cabinet du premier ministre, du ministre de l'intérieur et du conseiller du président de la République pour les affaires électorales, le R.P.R. a demandé la convocation du comité de la majorité, devant lequel M. Guéna a annoncé qu'il considérait que ses alliés avaient rendu caduc l'accord antérieur sur les investitures.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 7.)

Lire page 8

La fin d'une époque : MAJORITÉ POLITIQUE ET FAIT PRÉSIDENTIEL, par Jacques Robert

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien de Joël de Rosnay avec Jacques Attali

Jacques Attali, maître de conférences à l'École polytechnique, vient de publier un nouveau livre : « La Nouvelle Économie française » (Flammarion).

Joël de Rosnay est actuellement directeur des applications de la recherche à l'Institut Pasteur et l'auteur de deux ouvrages : « Les Origines de

la vie » et « Le Macroscopie » (Seuil). Joël de Rosnay et Jacques Attali dialogent ici sur les rapports entre crise, science et pouvoir.

I. — Énergie et information au cœur de la crise du capitalisme

J. R. — « Dans votre dernier livre, vous faites une place importante au rôle de l'énergie et au rôle de l'information dans les structures et le fonctionnement de ce que vous appelez une « société relationnelle ». Croyez-vous qu'on puisse vraiment transporter ainsi les lois du monde physique à celles des sociétés humaines ? N'y a-t-il pas là un risque ? Et dans le cas où une telle transposition serait possible, quelle en serait la valeur prospective ?

J. A. — Toute science fonctionne par métaphore, c'est-à-dire par confrontation d'un modèle avec une certaine perception du réel. Les sciences humaines ont très longtemps fonctionné à partir de métaphores mécaniques, cons-

truisant des modèles d'équilibres et de rapport de forces. Cela a donné, entre autres, les représentations mathématiques et marxistes de la société. Aujourd'hui, pour comprendre le vivant à son niveau le plus élémentaire d'organisation, vous, biologistes, avez besoin de nouvelles mathématiques, et de concepts nouveaux représentant les caractéristiques essentielles d'un être organisé, à partir des mécanismes de circulation et de rupture de l'énergie et de l'information. Pour cela, a proliféré depuis quelques années une mathématique de l'énergie et de l'information, des théories de l'information organisées, des problématiques de l'ordre et du bruit.

» Tous ces concepts appartiennent aujourd'hui des nouvelles métaphores utiles à l'analyse des sociétés humaines. D'une part parce qu'elles fournissent des cadres théoriques larges pour étudier les phénomènes complexes de mutation, de crise (mot lui-même emprunté au vocabulaire de la médecine). D'autre part, parce que la société d'aujourd'hui est caractérisée, à l'évidence, par les conditions dans lesquelles l'information et l'énergie y sont mises en œuvre, se complètent et se substituent l'une à l'autre.

» Je pense qu'il doit bien exister, quelque part à découvrir, un cœur commun de représentations, valable pour les différents niveaux de complexité du vivant, de l'organisme au social. Mais il faut, évidemment, faire attention au danger de biologisme : ne pas confondre métaphore et norme, représentation et projet.

J. R. — Vous avez raison de signaler ce danger. En voici d'ailleurs un exemple : une terminologie est un modèle presque parfait de cybernétique biologique. Cette forme de société d'individus illustre ce que pourrait être un système doté des régulations les plus fines. Elle nous montre également comment une structure peut rester stable, malgré le renouvellement continu de ses éléments constitutifs. Mais qui pourrait vivre dans une société de termites ? Comme pour l'information, la cybernétique sociale ne peut être une fin en soi. Je crois en effet qu'il ne faut pas chercher à tout prix à relier modèles biologiques et modèles sociaux. Il faut être prudent et se garder d'une sorte d'« impérialisme » de la biologie, de tout « biologisme » envahissant.

» Il faut surtout repérer ces invariants qui permettent d'éclairer sous un angle différent les systèmes « finement réglés », tels

que les sociétés dans lesquelles nous vivons, par rapport aux systèmes « achevés » que sont l'organisme vivant ou la termitière.

Je crois que c'est grâce à une meilleure compréhension de ces invariants que l'on pourra, paradoxalement, éviter les dangers d'une « idéologie de la société stable ».

(Lire la suite page 2.)

DE KARLSRUHE A NANCY

Expériences chorégraphiques

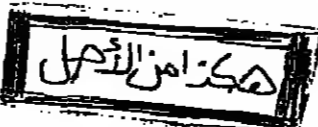
L'essor que connaît depuis quelque temps la danse en Allemagne du Nord touche aujourd'hui Karlsruhe. L'opéra de cette ville possède un des dispositifs scéniques les plus modernes d'Europe (une salle de trois mille places, une salle polyvalente de quatre cents places pour les spectacles d'avant-garde, un grand studio de répétitions...). Son directeur, Gunther Kéramann, vient d'appeler à la tête du ballet Garimel Casado. C'est un pari qu'il a pris : on connaissait Casado comme soliste au Ballet du XX^e siècle où il a créé les grands ouvrages du répertoire (« le Sacre », « Roméo et Juliette », « le Neuvième Symphonie ») et aussi comme un chorégraphe inspiré (les Parisiens n'ont pas oublié ses « Contes d'Hoffmann », « le Damnation de Faust », « le Tentation de Saint-Antoine »). Le pari est tenu. A quarante-trois ans, la voici qui s'affirme comme un chorégraphe à part entière, capable de projeter sur la scène son monde imaginaire.

mesure tout ce qu'il a pu apporter, en son temps, à Maurice Béjart. Le ballet, construit sur une partition originale d'un jeune musicien grec, Stavros Xarchakos, s'inspire de poèmes d'Omor Khayyon. La mesure que le génie dans un style somptueux plus proche de Mille et Une Nuits que de la Bible : Adam, levé dans une matrice en forme de coquillage, est orné à la vie par un créateur barbu, directement sorti du tableau de Michel-Ange, qui l'anime sur un fond sonore de percussions. Toute son initiation corporelle est placée sous le signe de la sensualité. On retrouve là les fantasmes chers à Casado, ces personnages élégants ou crépusculaires, les occurrences aux ailes de libellules, la forme, les chimères onduyantes... tout un univers surréaliste et ambigu. Visions que le chorégraphe met en mouvement dans un style expressionniste baroque parfaitement équilibré sur son sujet.

MARCELLE MICHEL.

(Lire la suite page 26.)

Comment passer d'un État bourgeois à une Démocratie directe, sans tomber dans l'étatisme socialiste ? Nicos Poulantzas. L'État, le pouvoir, le socialisme. 49 F. Les livres des Puf questionnent le monde. PUF



idées

ÉCONOMIE

Entretien de Joël de Rosnay avec Jacques Attali

(Suite de la première page.)
 J. A. — Cela me paraît particulièrement vrai pour un usage dans les sciences sociales de certains concepts issus de la thermodynamique.
 » Les rapports entre énergie et information sont au centre des mécanismes des crises du capitalisme. Il est en effet possible, à mon sens, de caractériser chaque étape du capitalisme par la nature de l'énergie et du mode de circulation de l'information dominant. Dans la première période du capitalisme en expansion, de 1830 à 1870, le charbon fournit l'essentiel de l'énergie et le chemin de fer structure les communications nécessaires à la circulation des hommes, des idées et des marchandises.
 » La première grande crise du capitalisme a lieu à la fin de la seconde moitié de 1870 à 1896 à la modification des réseaux et mis en place véritablement le capitalisme industriel produisant des objets en série, utilisant les machines. Le pétrole y fait son apparition, la route y retrouve le rôle majeur, avec l'automobile, qui, contrairement aux idées reçues, joue son rôle le plus important dans l'économie occidentale avant 1930. Une seconde grande crise économique mondiale des années 30 jusqu'à la seconde guerre mondiale se traduit par l'émergence de nouveaux réseaux d'énergie et

d'information beaucoup plus individualisés, l'électricité et le téléphone simultanément disparaissent des réseaux sociaux majeurs : le village, la famille au sens large. Venant s'ajouter aux précédentes, ils ont structuré une société de consommation où la réduction des communications et des rencontres entre les hommes les pousse de plus en plus vers la consommation marchande.
 » Le marchandisme, énergie infamée, créatrice de valeur marchande, se substitue aux relations sociales. L'homme, produit depuis des siècles comme travailleur, l'est de plus en plus par ces réseaux réels et symboliques comme consommateur, comme gaspilleur d'énergie et d'information. En cela, la vision de l'exploitation par Marx est dépassée parce que partielle et locale. Elle ne rend plus compte de la totalité des mécanismes par lesquels les hommes y sont produits, et on peut se demander s'il existe, dans le développement des organismes vivants et dans les théories qui en rendent compte, des modes d'asservissement de l'énergie par l'information qui permettraient de mieux comprendre la dynamique énergétique de nos sociétés. L'approche systémique qui est à la base du « Macroscopie » vous paraît-elle être ici opérationnelle ?

Réponse technologique et réponse sociale

J. R. — Justement, le problème de l'énergie permet de se poser la question de l'apport de l'approche systémique et peut-être même de la biologie à une meilleure compréhension de notre futur énergétique. On assiste aujourd'hui à l'opposition entre deux attitudes que l'on retrouve dans les controverses et dans les discussions sur le futur énergétique de nos sociétés. L'une d'abord, une attitude que je qualifierais de centralisée, de technocratique, « une solution », « une solution ». La démarche est technocratique par excellence. La solution technique est imposée. Ce mode de pensée fait appel à un raisonnement du type analytique : une cause, un effet. On agit sur la cause pour modifier les effets.
 » L'autre attitude est décentralisée, systémique, pluraliste ; elle se réfère, en fait, à un mode de pensée totalement différent de celui du premier. Elle fait appel à un raisonnement de type global, elle reconnaît le droit à l'erreur. Voici un exemple illustrant ces deux attitudes : on oppose souvent les énergies nouvelles aux énergies anciennes, une par une, mais on oublie que les énergies nouvelles forment un réseau au sein duquel chacune des nouvelles sources d'énergie est dépendante des autres. Par conséquent, on ne peut les isoler arbitrairement et les comparer une par une aux sources classiques comme le fait la démarche analytique.
 » Il faut, au contraire, les étudier en tant que « combinaison de moyens ». Chacun de ces moyens est en effet modeste, mais tous se renforcent. C'est sous cet angle des combinaisons de moyens que l'approche systémique considère le futur énergétique. A titre d'exemple : la bio-énergie. On nous dit que le recours à des systèmes biologiques de conversion d'énergie (pour la production de biomasse, d'alcool ou de méthane, par exemple) est dépassé, et que chacun de ces moyens représente un retour à des sources dont l'apport énergétique est très faible. C'est vrai si on les considère isolément. Mais cela ne l'est plus si l'on les étudie dans le cadre d'une organisation sociale plus décentralisée, comme par exemple celle de certains pays en voie de développement : la dépollution des déchets de petites villes par des algues et des plantes aquatiques vivant dans des bassins permettrait la production de méthane utilisable comme complément énergétique.
 » On voit donc que deux conceptions s'affrontent :
 » D'un côté ceux qui estiment qu'il n'est pas nécessaire de changer la société pour faire face aux problèmes énergétiques actuels. Leur réponse est technologique et non sociale.
 » De l'autre côté, il y a ceux qui pensent que les problèmes énergétiques d'aujourd'hui sont le révélateur d'une crise de co-

ordination beaucoup plus profonde ; qu'il n'est plus possible d'extrapoler la consommation et la production des pays en fonction de tendances passées, mais qu'il faut se poser la question fondamentale de l'utilité sociale de l'énergie, de la décentralisation de sa production et de l'efficacité de son utilisation.
 J. A. — Je partage tout à fait votre point de vue. Dans cette crise, comme dans les précédentes, l'enjeu est de savoir quels nouveaux systèmes d'énergie et d'information vont dominer et s'ils s'organiseront en réseau (décentralisé) ou en faisceau (centralisé).
 » La solution technologique aujourd'hui prévisible pour suppléer aux insuffisances des réseaux existants est, dans le droit fil de la logique de la centralisation, le nucléaire. Mais à regarder les données disponibles, il me semble que même un capitalisme triomphant n'y trouverait pas son compte à long terme. En effet, les réserves pétrolières existantes conduisent à prévoir une pénurie pétrolière au milieu des années 80. Or un programme nucléaire visant à construire en

France des centrales capables de produire la moitié de l'électricité nécessaire à la fin du siècle suppose de tels investissements de toute nature qu'une centrale nucléaire mettra plus de dix ans avant d'économiser plus de pétrole qu'elle n'en a exigé pour être construite et un surcroît de dépenses de deux fois plus de temps à être énergétiquement rentable. Comme vous l'avez écrit, « l'énergie coûte cher en énergie ».
 » Dans tous les cas donc, le nucléaire n'est pas une solution de transition au problème de l'énergie, mais un objectif donné à de grandes organisations industrielles et nationales sans projet et, pire, un camouflage de l'industrie militaire. Le nucléaire est qu'il est : pressé aujourd'hui par nos dirigeants, mais préparé depuis longtemps par les dirigeants du capitalisme d'auto-surveillance, où chacun apprendra à surveiller la quantité d'énergie qu'il consomme éventuellement par des outils d'information ultra-minuterieux, mais où toute l'organisation sociale sera structurée autour de systèmes d'information sophistiqués. Aussi, dans cette logique, manque d'énergie signifie réduction du bien-être. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, pour la plupart des habitants des pays développés, les économies d'énergie signifient l'austérité. Qu'en pensez-vous ?

J. R. — Il faut avant tout dépasser cette idée préconçue selon laquelle économiser l'énergie signifie se serrer la ceinture et vivre moins bien.
 » Notre pays est aujourd'hui dans la situation d'une personne qui ne disposerait que d'un réservoir d'eau et qui voudrait plusieurs trous pour conserver l'eau chaude qui sert à sa toilette et à son ménage. Éter le réservoir avant moins de trous. Un petit robinet et un modeste chauffe-eau suffiraient à compenser les fuites. Aujourd'hui, en raison de la corrosion, les trous sont plus nombreux. Demain ce sera pire. Solution bête : remplacer le petit robinet par un gros et le brancher sur un très gros chauffe-eau (c'est exactement ce que nous allons faire avec le nucléaire). Et pourtant, une des solutions intelligentes ne consisterait-elle pas à boucher les trous, à calorifier le réservoir et à le peindre avec de la peinture anti-rouille ? Décisions nous, une fois pour toutes, à concevoir les économies d'énergie comme une source d'énergie. Saura-t-elle être prise en compte dans l'examen des possibilités énergétiques de notre pays ou même titre que le nucléaire ou le solaire.

Les économies d'énergie

J. A. — Vous noterez que la solution dont vous parlez ici n'est pas compatible avec le système économique actuel, car peu créatrice de profit et de pouvoir pour les grandes entreprises privées et publiques. Aussi ne s'agit-il pas là d'un choix « raisonnable » qui pourrait être proposé par des gens intelligents dans tout système économique. Mais bien d'un choix de type de société, de mode d'organisation du pouvoir, qui ne serait plus alors monopolisé par les organisations qui produisent les machines et les hommes. Mais, pour bien comprendre l'ampleur des réformes, liés à l'économie d'énergie pouvez-vous en donner quelques exemples ?
 J. R. — Je pense qu'il y a en effet des mesures concrètes qui pourraient être mises en œuvre rapidement. Voici des exemples :
 » L'ISOLATION THERMIQUE. — Les études réalisées par l'Agence internationale de l'énergie de l'O.C.D.E. et par l'Agence pour des économies d'énergie en France montrent que l'on peut économiser 50 % à 70 % de l'énergie dépensée dans les bureaux.
 » LA COGENERATION. — Il serait plus sage que les usines sidérurgiques de cogérer et d'électricité produisent d'abord de la vapeur à haute température et à haute pression pour faire tourner une turbine produisant l'électricité nécessaire à leur propre usage et à celui du réseau et, ensuite, « épouser » cette vapeur afin de l'utiliser dans les processus industriels : c'est le principe de la cogénération.

LES TRANSPORTS ET L'APPAREILLAGE MÉNAGER. La consommation énergétique des moteurs de voitures est encore trop élevée et leurs rendements insuffisants. De même, les appareils ménagers, réfrigérateurs, climatiseurs électriques, machines à laver, sèche-linge, climatiseurs et même ampoules électriques, consomment encore trop d'énergie.
 » LE MODE DE VIE. — Bruce Hanson, de l'université de l'Illinois, a calculé que si les Américains diminuaient de 30 % seulement leur consommation de viande, 32 millions d'hectares de terrain, nécessaires à la culture des plantes consommées par le bétail, se trouveraient libérés : 0,5 % seulement de cette surface seraient à la culture des légumes et du soja permettrait de remplacer l'apport protéique initial. La culture de bois, de canne à sucre ou de tournesol sur la surface restante fournirait le combustible nécessaire pour alimenter des centrales thermiques de 1 000 mégawatts (la moitié de la capacité installée en 1974) produisant 20 à 25 % de toute l'énergie du pays.
 PROCHAIN ARTICLE :
 IL FAUT CHANGER RADICALEMENT NOTRE CONCEPTION DU SAVOIR ET DU POUVOIR

Pour un partage social-démocrate des fruits de la croissance

par LIONEL STOLERU (*)

CERTAINS croient qu'il suffit de tout promettre pour obtenir la crédibilité auprès des électeurs.
 Lorsque l'on examine ce que peut penser un citoyen ayant une connaissance moyenne des règles économiques, il est probable que chacun est conscient des deux vérités élémentaires suivantes :
 1) On peut promettre quelque chose ;
 2) On ne peut pas promettre à l'infini.
 Entre ces deux extrêmes, que peut-on promettre au juste ? C'est là que le bon sens élémentaire n'apporte pas de réponses évidentes et c'est ce qui ouvre le champ aux surechères électorales les plus vertigineuses. Entre une approche capitaliste, où les dirigeants essaient perpétuellement de faire croire aux autres que l'économie

ne permet jamais de satisfaire leurs aspirations, et une approche communiste, où rien n'est impossible aux travailleurs pourvu qu'ils exercent la dictature du prolétariat, ce qui leur permettrait d'échapper miraculeusement aux contraintes économiques, il y a place pour une approche plus directement inspirée de la vérité : c'est l'approche social-démocrate.
 Lorsqu'on regarde effectivement, non pas au niveau des doctrines ou des chimères, mais au niveau des réalités pratiques, comment s'effectue le partage social dans les économies développées, on constate que, dans beaucoup de pays, la social-démocratie a marqué de son empreinte la répartition des fruits de la croissance.

Le consensus social

Qu'est-ce qui caractérise l'approche social-démocrate dans ce domaine ? C'est essentiellement le choix de la démarche, d'une part, et la détermination des priorités, d'autre part.
 La chose de la démarche, tout d'abord. Avant d'avoir un accord sur la manière de distribuer les fruits de la croissance, il faut évidemment se mettre d'accord sur le surplus distribuable, tel qu'il est produit par l'économie. Ce surplus ne saurait être évalué par une seule des parties prenantes, gouvernement, syndicats, patronat, consommateurs, de toute autre organisation représentative d'une partie de la population. La démarche social-démocrate consiste donc à associer l'ensemble des parties prenantes dans une évaluation en commun des performances économiques, et, par conséquent, des possibilités de progrès social.
 Si l'on avait fait, par exemple, ce travail en commun en 1974, après la crise du pétrole, il est évident de voir que la croissance de l'année 1974 était déjà amputée pour ainsi dire intégralement par la facture pétrolière et que tout supplé-

ment de pouvoir d'achat distribué inconsidérément serait immédiatement réduit à zéro par l'inflation. C'est ce qui s'est produit.
 Inversement, dans une année où la part du franc se redresse, ou bien où le coût des matières premières diminue, on peut répartir plus facilement le simple croissant de la production, car l'économie dispose d'un certain nombre d'« héritages » venus de l'extérieur et qu'elle peut distribuer à l'ensemble des citoyens.
 Après cette démarche sociale, l'approche social-démocrate se caractérise par la détermination des priorités : il faut se rendre compte que, sauf dans quelques périodes exceptionnelles, le surplus distribuable ne sera jamais égal à la totalité des moyens dont il faudrait disposer pour satisfaire les aspirations de tous les groupes sociaux. Les aspirations sont en effet immenses, même dans une société qui, globalement, devrait accéder à un bien-être certain. On s'égare de la recherche d'une plus grande

abondance ou d'une plus grande justice sociale, de nombreux besoins restent à satisfaire ; parmi eux il convient donc de déterminer les priorités.
 Là encore, l'approche social-démocrate est caractérisée par le désir, non pas du pouvoir d'un groupe sur les autres, mais de la recherche du « consensus social maximum » entre les partenaires sociaux.
 Bien sûr, il ne s'agit pas de croire, avec quelque naïveté, que dans des domaines aussi concrets et aussi difficiles il suffit de se donner un peu de mal pour obtenir l'unanimité.
 Mais si les partenaires sociaux s'aperçoivent que les priorités ont été définies, non seulement après avoir écouté leur point de vue, mais après avoir tenu compte au maximum de leurs désirs et de leurs aspirations. Alors le dialogue prend une autre dimension.


Prenez un exemple, celui de l'année 1977 en France. Si l'on commence tout d'abord par réfléchir aux surplus distribuables, une confrontation loyale, claire et objective des performances de l'économie française entre les divers partenaires sociaux aurait sans doute conduit à un surplus distribuable de 3 %.

Que faire avec 3 %

Que veut-on faire, que doit-on faire avec 3 % à distribuer à l'ensemble des Français ? Tout d'abord on peut mettre fin, une fois pour toutes, à l'idée qu'on peut augmenter l'impôt qui de 25 % en le prélevant sur je ne sais quelle augmentation de productivité ou je ne sais quelle suppression de gaspillages.
 On peut, ensuite, en reconnaissant ces 3 % de surplus distribuable, évaluer le nombre de milliards ainsi disponibles. Pour 1977, par exemple, 3 % de croissance, cela fait environ 20 milliards de francs, amputés de la hausse de certaines matières premières (dont 6 milliards pour la café), soit environ 14 milliards de surplus distribuable. A qui faut-il les distribuer ? Si l'on prend, toujours, l'exemple de l'année 1977 : on constate tout d'abord qu'aucun dialogue social réel ne peut actuellement se nouer sur ces problèmes. Le refus des syndicats de participer à de telles discussions, la olvega politique entre l'opposition et la majorité et le refus de dialogue de l'opposition aux ouvertures du président de la République empêchent toute concertation sur des points aussi fondamentaux que ceux de l'utilisation du progrès économique et social. Le partage du surplus social en 1977 s'est donc effectué à l'initiative du gouvernement et sous la sanction du Parlement. La détermination des priorités a, jusqu'ici, été la suivante :

- 1) Les familles ont bénéficié d'une hausse des allocations familiales et du complément familial plus rapide que celle des prix, soit environ 4 milliards en année pleine ;
- 2) Les handicapés ont bénéficié d'une première série de mesures nouvelles, d'un coût d'environ 2 milliards ;
- 3) Les personnes âgées ont bénéficié d'une hausse de 20 % du minimum vieillesse, soit plus de 10 % en pouvoir d'achat (2,3 milliard) et les retraités vieillissants ont été revalorisés plus que les prix, soit environ 7 milliards ;
- 4) Les personnes âgées augmentant d'environ 8 % de plus que les prix, soit environ 10 milliards prélevés sur le surplus ;
- 5) Les travailleurs manuels, qui reçoivent une prime d'un montant de 120 F en décembre. Parallèlement, le SMIC passa à 10,08 F l'heure au 1^{er} décembre, ce qui correspond à un accroissement plus rapide que la hausse des prix.
 Jusqu'au jour où nous disposerons de comptes de surplus exacts, il sera difficile d'effectuer de manière précise les truits de la croissance. Il faut souhaiter qu'un tel dispositif vienne s'ajouter aux statistiques actuelles pour clarifier le débat trop souvent abstrait sur la justice sociale.
 A cet égard, l'exemple de l'année 1977 est celui d'un choix courageux des priorités sociales. En effet, le ralentissement de la croissance aura incité le gouvernement et le Parlement à demander à l'ensemble des Français de se contenter d'un simple maintien de leur pouvoir d'achat, le quasi-totalement des moyens disponibles étant consacré à quatre groupes encore trop peu favorisés : les familles, les personnes âgées, les bas salaires et les travailleurs manuels.

Jean-Claude Gaudibert
LE DERNIER EMPIRE FRANÇAIS
 Le Crédit Agricole



Le 3^e établissement financier mondial
 Pour la première fois, une analyse parfaitement documentée explique la genèse et le fonctionnement de la plus importante et de la plus mal connue des banques françaises. Depuis 15 ans, le Crédit Agricole connaît une formidable expansion qui l'a hissé au rang de 3^e établissement financier mondial.
 Une lutte politique
 Sa puissance fondée sur l'auto-gestion des caisses régionales, a suscité une lutte d'influence entre les pouvoirs locaux et l'Etat, qui aboutit à la victoire des forces centralisatrices.
 Un choix de société
 Le Crédit Agricole se situe au centre du phénomène mutualiste et coopératif, qui compte aujourd'hui 20 millions de sociétaires et 800.000 salariés. Porteur des nouvelles valeurs qui peuvent « changer le vie », quel est son avenir ?
 A la fois financier et politique, cet ouvrage éclaire les multiples facettes du Crédit Agricole : le dernier empire français.
 55 F - 280 pages
SEGHES

LES DIFFICULTÉS DE...
 ...de la Libye dénonce les « monnaies...
 ...de la France contre Tripoli

مكتبة من الأصل

حکومت الانتداب

étranger

LES DIFFICULTÉS DE LA NÉGOCIATION ÉGYPTO-ISRAÏLIENNE

La rencontre égypto-israélienne de Jérusalem sur le Proche-Orient a été sauvée d'extrême justesse, dimanche, à la suite d'un compromis de dernière minute sur l'ordre du jour des débats de la commission politique. Les termes de ce compromis, qui semble avoir été suggéré par Washington, n'ont pas été rendus publics. Selon les déclarations d'un haut responsable américain, qui a tenu à conserver l'anonymat, l'accord « ne serait pas préjudiciable aux positions de chaque partie » et éviscérerait tout choix antérieur à l'autonomie interne proposée par M. Begin pour l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza et l'« autodétermination » réclamée par l'Égypte.

LE CAIRE : un profond découragement

Le Caire. — L'Égypte est en train de perdre ses dernières illusions à l'égard d'Israël. Des courants de moins en moins nombreux montrent maintenant M. Begin associé au Front arabe du refus contre M. Sadate. Pendant que se réunissent le dimanche 15 janvier dans le conseil égyptien, le Conseil national de sécurité, qui, autour du raïs, groupe dans les heures déclinantes les huit principaux responsables civils et militaires du régime, des rumeurs de démission du chef de l'État ont même circulé au Caire, avivant les inquiétudes d'une population passée, en quelques jours, des commodes de l'entente à un découragement de plus en plus profond.

Le raïs lui-même avait, à la fin de la semaine passée, confié à la revue caennaise *« October »* et il éditorial se place en cas d'échec de son initiative de paix. Il se trouve certes, ici, des observateurs pour avancer que la « dramatisation » des positions est de bonne guerre au début d'une grande négociation, et tant est même que le double durcissement constaté ces jours-ci ne soit pas convenu, estimant certains, pour donner plus de relief à l'avenir qui ne manquera pas de suivre. Pourtant, le pessimisme des meilleurs politiques, et d'abord celui du président lui-même, quant aux chances d'aboutir à des résultats non des prochains pourpals de Jérusalem, ne paraissent pas feints. Le Conseil national de sécurité n'a consenti à laisser partir pour Israël, la délégation égyptienne, que parce qu'une intervention américaine de dernière minute avait permis l'adoption d'un ordre du jour acceptable pour Le Caire.

AU COLLOQUE EURO-ARABE DE PARIS

Le délégué de la Libye dénonce les « menées agressives » de la France contre Tripoli

Le collectif de soutien aux forces progressistes arabes (1) constitué à Paris en août dernier à la suite des affrontements égypto-lybiens, a organisé le samedi 14 janvier le dimanche 15 janvier à la Maison des agriculteurs un colloque « Pour un dialogue euro-arabe des peuples » groupant une centaine de délégués représentant trente-huit organisations politiques arabes et européennes.

tolérance et le désir de paix peuvent vite se retourner contre les juifs. Ce sera une catastrophe pour Israël, car le fossé de la haine, de l'amertume et de la suspicion ne pourra pas être comblé, même après plusieurs siècles. Stigmatisant la position israélienne, le président Sadate reproche trois « erreurs » aux dirigeants de Jérusalem : « La première est qu'ils supposent que nous manquons de jugement et que, politiquement parlant, nous sommes des imbéciles. Ils veulent ensuite prendre sans rien donner en échange. Enfin, ils considèrent mon voyage à Jérusalem comme appartenant au passé. M. Sadate ajoutait qu'il ne regretterait pas ce qu'il avait fait mais que, s'il échouait, il céderait la place à quelqu'un d'autre » qui poursuivait sa mission ou choisirait une autre solution. En conclusion, il ajoutait : « Qui sème le vent récoltera la tempête, ainsi que le dit la Bible. »

● A BEYROUTH, un des principaux dirigeants du Fath, M. Abou Ayad, a critiqué en termes modérés le président Sadate,

qui se montre maintenant « réaliste », et a réaffirmé que « sa visite à Jérusalem ne donnera aucun résultat ». Il a déclaré toutefois que le « front de la fermeté » constitué à Tripoli était dans l'impasse par suite de l'abstention de l'Irak « qui n'a pas d'excuse pour demeurer à l'écart ». Il a remarqué que ce front se voulait non une ligne contre le président Sadate, mais « un front de résistance face au défi israélien ».

● A TUNIS, le président Boumediène est arrivé dimanche venant de Belgrade, où il s'était entretenu avec le maréchal Tito. Le chef de l'État algérien devait poursuivre, ce lundi matin, ses consultations avec le président Bourguiba. La « visite amicale de travail » de M. Boumediène à Moscou s'était achevée, samedi, par la publication d'un communiqué commun qui ne fait pas mention de la conférence de Genève sur le Proche-Orient. Cette omission, nous câble notre correspondant à Moscou, constitue pour M. Boumediène un succès diplomatique appréciable et un satisfait donné à la politique algérienne.

JÉRUSALEM : les Égyptiens mènent une « guerre des nerfs »

Jérusalem. — La commission politique égypto-israélienne entame ses travaux mardi 17 janvier à 11 heures à l'hôtel Hilton de Jérusalem. Mais la crise n'a pu être évitée que de justesse grâce à l'intervention américaine. Après une journée fertile en rebondissement, qui a mis les nerfs des Israéliens à rude épreuve, la radio israélienne a interrompu ses émissions, dimanche après-midi, pour annoncer que le conseil national de sécurité égyptien avait

Washington fait pression sur Israël

(Suite de la première page.) Cette pression reste pourtant encore très discrète. Bien qu'un certain nombre de responsables (et notamment à l'origine de la rigidité des dirigeants de l'État juif face au président égyptien) leur entêtement à propos des colonies juives du Sinaï, par exemple, est considéré parfois comme un comportement proprement provocateur à l'égard de l'homme qui devrait être le partenaire privilégié d'Israël et l'objet des plus grands ménagements), on se garde de distribuer les bièmes en public et la presse elle-même fait montre d'une grande indolence.

Un geste israélien

M. Carter a, certes, dans sa dernière conférence de presse, répété que les colonies juives dans les territoires occupés sont « illégales », mais il n'est pas allé au-delà de cette constatation déjà ancienne. Quant au sort de la Cisjordanie, on espère toujours lui trouver un moyen terme entre les positions des Égyptiens et des Israéliens, autrement dit amener les premiers à s'accommoder de solutions transitoires ce qui est déjà fait. — Les égyptiens ne peuvent pas la porte à une véritable autodétermination des Palestiniens, ce qui est plus problématique pour le moment.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● UN MOIS jour pour jour après l'enlèvement de Mme Lotte Boehm, épouse d'un industriel viennois, la police de Vienne a arrêté, jeudi 12 janvier, deux Autrichiens qui ont avoué être les auteurs du rapt : Franz Panagl, vingt-six ans, et Paul Francis, vingt-sept ans. La police a saisi les trois quarts de la rançon de 21 millions de schillings (8,5 millions de francs français). — (A.F.P.)

Chili

● D O U Z E PERSONNALITÉS DEMOCRATES-CHRÉTIENNES ONT ÉTÉ BANNIES, par décision d'un tribunal militaire, dans une zone désertique du nord du pays. Parmi elles figure un ancien vice-président du parti, M. Tomas Reyes. Elles avaient été arrêtées, le 13 janvier à Santiago, en compagnie de quatre autres personnes, pour avoir participé à une réunion politique. Elles sont interdites au Chili. M. Reyes avait déjà été accusé par le gouvernement d'avoir participé à un complot destiné à le renverser au printemps dernier — à la suite de quoi, la D.C. jusque-à « suspendue » avait été dissoute. — (Reuters.)

Cuba

● DES NEGOCIATIONS vont s'ouvrir dans les jours qui viennent entre les États-Unis et Cuba pour la mise au point d'un accord sur la navigation maritime dans le détroit de Florida, a-t-on appris dimanche 15 janvier à Washington au département d'État.

Espagne

● LES MINISTRES DE LA DÉFENSE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES étudient la demande de l'U.R.S.S. de disposer d'une base d'approvisionnement dans la baie d'Algeiras pour ses marines marchande et ses chalandiers. Ce souhait des Soviétiques a été transmis en novembre dernier à M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, par M. Vladimir Pershov, membre du comité central du P.C.U.S. — (A.F.P.)

● PLUS DE HUIT MILLE PERSONNES ont assisté dimanche 15 janvier à Plencia (Biscaye) aux obsèques du militant de l'ETA Jose David Alvarez-

Éthiopie

● LA RADIO ÉTHIOPIENNE a annoncé samedi 14 janvier que deux dirigeants du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.R.P.E.) ont été tués et que plus de trois cents de ses membres appartenant à un réseau implanté à Addis-Abeba ont été arrêtés. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LEVQUE MUKORORWA, président du Conseil national africain (A.N.C.) de Rhodésie, a accusé dimanche 15 janvier M. Owen, secrétaire au Foreign Office, de « tenter de saboter les négociations » pour un règlement interne. Il a dénoncé notamment « les efforts de M. Owen pour ressusciter le plan anglo-américain et se servir de certains pays africains en vue de stopper le processus démocratique en cours à Salisbury ». — (A.F.P.)

Suisse

● DES SYMPATHISANTS DE LA F.R.A.C.T.I.O.N. ARMÉE ROUGE ont revendiqué UN ATTENTAT à la grenade perpétré, dans la nuit du 12 au 13 janvier, contre l'édifice abritant la cour suprême du canton de Berne. C'est cette juridiction qui étudie le dossier relatif à la fusillade qui, le 20 décembre dernier, près de Delemont (Burg hernois), avait fait deux blessés chez les douaniers suisses et abouti à l'arrestation de deux extrémistes ouest-allemands, MM. Christian Moeller et Gabriel Kroecker, aujourd'hui détenus à Berne. Si nos compatriotes sont extradités vers l'Allemagne, indique un communiqué signé « Commando Berno sans scrupules » du nom d'un sympathisant de la Fraction Armée rouge tué en 1976 « un orage d'obus sur la justice bernoise ». — (Corresp.)

à cinq ans. Les Nations unies auraient contrôlé une zone du Sinaï tandis qu'un autre secteur de la péninsule aurait été délimité. Ces deux derniers points sont seuls acceptables pour l'Égypte, a indiqué le général Gammal. Néanmoins, le comité militaire de Caire ne reprendra ses travaux que si la commission politique de Jérusalem parvient à amorcer véritablement la négociation.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Le problème palestinien et la question des implantations israéliennes dans le Sinaï ont constitué une fois de plus la pierre sur laquelle a failli s'écrouler la négociation. Les Américains ont finalement réussi à trouver des formules suffisamment vagues et



Amoureux s'efface derrière les faits. Il en produit même tant qu'on se prend à penser qu'il a été dans la confidence d'un peuple. Son livre n'escamote rien.

ROBERT LAFFONT
HENRI AMOUROUX
Quarante millions de pétainistes
(Juin 1940-Juin 1941)
LA GRANDE HISTOIRE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION

cial-démocrate

issance

ERU (*)

Que faire après

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

AFRIQUE

La fin de la visite de M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire

La France va recevoir d'importantes commandes dans divers secteurs industriels

Yamoussoukro. — La visite de M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire s'est achevée comme elle avait commencé, au milieu des applaudissements et des protestations d'amitié réitérées.

De notre envoyé spécial

Sur les autres problèmes internationaux, notamment la situation dans la corne de l'Afrique et au Proche-Orient, M. Giscard d'Estaing et Houphouët-Boigny ont échangé les informations dont ils disposaient et constaté les similitudes de leurs points de vue.

Patrick Jarreau

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

« Esprit de famille, totale confiance et parfaite compréhension »

Les entretiens se sont déroulés dans l'esprit de totale confiance et de parfaite compréhension qui a été le résultat de la visite de M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire.

Les problèmes africains doivent être réglés pacifiquement par les Africains eux-mêmes.

Relance du dialogue

Le grand dialogue qui a fait l'objet des conversations entre les deux chefs d'Etat a été l'établissement d'un pacte de solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Ce long texte indique notamment que M. Giscard d'Estaing a rendu un hommage à son sens élevé du devoir, au dévouement admirable, à la fermeté, au courage et à la très grande qualité humaine et professionnelle dont fait preuve le personnel français d'assistance technique, et notamment les enseignants.

Le mémorandum oppose la brutalité de la répression en Guinée au « maximum complet » du gouvernement français pour tenter de sauver les militaires investis par Pêcheux à Fria pour l'exploitation des bauxites de la Guinée.

Le thème des conversations qu'ont eues les deux présidents et leurs ministres peut être défini ainsi : la Côte-d'Ivoire a besoin des investissements et de l'assistance financière et technique de la France pour poursuivre son développement.

Devant les journalistes, le chef de l'Etat français a cité les « trois corbeilles » de l'acte final d'entente : la sécurité, les relations économiques, circulation des hommes

Sénégal

CORRESPONDANCE

Réponse à M^e Babacar Niang

Le docteur Daouda Soy, ministre de l'Information et des Télécommunications du Sénégal, chargé des relations avec les Assemblées, nous a fait tenir en réponse à la lettre de M^e Babacar Niang, parue dans le Monde du 15 novembre 1977.

M^e Niang a mis en cause un magistrat issu de l'insubordination, président de la Cour suprême ; celui-ci a été autorisé, par ses pairs, à exercer ses fonctions.

Si le ministre de l'Intérieur n'a pas reconnu le Rassemblement sénégalais par le Polisario, à l'occasion de la Constitution, et si celui-ci avait refusé de se soumettre à la Constitution, et si le système de « multipartisme limité » qu'elle a organisé, M^e Niang souligne que la Constitution de 1976 n'a pas été soumise au référendum.

Le président de la République a confirmé qu'il se rendrait en visite officielle à Conakry

M. Giscard d'Estaing a confirmé, dimanche 15 janvier, à Yamoussoukro, qu'il se rendrait en visite officielle en Guinée dans les prochains mois et a déclaré que des contacts diplomatiques étaient en cours pour fixer la date de ce voyage.

Les craintes de l'opposition guinéenne

Les responsables de l'opposition guinéenne en Côte-d'Ivoire n'ont, semble-t-il, pas été les moins chaleureux à accueillir M. Giscard d'Estaing. A la veille de sa visite, l'un des principaux dirigeants des opposants au régime de M. Sékou Touré nous affirmait à Abidjan :

« Nous ne pouvons nous empêcher d'être inquiets de la situation en Côte-d'Ivoire, et de ce qui se passe en Guinée. Notre situation si tragique depuis vingt ans. Nous pensons que le changement de régime en République de Guinée est maintenant non seulement possible, mais réalisable et inévitable, comme le montre la révolte des Guinéens qui surgit partout où se sont créées de fortes colonies d'exilés. (...) Notre souhait ardent et sincère serait que l'étape actuelle de notre lutte se fasse avec les soutiens appuyés, directs et discrets, de votre gouvernement. (...) »

« Alors que nous avions pu officiellement remettre un message à M. Pompidou en 1971, lors de sa visite ici, nous nous trouvons dans l'impossibilité de faire de même avec M. Giscard d'Estaing, parce que le président Houphouët-Boigny ne veut pas que le demi-million d'exilés politiques guinéens installés en terre ivoirienne puisse être accusés de se livrer à des activités politiques. Nous désapprouvons la prochaine visite du président de la République française à Conakry, mais ce que nous voulons avant tout lui montrer à l'occasion de son passage ici, c'est notre francophilie... »

Le mémorandum oppose la brutalité de la répression en Guinée au « maximum complet » du gouvernement français pour tenter de sauver les militaires investis par Pêcheux à Fria pour l'exploitation des bauxites de la Guinée.

Notre interlocuteur nous indique — fait qui n'avait pas été révélé — que quatre mouvements guinéens ont, dès le 20 février 1977, signé une déclaration définissant une plateforme d'action commune. Il s'agit de l'Organisation unifiée de libération de la Guinée (OULG), surtout implantée en Côte-d'Ivoire, du Rassemblement des Guinéens à l'extérieur (REG), de l'Union des populations de Guinée (U.P.G.), qui compte de nombreux adhérents en France, de l'Union des Guinéens au Sénégal (U.G.S.).

Pour sa part, l'Organisation unifiée pour la libération de la Guinée, dont les chefs estiment que les projets de voyage officiel de M. Giscard d'Estaing à Conakry sont étroitement liés à l'attrait qu'exercent auprès des investisseurs français les immenses ressources minières guinéennes, a

Le conflit du Sahara occidental

L'U.R.S.S. SE PRONONCE POUR LE DROIT A L'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI

Le ministre de la défense à Paris a démenti, dimanche 15 janvier, l'information diffusée par le Polisario, qui assurait avoir abattu le 11 janvier, un hélicoptère français et fait prisonniers les membres de l'équipage.

Sur le plan diplomatique, le président Boumediène, chef de l'Etat algérien, a également obtenu une satisfaction de principe lors de son récent voyage à Moscou. L'U.R.S.S. se prononçant pour la première fois, dans le communiqué commun, pour un règlement négocié rapide du problème du Sahara occidental par l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple de ce territoire conformément aux décisions des Nations unies.

MAX PAGÉS Le travail amoureux éloge de l'incertitude d'aujourd'hui 45 F

L'ECONOMISTE du tiers monde

Le seul périodique consacré à la libération économique des trois continents CE MOIS-CI, DANS TOUS LES KIOSQUES

SAHARA L'enjeu d'une guerre ELF AQUITAINE EN AFRIQUE Une pompe à profits SAHEL Le fleau de la désertification Lisez, abonnez-vous L'ECONOMISTE DU TIERS MONDE 9, rue d'Aboukir, Paris 2

UNE OCCASION UNIQUE DE RECEVOIR A L'ESSAI la lettre de L'EXPANSION (indispensable aux dirigeants en 1978) Jamais il n'a été aussi nécessaire d'être informé à l'avance. Voilà pourquoi La Lettre de L'Expansion vous propose aujourd'hui de recevoir ses 4 prochains numéros à l'essai, sans engagement ultérieur. Chaque lundi matin, vous saurez en une dizaine de minutes comment s'annonce la semaine à venir : décision encore secrète de l'Élysée, rumeur de Rivoli, contact entre les Paris, intentions des syndicats, projets de fusion d'entreprises, lancement de produits, nominations imprévues... Le sérieux et la variété des Informations de « La Lettre » lui valent la confiance de milliers de responsables : ses indications leur ont été, plus d'une fois, fort précieuses. Pour essayer La Lettre pendant un mois, renvoyez le bulletin ci-dessous : après avoir reçu 4 numéros, vous serez libre de vous abonner ou non. Un mois d'essai pour 75 F

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE BELGRADE REPREND SES TRAVAUX

La rédaction des documents finals va entraîner une prolongation de la réunion

La conférence de Belgrade, tenue conformément aux dispositions de l'Acte final (d'Helsinki) relatives aux suites de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, doit clore à la mi-février les travaux qu'elle a suspendus le 22 décembre dernier et qu'elle reprend le 17 janvier. Mais elle doit aussi, avant de terminer ses travaux, adopter, en tout état de cause, un document de clôture et fixer la date et le lieu de la prochaine réunion analogue. Compte tenu de la règle impérative du consensus, on peut sérieusement douter que la conférence de Belgrade ne se termine à la date prévue.

Il est peu probable que reprenne l'interminable débat sur les droits de l'homme qui s'est poursuivi pendant toute la première partie de la conférence, au cours de l'automne 1977. Les pays occidentaux admettent que ce débat peut être considéré comme clos à moins qu'il n'est, de nouvelles et graves violations de ces droits ne soient commises. Les trente-cinq membres de la conférence auront pourtant le plus grand mal en procédant à la rédaction du communiqué final à se mettre d'accord sur une formulation commune concernant l'application de l'Acte final — en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme — et à élargir parmi les cent neuf propositions qui ont été déposées.

On regrette d'ailleurs au sein de la délégation française et de quelques autres que la conférence se soit engagée dans cette voie inflationniste de propositions multiples sur lesquelles un consensus sera difficile à dégager. Il eût été plus sage d'établir un bilan général des progrès réalisés et des manquements constatés dans l'appli-

cation des recommandations de l'Acte final d'Helsinki, puis de fixer la date d'une nouvelle réunion des trente-cinq pour répondre au souci commun que cette application soit contrôlée périodiquement.

Les propositions françaises

La délégation française a déjà mis au point un schéma de document de clôture en cinq parties. La première est consacrée à la description de la réunion, la deuxième concerne les conclusions politiques générales (réaffirmation de la volonté de détente des participants), la troisième comporte un bilan de la mise en œuvre de l'Acte final, la quatrième traite des décisions et recommandations pour améliorer la mise en œuvre de l'Acte final, alors que la dernière envisage une prochaine réunion semblable à celle de Belgrade.

La délégation française a également proposé un texte rédactionnel pour l'ensemble des propositions et recommandations relatives à l'information, qui constitue le point 2 de la troisième section « corbeille » concernant la coopération dans les domaines humanitaires et autres. Ce texte, qui serait inséré dans la quatrième partie du document final selon le schéma français, résume en une page l'ensemble des propositions faites sur le problème de l'information. Celles-ci sont au nombre de douze. Cinq d'entre elles ont été présentées par la France ou par d'autres pays occidentaux avec son concours; elles visent à l'amélioration des conditions de travail des journalistes, à la satisfaction de la demande de publications étrangères dans les pays participants, et au soutien de l'initiative qui a conduit à la constitution d'un club européen de journalistes.

La France est également favorable à quatre autres propositions

dont la plus importante, présentée par la Suisse, prévoit une réunion d'experts chargés de préparer une convention pan-européenne sur les conditions de travail des journalistes étrangers et d'envisager des mesures visant à élargir la diffusion de l'information écrite. Elle est « enfin favorable à une proposition du Saint-Siège relative à l'information religieuse, et à une proposition de la Yougoslavie concernant la coopération entre les agences de presse. Elle n'est pas hostile à la description de la réunion, la relative à une meilleure diffusion du texte complet de l'Acte final. En revanche, deux propositions technologiques se heurtent aux réserves profondes des pays non socialistes qui voient en elles des textes de propagande sans la moindre portée concrète.

En accord avec les autres pays du Marché commun et la Norvège, la France a également proposé un texte destiné à couvrir la seconde section de la partie III de son « schéma de document de clôture », partie relative au bilan de la mise en œuvre de l'Acte final. Cette section décrit les principaux progrès et insuffisances mis en évidence par les travaux de la réunion de Belgrade.

Ce texte est appelé à susciter des réserves considérables du côté des pays de l'Est. Il constate notamment que, si « les relations entre les gouvernements des États participants ont en général éprouvé une « japonisation », en ce sens que les institutions, les organisations et les personnes n'ont pu, dans certains cas, jouer le rôle propre et positif qui leur attribuent l'Acte final lui-même », « une « japonisation » a été réalisée dans la voie d'une diffusion dans certains États participants de l'information, notamment en ce qui concerne les médias ». Certains États participants aux journaux et aux publications imprimés en provenance des autres États... etc. »

Un autre projet de document de clôture a été présenté par sept pays neutres: l'Autriche, le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Yougoslavie. Ce texte, de quatre pages seulement, met l'accent sur le rôle des journalistes de la détente et contient une déclaration en huit points dont les deux derniers consistent en conclusions et recommandations de la conférence.

La Méditerranée et les « suites »

On ne peut douter que ce texte satisfasse entièrement les pays socialistes, mais ne satisfait pas du tout ceux d'Europe occidentale. La rédaction du document final exigera fatalement plus d'un mois, d'autant que la discussion sur les « corbeilles » ajoutent celles qui porteront sur les « questions relatives à la sécurité et à la coopération en Méditerranée ». Il a déjà été prévu que ces questions seront discutées après la conférence de Belgrade par un groupe d'experts qui se réunira à Malte, mais la délégation maltaise peut fort bien, comme à Helsinki, provoquer une surprise en exigeant un consensus sur sa proposition d'établir à Malte un secrétariat permanent chargé de promouvoir la coopération des pays méditerranéens, membres ou non de la C.S.C.E. en vue de renforcer la sécurité en Méditerranée.

Restera enfin à fixer la date et le lieu de la réunion qui succédera à celle de Belgrade. Un coup de délégués songent à Madrid.

La conférence de Belgrade devra mener à bien l'ensemble de ces tâches au sein d'un groupe de rédaction appelé D G 5 (Drafting group) et chargé de la rédaction du document de clôture et de la question méditerranéenne. Ce groupe sera assisté de trois sous-groupes chargés de trois « corbeilles ». Un deuxième D G 5 s'occupera des « suites ». Le programme de travail de tous ces groupes a été fixé jusqu'au 10 février à Madrid.

La plupart des délégations, y compris celles des pays socialistes, paraissent surtout soucieuses d'éviter un échec qui ne ferait qu'aggraver le climat européen actuel. Elles souhaitent donc que la conférence de Belgrade cesse d'être le champ clos des affrontements entre les deux Super-Grands et permette un nouveau petit pas vers une meilleure coopération entre leurs pays. Les pays non alignés, les neutres et la Roumanie ne seront pas les seuls à veiller qu'il en soit ainsi.

JEAN SCHWELB.

● M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ira à Londres le 23 janvier pour rencontrer avec son collègue britannique, M. Frank Judd, du Proche-Orient, et de la Communauté européenne et des relations bilatérales.

AMÉRIQUES

Bolivie

L'EXTENSION DU MOUVEMENT DE GRÈVE DE LA FAIM PROVOQUE DE SÉRIEUX REMOUS POLITIQUES ET SOCIAUX

La Paz (A.F.P.). — La grève de la faim en faveur d'une amnistie générale s'étend en Bolivie: le 16 janvier, mille cent vingt personnes participaient au mouvement dans les huit villes du pays. L'ancien président de la République, M. Luis Adolfo Salinas, principal dirigeant du mouvement des droits de l'homme en Bolivie, s'est joint, le 16 janvier aux grévistes.

Ce mouvement lancé le 28 décembre par un petit groupe commence à avoir de sérieuses répercussions politiques sociales. Les principaux conseillers du général Hugo Banzer, chef de l'Etat bolivien, ont démissionné, et annoncé, le dimanche 15 janvier le quotidien « Hoy », de La Paz, qu'il s'agit de M. Adolfo Tapia Foutanilla, secrétaire général de la présidence, et Javier Arce Villalba, secrétaire général de l'information, qui ont démissionné.

Les dirigeants syndicaux favorables au gouvernement ont annoncé dimanche que des arrêtés de travail destinés à soutenir la position d'intransigeance des autorités face aux grévistes de la faim auraient lieu dès lundi dans tout le pays.

De son côté, la Confédération générale des paysans mandatée au général Hugo Banzer l'arrêterait et l'envoie en exil des responsables du mouvement de grève de la faim. Elle qualifie ceux-ci d'« extrémistes » et les menace de représailles s'ils ne cessent pas leur action.

Cependant, les travailleurs socialistes, qui, dans leur majorité, soutiennent le mouvement, ont décliné une telle proposition. Ils ont dans l'entreprise ministre d'Etat de Quechista, au nord de Potosí, La Fédration (landestine) des mineurs, à quatuor, et, annoncé, en soutien aux grévistes de la faim, un arrêt de travail de quarante-huit heures, qui devrait commencer le mardi 17 janvier dans tous les centres miniers, privés ou publics, du pays.

L'arrestation, le 14 janvier, dans une église de Santa-Cruz-de-la-Sierra (1200 kilomètres à l'est de La Paz), de quinze personnes par suite de la sécherie déclarations, a provoqué une réaction des milieux catholiques. On y fait remarquer que cette violation du « droit d'asile » religieux est la première de l'histoire de la région et de ses auteurs encourrent les peines prévues par le droit canon, pouvant aller jusqu'à l'excommunication. L'archevêque de La Paz, Mgr Jorge Manrique, a annoncé que ses prêtres extraordinaires des prisons boliviennes auront lieu. Enfin, des représentants d'organismes internationaux intéressés par les problèmes de droits de l'homme sont arrivés à La Paz.

Canada

● LA SUN LIFE, la plus importante compagnie d'assurance canadienne, qui avait annoncé le 6 janvier qu'elle allait déplaquer son siège social de Montréal (Québec) à Toronto (Ontario) (le Monde du 12 janvier), a l'14 janvier samedi 14 janvier qu'elle se donnait un temps de réflexion de trois mois avant de prendre une décision définitive. — (Reuter.)

Etats-Unis

M. Nixon s'est rendu à Washington pour les funérailles de Hubert Humphrey

De notre correspondant

Washington. — M. Richard Nixon à Washington: il aura fallu un moment de communion nationale. Les funérailles de Hubert Humphrey, pour que l'ancien président déchu se décide à regagner la capitale après un exil de trois ans et demi. Depuis le 8 août 1974, date à laquelle il avait quitté la Maison Blanche, M. Nixon s'est démissionné, et a pris sa démission forcée. M. Nixon ne s'était aventuré qu'une seule fois hors de sa retraite de San-Clemente au bord du Pacifique: à la fin de 1975, lorsqu'il s'était rendu en Chine à l'invitation de Mao.

Son séjour à Washington, qui doit prendre fin ce lundi 16 janvier, aura été discret. L'ancien président a emprunté comme un simple citoyen le vol régulier d'une compagnie, il n'en a pas moins été protégé de la curiosité du public par une escouade d'agents du service secret qui l'ont conduit à une résidence gouvernementale fort loin du centre de la ville. Il a rencontré, après son passage au Capitole, les

dirigeants du parti républicain, notamment MM. Ford et Rockefeller, mais il ne devait pas avoir en principe de contact avec la Maison Blanche. M. Nixon s'est borné à saluer le président avant le service funéraire du Capitole, où une grande partie de la classe politique américaine s'était rassemblée: outre M. Ford, le veuf de l'ancien président Johnson, M. Kissinger et de nombreux anciens ministres, presque tous les sénateurs étaient là.

Le viceliste Isaac Stern et le baryton Robert Merrill, deux amis du sénateur défunt, ont animé la partie musicale de la cérémonie funéraire, qui était retransmise en direct par les trois chaînes de télévision. M. Carter affirma dans son allocution, que Hubert Humphrey « aurait dû servir à la Maison Blanche ». Un mot qui ne dut pas ravir M. Nixon, rival victorieux du sénateur dans la course à la présidence de 1968 et qu'il avait « rendu des bienfaits à notre pays plus que n'importe lequel d'autres nous ». — M. T.

ASIE

LE CONFLIT KHMÉRO-VIETNAMIEN

Le Cambodge se déclare prêt à défendre ses eaux territoriales

Le ministère khmer des affaires étrangères a affirmé, dimanche 15 janvier, que le Cambodge entendait « protéger et défendre la souveraineté, les droits et intérêts de ses eaux territoriales (12 milles marins), de sa zone économique exclusive (200 milles) et de son plateau continental ».

Radio-Phnom-Penh fait d'autre part l'éloge de « l'héroïsme des troupes révolutionnaires et des habitants de la province de Kam-puchea », qui « continuent toujours à lutter contre tous les ennemis agresseurs vietnamiens », confirmant ainsi que des combats se poursuivent à la frontière, et sans doute en territoire cambodgien. Cette émission contredit les communiqués précédents affirmant que les Vietnamiens avaient été chassés du Cambodge, Hanoi fait état de son côté de la poursuite des affrontements.

● A PEKIN, le vice-premier ministre chinois, M. Chi Tcheng-kuei, a défini jeudi dernier la position de son gouvernement sur le conflit, au cours d'un entretien avec un représentant japonais. Il faut, a-t-il dit, que cessent les combats et que l'armée qui a franchi la frontière évacue le territoire occupé, ce préalable à un règlement par voie de négociations. Hanoi semble ainsi reprendre à son compte la position de Phnom-Penh, qui exige le départ des forces vietnamiennes.

● A PARIS, le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique (53, avenue Lénine, 92250 Gentilly, tél. 655-88-17) et exprime

sa profonde indignation devant les actes répétés d'agression et de violation de grande envergure, ayant le caractère d'une guerre non déclarée perpétrée par surprise par l'armée de la République socialiste du Vietnam ». Ce comité, qui représente les patriotes du régime de Phnom-Penh en France, nous a dit avoir organisé le retour au Cambodge de plusieurs centaines de Khmers résidents en France.

En 1970

HANOÏ AURAIT SUGGÉRÉ A WASHINGTON DE FAIRE TUER LE PRÉSIDENT THIEU

Les Vietnamiens auraient proposé en 1970 aux Américains d'éliminer le général Thieu, chef de l'Etat sud-vietnamien, affirme, dans son livre Silent Missions, cité par l'hebdomadaire Newsweek, le général en retraite Vernon Walters, qui participa en tant que conseiller militaire aux négociations de Paris.

Selon le général, le dialogue suivait bien le général et Kissinger à propos du général Thieu: « Vous savez ce que vous devez faire (...) Eliminez-le. »

M. KISSINGER: — Vous voulez dire que nous devrions le tuer ?

M. THO: — Oui, mais il n'est pas nécessaire d'inclure cela dans le texte de l'accord. — (A.F.P.)

Pakistan

LE GÉNÉRAL ZIA A NOMMÉ UN « COMITÉ DE CONSEILLERS » CHARGÉ DE FONCTIONS GOUVERNEMENTALES

Islamabad (A.F.P., Reuter). — Le général Zia ul Haq, homme fort du Pakistan depuis le coup d'Etat qui renversa en juillet 1977 le gouvernement de M. Bhutto, a nommé vendredi 13 janvier un Comité de conseillers qui a tenu sa première réunion samedi. Composé de seize membres, dont onze civils, mais ne comprenant aucun homme politique, ce Comité devrait faire fonction de cabinet, aucune instance gouvernementale n'existant plus depuis six mois. Ces conseillers auront rang de ministres, mais les décisions importantes relèveront du général Zia, qui conserve plusieurs portefeuilles, dont ceux de la défense, de la production d'armement, de l'information, de la santé et de la technologie, de la culture et des sports, ainsi que le contrôle du secrétariat chargé de l'application de la loi martiale.

D'autre part, le général a créé douze « cours spéciales » chargées de juger de la « moralité » de l'activité des hommes politiques de 1970 à 1977. Selon un décret promulgué en décembre, tout homme politique occupé de « mauvaise conduite » au cours de cette période ne pourra avoir d'activités politiques pendant sept ans.

dans l'Express cette semaine

Le terrorisme à l'italienne

Après l'Italie et l'Allemagne la France

André Pautard de l'Express a parcouru l'Italie en crise. Cette semaine Jean-François Revel en tire pour vous la leçon.

La France, l'Europe entière, sont menacées par un mal qui semble devoir se répandre: le terrorisme à l'italienne.

La catastrophe nucléaire de 1958. Dans l'Oural, 1000 km² ont été ravagés. Des centaines de tués, des milliers de brûlés.

Alain Dupas vous explique cette semaine dans l'Express pourquoi cette catastrophe, tenue secrète pendant 20 ans, l'explosion d'un dépôt de déchets radio-actifs, nous concerne tous.



Les anarchistes, les nihilistes, la bande à Bonnot. Rien, à côté de ce qui semble prendre forme chez nos voisins.

EMBAJADA DE ESPAÑA

AVISO A LOS ESPAÑOLES

Con el fin de conseguir una participación lo más completa posible de todos los españoles en las actividades políticas de la Nación y muy especialmente en aquellas en las que han de manifestar su opinión ciudadana, votación y elecciones legalmente establecidas, por Decreto n.º 3341/77, de 21 de Diciembre último (Boletín Oficial del Estado de 3 de Enero de 1978), se ordena la formación de un censo electoral especial de españoles residentes en el extranjero.

Para ello se abre desde ahora, hasta el 15 de febrero próximo, un plazo de inscripción en los Consulados.

Todos los españoles mayores de 17 años que vivan en Francia deberán rellenar los impresos que les serán facilitados por los Consulados y Viceconsulados de su circunscripción, agrupados y Oficinas Laborales, Centros y Asociaciones españolas, etc., a petición propia, bien por correo o presentándose personalmente en la Oficina Consular que corresponda.

La inscripción se hará remitiendo al Consulado el impreso citado en ejemplar duplicado y adjuntando fotocopia de las tres primeras paginas del pasaporte, certificado de nacionalidad y cualquier otro documento acreditativo de la identidad, extendido por Autoridades españolas.

En el impreso se hará constar como Municipio donde se desea ser censado, el de nacimiento o el de la última residencia en España. Los españoles nacidos en el extranjero y que no hayan residido nunca en España se censarán en el Municipio de nacimiento o última residencia de sus padres o ascendientes en España.

Todos los extractos de cuestionario deben referirse a la fecha de 31 de Diciembre de 1977.

Los Consulados de España, a quienes deberán ser remitidos los impresos debidamente rellenados, comprobarán que estos vienen correctamente cumplimentados y firmados por los solicitantes, así como que los datos personales coincidan con los contenidos en las fotocopias de los documentos que se acompañen. Verificada dicha comprobación la solicitud por el Consulado, éste la remitirá a Madrid donde se procederá a la formación del Censo.

Las solicitudes que no se envíen a través del Consulado y por el procedimiento descrito no podrán ser admitidas.

Se convoca a que cumplimenten la mencionada solicitud todos los españoles nacidos en España que hayan realizado previamente otra semejante en virtud de anteriores urnas.

مكتبة من الأصل

MERCREDI 18 JANVIER A LA MUTUALITÉ A 21 heures : MEETING DE SOUTIEN AUX CANDIDATS COMMUNISTES DE PARIS

- avec Paul LAURENT, député, secrétaire du Comité Central; Douceline BONVALET, professeur agrégé à l'Hôpital Saint-Louis; Ralonde PERLICAN, sénateur de Paris; Henri FISZBIN, député, Secrétaire de la Fédération. LES 3 HEURES DE PARIS-HEBDO De 18 heures à 21 heures : 5 DÉBATS AVEC LES CANDIDATS

- Pourquoi le P.C.F. est-il le parti de la libération de la femme? • Progrès social, autogestion, gestion démocratique, clefs de l'efficacité dans l'entreprise? • Mettre fin à la misère : charge insupportable ou moteur de l'économie? • Le réformisme hier et aujourd'hui.

FORUM DE LA JEUNESSE VENTE-DÉDICACE DE LIVRES, DISQUES DESSINS, LITHOGRAPHIES

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

dans l'Express cette semaine François Mitterrand "En 1971, j'avais prévu la rupture"

Cette semaine dans l'Express François Mitterrand réfléchit sur sa stratégie politique depuis 18 ans. Il dit à Albert du Roy et Philippe Grumbach de l'Express, pourquoi il était prévisible dès 1971 que le parti communiste romprait un jour l'union de la gauche et pourquoi il croit néanmoins à la victoire. Vous trouverez aussi cette semaine un document de l'Express. Après avoir lu le texte de l'enquête de Jean Montaldo, une question surprenante se pose : les communistes n'ont-ils participé à l'union de la gauche que dans le souci tactique de contrôler 1800 municipalités?



Philippe Grumbach, Albert du Roy, Robert Schneider, Yann de l'Écotais, François Mitterrand lundi dernier au siège du parti communiste.

POLITIQUE

LA FIN D'UNE ÉPOQUE Majorité politique et fait présidentiel

par JACQUES ROBERT (*)

En créant, côte à côte, deux législatures concurrentes — celle d'une représentation parlementaire élue au suffrage universel et celle d'un président désigné par la nation, — on n'avait point voulu que les mandats de l'un et de l'autre coïncident, notre Constitution a créé, comme à plaisir, toutes les conditions de conflits futurs graves, même si elle a cru astucieusement piecer entre les députés et le chef de l'Etat, un troisième homme — lisible ou tanton? — le premier ministre.

Personnage doublement ambigu l'homme chargé de déterminer et de conduire la politique de la nation, il ne saurait être, en fait, que l'exécutif d'une politique conçue à l'échelon supérieur dont il répondrait personnellement, seul, devant le Parlement. Désigné pour conduire à la bataille électorale une majorité qui se réunit sur les objectifs d'action du président, il s'engage pour un autre et se trouve, en cas d'échec, le vaincu tout qualifié, en cas de succès, un vainqueur mal accueilli.

Ce jeu à trois est subtil et complexe. Il ne peut se dérouler sans heurts sous le général de Gaulle et sous Georges Pompidou. Une même majorité gaulliste suivait, sans conditions, un président et un premier ministre qui étaient aussi.

L'unité, constituée, au départ, autour du général de Gaulle s'organisa ensuite, en son nom ou celui de son successeur, autour du premier ministre. L'existence d'un parti puissant, hiérarchisé et cohérent gardait la majorité de tout émiettement. L'étage à trois était comme soudé, il affrontait en bon ordre et de conserve les échéances électorales.

Le fait présidentiel et majoritaire politique se confortait l'un l'autre. Le chef de l'Etat pesait de tout son poids dans les confrontations politiques pour faire triompher sa majorité menée en combat par son premier ministre.

Les choses ont changé en 1974. La situation est, de ce fait, aujourd'hui, totalement transformée. Dans un premier temps, on a cru que le majoritaire gaulliste soit à la longue, « giscardien » ou que les giscardiens se diluent dans le nébulosité gaulliste. — que, finalement, une certaine cohérence majoritaire se reconstituait. Le départ brusqué de M. Jacques Chirac du gouvernement fit vite comprendre qu'il n'en était rien. L'équation nouvelle se montre moins brillante : un président de la République, un premier ministre sans parti, une majorité cultivant ses différences.

Comment concilier alors le fait présidentiel avec ce nouveau contexte majoritaire? Puisque le chef de l'Etat ne pouvait plus, comme précédemment, être le chef naturel d'une majorité qui fut vraiment la sienne, il lui fallait, prenant acte de la nouvelle conjoncture, adopter une attitude moins engagée, plus neutre, ménageant l'avenir. Ce fut l'acte de la majorité de « pluralisme organisé » et de déclin de « prendre ses distances ».

La majorité était convoquée, sous le houlet du premier ministre et dans l'ordre, à affirmer sa diversité pour tenir compte des sensibilités différentes de chacun, cependant que le président, plus arbitre alors qu'acteur, se contentait, le moment venu, d'indiquer le « bon choix ».

Mais la majorité politique ne s'est pas pliée aux vus présidentiels. Le pluralisme ne s'est pas organisé vraiment : le premier ministre n'a hérité qu'entre certaines formations seulement ; et le principal parti de la majorité a rejeté un programme de gouvernement qui, jugé par lui incompatible avec le caractère minoritaire de la majorité, ne saurait être le nouveau gouvernement issu, en mars prochain, de la nouvelle majorité.

Ce sont donc, aujourd'hui, deux conceptions opposées qui s'affrontent autour d'un binôme déseulé : majorité politique ou fait présidentiel? La politique gouvernementale, c'est-à-dire présidentielle, proposée à celle de la majorité parlementaire issue des urnes, ou cette majorité

La préparation des

LE CONGRÈS DU P.S.D.

M. Éric Hintermann : il faut ouvrir une troisième voie

Le parti socialiste, démocrate, fondé en 1975 par M. Éric Hintermann (après son exclusion du P.S.), a réuni, samedi 14 et dimanche 15 janvier à Paris, son troisième congrès (le premier avait siégé à Lyon en décembre 1975 et le second à Nice en janvier 1977). Le P.S.D. revendique actuellement quelque quinze mille militants, dont une moitié serait constituée d'anciens membres du parti socialiste et l'autre de « nouveaux adhérents ».

Le congrès du P.S.D. s'est ouvert samedi après-midi 14 janvier après la réunion du comité directeur de formation qui a procédé à l'élection du bureau. Samedi et dimanche, au cours du débat de politique générale, sont intervenus MM. Maurice Erat, député de l'Allier, et Paul Aldry, député des Pyrénées Orientales, ancien socialiste, qui a déclaré : « Le plus grand crime de François Mitterrand est d'avoir tiré les principales municipalités aux communistes. Cette trahison de la démocratie devrait le conduire devant une certaine Haute Cour de justice ».

M. Gabriel Taix, ancien membre de la Convention des Institutions républicaines, M. André Roulier-Freuvost, ancien membre du comité directeur du parti socialiste, M. Robert Jospin (père de M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du P.S.), M. Robert Drapier, député de Meurthe-et-Moselle, présidait la séance de dimanche. M. Auguste Lecœur assistait aussi aux débats.

Dans son discours de clôture, M. Éric Hintermann a réaffirmé la volonté de son parti d'ouvrir la troisième voie socialiste démocrate entre le capitalisme et le communisme, voie originale

comparable à la social-démocratie des autres pays européens. Il a indiqué : « Le programme de Blois était en principe destiné à être soumis au Parlement, puis qu'il est présenté pour les élections législatives, les députés socialistes démocrates auront tout naturellement recouru à la procédure de l'amendement pour le changer et l'améliorer. Ils déposeront, sous forme de propositions de loi, notre programme au début de la législature. Les amendements reprendront les termes de nos propositions de loi ».

Le secrétaire général du P.S.D. a présenté les « douze propositions pour une social-démocratie française » et a souligné à propos de la gauche : « La voie de l'union de la gauche débouche sur un terrain vague. La stratégie unitaire échouée par les socialistes et les communistes était condamnée à échouer, car elle était fondée sur une alliance contre nature entre deux partis idéologiques opposés et des contrastes collectifs pour l'un de libération de l'homme pour l'autre ».

Au sujet de la majorité, il a noté : « La voie de la droite est encombrée par les obstacles des privilèges et des intérêts. La majorité n'a pas vraiment changé la maison. Elle en repense la façade après d'après disputes sur la couleur. Elle s'est limitée à des aménagements mineurs ».

Il a conclu : « La troisième voie du parti socialiste démocrate vient en ligne directe du socialisme humaniste de Jaurès ; c'est une voie sans déviations, ni vers la droite ; une voie qui mène à une social-démocratie, une voie de rencontre pour sortir notre pays de sa division en deux et réconcilier les Français autour d'un projet raisonnable ».

M. Claude Bigel, maire d'Annville-Les-Gonnesse, candidat du parti socialiste démocrate dans la circonscription du Val d'Oise, a été, selon les instances locales du P.S.D., et nommé par erreur parmi les candidats communs des centristes, des radicaux et des giscardiens. Ce qui, précise le P.S.D., ne l'empêche pas d'avoir le soutien des démocrates et des hommes de progrès qui souhaitent le changement ».

LES INSTANCES DU PARTI Le bureau exécutif du P.S.D. est ainsi constitué, après le congrès des 14 et 15 janvier : Secrétaire général : M. Éric Hintermann (Gise). Trésorier national : Mme Annie de la (André). Secrétaires généraux adjoints : MM. Christian Ryk, Christian Chauré, Christian Dulcy, Bernard Faillon, Léon Fuljan, Pierre Masias et André Roulier-Freuvost. Délégués nationaux : M. Maurice Beaudouin, Mme Renée Caumont, MM. Robert Drapier, Yves Mastarand, Marcel Dreux, Jean-Louis Guilleminard, Mme Thérèse Roméo et M. Bernard Tancard. Délégués nationaux « hors bureau » : M. Daniel Carrière, Mme Monique Cazeaux et M. Maurice Flotot.

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES Le gouvernement étudie la possibilité de réduire les charges financières des communes

Ainsi qu'il l'avait indiqué le vendredi 10 janvier aux membres du bureau de l'Association des grandes villes, le gouvernement envisage de réduire les charges financières des communes. C'est ainsi que le ministère de la justice évalue actuellement le coût de la prise en charge par l'Etat des dépenses communales relatives au fonctionnement des tribunaux et greffes d'instance. De même, le ministère de l'éducation étudie les conséquences financières qui résulteraient de la prise en charge par l'Etat des indemnités versées aux instituteurs. Le chef du gouvernement fait également examiner par le ministère de la santé et de la sécurité sociale l'éventualité de la prise en charge des dépenses d'aide sociale par les collectivités locales et l'Etat qui pourraient se partager les compétences en ce domaine.

Le journal mensuel de documentation politique après-demain (non vendu dans les kiosques) Offrir un dossier complet sur L'EUROPE DES TRAVAILLEURS Envoyer 10 francs timbres ou chèques à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

des législatives LE DEVELOPPEMENT



مكتبة من الأصل

سكز من الاجل

POLITIQUE

élections législatives

LE DÉVELOPPEMENT DES CONTROVERSES AU SEIN DE LA GAUCHE

M. Mitterrand : avec un accord le 12 mars la gauche gagnera les élections

Dans une interview publiée dans l'Express, daté 15-22 janvier, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., déclare à propos des relations de sa formation avec le P.C.F. : « J'ai toujours pensé qu'une crise survenant, je ne pouvais pas prévoir quand elle aurait lieu... »

Une cinquantaine d'adhérents de la C.G.T. protestent à leur tour à Rouen contre les déclarations de M. Ségué sur le P.S.

Rouen. — De nouvelles réactions sont enregistrées après les positions prises par M. Ségué à l'occasion du P.S. (Le Monde daté 15-16 janvier). En Seine-Maritime, une cinquantaine d'adhérents actifs de la C.G.T., représentants de nombreux secteurs d'activité, membres du parti socialiste ou n'appartenant à aucune formation politique, se sont réunis le samedi 14 janvier dans la banlieue de Rouen et ont condamné ces positions qui, selon eux, « trahissent l'esprit des statuts » de la première centrale ouvrière.

EN DÉSACCORD AVEC SON PARTI

Le candidat communiste dans la 4^e circonscription du Puy-de-Dôme renonce à se présenter

Clermont-Ferrand. — En faisant état de divergences graves opposant à la fédération du Puy-de-Dôme du parti communiste « sur la démocratie intérieure de son parti, sur l'honnêteté politique et sur la conscience professionnelle », M. Jean Chauduc a retiré sa candidature aux élections législatives dans la quatrième circonscription du Puy-de-Dôme (Thiers-Ambert), candidate que le parti communiste avait rendue publique.

M. Fabre : les radicaux de gauche refuseront d'apporter une caution à la majorité

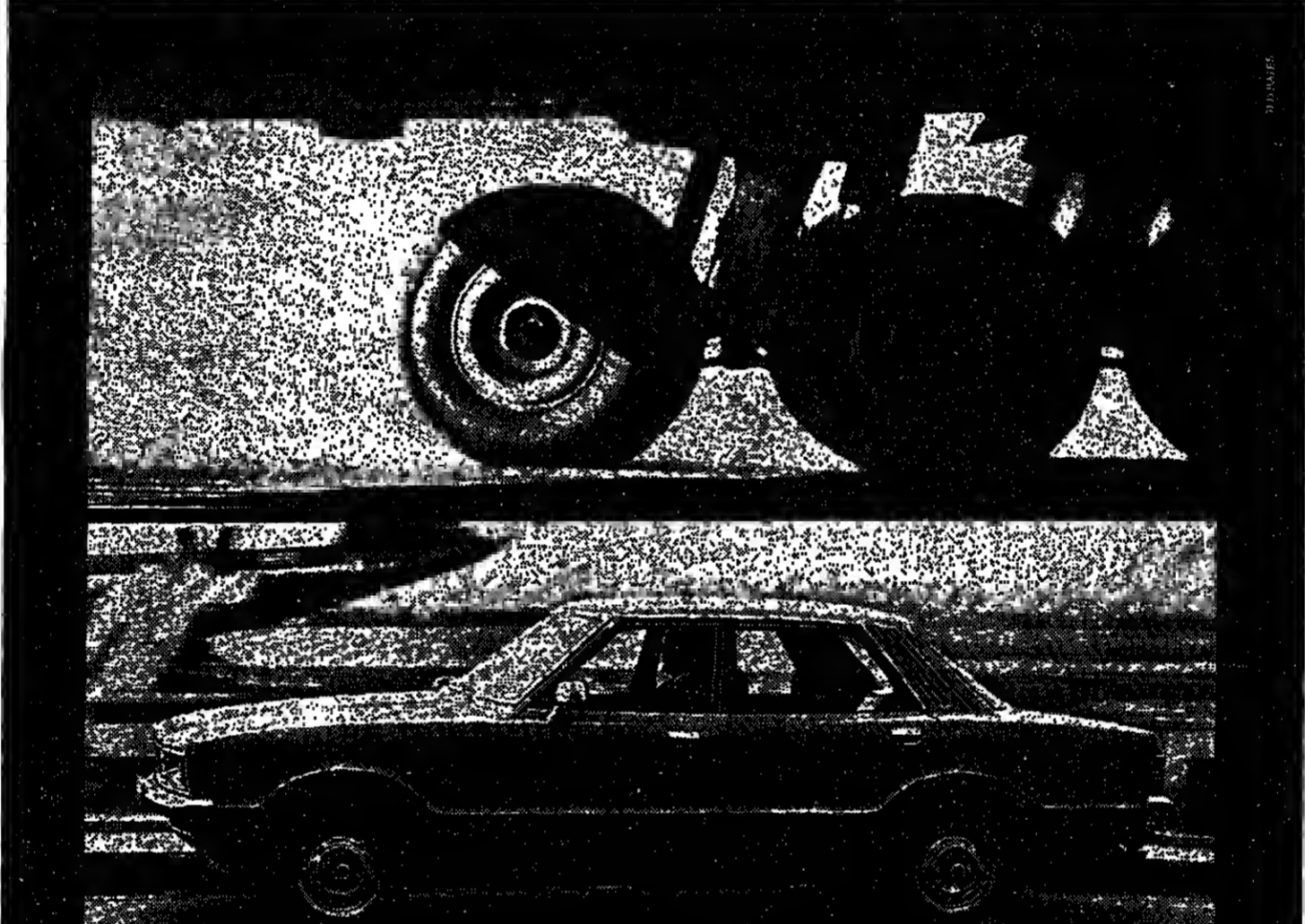
M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui était dimanche 15 janvier l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a notamment déclaré : « S'il apparaît qu'une large majorité des Français souhaitent un changement — désigne la gauche comme devant accepter des responsabilités, eh bien, nous, radicaux de gauche, nous acceptons de prendre des responsabilités dans la mesure où nous aurons la certitude de pouvoir mettre en œuvre ce qui est notre programme... »

M. ALAIN KRIVINE DÉNONCE LE « SECTARISME » DU P.C.F.

Montpellier. — Venu à Montpellier, dimanche 15 janvier, pour le dixième congrès de la section locale de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), M. Alain Krivine, membre du bureau politique, a déclaré : « L'opportunité de battre la droite est compromise devant l'attitude sectaire du parti communiste, et notamment son refus de désister au second tour. »

VAR : rupture entre socialistes et communistes au conseil général.

Toulon. — Les élus communistes au conseil général ont voté samedi 14 janvier, contre le budget de l'assemblée départementale, qui s'élève à 542,6 millions de francs. M. Emerio (P.S.) leur a déclaré : « Vous avez décidé, bien que faisant partie de la majorité de cette assemblée, majoritaire qui a la responsabilité de la gestion de ce département... »



Dès qu'il atterrit, l'homme No.1 Hertz "décolle"

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme No.1. Et un homme No.1 n'attend pas. Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée.

Hertz No.1 Club Téléphonez, signez et prenez le volant. PARIS (01) 788.51.51 LYON (78) 27.28.86 NICE (93) 83.07.01

LOIRE : les répercussions des divisions de la gauche.

Saint-Etienne. — La commission exécutive de la fédération de la Loire du parti socialiste estime que « le P.C. fait passer ses positions électorales avant le développement de l'union de la gauche ». Dans le département de la Loire, les électeurs communistes se souviennent que des villes importantes, notamment Saint-Etienne, se sont donné un autre communiste. Ce résultat a été obtenu par le concours loyal, le travail patient et obstiné des militants socialistes.

MAX PAGÉS Le travail amoureux éloge de l'incertitude dunois 45 F

préparation... CONGRÈS DU P.S.D. ... il faut ouvrir... démocratie française... samedi 14 janvier...

POLITIQUE

LA CONTROVERSE AU SEIN DE LA GAUCHE

LE P.S.U. CRITIQUE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS DE GAUCHE

La direction politique nationale du P.S.U. s'est réunie samedi 14 et dimanche 15 janvier à Paris. Elle a adopté une déclaration critiquant à la fois le programme de Blois et le rôle du gouvernement et l'attitude des partis de gauche.

Ce texte précise notamment : « Le programme de Blois cherche à donner satisfaction aux revendications patronales (...). L'impopularité de la politique économique et sociale de la gauche demeure cependant l'élément essentiel qui peut entraîner sa défaite ».

Au sujet des responsabilités du P.C. et du P.S. dans l'échec de l'actualisation du programme commun de la gauche, on lit notamment : « Le P.S. n'a jamais pris position sur la nécessaire offensive de la gauche contre M. Giscard d'Estaing, en cas de victoire électorale. Le P.S. n'a jamais abandonné en outre ses tentatives atlantistes. Il demeure sensible aux pressions américaines comme en témoigne la récente entrevue Carlier-Mitterrand (...). »

« La dénonciation virulente du parti socialiste par le parti communiste telle qu'elle s'est exprimée récemment vise à masquer les responsabilités des communistes dans la situation actuelle. Parce qu'il n'a pas voulu d'un véritable mouvement de masse contre le P.C. et le P.S. qui se gardent de modifier le rapport de force ».

Enfin, le P.S.U. assure que les élections européennes du 17 juin prochain de constituer le Monde du 12 janvier) sont à l'échec d'une force politique de la gauche socialiste autogouvernée et unitaire, qui n'admet pas ceux qui ne retrouvent pas leurs aspirations dans les autres for-

A LA JOURNÉE D'ÉTUDES DU P.S.

M. Martinet : dès les premières semaines nous procéderons aux grandes réformes de structures

De notre correspondant

Épigny-sur-Seine. — De parti socialiste a réuni, samedi 14 janvier, à Epigny-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), à l'occasion d'une journée d'étude, un millier de personnes. Un peu plus de six ans après le congrès qui a vu la naissance dans cette même ville du nouveau parti socialiste, cette journée a pris l'allure d'un « retour aux sources ».

Deux « tables rondes » ont été organisées MM. Gilles Martinet, membre du secrétariat national, et Pierre-François Marchais, directeur de l'Institut socialiste d'études et de recherche (ISER), ont rappelé que les études menées par le P.S. ont abouti aux propositions de loi déposées lors de la session parlementaire qui vient de s'achever.

M. Gilles Martinet a ajouté : « Dès les premières semaines, nous procéderons aux grandes réformes de structures — les nationalisations, mais aussi la décentralisation — sans lesquelles tout le reste demeurera irréalisable. Dès les premières semaines aussi l'ensemble des travailleurs recevront de nouveaux droits pendant que les couches les plus déshéritées des salariés se voient payés, et les vieux verront augmenter sensiblement leur niveau de vie et avancer l'âge de la retraite. Ainsi les formidables inégalités qui caractérisent notre société commencent à être ramises en cause. Ainsi, la machine économique recevra le coup de fouet de l'accroissement de la consommation populaire ».

« Le reste, tout le reste, y compris la modification des priorités

de consommation et le déplacement d'une nouvelle stratégie industrielle, tout le reste sera réalisé progressivement en tenant compte des équilibres économiques et des contraintes internationales. »

M. François Mitterrand a dressé le portrait du nouveau parti socialiste devenu « non seulement le premier parti de gauche, mais aussi le premier parti de France ».

« Il nous faut établir un grand et véritable dialogue avec les Français et pour cela, laissez-moi dire les politiques misérables où l'on tente de nous engager », a-t-il poursuivi.

Le premier secrétaire a ensuite défini le thème de la campagne électorale de son parti. « D'abord vivre, c'est-à-dire prendre en compte, en priorité, les revendications des masses hors desquelles il n'y a pas moyen de vivre ».

(...) Ensuite, vivre autrement. (...) Vivre autrement, c'est aussi s'opposer, c'est-à-dire en termes simples : prendre part aux responsabilités de la société par ce que : autogestion. Et, enfin, vivre ensemble : améliorer les relations dans les entreprises, les collectivités, renforcer la communauté, contribuer à la paix par le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires ».

M. Mitterrand a conclu : « Nous devons dialoguer avec les Français sur nos propositions et nous en faire à défendre. Nous revendiquons sans lesquelles on ne peut plus vivre ».

Vendredi 13 janvier, à l'annulation, le comité directeur du parti socialiste avait adopté un appel aux Français et aux Françaises, dans lequel on peut lire :

« La campagne électorale doit être conduite pour appliquer le programme commun, avec un gouvernement d'union de la gauche. Dans le cadre de ses engagements, le parti socialiste affirme sa volonté de gouverner avec les Français et nous en gardons à défendre les militants diffusés sans relâche les mots d'ordre unitaires qui sont les nôtres depuis le congrès d'Épigny et rappelleront que nous sommes une force de conditionnement électoral, jamais conditionnée par l'alliance à tel ou tel pourcentage, jamais déclarée que l'union était bonne avec 25 % des voix socialistes et mauvaise en dessous ».

(De notre correspondant.)

Le vote des Français de l'étranger

LES OPÉRATIONS DE RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES DE MONTPELLIER SONT ANNULÉES

Montpellier. — Les opérations de révision de la liste électorale de la première circonscription de l'étranger (Montpellier-Lyon) qui ont été annulées, samedi 14 janvier, par le tribunal administratif de la ville, devront être refaites dans un délai de dix jours, le pouvoir de statuer revenant à la commission administrative spéciale.

Le tribunal administratif, saisi par le préfet, M. Maurice Lambert, avait à résoudre un conflit de compétence entre la commission spéciale du bureau de vote de la mairie de Montpellier (où sont inscrits les Français de Côte-d'Ivoire) et la commission administrative générale, chargée de dresser la liste des électeurs de la circonscription.

La commission générale avait refusé par deux voix contre une, près de la moitié des inscriptions de Français de Côte-d'Ivoire (le Monde du 11 janvier) tandis que la commission du bureau de vote où les demandes avaient été présentées, les avait acceptées par deux voix contre une (le Monde du 12 janvier).

M. André Ferran, représentant M. Georges Frêche (P.S.), député maire de Montpellier, a soutenu que le tribunal administratif était incompétent. Ce n'est pas l'avis du commissaire du gouvernement, Mlle Tabesson, qui a estimé que seule la commission du bureau de vote avait le pouvoir d'annuler ou d'accepter les inscriptions litigieuses. C'est cette deuxième thèse que suivit le tribunal administratif qui, dans ses attendus, ne reconnut pas de « pouvoirs hiérarchiques » à la commission générale.

M. François Delmas (P.R.), ancien maire de Montpellier, a estimé que le droit est maintenant connu.

En revanche, pour M. Georges Frêche, qui fera appel en Conseil d'État, est le fond de la fraude restera à régler. Il a ajouté : « Cette fraude sera jugée au pénal ».

Après la déclaration américaine sur les P.C. occidentaux

M. Giscard d'Estaing condamne toute pression extérieure sur les décisions des Français

Alors que le ministère des affaires étrangères avait jugé le 13 janvier qu'il n'était « pas anormal » que les États-Unis aient une opinion sur la participation de communistes à des gouvernements européens, le premier ministre, samedi 14 janvier, et le président de la République, dimanche 15, ont adopté une attitude totalement contraire.

M. Barre a déclaré que le gouvernement français n'avait jamais discuté de questions de politique intérieure avec un gouvernement étranger et qu'un pays démocratique « se détermine librement pour le meilleur ou pour le pire, mais il le fait librement ».

Interrogé, au cours d'une conférence de presse tenue à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire), par un journaliste ivroien qui exprimait le vœu que l'opposition soit battue aux prochaines élections, au France, M. Giscard d'Estaing a rappelé qu'il s'est fait « une règle de ne jamais parler des affaires de la France à l'étranger » et affirmé qu'il ne pouvait accepter « de quel que soit, une ingérence dans les affaires intérieures françaises ».

Le président de la République a précisé à l'A.F.P. : « Je n'accepterai jamais que des interventions extérieures viennent peser sur les ques-

tions ou les décisions qui sont du ressort exclusif des Français. »

Répondant toutefois à la question qui lui avait été posée au cours de la conférence de presse, le chef de l'État avait souligné que, « en France, ce qui est important ce sont les institutions, le président de la République et le gouvernement ».

M. François Mitterrand, qui participait samedi 14 janvier à une journée d'étude du P.S. à Epigny-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), a déclaré : « Si le président des États-Unis veut peser sur la politique intérieure de quelque pays que ce soit, nous disons, nous socialistes, qu'il y a ingérence inadmissible. Nous disons que nous ne sommes pas prêts à l'accepter en ce qui concerne la France ».

Pour sa part, la Lettre de la Nation écrit que « la prise de position de Washington a donné lieu, de la part du gouvernement, à une double réaction pour le moins surprenante. Après avoir cité les déclarations du Quai d'Orsay et celles du premier ministre, l'organe du R.P.R. ajoute : « Si, comme on veut l'espérer, le gouvernement ne peut tolérer la moindre ingérence dans les affaires intérieures de la France comme de tout autre pays, il doit le dire très clairement et très fermement ».

M. Barre : nous ne traitons pas des questions de politique intérieure avec les gouvernements étrangers

« Rédacteur en chef du Journal d'Industrie de R.T.L., samedi 14 janvier, M. Barre a été invité à faire connaître sa réaction à la déclaration du département d'État relative à la participation du parti communiste aux gouvernements d'Europe occidentale. Le premier ministre a déclaré :

« Premièrement, le gouvernement français ne discute pas des questions de politique intérieure avec un gouvernement étranger. En second lieu, le gouvernement français ne donne pas de conseils à l'importer quel autre pays en ce qui concerne sa politique intérieure. En troisième lieu, le gouvernement français n'aime pas recevoir de conseils en ce qui concerne la politique qu'il mène. La France mène une politique indépendante. »

« Le peuple français est un peuple démocratique, qui effectue librement ses choix. La France s'affirme — et le peuple français l'a comprise — de se mettre dans une situation où elle qu'on ne reçoit pas de conseils ou qu'elle n'en pas

« un beau jour à être soumis à des pressions de quelque ordre que ce soit. »

« Lorsque le président de la République m'a consulté, en août 1976, le soin de redresser la situation économique et financière, la première chose qu'il m'a dite, c'est qu'il fallait le faire par nos propres moyens, de telles sortes que nous ne soyons jamais en état d'avoir à subir pressions et conseils. »

M. Barre a ajouté : « Je me suis rendu aux États-Unis, à l'invitation du président Carter, au mois de septembre dernier. Il n'a jamais été question de ces problèmes, il n'a pas été question de ces problèmes lors de conversations que le président Carter a eues à Paris avec le président de la République et avec le premier ministre et les ministres français. Je vous l'ai dit, je n'ai rien dit de ces questions avec les gouvernements étrangers. »

« Comme on lui demandait si, personnellement, il jugeait la déclaration américaine « adroite », le premier ministre a répondu : « Je ne la crois pas. »

UNE ÉLECTION CANTONALE...

AISNE : canton de Ribemont (2^e tour). Inscr. 6 522 ; vot. 5 130 ; suff. expr. 4 983. MM. Lucien Bochart, maire, 2 489 voix, E.D.T. ; Maurice Séverac, P.C., 2 485.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de René Bahly, mod. maj., récemment décédé. Conseiller général depuis 1954, Henri Bahly avait été réélu en second tour des élections cantonales de septembre 1977 avec 2 267 voix contre 2 089 à M. Séverac, P.C., sur 5 942 inscrits, 4 449 votants et 4 276 suffrages exprimés. Le premier tour de cette élection

partielle avait donné les résultats suivants : Inscr. 5 321 ; vot. 4 931 ; suff. expr. 4 867. M. Lucien Bochart, mod. maj., 1 869 voix ; Maurice Séverac, P.C., 1 473 ; Mme Graille-Broyard, P.C., 1 473 ; Mme Graille-Broyard, P.C., 1 473 ; M. Pierre Collet, P.S., 571.

A ce premier tour, le total des voix de gauche, qui représentait 63,24 % du nombre des suffrages exprimés au premier tour de scrutin de 1977, s'élevait à 42,88 %. Au second tour, le total des voix de gauche, qui représentait 63,24 % des suffrages exprimés, alors qu'en 1977 il n'en avait recueilli que 46,98 %.]

... et quatre municipales

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : Peyrus (2^e tour). Inscr. 1 118 ; vot. 1 023 ; suff. expr. 1 010. Liste d'union de la gauche, 9 sièges, le mieux élu ayant 315 voix ; liste conduite par M. Francis Galinié, mod. maj., 8 sièges (834 pour le mieux élu).

[Cette élection partielle était requise en vertu de l'annulation du scrutin de mars 1977, décidé par le conseil d'État le 27 septembre 1977, en vertu de tracts, à la suite de recours déposés par les membres de la liste favorable à la majorité. Le conseil municipal élu en mars était composé de 8 P.C. (dont un est récemment décédé), 7 P.S. et 4 mod. prés.]

A ce premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 1 118 ; vot. 979 ; suff. expr. 965. Liste conduite par M. Francis Galinié, mod. maj., 489 voix en moyenne ; liste conduite par M. Louis Jourdan, maire sortant, P.C., 313 voix en moyenne ; liste conduite par M. Claude Costa, P.S., 241 voix en moyenne.

Il est à noter que parmi les dix-sept conseillers municipaux figurant un frère et sa sœur : M. Gilbert Noble, candidat sur la liste de la majorité, et Mme Béatrice Bénellegre, candidate sur la liste d'union de la gauche. L'article L. 233 du code électoral stipule expressément que dans les communes de plus de cinq cents habitants les frères et sœurs ne peuvent être élus au même conseil municipal.]

HAUTES-PYRÉNÉES : Tournaix (2^e tour). Inscr. 809 ; vot. 626 ; suff. expr. 587. Liste U.G.S.D., conduite par Mme Gisèle Noblet, P.S., entre 293 et 294 voix, 4 sièges ; liste P.C., 1 siège (M. Louis Ducombes, 307 voix).

[Cette élection complémentaire avait été provoquée par la démission

de dix conseillers municipaux élus en mars 1977 sur une liste de défense des intérêts communaux, qui entendait ainsi marquer leur réprobation contre le refus du maire, M. Albert Pirot, d'accepter la nomination d'un troisième adjoint.

A ce premier tour, sur 989 inscrits, 639 votants et 610 suffrages exprimés, la liste U.G.S.D., dont les candidats avaient recueilli entre 204 et 396 voix, avait entériné cinq sièges. Les membres de la liste P.C. et apparentés avaient obtenu entre 189 et 233 voix. M. Jean Bata, cand. individuel, avait recueilli 219 suffrages.

Aucun des conseillers démissionnaires ne se représentait. Le maire, M. Pirot, délégué cantonal du P.C., ainsi que deux conseillers municipaux qui lui sont favorables, avaient décidé de conserver leur mandat.]

● A Les Authieux-Port-Saint-Ouen (Seine-Maritime), deux sièges de conseillers municipaux se trouvaient vacants à la suite d'une décision du tribunal administratif. Face à une liste indépendante et à une liste d'union de la gauche, les deux candidats présentés par le conseil municipal ont été élus. — (Corresp.)

● A La Rus-Saint-Pierre (Seine-Maritime), le deuxième tour d'une élection municipale partielle provoquée par l'annulation du scrutin de mars 1977 qu'avait décidée le tribunal administratif pour distribution tardive de tracts a eu lieu, dimanche 15 janvier. La liste de défense des intérêts communaux, conduite par le maire sortant, M. Raymond Lefèvre, qui avait emporté six des onze sièges e pouvoir au premier tour, en a obtenu trois au second, en l'absence d'opposition en enlevant deux. — (Corresp.)

La mort de M. François Billoux

M. François Billoux, ancien ministre, député communiste de la quatrième circonscription des Bouches-du-Rhône, est mort, samedi après-midi 14 janvier, à Menton, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quatorze ans.

Une des figures « historiques » du P.C.F.

Avec François Billoux disparaît l'une des figures « historiques » du parti communiste français. Né le 21 mai 1903 à Saint-Romain-La-Motte (Loire), cet ancien employé de commerce s'était consacré dès son adolescence à la lutte politique au sein du mouvement ouvrier.

Membre du comité central du P.C.F. dès 1926, il avait été secrétaire général des Jeunes communistes de France de 1928 à 1931. C'est alors qu'il participa au « groupe Barbi-Célor » (du nom de ses principaux animateurs). Plus ou moins clandestin, ce groupe tendait à prendre en compte dans la direction du parti en l'absence de Sémard et Thorez, arrêtés. « Démagogues » en 1931, les membres du groupe furent sanctionnés. Par la suite François Billoux fut d'une totale orthodoxie.

Élu pour la première fois député des Bouches-du-Rhône en 1936 en battant le député sortant et chef de bande Sabatini, il devint très rapidement le député de la gauche, chargé de plusieurs missions et suppléa, à l'occasion, André Marty.

Arrêté en octobre 1939, après la dissolution du parti communiste, il est avec vingt-six autres députés communistes condamné à cinq ans de prison. C'est lui qui parla au nom des accusés ; c'est également lui qui, de sa prison, écrivit au maréchal Pétain pour protester contre leur condamnation et demander à être entendus comme témoins à charge au procès de Blum qui sont traduits Blum, Reynaud, Daladier.

Déporté en Algérie en 1941, il est libéré du bagne de Maison-Carrée au début de 1943, trois mois après le débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord ; il était entré en relation avec les divers groupes de Résistance.

Délégué du P.C. à l'Assemblée consultative d'Alger en 1943, il avait été en 1944, avec Fernand Grenier, l'un des deux communistes siégeant, à la demande du général de Gaulle, au Comité national de la libération de la France. Commissaire d'État, François Billoux avait pris alors une part active à l'organisation de la Résistance en préconisant notamment la formation d'une « Armée française de libération » composée de francs-tireurs.

Ministre du général de Gaulle

En septembre 1944, le général de Gaulle, constituant le gouvernement provisoire de la République française, lui avait attribué le ministère de la santé publique et de la population.

Il était devenu membre du gouvernement jusqu'en 1947 en qualité de ministre de l'économie nationale dans le deuxième cabinet du général de Gaulle de

novembre 1945 à janvier 1946, puis de ministre de la reconstruction dans le cabinet Couin de janvier à juin 1946, enfin de ministre de la défense nationale dans le cabinet Ramadier de février à mai 1947. À ce titre, il suggéra de créer une « défense en surplus » fondée sur des réserves armées dans les entreprises.

« François Billoux est parmi les communistes français qui occupèrent des fonctions gouvernementales, celui qui, dans son domaine, la plus longue et la plus complète expérience », écrit en 1972 M. Georges Marchais (1).

Cette expérience lui avait valu des fonctions de directeur des Thores l'un des dirigeants les plus influents du bureau politique du P.C., dont il avait fait partie de 1935 à 1973.

Réélu député des Bouches-du-Rhône sans interruption depuis la fin de la guerre, François Billoux était également l'un des fondateurs et le directeur politique de France nouvelle, hebdomadaire du P.C.F. dont il avait fréquemment exprimé le point de vue de son parti. C'est ainsi qu'il avait accueilli favorablement en 1969, les orientations de la politique étrangère du général de Gaulle au sujet de la construction européenne, des rapports entre la France et l'U.R.S.S., de la guerre du Vietnam et du conflit du Proche-Orient, dans la mesure où les vues du chef de l'État correspondaient alors aux analyses du parti communiste.

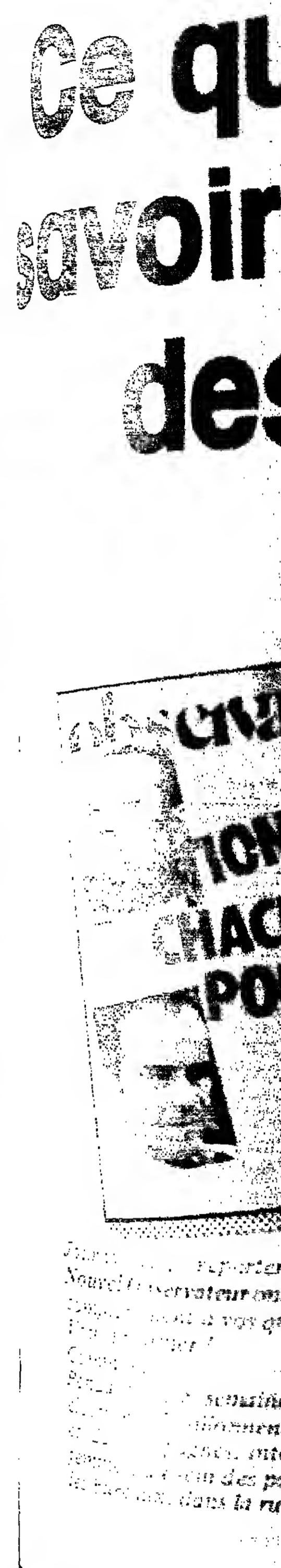
Fidèle à la ligne du P.C.F., il estimait toutefois que la conception gaulliste de l'indépendance nationale était « étiérée ».

Après les événements de mai 1968, François Billoux avait mené campagne contre les « gauchistes » qu'il qualifiait de « faux révolutionnaires » et de « pantins ». L'intransigeance de ses positions l'avait opposé à certains membres de l'union des étudiants communistes auxquels il avait, notamment, reproché d'avoir jugé que la situation présentait alors un caractère « révolutionnaire ».

Réputé local de M. Gaston Defferre dans les Bouches-du-Rhône, François Billoux avait souvent critiqué l'attitude du maire de Marseille à l'égard des communistes. À propos de l'union de la gauche, il s'était interrogé en différentes circonstances sur les moyens d'appliquer le programme commun de 1972 en soulignant chaque fois que, « au pouvoir ou non, le parti communiste se considère comme un parti de gouvernement ».

En 1973, M. François Billoux avait souhaité être déchargé de ses fonctions au bureau politique pour permettre la promotion de jeunes militants. Il avait déclaré, pour la même raison, en 1977, de ne pas se représenter aux élections législatives.

(1) François du livre écrit par François Billoux en 1972. Ouvrage sous éditions ministères (Éditions sociales).



مكتبة من الأصل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

VI. — PAS-DE-CALAIS: la gauche en proie à ses vieux démons

par ALAIN ROLLAT

Si la rupture de l'union de la gauche n'avait pas bouleversé la situation politique, la seule question que poserait aujourd'hui l'échéance électorale dans le Pas-de-Calais serait de savoir qui, des candidats du P.S. ou du P.C., aurait les meilleures chances d'enlever à la majorité les deux derniers sièges qu'elle y possède encore.

La querelle entre les trois signataires du programme commun de 1972 rend aléatoires toutes les analyses, car les débordements qui la caractérisent ne font qu'accroître chaque jour davantage les divergences traditionnelles qui opposent, dans ce département, les socialistes et les communistes.

Même à ses moments les plus idylliques, l'union de la gauche n'a jamais effacé cette rivalité liée à l'histoire d'une population composée en majeure partie d'ouvriers, très urbanisée, fortement politisée, animée par des groupes politiques puissants, bien organisés, soutenus par des syndicats extrêmement actifs.

Du football à la politique

C'est à Arras (première circonscription) que M. Roger Poudouson espère tirer personnellement profit de la crise de la gauche. Il est peu probable, toutefois, qu'il y parvienne, car le chef-lieu du département qui fut pendant une trentaine d'années le fief de Guy Mollet, mort en octobre 1975, demeure solidement contrôlé par les socialistes.

L'ancien suppléant de Guy Mollet, M. André Delahedde (P.S.), député sortant, n'est pas tout à fait certain d'arriver en tête au premier tour. Son adversaire communiste, M. Marcel Roger, adjoint du maire d'Arras, avait en effet obtenu, en 1973, 32,3 % des suffrages exprimés au premier tour, alors que Guy Mollet en avait recueilli 30,2 %.

La position de M. Poudouson, toutefois, est encore plus fragile qu'il n'y paraît. Les militants gaullistes de la circonscription avaient mal accueilli sa désignation comme candidat unique de la majorité et ils n'avaient pas manqué de le dire à M. Jacques Chirac lors de son récent voyage dans le département. A 62 points, le président du R.P.R. avait indiqué qu'il n'avait personnellement jamais souhaité que M. Roger Poudouson fut candidat unique.

Il y aura également, à Arras, un candidat écologiste, M. Guy Lancel, trente ans, fonctionnaire. Ce sera présenté sous l'étiquette Ecologie-Concorde-Progress, du nom d'une association locale souhaitant s'entendre entre la gauche et la droite dans la lutte pour une meilleure qualité de la vie.

Le siège de la deuxième circonscription (Bapaume), détenu par l'un des deux seuls socialistes de la vague gaulliste de 1968, M. Jean Chambon (R.P.R.), est convoité par trois candidats ambitieux. Le rival du député sortant au sein de la majorité sera M. Serge Hauchard, président départemental du parti républicain, chargé de mission au cabinet du premier ministre, qui prépare sa campagne depuis plusieurs mois, avec discrétion mais habileté, auprès des notables.

M. Jean Chambon estime qu'il peut conserver sa partie de l'avance de 3 255 voix qu'il avait eue l'1 et à cinq ans, au second tour, sur 47 451 suffrages exprimés, face au candidat du P.C., M. Louis Etienne. Il fonde son optimisme sur le fait que, dans cette circonscription, à la fois industrielle et agricole, les élections municipales ont été moins défavorables qu'ailleurs à la majorité. Le P.C. présente un ouvrier des établissements Béghin, M. Martin Etienne, fils de son candidat de 1973, connu dans la région pour ses activités syndicales. Le troisième prétendant à la succession de M. Jean Chambon est l'un des hommes les plus

populaires du département, du moins dans les milieux sportifs: le président du célèbre Racing Club de Lens, M. Jean-Pierre Défontaine. Son premier mandat électif date du mois de mars, où il a été élu conseiller municipal de Hénin-sur-Corjeul.

Le président du R.C. Lens avait, certes, manifesté sa sympathie à l'égard des radicaux de gauche, mais sans adhérer au M.R.G. Il l'a fait officiellement il y a quelques mois à peine. Les socialistes ont été surpris de voir le P.S. décider d'abandonner au M.R.G. cette circonscription où il se trouve en position de faiblesse et d'accorder son investiture à M. Jean-Pierre Défontaine.

Le candidat de la démocratie chrétienne, M. Eugues Dediesbach, paraît avoir un rôle secondaire dans une circonscription où la personnalité des candidats pourrait avoir plus qu'ailleurs une influence déterminante sur le choix des électeurs.

Dans la troisième circonscription (Houdain), M. Lucien Pignon (P.S.), maire de Saint-Folme-sur-Ternoise, député sortant, est l'un des piliers de l'union de la gauche dans le Pas-de-Calais. Il consolidera sans doute sa position. Au premier tour de 1973, cet ancien inspecteur de l'éducation nationale avait recueilli 32,3 % des suffrages exprimés au premier tour et avait été élu au second avec 54,4 % des suffrages exprimés. Son rival communiste sera un enseignant, M. Jean-Olivier Layvin, maire de Calonne-Ricourt. Sachant qu'elle n'a pratiquement aucune chance, la majorité présente pour l'instant un seul candidat: un médecin, M. Roger Prieur (R.P.R.), conseiller général, voisinant par le C.D.S., mais le parti républicain ne cache pas qu'il souhaiterait que la majorité fût représentée par un autre candidat.

Dans la quatrième circonscription (Montreuil), personne n'oserait jurer que M. Marcel Béraud (R.P.R.) parviendra à conserver le siège qu'il avait conquis en 1968 et qu'il a défendu jusqu'en 1973 en battant, cette année-là, de 216 voix (sur 47 176 suffrages exprimés) le candidat de la gauche, L'intéressé reste confiant et ne s'estime pas réellement menacé par son rival, M. Léonce Déprez (P.R.), maire du Touquet, candidat des non-gaullistes. Les deux hommes se disputent depuis longtemps une concurrence agressive alimentée par les querelles de clocher opposant les stations balnéaires de Berck-sur-Mer et du Touquet. A l'occasion des dernières élections municipales, M. Léonce Déprez avait ouvertement soutenu, à Berck-sur-Mer, le maire sortant, M. Guy Malgoussou, sur lequel M. Béraud s'était pourtant engagé à prendre une revanche après la défaite qu'il avait subie en 1971. Le candidat socialiste, M. Claude Wilquin, a mis tout le monde d'accord en enlevant la municipalité à la majorité. Il pourrait en être de même au mois de mars, car le scénario est identique et met en présence les mêmes personnages. M. Claude Wilquin pourrait bénéficier d'une seconde fois de la rivalité entre les deux candidats de la majorité, tant plus fondée qu'il aura comme suppléant un candidat du M.R.G., détail important car c'est justement un radical de gauche qui avait élu M. Marcel Béraud en 1973. Le P.C. lance dans l'arène une jeune enseignante, Mme Alberte Monteux, qui fait partie de la municipalité bercknoise. Elle aura pour suppléant M. Paul Dumont, qui était le candidat titulaire du P.C. depuis 1968 et avait obtenu 7 365 voix (15,7 % des suffrages exprimés) en 1973.

Le parti radical tente sa chance en présentant M. Bernard Bouillon, tandis que la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition) annonce la candidature de M. Jamy Pompin.

Le candidat de la démocratie socialiste de France, présidé par M. Max Lejeune, a été élu au premier tour (38,4 % des suffrages exprimés) contre 14 923 voix à M. Jean Bardot. Pour pouvoir devra s'employer à expliquer aux électeurs que M. Jeannil Dumortier ne se situe plus dans l'opposition. Dans ce contexte, le candidat du R.P.R., Mme Solange Labrousse, conseiller général, ne peut avoir que de modestes espérances.

L'autre circonscription de la ville, la sixième (Boulogne-Nord, Marquise), où il n'y avait eu aucune candidature d'union lors des municipales, est l'une de celles où les querelles entre les socialistes et les communistes sont les plus vives. Là aussi, la bataille sera très serrée. Le candidat du P.S., M. Dominique Dupilet, trente-trois ans, benjamin de l'Assemblée nationale, ancien suppléant de Louis Lucet, bénéficie de sa position de député sortant et de l'influence socialiste, qui est très forte dans ce secteur, mais il en faudrait davantage pour battre le candidat du P.C., Mme Denise Radenne, trente-cinq ans, qui était en 1973 la suppléante de l'adversaire communiste de Louis Le Sénéchal.

Les deux jeunes candidats, le R.P.R. oppose l'un de ses plus anciens militants, M. Henri Collette, député de 1968 à 1973, qui avait été battu de peu par le P.C. en 1973 sur 52 029 suffrages exprimés par Louis Le Sénéchal.

Le parti radical tente sa chance en présentant M. Bernard Bouillon, tandis que la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition) annonce la candidature de M. Jamy Pompin.

respecté dans de très nombreux cas, les responsabilités de la division étant partagées. Si des listes d'union furent constituées, par exemple à Arras, Boulogne-sur-Mer, Calais, Liévin, Avion, il n'en fut de pas de même à Lens, Béthune, Bruay-en-Artois, Carvin, Hénin-Beaumont, Neux-les-Mines, Ostréau, Saint-Omer, etc., où les deux partis s'opposèrent des listes homogènes au premier tour.

La crise de la gauche compliqua surtout la position de la Fédération socialiste, qui n'avait pas encore réussi à faire disparaître toutes les séquelles de la rupture intervenue lors du congrès d'Épinay, en 1971, entre les amis de Guy Mollet et les partisans de M. François Mitterrand. Bien que le nouveau programme socialiste ait été finalement imposé à la direction des vieilles structures héritées de la S.F.I.O., le passage d'une stratégie d'alliances

à Saint-Omer (8^e circonscription), M. Roland Huguet (P.S.), conseiller général, maire d'Esclapart, possède, lui aussi, les meilleures chances d'être réélu, si, comme par le passé, les communistes soutiennent. Le parti socialiste ayant enregistré une forte progression dans cette circonscription aux élections cantonales et municipales, le député sortant avait obtenu en 1973 54 % des suffrages exprimés (32,3 % au premier tour), ne devrait connaître, sans conflit aigu avec le P.C., aucune difficulté.

Le P.C. fait faire ses premiers pas à un jeune ouvrier, M. Didier Talleux, conseiller municipal d'Arques, qui aura pour suppléant un des adjoints municipaux du candidat socialiste. Le R.P.R. présente M. Jean-Jacques Delvaux, dont l'entreprise paraît sans espoir. Le parti républicain n'a pas renoncé à avoir son propre candidat, le candidat du « front » des non-gaullistes est un radical, M. Dausseau.

Dans la quatorzième circonscription (Hénin-Liétard), les trois candidats en présence se connaissent depuis longtemps. Ils s'étaient déjà affrontés en 1973 et M. Joseph Legrand (P.C.), actuel député sortant, avait devancé de 1 982 voix M. Jacques Piette, membre du comité directeur du P.S., maire d'Écrouleux. Le candidat gaulliste, M. Jacques Huot, aujourd'hui R.P.R., avait été nettement distancé. Tous trois se retrouvent dans ces circonstances analogues.

Comme le maire de Lens, M. Jacques Piette capture depuis longtemps des rapports de force avec les communistes. Cette attitude lui a bien réussi aux municipales, où il a été facilement réélu dès le premier tour. Compte tenu de la progression des deux

autres candidats en présence se connaissent depuis longtemps. Ils s'étaient déjà affrontés en 1973 et M. Joseph Legrand (P.C.), actuel député sortant, avait devancé de 1 982 voix M. Jacques Piette, membre du comité directeur du P.S., maire d'Écrouleux. Le candidat gaulliste, M. Jacques Huot, aujourd'hui R.P.R., avait été nettement distancé. Tous trois se retrouvent dans ces circonstances analogues.

Comme le maire de Lens, M. Jacques Piette capture depuis longtemps des rapports de force avec les communistes. Cette attitude lui a bien réussi aux municipales, où il a été facilement réélu dès le premier tour. Compte tenu de la progression des deux

autres candidats en présence se connaissent depuis longtemps. Ils s'étaient déjà affrontés en 1973 et M. Joseph Legrand (P.C.), actuel député sortant, avait devancé de 1 982 voix M. Jacques Piette, membre du comité directeur du P.S., maire d'Écrouleux. Le candidat gaulliste, M. Jacques Huot, aujourd'hui R.P.R., avait été nettement distancé. Tous trois se retrouvent dans ces circonstances analogues.

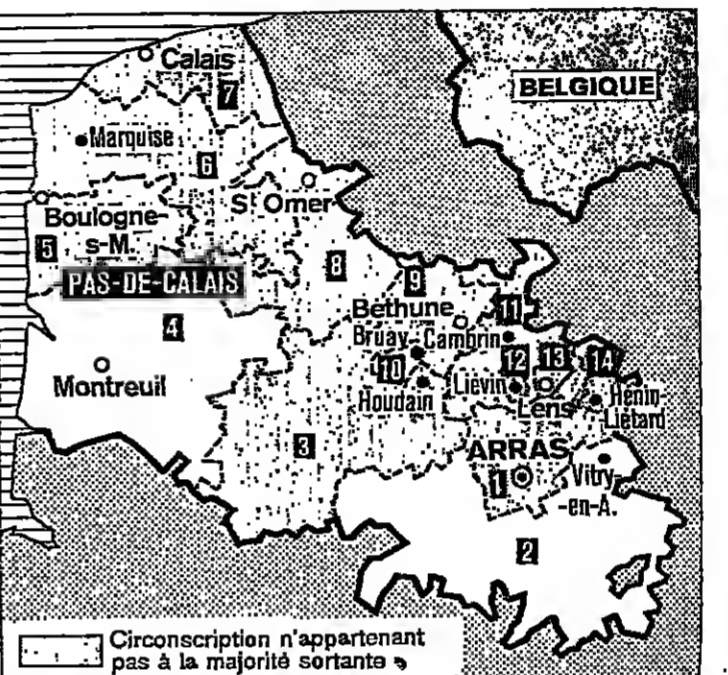
Comme le maire de Lens, M. Jacques Piette capture depuis longtemps des rapports de force avec les communistes. Cette attitude lui a bien réussi aux municipales, où il a été facilement réélu dès le premier tour. Compte tenu de la progression des deux

autres candidats en présence se connaissent depuis longtemps. Ils s'étaient déjà affrontés en 1973 et M. Joseph Legrand (P.C.), actuel député sortant, avait devancé de 1 982 voix M. Jacques Piette, membre du comité directeur du P.S., maire d'Écrouleux. Le candidat gaulliste, M. Jacques Huot, aujourd'hui R.P.R., avait été nettement distancé. Tous trois se retrouvent dans ces circonstances analogues.

« tous azimuts » à l'application rigoureuse du contrat d'union de la gauche ne s'est pas opéré facilement.

Refusant la collaboration avec les communistes, certains élus socialistes restés fidèles à la ligne de la S.F.I.O. de Guy Mollet continuent de préférer l'alliance avec les centristes. Ailleurs, ce sont les électeurs modérés qui n'accroissent plus leur confiance au P.S. par crainte du P.C.

Les formations de la majorité s'efforcent d'exploiter les divergences de la gauche. Les gaullistes, sévèrement défaits en 1973, ne désespèrent pas de refaire surface. Le parti républicain joue la carte de la « troisième force », en essayant de rallier au giscardisme les modérés et les socialistes anti-nitaires, mais il est concurrencé sur ce terrain par le C.D.S., qui, sous l'impulsion de M. Roger Poudouson, sénateur centriste, ancien secrétaire d'Etat, a l'ambition de devenir dans le Pas-de-Calais la principale formation de la majorité.



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

avait devancé de 9 219 voix le candidat communiste. Les communistes lui reprochent de ne pas avoir loyalement joué le jeu de l'union à l'occasion des municipales, où il avait conduit une liste homogène. Le P.C.F. ayant légèrement progressé dans cette circonscription, il n'est pas certain que M. André Delouis soit réélu au premier tour. Le P.C. lui oppose M. Jules Tell, maire de Sal-laumines, candidat depuis 1962, dont le suppléant a été le municipal de Billy-Montigny à un socialiste. Chez les gaullistes, le « kamikaze » de service est M. Jean-René Lerest tandis que le candidat du « front » des non-gaullistes est un radical, M. Dausseau.

Le Monde a analysé la situation de la Haute-Normandie le 6 janvier, de la Picardie le 7 janvier, de la Corse le 11 janvier, du Langue doc-Boussillon le 12 janvier, et des Pays de la Loire le 13 janvier.

PRÉCISION. — M. Max Lejeune, président du Mouvement démocratique socialiste de France, précise, à la suite de notre reportage sur la situation électorale en Picardie (le Monde du 7 janvier), « sur onze élections législatives, dont cinq au scrutin proportionnel et six au scrutin majoritaire, j'ai été élu du Front populaire en 1956 et, ensuite, mon élection en 1958 a été obtenue par le désistement communiste qu'une fois, en 1958, face au ras de marée gaulliste, les autres ayant été assurées, dans des scrutins triangulaires, avec ou sans retrait communiste, par une large majorité relative ou absolue au premier tour. Je note également que, depuis 1959, aux élections municipales d'Abbeville, au scrutin majoritaire avec panache, ma liste a été largement élue ou très largement élue aux autres listes et que, enfin, aux élections cantonales, fut élu, depuis 1945, élu conseiller général dès le premier tour dans le canton sud d'Abbeville. »

Deux luttes acharnées

C'est dans la neuvième circonscription (Boulogne-Sud) que la lutte entre le P.S. et le P.C. sera la plus dure. La succession du député communiste sortant, M. Edouard Carlier, qui, âgé de soixante-deux ans, a été élu en 1973 sur 52 029 suffrages exprimés par Louis Le Sénéchal.

Le parti radical tente sa chance en présentant M. Bernard Bouillon, tandis que la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition) annonce la candidature de M. Jamy Pompin.

Le candidat de la démocratie socialiste de France, présidé par M. Max Lejeune, a été élu au premier tour (38,4 % des suffrages exprimés) contre 14 923 voix à M. Jean Bardot.

Le candidat de la démocratie socialiste de France, présidé par M. Max Lejeune, a été élu au premier tour (38,4 % des suffrages exprimés) contre 14 923 voix à M. Jean Bardot.

Le candidat de la démocratie socialiste de France, présidé par M. Max Lejeune, a été élu au premier tour (38,4 % des suffrages exprimés) contre 14 923 voix à M. Jean Bardot.

Le candidat de la démocratie socialiste de France, présidé par M. Max Lejeune, a été élu au premier tour (38,4 % des suffrages exprimés) contre 14 923 voix à M. Jean Bardot.

Le candidat de la démocratie socialiste de France, présidé par M. Max Lejeune, a été élu au premier tour (38,4 % des suffrages exprimés) contre 14 923 voix à M. Jean Bardot.

LA LOTERIE NATIONALE
et
EUROPE 1
au
SALON DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE
(du 12 au 23 Janvier)

A l'occasion du tirage de la Tranche de la Navigation de Plaisance, la Loterie Nationale et Europe 1 assurent à leur stand pendant toute la durée du Salon, une animation permanente avec :

- le manipulateur Jean DAVIS
- les animateurs d'Europe 1: Denise FABRE, François DIWO, Christian MARIN et Viviane
- et des tombolas gratuites

كندا من الأصل

DÉFENSE OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

La marine nationale estime avoir besoin après 1990 de trois porte-avions à propulsion nucléaire

La marine nationale estime avoir besoin, après 1990, de trois porte-avions à propulsion nucléaire, dont le premier devrait être mis en chantier en 1981.

C'est, pour l'essentiel, ce qui ressort de l'analyse en cours à l'état-major de la marine après l'annonce, le 7 novembre dernier à Brest, par le chef de l'état

qu'un prochain conseil de défense — au printemps de 1978 — fixera un nouveau schéma d'orientation de la marine pour les années 80.

A la fin de l'année dernière, le budget de la marine pour 1978, présenté par le ministre de la Défense, avait été sévèrement critiqué au Parlement. De fait, les crédits de paiement et les autorisations de programme — dont dépend le lancement de commandes pour les années ultérieures — accordés à la marine augmentent moins que l'ensemble des autres dépenses allouées à la Défense. Les constructions de bâtiments s'en sont trouvées ralenties.

Après avoir entendu les hauts responsables des grands commandements réunis à Brest, M. Valéry Giscard d'Estaing a reconnu que « l'inquiétude actuelle (des marins) tient au fait qu'une grande part des bateaux construits en 1950-1955 vont disparaître après 1980 ».

Des corvettes anti-aériennes La marine estime avoir besoin de trois porte-aéronefs (avions et hélicoptères) qui seront à propulsion nucléaire et qui recevront un grand nombre de porte-avions à propulsion classique.

DANS SON MESSAGE DE VŒUX AUX ARMÉES

Le président de la République : nos actions militaires outre-mer ont accru le prestige et le renom de nos armes

Dans son message de vœux aux armées, que le périodique militaire TAM vient de publier, le chef de l'Etat explique qu'il n'est pas de responsabilité, parmi celles qui feront, à laquelle tâche plus d'importance et de signification que celle de la défense que me confie la Constitution.

Un quatrième tiers

Pour l'essentiel, l'aviation de patrouille maritime continuera d'être composée d'une quarantaine d'avions Regulus-Aérienne à grande autonomie de vol, dont l'électronique de bord est en cours de modernisation et qui recevront de nouvelles armes anti-sous-marines et anti-sous-marines (les missiles MM-38 et AM-39 dans leurs versions améliorées).

Les premières études présentées aux officiers de réserve reconnaissent que le tonnage de la marine va décroître, principalement de façon critique entre 1984 et 1988, pour se situer au niveau de 350 000 tonnes (au lieu de 300 000 tonnes actuellement). On fait-on remarquer dans les états-majors, les missions resteront identiques — elles seront même en augmentation avec la part attribuée à la marine dans la protection de la zone économique des 200 milles — malgré cette diminution sensible du tonnage.

UN APPARTEMENT situé à CHILLY-MAZARIN (Essonne) Mise à prix : 30.000 FR

BATIMENT à usage de HANGAR et BUREAUX avec TERRAIN Zone Industrielle de VILLE-LA-GRAND (74) Mise à prix : 15.800 FR

DIVERS LOGAUX FONDS DE COMMERCE « LA CANDELARIA » et « LE PETIT THEATRE DE L'ODEON » à PARIS (6e) - 3, rue Monsieur-le-Prince

IMMEUBLE SIS A PARIS (4e) 115-117, rue Saint-Antoine comprenant : 3 bâtiments en façade élevés sur cave d'un rez-de-chaussée et de deux étages

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à NANTERRE, le mercredi 25 janvier 1978, à 14 heures - EN DEUX LOTS 1er lot : CINQ LOGAUX et un porche sur rue et cour au rez-de-chaussée du bâtiment A

VENTE au Palais de Justice à PARIS, le Jeudi 26 janvier 1978, à 14 heures PROPRIÉTÉ - SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94) 13, avenue de Bourgogne

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à NANTERRE, le mercredi 25 janvier 1978, à 14 heures - EN UN SEUL LOT DEUX APPARTEMENTS sis à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hts-de-Seine)

VENTE au Palais de Justice à PARIS, le mercredi 1er février 1978, à 14 h. EN UN SEUL LOT PROPRIÉTÉ - GARCHES (92) 148, bd du Général-de-Gaulle

VENTE au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 2 FÉVRIER 1978, à 14 h. EN UN SEUL LOT UN PAVILLON sis à ISTRES 24, avenue des Frères

UNE PROPRIÉTÉ avec divers bâtiments à usage industriel de fabrication de produits lactés. UN APPARTEMENT de maître (7 pièces principales), DIV. DÉPENDANCES, le tout situé à ISTRES

PREPAREZ le DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

TERME NATIONAL et EUROPE 1

NOTRE Télex POUR VOS COMMUNICATIONS

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE D.E.C.S.

DIRECTEURS DE CHANTIERS 300.000 FF Noire client, qui a construit plus de quarante usines dans le monde, est une Société renommée dans l'entreprise générale Outremer.

CONSULTANTS GESTION DE PRODUCTION 100.000 F PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. fait partie d'un groupe multinational de Consultants de Direction (1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises.

MÉDECIN Lyon Responsable des études cliniques — Les Laboratoires pharmaceutiques DUPHAR (90 personnes, 45 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe international, recrutent leur Responsable des Etudes Cliniques.

actions législatives vieux démons... à l'application... la collaboration... la S.F.I.O. de Guy... les électeurs... les divergences... la carte de la... la collaboration... la S.F.I.O. de Guy... les électeurs... les divergences... la carte de la... la collaboration... la S.F.I.O. de Guy... les électeurs... les divergences... la carte de la...

DURANT LE WEEK-END

Une quinzaine d'attentats en France

Après l'opération de commando de la nuit du 13 au 14 janvier qui a abouti à la destruction d'un poste radar de la base aérienne de Solenzara, en Corse (la Monde-daté 15-16 janvier), la France a connu, au cours du dernier week-end, une importante vague d'attentats visant les objectifs les plus divers (installations militaires, permanences de partis politiques, autres prises, magasins, etc.). Deux régions ont été particulièrement visées par ces attentats, qui n'ont pas causé de victimes : la Bretagne et Paris.

En Bretagne, bien que les quatre attentats commis dimanche matin 15 janvier n'aient pas été revendiqués, seul celui de Redon (la tentative de Ploemel, par un coup de téléphone anonyme adressé au bureau de l'A.F.P. à Rennes, notre correspondant dans cette ville nous signale) que la technique utilisée (dynamite et système de mise à feu électrique), les cibles choisies et la relative concomitance des explosions, tendent à accrédi-ter la thèse d'une reprise d'activité des commandos séparatistes du F.L.B.-A.R.B. et de la Résistance nationale bretonne. Les premiers avaient suspendu leur activité depuis le 31 octobre (attentats contre le centre de vacances de la police à Trevenec, dans les Côtes-du-Nord, l'hôtel des impôts de Guingamp et un dépôt de carburant de la marine nationale à Brest), et la Résistance nationale liste treize attentats depuis le 22 octobre (destruction du relais hertzien de Pré-en-Rail (Mayenne) (la Monde-daté 22 et 25 octobre 1977)).

A Paris : cinq explosions pendant le week-end. Cinq explosions ont eu lieu à Paris au cours du week-end. Durant la nuit du 14 au 15 janvier, les bureaux de deux sociétés et deux commerces ont été plus ou moins endommagés. Vers 4 heures du matin, la façade et les bureaux de la société des Grands travaux de l'Est, 85, avenue Kléber (16^e arrondissement) ont été endommagés ; toutes les vitres ont été brisées. Cette société travaille dans divers États africains (18^e arrondissement) dans un immeuble qui abrite le bureau de la société Wunderman International, agence de publicité spécialisée dans l'industrie textile. Le feu y a causé d'important dégâts.

A 7 heures, la devanture d'un magasin de fleurs situé 9, rue Grégoire-de-Tours (6^e arrondissement) était détruite par une explosion. Plusieurs voitures du voisinage ont été atteintes. Enfin, vers 7 h. 30, la vitrine d'un bar-restaurant, le Sirtaki, 9, boulevard Pasteur (15^e arrondissement) était détruite par une déflagration. Lundi 18 janvier vers 3 heures du matin, un engin de fabrication artisanale a explosé devant la station de métro de la gare de la Fédération des sociétés juives de France, 68, rue de la Folie-Méricourt (11^e arrondissement), et endommagé les deux étages de bureaux. Le F.L.N.C. groupe une centaine de sociétés d'entraide et de secours mutuals ouvertes aux membres de la communauté juive.

Plusieurs autres attentats ont été commis pendant le week-end dans diverses régions de France. Aucun d'entre eux n'a pour l'instant été revendiqué. Dans les Alpes-Maritimes, à Antibes, un engin explosif a

détruit, pendant la nuit du 13 au 14 janvier, un véhicule appartenant à un directeur technique de société ; celui-ci l'avait garé, une heure plus tôt, dans une rue de la ville.

Dans la Vienne, à Loudun, un retraité, M. Alphonse Bandu soixante-huit ans, ancien directeur d'une entreprise de transport, a en la main déshabillée, le 14 janvier, par un explosif d'un colis piégé, en provenance d'Albert (Somme), qu'il venait de retirer au bureau de poste. M. Bandu n'avait aucune activité politique et son entourage ne lui connaissait pas d'ennemi.

En Corrèze, dans l'église d'Ussel, un engin de fabrication

APRÈS L'ATTAQUE CONTRE LA BASE DE SOLENZARA

Le F.L.N.C. indique qu'il « continue la lutte »



(Dessin de KONK.)

Après le piégeage dans la nuit du 13 au 14 janvier, de deux bâtiments techniques de la base aérienne 126 de Solenzara, (le Monde daté 15-16 janvier), le F.L.N.C. (Front de libération de la Corse) qui a revendiqué l'attentat, dans un communiqué adressé samedi après-midi 14 janvier aux agences de Bastia du *Propaganda* et de *Nice-Matin*, qu'il « continue la lutte contre l'armée d'occupation et le colonialisme qu'elle renforce. La propagande des colonialistes n'ont jamais présenté la base de Solenzara comme un poste d'observation économique source d'emplois, voir un instrument de défense de la Corse contre d'éventuels agresseurs ». « Il n'en est rien », ajoute le F.L.N.C.

« Le Front ne menace pas les jeunes militaires français de la base de Solenzara, nous ne devons pas, par leur complicité ou leur aveuglement, devenir nos ennemis », poursuit le message. Quant à la base de Solenzara, le Front estime qu'elle est « un poste d'observation économique imposé à la Corse » et que « l'Etat français dispose d'un arsenal répressif important susceptible d'être rapidement renforcé par les légions étrangères ou par un pont aérien ». « La présence de ces installations en cas de conflit peut attirer des représailles éclair sur la Corse, car Solenzara est une base des forces des bombardiers atomiques », indique le communiqué.

« Sous prétexte de défense nationale et de coopération militaire, Solenzara permet à l'impérialisme occidental de menacer les sociétés et les nations progressistes de la Méditerranée : base d'intercession et d'agression contre le peuple palestinien en 1967, complicité avec les régimes des bombardiers atomiques d'Iran et d'Afrique du Sud qui envoient leurs pilotes s'entraîner à Solenzara, entraînement pour des opérations aéronavales du Sahara et au Tchad, menace sur l'Afrique du Nord, exercices de pilotage et de tir pour les avions de l'O.T.A.N. », dit le message du F.L.N.C.

En conclusion, les nationalistes clandestins corses déclarent : « Notre peuple est menacé ; les peuples libres le sont aussi. Le Front continuera de mener le combat politique et militaire qui donnera au peuple corse les moyens de se débarrasser du colonialisme. »

Avec une grande facilité. Le commando du F.L.N.C. après avoir vraisemblablement dissimulé les grilles de protection, a pointé ses armes sur les militaires en permanence en leur disant : « Nous sommes du F.L.N.C. Nous ne vous en voulons pas à vous, Tenez-vous tranquilles. » Les hommes ont ensuite placé trois charges explosives : les bâtiments techniques du poste qui supportent les émetteurs radar du champ de tir de la base aérienne 126 de Solenzara est composée de deux parties : une base opérationnelle et un champ de tir qui était visé par l'attentat. C'est la plus importante base aérienne française située hors du continent, et chacun se demande, nous indique

La chambre des métiers contre les commerçants maghrébins

Les « envahisseurs » de Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — Les commerçants et les artisans grenoblois qui assistaient, mardi 10 janvier, à l'assemblée générale de la chambre des métiers ont, à l'unanimité, approuvé la prise de position de leur président, M. Robert Mosnier, relative à la présence envahissante des Algériens dans plusieurs quartiers de l'agglomération. Constatant que, en 1977, 20 % d'immigrés étaient inscrits au répertoire des métiers, M. Mosnier affirmait : « Doit-on céder Grenoble aux Algériens ? — Ou peut-on faire les commerçants contre cette invasion ? Au nom de la sécurité des gens et des biens », il demandait au maire socialiste de Grenoble, M. Hubert Dubedout, de « prendre une décision », tout en précisant : « S'il en était autrement, malgré notre patience et notre angoisse, nous n'hésiterions pas à passer à l'action. »

La « grogne » des commerçants et des artisans grenoblois n'est pas nouvelle. Elle s'était déjà exprimée il y a quelques semaines dans la revue de la chambre des métiers dont « Le Mat du président » donnait le ton : « De la place Notre-Dame au cours Berriat, les Grenoblois cèdent peu à peu la place à des migrants dont le comportement est radicalement différent. Les fonds de commerce et les ateliers artisanaux sont systématiquement rachetés par des personnages d'origine algérienne qui les louent à des commerçants algériens équipés par des travailleurs clandestins et qui se livrent ensuite à des commerces parallèles au mépris des lois et règlements. »

M. Mosnier concluait : « Aucune mesure ne semble actuellement prise pour éviter que le centre ville perde son caractère dauphinois pour devenir une cité cosmopolite où il sera rare d'entendre parler français. Ces propos, qualifiés à l'époque de « racistes » par le maire de Grenoble, M. Dubedout, ajoutés aux récentes prises de position du président de la chambre des métiers, ont bien entendu provoqué un grand émoi dans la communauté maghrébine, qui affirme respecter le loi et la législation en vigueur. Les commerçants algériens pour leur part déclarent : « Avoir acquis, grâce à de lourds sacrifices, des fonds qui ne trouvaient pas d'acheteurs » et présentent certains de leurs petits commerces sont installés à Grenoble depuis cinquante ans.

11 % d'étrangers

La détérioration des relations franco-algériennes ne serait pas étrangère à cette nouvelle campagne, constatent de nombreux commerçants algériens. Ils sont environ quinze mille à vivre dans l'agglomération grenobloise. Beaucoup habitent dans les logements vétustes du centre ville rue Trés-Cloîtres, rue Grenoise, rue Brocard et dans un quartier populaire qui, depuis le seizième siècle, a accueilli successivement les paysans du Grésivaudan, les communautés juives, protestantes, italiennes et maghrébines. En 1971, dans la rue Trés-Cloîtres, une personne sur trois est d'origine algérienne ou tunisienne.

Lancée en 1972, l'opération de rénovation de ce quartier prévoit

JUSTICE

Deux morts à la prison de Tahiti.

La mutinerie qui avait éclaté samedi 14 janvier, à la prison de Papeete (Tahiti), où un groupe de détenus a pris le contrôle de l'établissement après avoir tué un gardien et en avoir blessé deux autres, a été maîtrisée, dimanche matin, à 6 h. 15, par des gendarmes et des policiers. Au cours de l'opération, un prisonnier a été mortellement blessé et les quatre surveillants pris en otage ont été libérés. Les mutins, qui possédaient les armes à feu des gardiens séquestrés, ont blessé deux gendarmes ainsi qu'un détenu. Dix prisonniers se sont évadés au cours de la mutinerie.

Une demande d'extradition contre Karl-Heinz Müller ?

Les anciens résistants de Toulouse demandent au gouvernement français d'obtenir l'extradition du ressortissant ouest-allemand Karl-Heinz Müller, s'il est prouvé que celui-ci fut, pendant la guerre, le lieutenant SS Karl-Heinz Müller, chef de la Kriminal Polizei de la capitale de la région Midi-Pyrénées, ainsi que l'ont affirmé jeudi 12 janvier à Paris (le Monde daté 15-16 janvier), M^{rs} Serge Karsfeld et sa femme.

Grève des réquisitions au tribunal de Grenoble.

Les magistrats membres du Syndicat de la magistrature, et notamment les substituts, s'abstiendront de prendre la parole et ne requerront pas lors des audiences, pendant une semaine à compter du lundi 16 janvier. Ils entendent protester contre les poursuites disciplinaires visant Mlle Monique Guemann, premier substitut au tribunal de Draguignan, suspendue de ses fonctions par le garde des sceaux. Selon le Syndicat de la magistrature, « d'autres formes d'action ne sont pas exclues ultérieurement », mais il n'a pas révélé quel type serait « si nécessaire » à engager.

Le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France ont rappelé que « quotidiennement, des substituts, magistrats ou anti-syndicalistes, sont des déclarations de principe racistes ou anti-syndicalistes », mais que ces poursuites disciplinaires ne sont pas sanctionnées. Aussi les deux syndicats demandent-ils immédiatement de toutes les poursuites engagées contre la vice-présidente du Syndicat de la magistrature. — (Corresp.)

Des antinucléaires détruisent les dispositifs de protection de la future centrale du Pellerin

De notre correspondant

Nantes. — Le dimanche 15 janvier, à midi, à l'heure où le bourg est très animé à la sortie de la grand-messe, une trentaine de personnes, dont une majorité d'agriculteurs, sont allées déverser à la décharge communale les chevaux de frise mis en place les jours derniers par les entreprises qui mènent les chantiers préparatoires sur le site de la future centrale nucléaire du Pellerin, dans la banlieue de Nantes.

Les rouleaux de fils de fer barbelés transportés sur des atelages agricoles ont été recouverts de paille, puis arrosés d'essence et incendiés. Les occupants des projets de l'E.D.F. ont aperçu à visage découvert.

Leur intervention s'inscrit dans le sursis des nouveaux incidents qui se sont déroulés la semaine dernière et au cours desquels des documents ont été volés dans la soirée du 9 janvier à M. Lignat, un ingénieur en retraite de l'E.D.F. opérant sur le site, pour le compte de l'Electricité de France. Ces documents ont été rendus publics au cours de la réunion plurimunicipale du cadre de vie dans les communes riveraines de la Loire. Certains, très techniques, ont été confiés à des scientifiques, en vue d'une publication commentée. Ils font état de projets de travaux non mentionnés dans le dossier d'enquête publique. On y trouve aussi des conseils de « sensibilisation psychologique » de la population en

vue de l'implantation de la centrale. On y est notamment : « Janvier, février, avant les élections, période calme. Profitez de l'occurrence pour discréditer les antinucléaires irréductibles. » On y a découvert encore des annotations sur un certain nombre d'habitants de la région. Les antinucléaires déclarent enfin avoir trouvé dans ces dossiers la preuve qu'une station d'analyse que les autorités du département présentaient comme totalement étrangère au projet de centrale et seulement destinée à une adhésion d'eau industrielle pour la Basse-Loire, fait en réalité partie du projet qu'ils combattent. Un attentat à l'explosif avait été commis dans la nuit du 26 au 27 décembre dernier contre cette station.

La gendarmerie a enregistré trois plaintes pour vols de fait : celle de M. Lignat, ingénieur en retraite de l'E.D.F. ; celle de M. Poucault, qui est venu le secourir ; celle enfin de la division « équipement » de Tours.

Le maire de la commune de Pellerin envisage pour sa part d'assigner l'E.D.F. en référé pour la mettre en demeure d'arrêter les travaux de la station d'analyse, cette construction ayant été menée malgré un avis défavorable des élus notifié par une délibération du conseil municipal en date du 4 juillet dernier.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.



صحة من الاجل

LA CONVENTION DU P.S. SUR LES DROITS DES FEMMES

« Intégrer le féminisme dans le socialisme »

La convention nationale du parti socialiste sur les droits des femmes a réuni, dimanche 15 janvier à Paris, trois cent cinquante personnes. La citation de John Stuart Mill, épinglée au mur : « Il n'est nullement question de faire gouverner la société par les femmes, mais bien de savoir si elle ne serait pas mieux gouvernée par les hommes ET les femmes », donnait le ton général de la convention : celui de la modération. Souhaitée au congrès de Nantes, au mois de juin 1977, cette convention a été réunie sur l'initiative des femmes elles-mêmes. Après de nombreux débats à la base (1), un collectif a élaboré un texte autour de quatre thèmes — femmes et

travail, femmes et famille, femmes et liberté, femmes et militantisme — qui, soumis aux votes des sections et fédérations, a été approuvé par près de 90 % des militants.

Une commission des résolutions a examiné, pendant la convention, des amendements possibles à ce texte, qui devaient ensuite être présentés à l'assemblée des déléguées. Comme le travail de la commission se prolongeait et que, déjà, certaines délégations étaient parties, il a été décidé, en dépit de quelques protestations, que les amendements proposés seraient soumis au bureau exécutif du parti.

Cette assemblée n'était pas un colloque ni une journée nationale, mais « la convention du parti tout entier sur les droits des femmes », a indiqué Mme Yvette Roudy, secrétaire nationale à l'action féminine, dès le début de son intervention. « Elle a pour objet, précise-t-elle, de définir la politique du parti sur des points non traités par le congrès, elle a donc valeur de congrès. »

Les débats qui, disent les militantes, ont été, à la base, « nombreux et parfois violents », sont arrivés à la tribune un peu tard, liés par la structure même de cette convention où ne prennent la parole, outre les déléguées, que les membres du comité directeur et le responsable à la condition féminine. De plus, Mme Marie-Thérèse Eyquem, qui présidait la séance de la matinée, devait inviter les femmes à la courtoisie, « parce que, si les hommes ont tellement le droit de se tromper ou de manifester leurs mécontentements, on leur pardonne moins aux femmes. On dit des hommes : « Voyez comme ils ont le courage de se dresser les uns contre les autres », et des femmes : « Voyez, elles ne s'entendent pas, ce sont bien des femmes. »

Dependant, les différences, sinon

les mécontentements, n'ont pas tout à fait été escamotés. Pour certaines militantes, et il semble bien que ce soit une majorité, le féminisme est une revendication comme les autres.

Ces inégalités qui frappent les femmes dans la société, affirme Mme Yvette Roudy, ne sont pas spécifiques dans la mesure où elles font partie d'un projet global qui regroupe toutes les inégalités. Elles sont spécifiques d'une certaine façon parce qu'ayant à voir avec un certain rôle, mais elles font partie d'un ensemble d'inégalités qui explique le capitalisme et lui permet de se reproduire.

tenel à souligner l'importance de l'introduction par les femmes d'un pouvoir de contestation, nous ne ferons que reproduire ce que fait Giscard. « Vive autrement, oui, a ajouté Mme Irène Charmandine, de Paris, mais aussi, pour cela, faire de la politique autrement. Faire de la politique autrement, c'est plus que ne pas limiter les hommes et « rester soi-même, avec ses mois, dit le secrétaire à l'action féminine, sa façon de voir les choses. »

Même si bien souvent par sa forme cette convention était peu différente des réunions traditionnelles qu'organisent les hommes — et dont M. Mitterrand lui-même dira qu'elle est bien souvent « ennuyasse », — on sentait pourtant dans l'assistance une attente, un appel, il suffisait d'écouter les réactions, les applaudissements, lorsque l'une des oratrices, telles Mmes Edwige Avica, candidate aux élections législatives à Paris, ou Françoise Gaspard, maire de Dreux (Eure-et-Loir), employait un langage ferme : « J'ai toujours eu le sentiment, a affirmé Mme Gaspard, que dans ce type de réunion ou de congrès, la parole de femme était une parole perdue parce que pas inscrite dans un rapport de forces tel qu'elle puisse transformer le cours de nos débats. » Si, tout à coup, les femmes du parti socialiste se mettaient en grève, a-t-elle continué, il n'y aurait plus de parti socialiste.

Il est cependant douteux qu'elles se mettent jamais en grève. Pour beaucoup, le combat des femmes doit être mené avec les hommes, et non contre eux, même si on entend encore des militants socialistes affirmer, comme l'a rapporté la déléguée de la Somme : « Il serait regrettable de donner aux femmes un foyer des aspirations de liberté qu'elles ne ressentent pas. » Ainsi, de nombreuses femmes ont regretté que les hommes ne soient pas venus plus nombreux, que la majorité des secrétaires fédéraux — parmi lesquels on ne compte qu'une femme — n'aient pas logé utile de se déplacer, laissant leur place à des femmes. Leur opinion, « nous refusons le ghetto et la marginalisation », tout comme celle de Mme Yvette Roudy, « nous refusons la constitution de groupes de femmes fermés, et c'est pour cela que nous avons une convention, pour que tout le parti socialiste soit là », se trouvaient tout à fait en accord avec la pensée du premier secrétaire, pour lequel « s'écarter du combat politique général, comme le font certaines organisations féministes, c'est se tromper de route ».

Les candidatures aux élections

Il n'est toutelois pas certain que M. Mitterrand ait fait le discours que les femmes attendaient, bien qu'il ait rappelé son accord avec la règle du quota obtenu par les femmes : 15 % de femmes dans toutes les instances dirigeantes du parti — les militantes représentent 20 %. — c'est-à-dire 15 femmes sur 131 membres au comité directeur, 4 sur 27 au bureau exécutif et 3 sur 16 au secrétariat national. Après avoir parlé de « malaise » des femmes dans le parti, qui est « celui de toutes les femmes dans cette société, qu'il soit le parti en cause », après avoir déploré la situation des candidatures aux législatives (28 femmes sur 440), pour lesquelles le premier secrétaire « est hors d'état de contrôler le quota » puisque la désignation est faite à la base, enfin, après s'être défendu avec humour de la misogynie qu'on lui prête, M. Mitterrand a donné un avis précis sur la question essentielle : « Je ne crois pas que le féminisme représente un courant politique, mais un considérable fait politique ; et il est indispensable d'intégrer le féminisme dans le socialisme. »

Selon le premier secrétaire, il ne saurait donc y avoir de « courant féministe » dans le parti socialiste. Le texte final de la convention, qui détermine la ligne du parti, devrait donc seulement répondre à la question : quel féminisme pour les socialistes ?

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Le Monde du 22 novembre 1977.

dans l'Express cette semaine

Raymond Aron

Qu'importe si « Marx est mort »

Cette semaine dans l'Express, Raymond Aron remarque qu'il importe beaucoup plus aux Français de connaître le bilan des entreprises nationales que d'apprendre que « Marx est mort ».

Il nous dit pourquoi le bouleversement actuel du système éducatif français n'est que le couronnement d'une évolution beaucoup plus fondamentale : le règne des humanistes prend fin sous nos yeux indifférents.

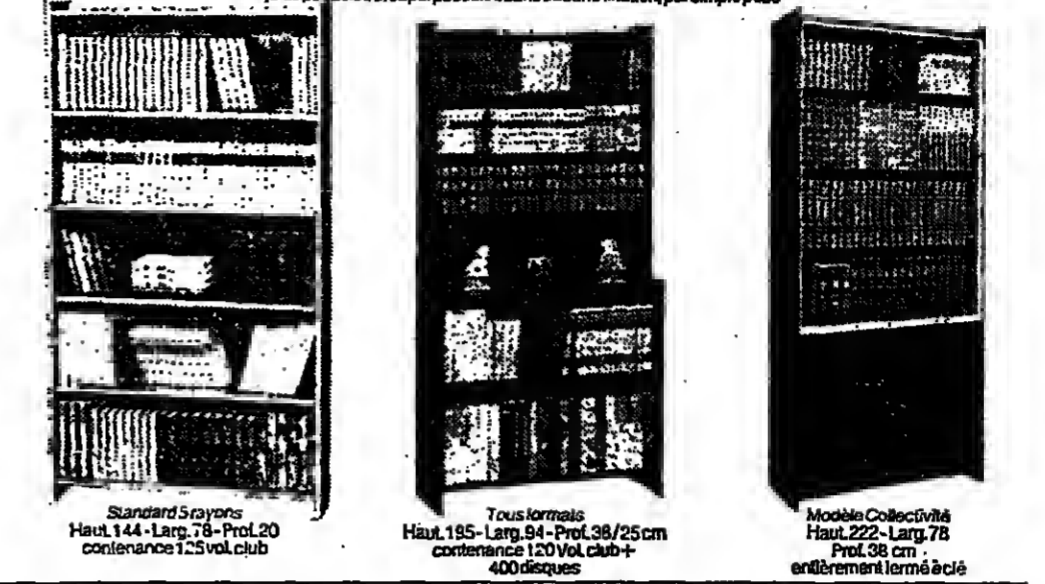


Raymond Aron de l'Express : « La faillite d'une banque autrichienne rendit plus de services à Hitler que les écrits d'un Gobineau ou de H.S. Chamberlain. »

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

« EN MONTPARNASSE » 61, rue Froidevaux Paris 14^e — Tél. 633.55.11

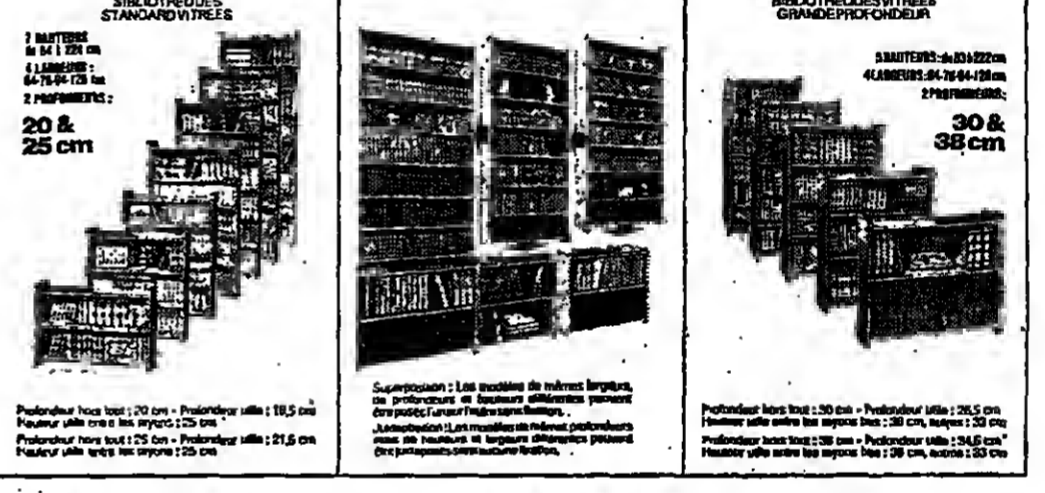
standard vitrées



Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT à des prix IMBATTABLES

150 MODELES VITRES Justapposables - Superposables - Démontables - Accordables sans fixation, par simple pose

150 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE par simple pose, sans fixation



JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE 6 meubles standard vitrés de différentes profondeurs

Sur 3 meubles juxtaposés de 30 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur de même largeur, sans aucune fixation par simple pose



JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR

Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 36 cm) sans aucune fixation par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision. Largeur de l'ensemble 250 cm - Hauteur : 222 cm - Contenance : env. 350 volumes (qui peuvent être remplacés par 1/2 caissons de 1/2 tablettes « Paris ») Livrés démontés.

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO BONGRATUIT à retourner LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75080 PARIS CEDEX 14

Form for requesting the catalog: Nom, Adresse, Code Postal, Ville, ou appelez le 633 73-33 (24 h/24) €

TISSUS

"78"

pour la première fois, le printemps et l'été en janvier chez Rodin !

à partir de demain **mardi 17 janvier** et pendant quelques jours, pour être en avance sur la mode mais en retrait sur les prix, une vente d'avant-saison débordante de nouveautés et de révélations et des prix sensationnels !

Une incroyable profusion d'idées nouvelles : des imprimés, des imprimés, mais quels imprimés ! Les décrire tous, c'est impossible et nous voulons vous laisser la joie de les découvrir... Sachez seulement que dessins et coloris sont follement séduisants et qu'ils se présentent en toutes sortes de textures, du coton anglais aux Jerseys italiens, en passant par les batistes et les crépons. Une collection pour rêver déjà de week-ends, de voyages exotiques, de vacances ensoleillées.

depuis **11,90 F** le mètre

Premières apparitions de la soie pour 1978 - Une de nos grandes spécialités... Des impressions et des teintes qui se coordonnent, des crêpes de Chine et des mousselines imprimés d'une telle beauté que vous aurez envie de les applaudir. Toutes les nouvelles dispositions en penneaux en carrés, en bases. Pour la robe d'après-midi, nous vous proposons une bourrette de soie écru importée d'Extrême-Orient.

depuis **24,90 F** le mètre

Nous avons réussi à rajeunir vraiment les lainages de printemps ! D'abord les beiges, les sables, les écrus, les havanes et certaines teintes pastel. Des aspects d'une juvénile sobriété. Des gabardines de fins chevrons, des fils à fils, des caviars, des tricôtes et des pieds de poule nouveaux. Encore quelques tweeds et des rayures. Voilà le mode.

depuis **45,00 F** le mètre

Interprétez librement les mille tendances de la nouvelle mode avec nos mille et mille tissus... Pour vous, ce sera un coton suisse, un écossais ou une dentelle, dont vous trouverez le modèle exact, celui que vous aviez imaginé, dans un des rayons, comme par hasard, chez Rodin. Et peut-être encore moins cher que vous ne pensez. C'est le plaisir que nous vous prédisons en vous encourageant à faire vos trouvailles et vos découvertes.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

soyez en avance !

ÉDUCATION

Les mille et une réformes Haby

III. — Les apparences de l'égalité

par CATHERINE ARDITTI

La réforme Haby — dite du « collège unique » — s'est mise en place de manière très inégale. De la répartition clandestine des filières — en principe supprimées — au refus, fréquent, du « soutien pédagogique », la loi est appliquée dans le désordre (« le Monde » des 14 et 15 janvier). L'objectif affiché d'égalisation des chances des jeunes Français a-t-il des chances de devenir une réalité ?

« Les mêmes chances dans tous les collèges » ? C'est ce qu'affirmait une publicité télévisée sur la réforme avant la rentrée scolaire. Mais cette égalité des chances que tout le monde dit souhaiter a-t-elle progressé avec le début d'application de la réforme Haby ? L'admettre serait malhonnête. Sera-t-elle un jour réalité ? La question se pose, tant cette ambition renouveau d'égalité, l'intérieur du système éducatif comme à l'extérieur : effectifs des classes, insuffisance de la formation des enseignants, habitudes, mentalités, contexte social, choix politiques.

Pour s'en tenir à l'enseignement et aux premiers pas de la réforme au collège que l'on dit « unique », on constate d'abord que les enfants ne sont pas entrés en sixième, le ministère de l'éducation fait état, pour 1977, d'un taux de redoublement de la dernière année d'école primaire (cours moyen deuxième année) sensiblement égal à celui de 1976 (un peu plus de 10 %). On reconnaît toutefois qu'il varie beaucoup d'une circonscription à l'autre. Dans les Yvelines, par exemple, il est de 15 à 30 % selon les secteurs.

Mais c'est surtout le taux d'admission en sixième « au bénéfice de l'âge » d'élèves qui n'avaient pas atteint le C.M.2 (dernière année du primaire) qui a diminué. On estime au ministère à 11.000 le nombre d'élèves de C.M.1 qui ne sont pas entrés en première année de collège à cette rentrée, alors qu'ils auraient sans doute été admis l'an dernier — en raison de leur âge — dans les sixièmes à programme allégé (classes de transition). Parmi eux, les élèves de moins de treize ans sont allés en C.M.2, les plus âgés sont directement en cinquième à programme allégé, soit le plus souvent en classe pré-professionnelle de niveau (C.P.F.N.).

Les admissions en section d'éducation spécialisée (S.E.S.) ont, selon le ministère, été importées cette année, et il est vraisemblable — à écouter les enseignants — qu'elles auraient été davantage si les capacités d'accueil étaient plus grandes. Certes, les enfants qui souffrent d'un tel retard — ne tireraient aucun bénéfice d'une scolarité en sixième. Pour les accueillir, une « structure » spéciale destinée à leur donner une « amorce » de formation professionnelle tous en complétant leur formation générale est actuellement à l'étude au ministère de l'éducation. Elle pourrait être mise en place à la prochaine rentrée.

Dès la maternelle

Mais il serait intéressant de savoir pourquoi, et comment, ces enfants en sont arrivés là, afin d'éviter si possible que d'autres continuent sur cette voie de l'échec scolaire, puis social. Or tous les enfants qui échouent gravement ne sont pas des handicapés relevant d'une éducation spécialisée. Simplement, lors de l'entrée en sixième, il est trop tard : c'est dès la maternelle et pendant toute la scolarité élémentaire qu'il faudrait le faire. Beaucoup d'enfants (non francophones, ou vivant dans des milieux où l'on parle peu) sont en retard parce qu'ils maîtrisent mal le langage. Certains progresseraient grâce à une pédagogie appropriée ; d'autres — de plus en plus nombreux — auraient besoin d'un soutien psychologique et affectif qu'un milieu familial perturbé n'est pas capable de leur apporter ; enfin l'école et ses maîtres sont trop attachés à une forme de culture qui ne prend pas

en compte la réalité de la vie quotidienne de bien des enfants. Mais, dans des classes souvent trop chargées, avec des maîtres insuffisamment formés et parfois peu conscients de l'enjeu de leur tâche, que peut-on espérer ? La qualité de l'enseignement dépend largement, à ce niveau, des choix politiques. Ces choix seraient-ils différents qu'il faudrait encore obtenir un bouleversement des habitudes, comme le montre l'attitude de bien des professeurs de sixième, aux prises pour la première fois avec des « hétérogènes » et donc avec un certain nombre d'élèves en difficulté. Pour certains, il s'agit d'un problème de moyens matériels ou de formation pour faire face à des difficultés professionnelles nouvelles. Pour d'autres, souvent plus attentifs aux bons élèves, c'est avant tout affaire de mentalités.

« Même les récréations »

Dans les deux cas, un fait est certain, qu'un principal de collège résume très bien : « Le fait d'accueillir toute une tranche des élèves n'est pas une obligation à repenser l'idée qu'on se fait des activités éducatives. » Même les professeurs favorables à la suppression des filières ségrégées à l'hétérogénéité des classes sont déçus. « J'ai plus d'élèves faibles qu'avant, remarque un professeur d'anglais ; les anciens faibles sont passés dans le rang de la classe. » Sur qui faut-il se concentrer, se demande un professeur de lettres, histoire et géographie, sur les faibles ou sur les forts ?

Ceux qui tiennent ces propos notent pourtant des aspects positifs dans le mélange des élèves : plus grande émulation dans la classe, stimulation des plus faibles, heureux, semble-t-il, de ne plus être perdus dans des classes où les autres montreraient du doigt. Ces enseignants, généralement, demandent des moyens pour accompagner la suppression des filières : heures supplémentaires de soutien (« Ce n'est pas une seule heure, estiment-ils, qui peut changer quelque chose »), maintien des dédoublements de classes pour les élèves à risque, aides psychologiques à pour les élèves dont les difficultés ne sont pas seulement d'ordre scolaire. « Nous n'avons ni assistance sociale, ni médecin, ni infirmière, nous manquons de tout », dit un professeur d'un collège situé au cœur de grands ensembles où vivent des familles particulièrement défavorisées. « Ce n'est pas d'une réforme qu'on a besoin, ici, on a juste besoin d'un établissement voisin. »

Les professeurs favorables à l'hétérogénéité des classes, tout comme ceux qui y sont hostiles, trouvent l'explication de leurs difficultés dans le manque de moyens. « Le niveau baisse » ; « Il leur manque les bases les plus élémentaires » ; « C'est l'école primaire qu'il faut réformer » ; « Il faut réduire les dettes de la maintenance » ; « Les enfants n'ont plus le goût de l'effort » ; « Les parents démissionnent » ; « C'est un

problème social... Exprimées spontanément, ces réactions sont très fréquentes. »

Pour les enseignants hostiles à l'hétérogénéité, l'égalité des chances est une utopie. Ils ne manquent pas de comparaisons images pour la définir : « C'est vouloir donner le même médicament pour toutes les maladies » ou « remplir un panier à saladier de l'eau ». Estiment-ils que professeurs de français d'établissements différents. Selon eux, il n'y a plus de filières au niveau de la sixième, mais dans chaque classe. Ils jugent la sélection inévitable et critiquent avec violence la réforme Haby et ses objectifs : « C'est surtout pour l'opinion publique de savoir que tout le monde est dans la même classe, explique un professeur de lettres de Nantes-la-Jolie. Mais c'est une diatribe, car ce n'est une solution ni pour les bons élèves ni pour les élèves en difficulté. Tout le monde est un peu lésé. »

Ce professeur se pense que les mauvais élèves « n'ont pas leur place dans le système éducatif » et qu'il leur faudrait « d'autres écoles ». « Démagogie », « réforme bâchée », « lettre monumental », les accusations ne manquent pas. Ceux qui les portent rêvent d'une multiplication des structures d'accueil spécialisées : sections d'éducation spécialisée, cours commerciaux, lycées d'enseignement professionnel (ex-C.E.T.). « C'est une aberration d'être contre la sélection, dit un professeur d'anglais, car la nation n'a pas besoin de d'intellectuels. Or l'enfant qui arrive à un certain niveau d'études ne veut plus se salir les mains. »

A l'image de la société

C'est une manière contestable de poser un vrai problème, celui des choix politiques et économiques. L'école étant à l'image et au service d'une société inégalitaire, l'égalisation des chances ne peut être qu'une formule creuse si l'on ne se donne pas tous les moyens de la réaliser en particulier pour la formation de maîtres à cette tâche difficile. Sur ce point, M. Haby n'a rien déclaré, alors qu'on peut estimer qu'il aurait fallu commencer par là.

Le rapport du comité « emploi et travail » qui a contribué à la préparation du VII^e Plan (1976-1981), estime que le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans aucune formation professionnelle ne descendra pas en dessous de deux cent mille par an, jusqu'en 1980. Ce sort sera sans aucun doute celui des victimes de l'échec scolaire. Autre fait, sur ce point, à retenir jusqu'à l'orientation est vécue et faite en termes d'élimination. Or, les victimes d'une orientation « négative » (vers des voies donnant peu de perspectives de promotion sociale et peu rémunérées) sont presque toujours celles de l'échec scolaire et de l'échec social, l'un reproduisant l'autre et inversement. La réforme Haby ne peut certes rien changer à cette situation, qui dépasse le système éducatif. Mais les débuts de son

application font naître de nouvelles inquiétudes : ne va-t-elle pas contribuer à maintenir cette réalité de l'inégalité ? À l'heure des premières réactions sur le terrain, on peut craindre de voir apparaître, l'an prochain où la réforme s'appliquera aussi en cinquième, — davantage de classes « aménagées », comme autant de filières déguisées dont beaucoup d'enseignants semblent avoir gardé la nostalgie. D'autre part, compte tenu de la suppression des redoublements en sixième et de l'échec prévisible du soutien aux élèves en difficulté, il est à redouter que le fossé ne se creuse en cinquième de manière telle, entre eux et les bons élèves, que l'orientation soit déjà irréversible. C'est là qu'intervient le contenu d'un enseignement dont on a trop peu parlé : l'éducation manuelle et technique. Les professeurs y compris les moins combattifs — commencent à s'inquiéter en prenant conscience du rôle qu'ils pourraient jouer, même involontairement, dans une orientation professionnelle plus précoce et d'autant plus dévalorisante. « On a abandonné la créativité pour l'utilitaire, la technologie », expliquent-ils.

Avancer les échéances de l'orientation ?

La réforme prévoit d'offrir, en quatrième, au choix des élèves un certain nombre d'options professionnelles de type des disciplines traditionnelles. Il s'agit non seulement « de donner à tous les élèves des collèges une éducation manuelle et technique », mais aussi « d'offrir aux élèves de quatrième et de troisième la possibilité d'approfondir la formation donnée en début de cycle en organisant des options technologiques ». Il s'agit d'un programme d'action prioritaire du VII^e Plan.

Les instructions ministérielles précisent davantage les objectifs assignés à cette éducation : « Préparer à la vie pratique, éventuellement à l'apprentissage ultérieur d'un métier » ; en quatrième et en troisième, « des options de longue durée pourront servir un objectif d'orientation ». De plus, en apportant aux jeunes élèves la connaissance effective du travail manuel, on améliorera sensiblement les conditions de l'orientation ». Sur la base d'une expérience réelle, ils pourront d'autant mieux déterminer, en liaison avec leurs parents et leurs maîtres, la voie dans laquelle continuer leurs études. La pratique de plusieurs options en troisième et quatrième année des collèges contribuera à cet égard autant de bases d'essai pour préciser éventuellement les branches professionnelles vers lesquelles un élève peut être attiré. »

Non sans logique, on tente d'utiliser une discipline généralement considérée comme mineure pour diriger prématurément vers des métiers dévalorisés — parfois injustement — par notre société les enfants les plus défavorisés. En faveur desquels on n'aura pas fait ce qu'il aurait fallu alors qu'il était encore temps. Si ces craintes qui commencent à se manifester devaient se vérifier, la réforme du « collège unique » aurait réussi à avancer les échéances de l'orientation en donnant l'impression de les faire reculer. Et en laissant l'illusion de choix.

F I N

● Au cabinet de Mme Alice Saunier-Seïté. — Un arrêté publié au Journal officiel du 19 janvier fixe la composition du cabinet du ministre des universités — Mme Saunier-Seïté conserve son collaborateur du secrétariat d'Etat. Les seuls changements concernent M. Daniel Laurent qui, de conseiller technique, devient chargé de missions pour les objectifs universitaires, et M. Raymond Prost, nommé conseiller technique alors qu'il occupait aucune fonction officielle dans l'ancien cabinet.

● L'enseignement de la philosophie. L'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public, le Groupe de recherche sur l'enseignement philosophique, le S.C.E.N.-C.P.F.T. et le S.N.E.S demandent, dans une déclaration commune, que l'enseignement de la philosophie soit « maintenu et développé » dans toutes les classes terminales des lycées et « étendu à toutes les sections existantes ou devant être créées à ce niveau » (lycées techniques et lycées d'enseignement professionnel).

Les disciplines nouvelles

La réforme Haby a apporté trois changements aux programmes de sixième : elle a introduit la physique, enseignée à part égale avec les sciences naturelles (qui diminuent d'autant) elle a fait disparaître les « anciens travaux manuels » en instituant deux heures hebdomadaires d'éducation manuelle et technique (E.M.T.) ; elle a supprimé le « cours de sciences » et a remplacé par deux heures d'histoire et géographie de mêler à leurs cours l'histoire économique et une « initiation économique ». C'est finalement le changement qui avait suscité le plus de protestations de la part des professeurs de sciences naturelles « amputés » de la moitié

de leur horaire, qui s'est opérée le plus vite : les élèves de sixième reçoivent depuis la rentrée un enseignement de physique expérimentale. Les physiciens sont unanimement satisfaits de l'aspect positif de la réforme. Certains rappellent même que le mérite n'en revient pas au seul ministre, mais à la commission qui a préparé la réforme avant lui. Au début, je redoutais cette innovation, explique un professeur bivalent et ébroué. Je préférais enseigner la biologie. Maintenant, je me réjouis de ce compte que la physique expérimentale intéresse beaucoup les élèves, car c'est tout à fait nouveau pour eux. »

Navigation à vue

Un problème subsiste : les locaux et le matériel. Dans tel collège, on a vidé une salle de classe pratique de ses machines à coudre et calculatrices pour improviser une salle de physique. Dans tel autre, on a fait vingt-quatre élèves à vingt-cinq élèves. Très souvent, il a fallu faire « éclater » des classes pour former des groupes à effectifs réduits pouvant être accueillis dans les salles de physique (souvent prévues pour vingt, voire seize élèves). Enfin, beaucoup d'établissements pour le second cycle (avec des locaux et branchements électriques individuels dangereux pour des enfants de onze ans), soit des salles inutilisées sans arriver d'eau ni de gaz, indispensables pour certaines manipulations, ont vu la réforme est allée trop vite : l'attendances n'a pas toujours suivi.

L'éducation manuelle et technique se heurte aux mêmes problèmes. Un seul exemple : pour des élèves de sixième, les établis destinés aux adolescents sont trop hauts, « alors un scie le bois sur les tables de classe ». Bien des enseignants chargés de cette nouvelle discipline n'ont reçu aucune formation particulière (pour l'enseignement du système). « On navigue à vue », dit un jeune maître auxiliaire venu de l'éducation spécialisée pour handicaps. « La bivalence a bon goût », dit un P.E.G.C. anglais qui partage l'E.M.T. avec un collègue professeur d'histoire et géographie. Pour le matériel, on improvise beaucoup. « On a six culinaires, alors on fait de la cuisine », explique une enseignante. « On a récupéré des cartonnages, alors on fait des maquettes », explique un autre. A ce stade, l'antonomie des établissements trêve l'anarchie.

ROGER CANS.

ISTH
Centre AUTEUIL
Aux étudiants de fin de second cycle de l'enseignement supérieur
● Préparation au concours d'entrée de septembre.
HEC-ESCAE
2^e année
● Stage complet toutes disciplines de fin janvier à fin mai plus 5 semaines en Août/Sept.
● Succès au dernier concours 15 inscrits ISTH - 9 Recus HEC - 1 Recu ESCAE
3, Av. Jean-Henry, 75016 Paris
288 52 05 - 224 10 72
Institut privé des Sciences et Techniques
Haut-Normandie

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
● Examen du **CAPA**
Certificat d'aptitude à la profession d'assistant
● Préparation complète (matinées) Février à fin Juin
● Avec préparation intensive en Août
● Places limitées
Equipes de 10 étudiants
AUTEUIL : 5, Av. Jean-Henry, 75016 Paris
TOLBIAC : 87, Av. de la République, 75013 Paris

مركزنا من الأصل

صحة من الأعمال

les Haby
égalité

Avancer les idées
de l'orientation

ISSEC
formation continue des cadres

**GROUPE
BERNARD JULHIET**

organisent le

1er CONGRES DE LA VENTE DIRECTE

JEUDI 9 FÉVRIER, HÔTEL PARIS HILTON

de 8 h 15 à 18 h 30 Onze Orateurs vous font part de leur expérience. Journée animée par Bernard HARTMANN éditorialiste à FRANCE-INTER.

LA VENTE PAR CORRESPONDANCE, MAILING, COUPONING

Georges NAEF
Directeur du Club pour Vous
et de la vente par correspondance d'Hachette
- Comment mener de front une activité Club et une activité traditionnelle.

Jacques JOURQUIN
Directeur des Éditions Tallandier
Président de la Commission R.P. du SEVPC
- Attitude du consommateur face à la VPC, comment la rendre positive.

Françoise HUMBERT-PAMPUZAC
Directeur de l'Agence Wunderman
- Évolution de la stratégie publicitaire du leader Français en vente par catalogue.

Emmanuel FRADKIN
Directeur du Marketing
de la Guilde Internationale
- Comment rendre un message VPC percutant.

LES SYSTEMES DE VENTE PAR RÉUNIONS

Michel DELLA VALLE
Président-Directeur Général d'Avon S.A.
1974-1976. Directeur Général de Consultrade.
- Les systèmes de vente à domicile : réalités et conditions de réussite.

Max BAUDON
Président-Directeur Général
de Home Care France S.A.
- La vente par réunions privées, que peut-on vendre et comment?

LA VENTE PAR TÉLÉPHONE

Antoine LAJOUANIE
Directeur de C2F-Télé Action
- 3 cas de vente par téléphone à entreprises et à particuliers.

Claude FAVREAU
Chef des Ventes de K'Tel International
- Peut-on réellement se passer de vendeurs et tout faire par téléphone?

Paul DEGRUSON
Directeur des Points de Ventes
aux Trois Suisses.
- Interaction entre publicité directe et vente par téléphone.

LE PORTE A PORTE

Jacques DECLÉTY
Directeur Général de Singer S.A.
- Du porte à porte intégral au "couplage" porte à porte/point de vente.

André NAPIER
Vice-Président de Britannica France
division Encyclopaedia Universalis
- Comment recruter et animer une équipe de Délégués Commerciaux exclusivement payés à la commission.

ISSEC

Le département Marketing de l'ISSEC a formé ces dernières années près de 600 Cadres dans les différentes disciplines du Marketing. Cette année, dans ses nouveaux locaux du 35, bd Sébastopol l'ISSEC propose parmi ses 50 enseignements destinés aux cadres des entreprises : Marketing fondamental - Chef de Produit - Marketing des produits industriels - Études et recherche en Marketing - Méthodes d'analyse en Marketing - Marketing et Exportation - Direction des Ventes - Distribution et Merchandising - Politique de Marketing.

Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales
35, bd Sébastopol 75001 Paris. Tél. 233.21.88

Une vocation unique : la VENTE. Un groupe de sept Sociétés complémentaires, cent dix personnes, soixante ingénieurs experts et praticiens en Vente et Marketing, vingt-cinq ans d'expérience, dix-huit millions de francs d'honoraires, deux cent cinquante Sociétés ou administrations clientes en 1977. Premier groupe français de Conseils en Vente et Marketing, initiateur d'une démarche originale qui intègre : Réflexion : étude, conseil, recrutement, formation, animation, et Action sur le terrain : création de Points de Ventes et implantation de Produits par sa force de vente Districom. Vente directe par son équipe de télévendeuses Télé-Action.

GROUPE BERNARD JULHIET

Groupe Bernard Julhiet : 171, Av. Napoléon Bonaparte 92500 Rueil-Malmaison. Tél. 749.33.50.

DEMANDE DE RÉSERVATION - 1er CONGRÈS DE LA VENTE DIRECTE

Je souhaite m'inscrire au Congrès de la Vente Directe du 9 février 1978 (participation 850 F.H.T.).
 Je souhaite déjeuner (participation 65 F.).
Nom _____ Prénom _____ Société _____ Adresse et tél. _____
Veuillez envoyer la facture correspondante à l'attention de _____

A retourner à : CONGRÈS DE LA VENTE DIRECTE - 171, Avenue Napoléon Bonaparte 92500 Rueil-Malmaison.



COMMERCE INTERNATIONAL

Les négociations du GATT entrent dans leur phase active

Le point de départ : la déclaration de Tokyo

L'ACCORD général sur les tarifs douaniers et le commerce, généralement désigné par son sigle anglais GATT, est un traité multilatéral conclu entre plus de quatre-vingt États, qui représente l'ensemble des règles régissant le commerce international. Il est entré en vigueur en 1948. Son objectif est de libérer le commerce international et de l'établir sur des bases stables. Il est en principe le seul instrument multilatéral qui définit des règles concrètes pour le commerce international.

accordent des concessions équivalentes à celles qu'ils obtiennent. Ils sont censés ne pas attendre des pays en voie de développement des contributions incompatibles avec les besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce. Un comité des négociations commerciales aart de cadre aux discussions qui sont entrées dans leur phase active en février 1975. Il se compose de représentants de tous les pays participant au « Tokyo round ». Leur nombre est actuellement de quatre-vingt-dix-sept. A eux tous, ces pays assurent les neuf dixièmes des exportations mondiales. Ils comprennent tous les pays industrialisés à économie de marché, près de soixante-dix-sept pays en voie de développement (dont plus de vingt ne sont pas membres du GATT) et plusieurs pays d'Europe de l'Est. La responsabilité des négociations proprement dites revient principalement à sept « groupes de négociation » ouverts chacun à tous les participants intéressés. Ils couvrent ensemble les principaux domaines identifiés dans la Déclaration de Tokyo : droits de douane, mesures non tarifaires, approches sectorielles, sauvegardes, agriculture, produits tropicaux et amélioration du cadre international qui régit le commerce mondial. Deux de ces groupes ont, à leur tour, donné naissance à un certain nombre de sous-groupes spéciaux.

Les principaux sujets de discussion

LES négociations commerciales multilatérales qui entrent dans leur phase finale à Genève portent à la fois sur les droits de douane, domaines d'action traditionnelle du GATT, sur les obstacles non tarifaires aux échanges, sur le système multilatéral de sauvegarde et d'une façon générale sur le cadre juridique qui régit le commerce international.

Kennedy, tous les droits de douane étant réduits d'un pourcentage fixe, quel que soit leur niveau initial. La troisième consiste non seulement à réduire, mais encore à rapprocher ou à harmoniser les droits appliqués dans les différents pays. Proportionnellement, l'abaissement doit être plus prononcé pour les droits élevés que pour les droits bas.

accordés sur les céréales, les produits laitiers, la viande. — Inclusive dans les directives de la déclaration de Tokyo, elle pose aux négociateurs quelques-uns des problèmes les plus ardues des travaux en cours, des divergences d'opinion fondamentales séparant les grands pays commerciaux, agricoles et particulièrement les États-Unis et le Marché commun. Des solutions sont recherchées à la fois par des négociations multilatérales, par des négociations bilatérales, et par des négociations produisant un produit. C'est ainsi que les céréales, les produits laitiers et la viande ont été choisis pour faire l'objet de discussions multilatérales.

LE SYSTEME DE SAUVEGARDE. — C'est l'un des sujets les plus importants du « Tokyo round », étant donné les circonstances économiques. Il s'agit du droit pour le pays importateur d'instituer ou de rétablir des mesures de contrôle à l'importation ou d'autres restrictions commerciales temporaires pour empêcher que son commerce ne subisse un préjudice dans des circonstances critiques ; et du droit aussi pour le pays exportateur de ne pas être privé à la légère d'accès en marché extérieur. Il y a déjà, dans l'accord général des dispositions à cet effet, en particulier dans l'article XIX intitulé « Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers ». Cependant, on constate que les pays membres du GATT ont tendance à invoquer d'autres articles de l'accord général pour justifier leur action, ou même recourir à des mesures de défense prévues dans l'accord général, telles que les accords de limitation « volontaires » du genre de ceux qui sont conclus dans le cadre de l'accord multilatéral sur les textiles.

LE TARIF EXTÉRIEUR COMMUN DE LA C.E.E. COMPORTE MOINS DE DROITS FORTS

Table with 4 columns: Plus de 25 %, De 15 à 25 %, Moins de 10 %, Exemption totale. Rows for États-Unis, Japon, Aigues.

LA POSITION DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les deux tiers environ des parties contractantes à l'Accord général sont des pays en voie de développement. Dans tous les domaines des négociations de Genève, il a été décidé d'accorder une attention particulière à leurs besoins. Il s'agit à la fois de leur accorder un traitement différencié plus favorable (dérogation due en principe de la clause de la nation la plus favorisée) et de leur accorder des concessions sans obtenir d'avantages réciproques.

LE NIVEAU MOYEN DES DROITS DE DOUANE DES ÉTATS-UNIS EST UN PEU PLUS ÉLEVÉ

Table with 3 columns: MOYENNE simple, MOYENNE pondérée par la val. des importations. Rows for États-Unis, Japon, C.E.E.

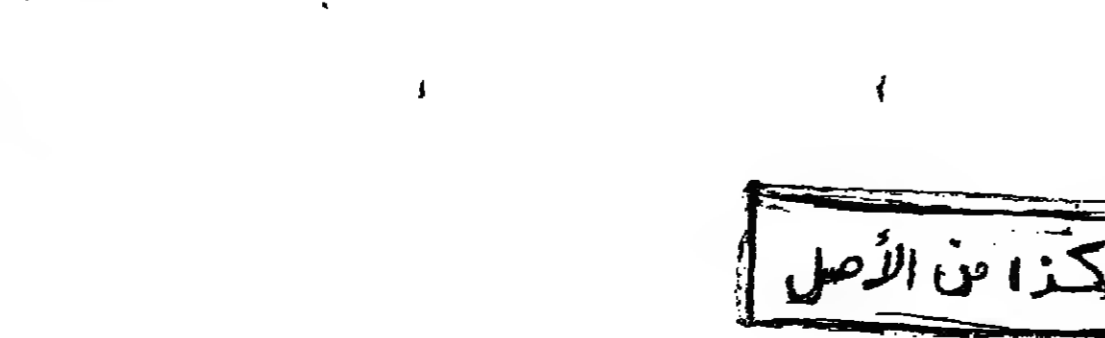
Les principes régissant les relations commerciales

BIEN qu'il se présente sous la forme d'un document long et compliqué, l'accord général (GATT) s'inspire d'un nombre relativement limité de principes et d'objectifs fondamentaux.

peut nécessiter l'application de restrictions quantitatives pour prévenir une ponction excessive sur les réserves de change de ces pays.

Le libre-échange est plus nécessaire que jamais

On n'en dénoncera pas moins l'incertitude de leur préjudice déduction. Quelque cent cinquante pays ou davantage ont beau participer désormais à un commerce international qui porte sur d'innombrables marchandises, chaque échange, en particulier, continue à s'opérer deux à deux.



L'argument des bas salaires

Un autre thème sous lequel se cache le protectionnisme consiste à invoquer les bas salaires des pays nouvellement industrialisés pour mettre des barrières au libre-échange avec eux.

« laisser faire »

En réalité, trois éléments au moins se conjuguent aujourd'hui pour rendre la concurrence étrangère à la fois plus vive et plus dangereuse.

MAIS, ce serait une grave erreur que de se priver des avantages du libre-échange dans cette longue période de crise.

En réalité, trois éléments au moins se conjuguent aujourd'hui pour rendre la concurrence étrangère à la fois plus vive et plus dangereuse.

...négociations d'une pol...

CONDITIONS

LE LENT REFLUX

Du 27 janvier au 5 février 1978, se tiendra à Paris et dans plus de quarante-cinq départements une Semaine du travail manuel: expositions, journées portes ouvertes dans des usines...

L'objectif du secrétariat d'Etat à la condition des travailleurs manuels et de l'Association nationale pour la revalorisation du travail est à la fois de sensibiliser l'opinion publique à ces problèmes et de « redonner à la main et à son travail sa véritable importance ».

Dans le secteur industriel, des diri-

TEF



le guide des chiffres du temps présent

Tableaux de l'économie française - édition 1978 volume broché - 16x24 - 160 pages - Prix : 15 F

EN VENTE:

- Pour Paris : à l'Observatoire économique de Paris, Tour Gamma A, 185 rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.
• Pour la province, dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.
• Chez les libraires spécialisés.

INSEE Institut national de la statistique et des études économiques.

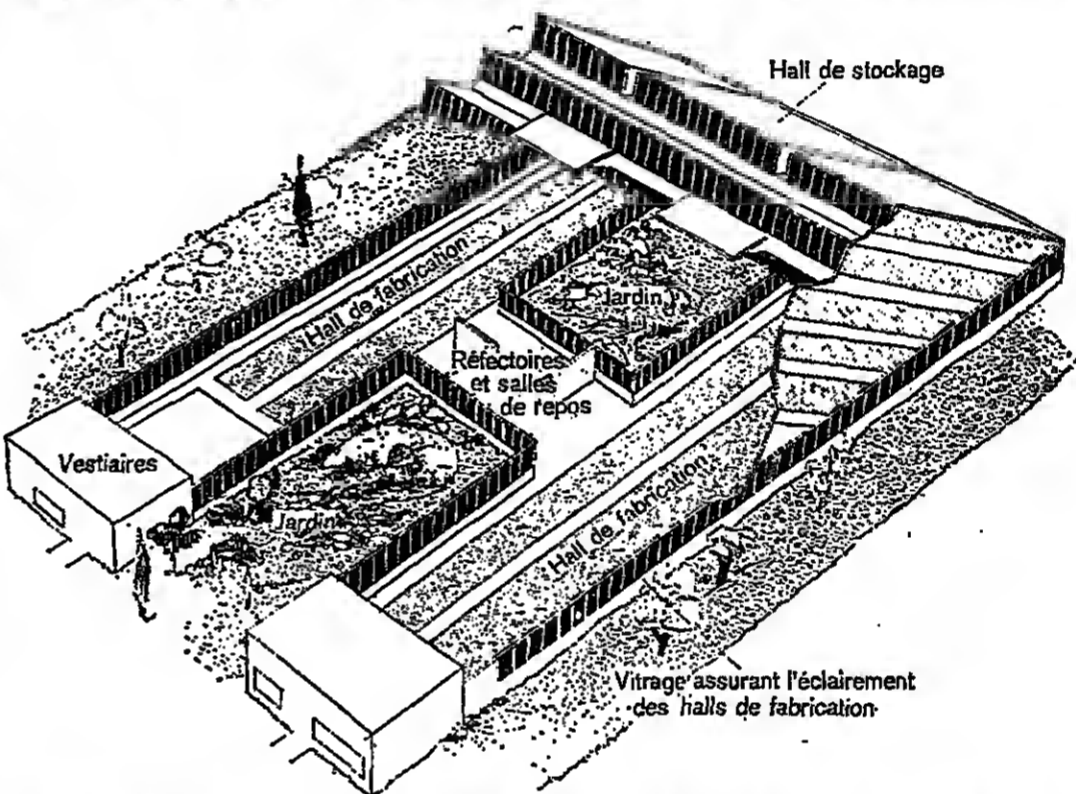
LA FRANÇAISE DE MÉCANIQUE A DOUVRIN: un modernisme qui n'étonne plus

A l'extérieur, le long d'une longue avenue: des pelouses, des arbustes et deux cafétérias style design; à l'intérieur: une débauche de couleurs - vert, bleu, rouge, jaune - une forêt de poteaux, de tuyaux, parfois des plantes vertes, des aires de repos eu briquette au plein milieu des ateliers et la vaste impressionnante des machines et des hommes. Une sorte de cople ou pourquoi pas de modèle du Centre Pompidou mais ici quelques milliers d'hommes travaillent par équipe au montage de moteurs pour Renault, Peugeot, Volvo. La société française de mécanique (F.M.) qui s'est installée en 1969 à Douvrin, dans le Nord, employait quatre mille cinquante personnes fin 1977 au lieu de trois cent quarante-cinq personnes en 1970.

De l'usine - blockhaus traditionnel aux murs presque aveugles construite en 1971-1972 au dernier atelier en V sur jardin avec fenêtre à hauteur d'homme, l'architecture industrielle est manifeste. Même effort considérable dans les ateliers pour améliorer à la fois le cadre et les conditions de travail. Outre les peintures aux couleurs gaies et parfois agressives, et les fresques murales représentant ici des formes féminines, là un arbre « symbole de repos », des perfectionnements techniques sont perceptibles un peu partout: captage des fumées dans la fon-

derie, l'une des plus modernes d'Europe, revêtement perforé anti-bruit dans les ateliers de montage, mais aussi fractionnement des longues chaînes classiques de 60 à 80 mètres en sous-ensembles. Dans l'atelier créé en 1972 (montage du moteur X), la ligne a été cassée et remplacée par cinq sous-ensembles: certains ouvriers se déplacent sur des chariots tractés au sol pour effectuer des opérations de sept à seize minutes. Dans un atelier plus récent (moteur 828), les hommes sont répartis en petits groupes de dix à douze personnes; leurs tâches ont été regroupées pour durer treize à quinze minutes; ils habillent le moteur sur des chariots auto-

(ouvrier spécialisé) et l'O.P. (ouvrier professionnel qualifié) - sont intitulés O.P.F., c'est-à-dire « ouvrier professionnel de fabrication ». L'expérience qui a démarré en 1972-1974 concernait trois cent huit ouvriers en 1976 et quatre cent seize en 1977 sur un effectif de trois mille neuf ouvriers. Selon la société, cette politique, qui implique un gros effort de formation (1), va être poursuivie et pourrait à terme intéresser 40 à 50 % des postes de travail. La direction de la Société française de mécanique applique d'autre part une rigoureuse politique d'information et de participation financière à la productivité et à la sécurité. L'information est multiple, « très



parteurs débrayables. Grâce à des stocks-lampons de dix à quinze moteurs, ils ne sont plus livrés comme par le passé à la chaîne de Charlot. Les cadences sont toujours rapides mais l'O.S. peut gérer son temps, s'absenter un moment pour fumer, boire ou discuter. Une partie du personnel bénéficie en outre de l'élargissement des tâches: certains O.S. réalisent plusieurs opérations simples de montage au lieu de répéter continuellement le même geste. Enfin certains d'entre eux volent leur tâche enrichie dans la mesure où ils assurent « la production, son contrôle, le changement des outils, le réglage des machines (rectification par exemple) et surtout le diagnostic (en cas d'incident) et la participation au dépannage ». Ces ouvriers - charnières entre l'O.S.-robot

large et très dense », comme l'indique un dirigeant: chaque réunion du comité d'entreprise est suivie, le même jour, d'une deuxième réunion d'un directeur avec les cadres et un peu plus tard d'une information écrite à tout le personnel dans « l'Info ». Ce bulletin de quatre feuilles, signé par le secrétaire du C.E. et le directeur quand il s'agit des comptes rendus du C.E., est publié quarante à cinquante fois par an et serait lu, selon un sondage, par 73 % des salariés. On peut y prendre connaissance de l'importance de l'absentéisme, du personnel temporaire, des accidents du travail et du marché de l'automobile, etc. En outre, les cadres reçoivent une lettre mensuelle de renseignements et la totalité du personnel le magazine Ekan qui est rédigé grâce à un réseau de « correspondants d'ateliers ».

se marier, ici, il faut aussi demander à l'autre quels sont ses horaires de travail. » Et il s'ajoute que les divorces sont nombreux. Parmi tous les reproches, les syndicats avancent encore celui du faible niveau des salaires des O.S.; les ouvriers qui sont affectés à des postes en chichis reçoivent des salaires d'O.S. quelque peu améliorés alors qu'ils sont capables, affirment-ils, d'occuper des emplois très variés et qu'ils devraient être considérés et rémunérés comme des professionnels.

En dépit de l'atelier-jardin, des peintures bleues et rouges, l'usine de Douvrin serait-elle déjà à ranger dans la liste des fausses usines modèles? L'envers du décor que peignent avec circonspection les syndicats est-il aussi déplorable? La grève ras-le-bol qui a éclaté en 1977, tant sur les primes que sur les cadences, donne en partie raison aux syndicats. Tout n'est pas pour le mieux à Douvrin. Mais il est indéniable que la F.M. est l'une des usines les plus modernes de France. Les personnes qui visitent Douvrin le temps d'une journée ne connaissent pas les servitudes du travail en équipe et des cadences. Quant à ceux qui y passent toute l'année, ils ne comprennent pas leurs ateliers aux vieux hangars et à la triste grisaille de nombreuses entreprises françaises. Le travailleur de Douvrin est en général un jeune - âge moyen vingt-neuf ans - et le modernisme n'étonne plus. Cela va de soi d'autant plus que l'ouvrier de la F.M. n'a jamais (ou si peu) travaillé dans le secteur industriel. Que lui apportent les cadences infernales, le bruit, la saleté des autres usines. Il ne les a pas connus. Il n'a pas vécu cette pénible période, même si d'autres la subissent encore. Les jeunes ouvriers de F.M. apprécient certes le cadre de l'usine; ils l'admettent, ils le disent. Mais leur travail, ajoutent-ils, demeure fastidieux. Et parfois la colère monte et explose. La politique sociale de la F.M. est-elle en définitive insuffisante? La direction l'admet partiellement: « Il reste beaucoup à faire. L'amélioration des conditions de travail ne sera jamais terminée. »

JEAN-PIERRE DUMONT.

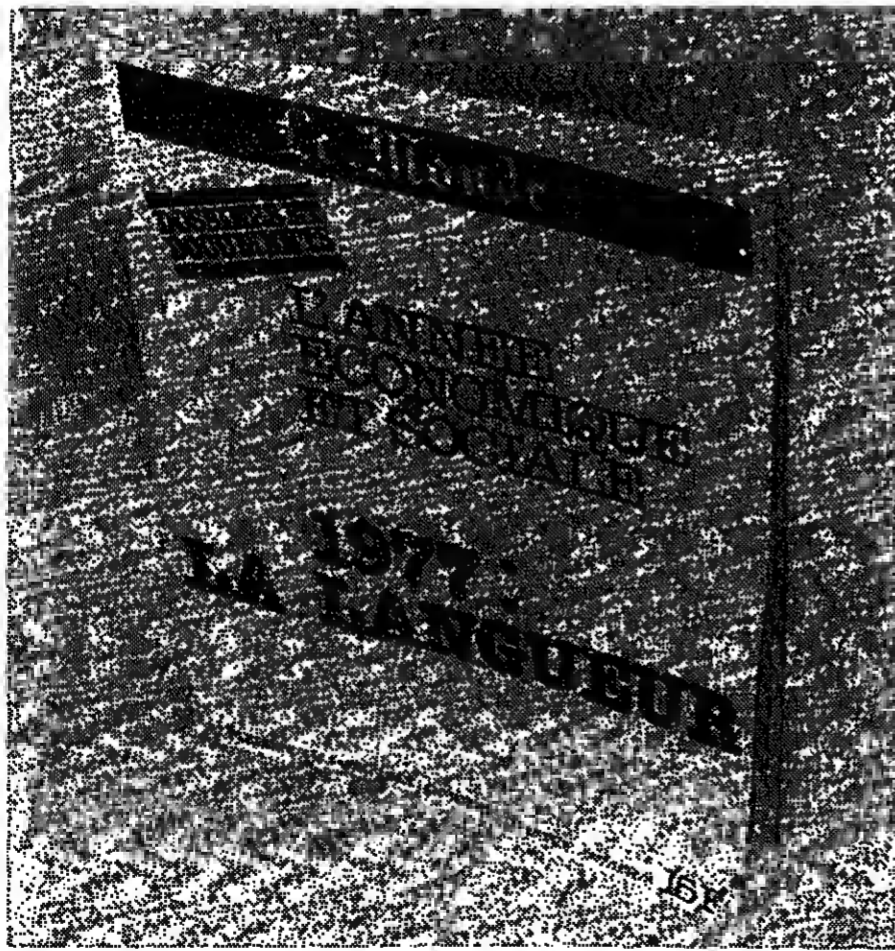
(1) 120 000 heures en 1977, soit 100 heures par personne pour un tiers de l'effectif.

EN VENTE DÈS LE 17 JANVIER

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de

L'année économique et sociale



un bilan complet, économique, social, financier et boursier, en France et à l'étranger.

168 pages / 109 pays / en vente partout 15f

Participation ou intégration?

Une panoplie de primes a été mise en place pour intéresser le personnel et assurer « chaque fois que possible la participation ». La « FIAP », prime à l'amélioration de la productivité, est la plus importante, puisqu'elle représente 5 à 10 % du salaire. Calculée par atelier, cette prime donne lieu à de savants calculs qui sont affichés en permanence sur les lieux de travail: par exemple « indice 90,23 en septembre 1977 » donnant droit à une prime de 6,81 % « indice 90,47 en octobre », soit une prime de 6,90 %. Ces variations, qui peuvent être importantes entre services ou ateliers mais faibles (quelques centimes), elles donnent lieu, en fonction des économies réalisées, au versement d'une somme dont 25 % revient à l'innovateur et 75 % à un fonds commun reversé sous forme de « FIAT » à tous les salariés; chaque mois, près de deux cents idées sont lancées et certains ouvriers ont reçu 10 000 à 20 000 F. Le FIAT, prime pour l'amélioration de l'hygiène et de la

sécurité, après évaluation du C.E.S., donne lieu à des remises de cadeaux (caisse d'outils, poste de radio). Toutes primes comprises, un O.S. classe O 2 à et travaillant en équipe quarante et une heures trente-cinq minutes par semaine reçoit 2 720 francs par mois alors que son salaire de base est de 1 920 francs et de 2 278 francs si l'on intègre les heures supplémentaires et la prime d'équipe. Face à la direction, qui affirme rechercher « le dialogue et la responsabilité des salariés », les syndicats rétorquent que la politique globale de l'entreprise vise en fait à emprisonner les salariés dans un système d'intégration et de recherche de la rentabilité. L'amélioration des conditions de travail? Les représentants de la C.C.F. et de la C.F.P.O. ne croient pas à l'impact de certaines mesures mais ils estiment que l'élargissement des tâches par l'addition d'opérations menottes et sans changement du rythme de travail n'est pas une source véritable d'épanouissement. Ils rappellent que dans certains secteurs des ouvriers « manipulent cinq mille culbuteurs par poste, répètent, aux diables, quatre mille fois le même geste ». Ils dénoncent le système des primes en déclarant que « les chaînes brisées sont remédées par d'autres chaînes aussi contraignantes »; ils reprochent aux différents systèmes d'information et de réunions d'ateliers

مكتبة من الأصل

TAYLORIS

BLAINV

Un consensus de...

DE TRAVAIL

DU TAYLORISME

geants d'entreprises poursuivent, à petits pas et sans triomphalisme, leur politique d'amélioration de la vie en ateliers: comme le montrent ci-dessous les exemples de la SAVIEM à Blainville et de la Française de méca-

LA SAVIEM A BLAINVILLE : briser les chaînes

DE gigantesques hangars installés sur un terrain de 150 hectares entre l'Orne et le canal maritime: l'usine de la Saviem de Blainville, qui a pris la place, en 1962, des chantiers navals de Caen, offre l'image d'un site industriel classique. Autour de bâtiments sans originalité, plus de sept mille ouvriers encombrant jusqu'à saturation les aires disponibles. Pour le visiteur qui l'ignorait, c'est le signe le plus évident de la crise que connaît, six mois après sa création, Renault véhicules industriels, le premier grand constructeur français de poids lourds né du regroupement de Berliet et de Savlon. A Blainville, les stocks ont doublé en un an et représentent plus de 20 % de la production.

Les quelques sept mille salariés de l'usine n'ont pas besoin de constater chaque jour que le nombre de véhicules en attente de clients a augmenté pour savoir que les affaires ne vont pas bien: ils ont connu un mois de chômage technique en 1977, et ils savent qu'ils seront sept cents de moins

à la Saviem à la fin de cette année par application du plan de départs volontaires en pré-retraite (la Monde des 27-28 novembre 1977).

Malgré ce marasme, la direction poursuit une politique d'amélioration des conditions de travail entamée dès la fin de 1972. Politique discrète, peu spectaculaire. Ici pas d'atelier « design », de recherches décoratives ou de bûches vertes dans des jardins paysagers. Tout juste cinq salles de repos pour les cinq mille trois cents ouvriers dispersés dans des bâtiments qui occupent 300 000 mètres carrés au sol. La priorité a été donnée à l'organisation physique du travail sous l'égide d'un service d'ergonomie créé dans l'entreprise en 1973. Missions essentielles: l'étude des conditions de chaque poste de travail (charges physiques, bruits, éclairage, etc.), la définition de normes pour un meilleur fonctionnement, la formation des agents de méthode et du personnel d'encadrement aux techniques d'ergonomie. En quatre ans, les résultats obtenus ne sont pas négligeables.

retion des conditions de travail. Elle estime que « l'enrichissement des tâches est en soi une bonne chose ». Les ouvriers, dit-elle, ne mettent pas en cause la nouvelle organisation du travail, mais certains de ses conséquences: accroissement des cadences, renforcement de la maîtrise, anarchie des salaires, etc.

La direction de l'usine reconnaît qu'aucune des transformations des conditions de travail auxquelles elle a procédé ne s'est traduite par un accroissement des coûts. Mais elle ajoute aussitôt: « Nous ne nous sommes pas fixés non plus des objectifs de productivité. »

En fait, dans cet établissement, où il existe une longue tradition de politique sociale — conventions d'entreprise biennales depuis 1964, niveau de salaires supérieur à celui de la région (1), expérience de bilan social dès 1975, etc. — mais également une toute aussi longue tradition de luttes revendicatives — mai 1968 avait commencé ici en janvier, — la direction a compris que la pérennité et le développement de l'entreprise exigeaient une transformation des modes de travail. Dans une usine où le moyennage

d'âge du personnel était de vingt-neuf ans en 1973, quand le service d'ergonomie a été mis en place, il était nécessaire, et l'on voulait éviter de nouvelles explosions sociales, de mettre fin à ce qu'un dirigeant appelle « un mode de production invivable ».

En commençant par sensibiliser l'encadrement notamment les agents de maîtrise, à ces questions, en cherchant ensuite à s'appuyer sur les aspirations diverses du personnel, en mettant dans le coup les syndicats sans s'enfermer dans une négociation, la Saviem a réussi à obtenir un consensus de fait du personnel. Mais c'est un consensus qu'il faut sans cesse reconstruire. Changer le travail, cela implique changer les mentalités. Il n'est pas si facile de briser les chaînes...

JEAN-MARIE DUPONT.

(1) Le salaire minimum d'embauche était fin 1977 de 2 350 F (tous avantages compris); le salaire moyen d'un ouvrier professionnel P 1 était de l'ordre de 3 200 F et celui d'un professionnel très qualifié P 3 de 3 800 F. En outre, toujours selon la direction, un ouvrier gagne en moyenne 5 % de plus qu'un employé de qualification comparable.

Travailler seul...

A l'atelier de mécanique (mille deux cents salariés environ), la chaîne a été supprimée l'été dernier. Chaque ouvrier dispose d'un espace de travail personnel et monte seul entièrement des boîtes de vitesses: rythme de production: quatre boîtes de vitesses par heure alors qu'avant, sur la chaîne, chaque ouvrier répétait toutes les deux à trois minutes les mêmes gestes. Après quelques dizaines d'heures de formation et d'expérimentation sur un poste prototype, les O.S. d'atelier sont devenus des ouvriers professionnels de fabrication (P 1 F).

A l'atelier de montage des ponts et des trains de la gamme J (capacités de 5 à 15 tonnes), de création récente, il n'y a jamais eu de chaîne dès le départ, le travail a été conçu en poste fixe et individuel. « On a bien essayé de les faire travailler par groupes de deux ou trois, nous explique un membre de la direction. Mais les gens préféraient travailler seuls; beaucoup sont d'origine paysanne et restent très individualistes. » En fait, certains travaillent par équipes de deux comme à l'atelier d'habillage, moteur-boîte de vitesses: là des installations modulaires ont remplacé la chaîne; des ouvriers qui, hier, avaient des cycles de travail très courts (quatre

à cinq minutes) habillent indifféremment et totalement des moteurs de gamme basse en une heure quarante minutes ou des moteurs de gamme intermédiaires qui demande jusqu'à cinq heures de travail. Il a fallu cinquante heures de formation théorique et technique et parfois plusieurs semaines d'acclimatation pour faire des O.S. 2 des O.S. « anciens », classés ouvriers professionnels.

Au service de garnissage des cabines, c'est encore un système différent qui a été mis en place depuis l'été dernier. Les ouvriers qui, sur la chaîne, avaient à faire de petites opérations, courtes, délicates et très répétitives sont désormais organisés en quatre équipes de deux qui montent entièrement la cabine. Celui qui vissait à longueur de journée des poignées de porte, par exemple, monte et habille totalement la porte. Chaque équipe de deux, une fois son travail — qui dure de vingt-cinq à trente minutes — terminé, pousse la cabine, installée sur un rail, à l'équipe suivante. Cet élargissement des tâches devrait, après un temps de formation, déboucher sur un enrichissement des tâches permettant à chaque O.S. de devenir réellement polyvalent et de passer professionnel.

Du sur-mesure

Le montage des camions de haut de gamme est un des secteurs où le travail à la chaîne subsiste. Et pourtant l'activité, ici, ressemble peu à celle de Charlot dans les Tamps modernes. D'abord parce que la fabrication est beaucoup moins étendue qu'en automobile ou pour les véhicules de petit tonnage. Les équipements varient d'un camion à l'autre selon les exigences du client; on est dans le domaine du « sur-mesure ». Le temps d'intervention de chaque ouvrier est de l'ordre de vingt minutes. Ensuite, parce que les ergonomes ont organisé le montage à l'envers, de manière que les ouvriers qui ont à manipuler des organes lourds n'ont plus à se balancer sous le châssis mais peuvent travailler « à leur main ». Enfin le recours à de nouveaux matériaux, pour le vissage au particulier, a permis de réduire le bruit.

Bilan de ces transformations: en deux ans, huit cents O.S. sont devenus professionnels; les six cents ouvriers qui travaillent encore

à la chaîne ont vu leurs tâches s'élargir: pour la moitié d'entre eux, chaque temps d'intervention est maintenant supérieur à vingt minutes. La direction estime que ces améliorations n'ont réduit de façon marquée ni les absences ni les accidents de travail — mais les taux étaient déjà sensiblement plus bas à ce qu'ils sont en moyenne dans la métallurgie; en revanche, la qualité du travail s'est améliorée. Plusieurs chefs d'atelier font état d'une diminution de moitié du nombre des rebuts.

Des ouvriers nous ont même déclaré avec une certaine fierté: « Hier, nous avons sorti toutes nos cabines bonnes. » L'enthousiasme, à la base, n'est pourtant pas général. Si beaucoup d'ouvriers expriment leur satisfaction de pouvoir désormais gérer leur temps — « On « bourre » la main pour être plus « relaxé » l'après-midi », — ils sont nombreux aussi à affirmer que le rythme de travail reste trop élevé. « Je suis sûr qu'ils ont profité de ces changements pour augmenter les cadences. » Et ils s'étonnent: « Pourquoi nous faire travailler tant alors qu'on est en surproduction et qu'on nous contraint, à d'autres moments, au chômage technique? »

Un consensus de fait

Ce thème est repris avec insistance par les syndicats. La C.G.T., qui, pour la deuxième fois en cinq ans, a perdu la majorité aux élections professionnelles (84 % des suffrages), parle d'augmentation des cadences, d'anarchie dans les nouvelles classifications, et affirme que certains ouvriers préféreraient revenir à la chaîne. A la différence de la C.G.T., la C.F.D.T. (58 % des suffrages) participe, au comité d'amélioration,

FERNAND NATHAN POURQUOI ET COMMENT Des situations concrètes Les définitions, règles et principes essentiels de la gestion. Des questions à choix multiples et des applications corrigées. COMPRENDRE LA COMPTABILITE35 F FAIRE PARLER LA COMPTABILITE32 F COMPRENDRE LA FISCALITE DU PROFIT ...39 F PRATIQUER LA GESTION BUDGETAIRE .39 F

POURQUOI ET COMMENT Des situations concrètes Les définitions, règles et principes essentiels de la gestion. Des questions à choix multiples et des applications corrigées. PRATIQUER LA GESTION BUDGETAIRE Déjà paru: Comprendre la comptabilité: 35 F Faire parler la comptabilité: 32 F Comprendre la fiscalité du profit: 39 F EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE NOUVEAUTÉ 78 39F FERNAND NATHAN

AMELIORATION DES RELATIONS DANS LE TRAVAIL Ce cycle de formation organisé par I.F.A.C.E. en 1978 s'adresse aux Cadres des Entreprises et Etablissements Publics concernés par: - le développement de leur carrière - leur rôle de formateur dans l'exercice de leurs responsabilités - le développement de leur efficacité personnelle - une compréhension et une maîtrise nouvelles des situations de négociation. Pour que les meilleures conditions soient réunies, il est souhaitable que les participants au Séminaire apportent: - leur expérience personnelle de la vie dans les Organisations - l'expérience de l'exercice des responsabilités et des relations hiérarchiques - un souhait d'évolution au plan social et personnel. Ecrivez ou Téléphonez à I.F.A.C.E. Département PERFECTIONNEMENT CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT 108 Bd Malesherbes 75017 Paris - Tél: 766.51.34 poste 454 Nom: Prénom: Adresse:

Un Groupe de Fondateurs Saoudiens et la Banque de l'Indochine et de Suez ont le plaisir d'annoncer l'ouverture de البنك السعودي الفرنسي AL BANK AL SAUDI AL FRANSI (La Banque Saoudi Française) CAPITAL: SR 100 000 000 SIEGE SOCIAL: Charia King Abdul Aziz JEDDAH SUCCURSALES JEDDAH King Abdulaziz Street P.O. Box 1 Jeddah Tél. 23344 - 23521 Telegraphic Address: Indosuez Djeddah Telex 40168 Indobnk SJ ALKHOBAR Khaja Building Prince Naser Street Alkhobar P.O. Box Dhahran International Airport Dhahran Tel. 44088 - 42835 - 44896 Telegraphic Address: Indosuez Alkhobar Telex: 67033 Indocab SJ

CONDITIO REFLU... problèmes et de... Dans le secteur industriel... E A DOUVRI... bonne plus

SPORTS

FOOTBALL

Le tirage au sort de la Coupe du monde

Comme cela était prévisible depuis les aménagements qui avaient précédé le tirage au sort de la phase finale de la Coupe du monde...

d'Allemagne, Pologne, Mexique et Tunisie; Groupe 3: Brésil, Espagne, Suède et Autriche...

le groupe 3, le Brésil partira indiscutablement favori. Pour la deuxième place qualificative, l'Espagne peut être inquiétée par la Suède...

Les adversaires de la France

Argentine

De Pedernera à Di Stefano, sans oublier Craxi, Monti, Sivori, Ruben Bravo, Ferlito, etc., l'Argentine a donné naissance à quelques-uns des plus grands joueurs du football qui, pour la plupart, ont terminé leur carrière en Europe...

Hongrie

Comme la France, la Hongrie n'a pas participé à la phase finale de la Coupe du monde depuis 1968. Aujourd'hui encore on ne peut pas parler de football hongrois sans évoquer Bocsik, Kocsis, Puskas, Cabor, Hidegkuti...

Brésil

Le Brésil (19 mars, à Buenos-Aires, puis 22 mars à Rio-de-Janeiro, la Bulgarie (29 mars), la Roumanie (5 avril) et le Portugal (13 avril)...

Autriche

Autriche (13 et 21 juin), elle est peut-être la plus vite possible sans être pénalisée en cours d'épreuve par une dégradation progressive des gommages...

Italie

Italie (13 et 21 juin), elle est peut-être la plus vite possible sans être pénalisée en cours d'épreuve par une dégradation progressive des gommages...

AUTOMOBILISME

ANDRETTI VAINQUEUR DU GRAND PRIX D'ARGENTINE

Autour du meilleur temps des essais, l'Américain Mario Andretti a facilement remporté, dimanche 15 janvier à Buenos-Aires, le Grand Prix d'Argentine de formule 1, première épreuve comptant pour le championnat du monde des conducteurs en 1978...

Le succès de Mario Andretti confirme tout le bien que l'on pensait de Lotus dans la supériorité vient de l'adhérence exceptionnelle que lui confère le profil du châssis qui rappelle une aile d'avion inversée...

Le choix des pneus

La forte chaleur de l'été argentin (plus de 35 degrés) a posé, comme toujours en pareil cas, d'importants problèmes dans le choix des pneumatiques...

Les nouvelles Tyrrell

La plus grande surprise dans le Grand Prix d'Argentine est venue de la spectaculaire progression dans la mise au point des nouvelles Tyrrell. Alors que Depailler était contraint de jouer les anonymes au cours de la première séance d'essais...

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CROSS DE L'AYCAGUER & KXON 1. Puterman (Sole), les 11.060 km en 32 min.; 2. Riffel (Sole), 32 min.; 3. Mameo (Forc), 32 min...

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS GRAND PRIX D'ARGENTINE A BUENOS-AIRES 1. Andretti (Lotus); 2. Lauda (Brabham-Alfa-Romeo); 3. Depailler (Tyrrell)...

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième journée) Besançon b. Gagny 22-19; Stade marcellais U.C. et Ivry 17-17...

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dix-septième journée) Clermont b. Le Mans 85-79; Bourdeaux b. Dax 81-78...

Italie

C'est une des valeurs les plus fortes et les plus constantes du football italien. Depuis plus d'une décennie, l'Italie pratiquait un jeu peu spectaculaire reposant sur des défenses toujours renforcées...

France

Juventus, qui a pris une part prépondérante à la qualification en marquant neuf des dix buts de son équipe. En 1977, l'Italie a disputé sept matches internationaux...

Argentine

Comme cela était prévisible depuis les aménagements qui avaient précédé le tirage au sort de la phase finale de la Coupe du monde...

Hongrie

Comme la France, la Hongrie n'a pas participé à la phase finale de la Coupe du monde depuis 1968. Aujourd'hui encore on ne peut pas parler de football hongrois sans évoquer Bocsik, Kocsis, Puskas, Cabor, Hidegkuti...

Autriche

Autriche (13 et 21 juin), elle est peut-être la plus vite possible sans être pénalisée en cours d'épreuve par une dégradation progressive des gommages...

Italie

Italie (13 et 21 juin), elle est peut-être la plus vite possible sans être pénalisée en cours d'épreuve par une dégradation progressive des gommages...

Le tribunal de commerce de Rennes

Le tribunal de commerce de Rennes a déclaré compétent pour statuer sur la requête en suspension provisoire des poursuites...

Assistés d'un syndic

Assistés d'un syndic, M. Massart, les responsables du Stade annais devront procéder à une organisation interne drastique...

Le Brésil

Le Brésil (19 mars, à Buenos-Aires, puis 22 mars à Rio-de-Janeiro, la Bulgarie (29 mars), la Roumanie (5 avril) et le Portugal (13 avril)...

Autriche

Autriche (13 et 21 juin), elle est peut-être la plus vite possible sans être pénalisée en cours d'épreuve par une dégradation progressive des gommages...

Italie

Italie (13 et 21 juin), elle est peut-être la plus vite possible sans être pénalisée en cours d'épreuve par une dégradation progressive des gommages...

Le tribunal de commerce de Rennes

Le tribunal de commerce de Rennes a déclaré compétent pour statuer sur la requête en suspension provisoire des poursuites...

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Prestige de l'opéra ancien.

Le superbe coffret que Pathé-Marconi vient de publier pour le quatre-vingtième anniversaire de Georges Thill fera pleurer des larmes de joie et de désespoir aux vieux amoureux de l'opéra et paraîtra un document d'ethnographie aux mélomanes d'aujourd'hui. Impossible de mettre mieux en évidence le fossé qui sépare deux âges de l'art lyrique.

Les larges extraits d'Otello en particulier stupéfieront les jeunes; chantés en français, avec un style et un phrasé dénués, un orchestre relégué ou troisième plan, l'œuvre est souvent méconnaissable. Mais, peu à peu, le charme vainqueur de cette voix parfaite (dans les enregistrements de 1927 à 1939) opère la vigoureuse du style, la beauté d'élocution d'un chanteur-roi, certes, mais sensible, l'or glorieux et l'égalité merveilleux dans tous les registres d'une technique fondue de ne pas entendre Thill chanter plus souvent en italien comme dans *Canzone*, de Tosca, où le couleur se métamorphose).

Les extraits de Werther, de Turandot, de la Damnation de Faust, de Samson et Dalila (avec l'admirable Germaine Cernay), de Manon, Après un rêve, de Faure; Alceste, boire et chanter, de Johann Strauss, sont les points culminants de cette anthologie où, malheureusement, on sent la voix se défaire pendant les années de guerre. Et tous s'achève par d'amusantes chansons de films de Maurice Yvain, et surtout ces hymnes patriotiques fort réjouissants: la Marche lyonnaise, la Marseillaise, l'Hymne à la gendarmerie, le fameux Ça ne gagneront pas! de 1920 (« Tous ces vieillards doivent être abattus comme des chiens »), où s'étendait la noblesse du phrasé de Thill arrive portés à racheter l'emphase et le pomposité. (Quatre disques EMI, 153-16211/214. En souscription: 125.20 F.) — J. L.

Petite bibliographie wagnérienne.

Pour profiter pleinement des deux énormes volumes du *Journal de Cosima Wagner* (Ed. Gallimard, 750 et 618 pp.), et pour y répondre commodément les événements principaux, on aura intérêt à utiliser l'excellente chronologie de M. Gregor-Dellin, *Wagner au jour le jour* (coll. Idées, Ed. Gallimard, 320 pp.). On notera par ailleurs la réédition récente de la traduction des œuvres complètes en prose de Wagner, auxquelles le *Journal* se réfère fréquemment (édition de 1928, en treize volumes, coll. « Les Introuvables »). Éditions d'aujourd'hui, 14, rue de Grenelle, Paris).

Messiaen après Xenakis.

Le succès du cycle *Xenakis*, organisé avec le concours des principales institutions musicales parisiennes, a incité M. Jean Mahou, directeur de la musique au ministère de la culture, à réviser. Son choix s'est porté sur Olivier Messiaen, dont l'œuvre intégrale sera ainsi exécutée à Paris au cours d'une vingtaine de concerts, du 22 novembre au 21 décembre. Pierre Boulez dirigera en particulier, le 10 décembre, à l'Opéra le concert de soixante-dix ans d'anniversaire du Maître des oiseaux.

CES SOIR 20 H 30

THEATRE OBLIQUE
20, rue de la Poquette
75011 - 89.76.51
Métro: Bastille

Direction J. MERCIER

BRUSEY : Création
CORLI : 2^e sérénade*
VARSE : Hyperprisme
MIRROGLIO : Horizons courbes**

Musique

Bonsoir, madame Nilsson

Birgit Nilsson n'avait jamais donné à Paris de récital accompagné par le seul piano, comme elle l'a fait samedi au Théâtre des Champs-Élysées avec l'excellent pianiste suédois Lars Rosa. Voici que, au soir de sa carrière, cette voix d'acier et de flamme s'est tout à coup rapprochée de nous, que pour la première fois peut-être nous en avons éprouvé toutes les ondes et les frémissements. La déesse était descendue de son piédestal pour redevenir une femme, comme déjà, il est vrai, dans sa prodigieuse interprétation de Turandot à l'Opéra lorsqu'au dernier acte elle dépouillait sa superbe d'ango exterminateur pour s'ouvrir lentement à l'amour comme une fleur éveillée par le soleil.

Maria-Birgit Nilsson est à la fois une robuste femme suédoise, pleine de bon sens, d'un naturel bon vivant, d'une santé à toute épreuve, d'un humour constant, nous dit-on. Quand elle entre sur scène, elle jette toute sa puissance au vent, comme une figure de proue pour un vaisseau viking, et derrière l'héroïne légendaire, Isolde, Brunhilde, Senta, Aida, Tosca, Salomé, Lady Macbeth, Léonore, Elektra, on retrouve sans peine la superbe fille de fermier née il y a presque soixante ans à Körup, près de Malmså, que son père, comme une figure de proue, emmenait chaque nuit, le phrasé dominant à chaque mot so pulpe et sa sève et cette

conscience ! C'est Fritz Busch après en lui confiant d'emblée le rôle de Lady Macbeth, et de lors elle allait voir de succès en succès : 1951, à Glyndebourne (Elektra et Isolde), 1954, à Bayreuth (Elektra), 1957, toujours à Bayreuth (Sieglinde et Isolde) et à Covent Garden (Brunhilde), 1959, à New-York, etc. Elle n'apparaît à Paris, en concert, qu'en 1961 et 1963, puis chantera Isolde en 1966, Elektra en 1974, et à Orange en 1978 et Brunhilde de la Walkyrie en 1978.

Cette carrière de trente années qui l'a vue triompher partout dans les rôles les plus terribles du répertoire allemand et italien, coïncide déjà à s'en rendre compte. Au milieu de l'enthousiasme délavé du bon (et juste) public, certains « connaisseurs » faisaient la moue aux champs-Élysées. Et certes, Birgit Nilsson dans les premières années de son séjour à Paris, avait un peu de mal à accrocher quelques aigus, tandis que, dans la Berceuse de Strauss, la voix tout ou long planait à un coma d'écart du piano.

Ces signes annonciateurs d'un crépuscule ne pouvaient cependant gêner le bonheur de savourer une voix qui par ailleurs ne trahissait aucune faille. Nulle blessure déchirant la timbre, éraillant la voix, mais toujours cette somptuosité des couleurs émailant chaque note, le phrasé dominant à chaque mot so pulpe et sa sève et cette

puissance d'émission joyeusement, cette technique d'attaque d'une netteté obabue dans la douceur aussi bien que dans la force, où le moi et la musique se marient en une fusion lyrique, cette voix comme l'épée de Siegfried portée au rouge et qui sort victorieuse de l'eau bouillonnante.

Admirable récital en vérité, avec des mélodies nordiques de Sibelius et de Grieg d'un ardent lyrisme familier où Nilsson était chez elle, avec des mélodies de Richard Strauss où l'on découvrait aussi bien la douceur des réves (Morgen où sa voix était la chair vivante de ce bouleversant espoir ou seuil de l'inconnu) que le dynamisme ravageant d'un amour (Cécilia dans le défilé d'un air choqué de l'incroyable dans l'ultime chant de mort, et puis s'éteignait, les bras levés, immobiles, mangée peu à peu par l'ombre comme un cerge qui s'éteint.

Bonsoir, madame Nilsson, vous nous aurez donné, dans cette musique d'un pessimisme aussi radical que sublime, l'image d'une créature radieuse de puissance et de vie, la nôtre.

JACQUES LONCHAMPT.
* Ce récital, organisé par Radio-France, sera diffusé ultérieurement.

Le Quatuor Talich

Porteur d'un nom glorieux, celui d'un des plus grands chefs d'orchestre tchèques, le Quatuor Talich, présenté lundi soir par Radio-France, séduit d'emblée par cette finesse extrême de sonorités — où les instruments semblent dépassés, transcendés — qui caractérise les ensembles d'Europe centrale. Mais une telle subtilité n'est pas sans péril dans le Quatuor en mi bémol D 87 de Schubert, joué avec tout d'économie et de précision que la musique semble croquer un peu de pain à s'exprimer.

L'œuvre n'est certes pas l'un des plus hauts chefs-d'œuvre, elle file doucement avec une grâce mozartienne dans Pollegro, soulève avec une vivacité un peu étonnée dans le scherzo, s'épanche sucrément dans l'adagio mais bondit dans le final, alors que très souvent ces quatuors tchèques aux sonorités parfaites ne semblent qu'effleurer les cordes, chantonner du bout des lèvres, jouer, comme on dit dans un mouchoir.

Le Quatuor Talich de M. J. Talich, ou contraire, bénéficie de ce raffinement qui met en valeur sa virtuosité et sa grâce. Le délicieux clair de lune de Tchaïkovski et voile l'insaisissable bonne humeur d'un discours qui n'a pas tellement à nous dire.

Dans le Deuxième Quatuor de Janacek, ces « Lettres intimes » qu'un musicien de soixante-quatorze ans adressa à quelques amoureux orléans ou roche, le Quatuor Talich heureusement déplaça ses cœurs. Le moyen de résister à une œuvre aussi intime où la sève d'une imagination méprisante s'épanouit en de si belles fleurs aux coloris doux ou violents ! Même les mouvements lents d'un sentiment exalté, soudain, s'emballent et sont pleins d'oiseaux qui chantent et pépient au diapason des amoureux.

Le troisième mouvement d'une belle harmonie en deux couleurs sur un rythme curieux, se remplit de musique grémillante, comme des volées de moineaux battant les buissons. Et les danses populaires nées, les jeux de cordes arrachés, le beau chant onirique sur une bosse rudimentaire de violoncelle dans le final, sont accoués par un bel lyrisme qu'il finissent en équilibre et trilles d'une extraordinaire ordoce. « Ma musique reste jeune, au contact de l'éternelle jeunesse de rythme de la nature éternellement jeune », écrivait Janacek. Quelques mois après ce quatuor il mourut.

JACQUES LONCHAMPT.

Cinéma

« FAUX MOUVEMENT », de Wim Wenders

Trois films ont révélé (dans les désordres) la personnalité de Wim Wenders, cinéaste allemand de trente-trois ans : Au fil du temps (1976), L'Ami américain (1977), Alice dans les villes (1973). Voici aujourd'hui *Faux mouvement*, réalisé en 1974, d'après une adaptation écrite par Peter Handke, du roman de Goethe, les *Années d'apprentissage de Wilhelm Meister*.

Adaptation moderne qui transforme l'expérience goethéenne en un constat d'échec et dont les thèmes majeurs — l'étrange, la rencontre, l'incommunicabilité, la solitude — sont ceux que ne cesse d'aborder le cinéaste dans tous ses films... Wilhelm a quitté sa mère avec l'espoir de trouver « ailleurs » l'inspiration nécessaire à l'œuvre qu'il veut écrire. Sur son chemin, il croise deux baladins — un vieil homme et une adolescente — qui s'attachent à ses pas. Une belle voyageuse, que Wilhelm croit un moment éimer, se joint au petit groupe. On se déplace en Irénou on marche à pied, on discute, on se lie à des inconnus, parfois on se casse, on se querelle, les personnages vont de l'un à l'autre, mais, de tous ces échanges, Wilhelm est incapable de tirer profit. Bloqué, muré, il avoue ne pouvoir s'intéresser aux autres. Comment, dans ces conditions, faire œuvre de créateur ?

Alors que, au terme d'*Alice dans les villes*, le héros semblait prêt à se réconcilier avec lui-même, Wilhelm demeure inguérissable. Plus encore que de désespoir, c'est une impression de malaise, de vacuité, d'absence, qui se dégage de ce film. Il y a une sorte d'impuissance chez Wilhelm, impuissance que Wim Wenders évoque en longues séquences d'une sobriété, d'une figure exemplaire. Soit son habitude, le réalisateur s'en tient au comportement de ses personnages. Mais sous la banalité apparente des gestes et des mots plane l'angoisse. Pour Wilhelm, les âmes du cœur et du corps ne sont qu'illusions, faux-semblants, « faux mouvements ».

Film austère, sans complaisance, un peu opaque comme l'était *Au fil du temps*. Il arrive qu'on frôle l'ennui. Mais le talent de Wim Wenders est évident.

JEAN DE BARNCELLE.
* Cit-le-Cœur (r.o.).

■ Mmes Florence Clerc et Claude de Vulpius ont été nommées le 13 janvier danseuses étoiles de l'Opéra de Paris par M. Bolt Liebermann, administrateur du palais Garnier, sur proposition de Mme Viollette Verdé, directrice de la danse.

Danse

Expériences chorégraphiques

(Suite de la première page.)

Transfuge de l'opéra de Lyon où il occupa les destinées de la danse pendant sept ans, Vittorio Bogli donne toute sa plénitude au personnage d'Adam. Le jeune Igor Ivonoff, venu de chez Béjart, défend fort bien le double rôle de Lucifer et du serpent. A Eve fait défaut cette fragilité de femme-enfant qu'on lui voit dans le tableau de Jérôme Bosch. La troupe manque de cohésion et de maîtrise.

Germino Cosada en convient : « J'ai préparé cette soirée de ballets dans des conditions démentées, explique-t-il. Ici tous les soirs les deux salles du théâtre sont pleines. Comme mes danseurs sont également employés dans les opéras, ils jouent vingt-cinq jours sur trente. Le matin, 10 heures ils ont la classe et une heure pour les répétitions. On ne peut absolument pas répéter les après-midi en raison des règles syndicales, si bien que pour monter le *Jardin des délices* j'ai pu seulement indiquer leur rôle aux danseurs, mais je n'ai pas pu les corriger ni préciser ce que j'attendais d'eux. J'avoue que je suis un peu effrayé par ces conditions de travail. Le théâtre est une véritable usine. Le public vient en masse; on n'imagine pas cela en France. La culture ici est un objet de consommation comme le reste. L'opéra est suivi surtout par une bourgeoisie d'âge plutôt mûr qui a des habitudes et des références précises. J'aimerais tenter une ouverture vers des publics plus jeunes. Mais je n'ai que vingt danseurs; il m'en faudrait le double pour pouvoir tout faire. »

Le problème n'est guère différent pour le ballet de Nancy, qui s'essouffle lui aussi à assurer à la fois les créations de danse et les divertissements des ouvrages lyriques. Après cinq années d'efforts menés par son directeur, Gigli George Cadleau, l'horizon s'éclaircit un peu. Depuis la rentrée, la compagnie a changé de statut. Subventionnée par la ville et par le ministère de la culture et de l'environnement, elle a vu reconnaître sa vocation régionale et pris le titre de Ballet de Lorraine. La troupe, portée à vingt-deux éléments, peut envisager des sorties à la recherche d'un nouveau public, des animations, des tournées dans la région, en Belgique, en Allemagne. Elle projette une collaboration avec le groupe de musique contemporaine de Metz. Elle peut aussi se mettre à la disposition de chorégraphes invités et des lauréats de Bognolot lors de leur séjour au Centre des Prémontrés.

Au Grand Théâtre municipal, George Cadleau, épaulé par Louis Ducreux, a réussi à acci-

liver la danse contemporaine grâce à une formule de concerts dansés réalisés avec le concours de l'orchestre symphonique de Nancy. En visualisant la musique, il a permis au public de se familiariser avec des partitions moins traditionnelles. Peu à peu les Noncristes commencent à apprécier ces spectacles, mais la nouvelle direction du théâtre ne cache pas qu'un bon ballet avec pointes et tutus ferait mieux son affaire.

Deux créations étaient à l'officielle la semaine passée. Le 17 janvier fit salle comble grâce aux abonnements. Le lendemain, sous le vent glacial qui baloyait la place Stanislas, les entrées se sont succédées au goutte à goutte; mais les spectateurs ont pu apprécier une chorégraphie nerveuse qui développait très librement des cor-

respondances entre la « Musique pour percussion, cordes et célesta » de Bortok et les affrontements de deux groupes de danseurs.

La « Symphonie concertante » de Mozart, dansée pieds nus dans des costumes et décors baroques de Numa Corte Real, est un enchantement pour les yeux, ou moins pendant l'allegro. Est-ce parce que Rinaldo Rocovizza, avec sa grande capeline, rappelait soudain Judith Jonson ? On a eu tout à coup envie de la voir s'échapper, pour se livrer à quelque folle chorégraphie. Car cet assujettissement constant de la danse aux grandes partitions classiques pèse à la longue sur l'imagination créatrice de Gheorge Cadleau.

MARCELLE MICHEL.

ÉLYSÉES LINCOLN - MONTE-CARLO - LUMIÈRE - SAINT-LAZARE PASQUIER - QUINTETTE
QUARTIER LATIN - 14-JUILLET CARRASSE - 14-JUILLET BASTILLE - MAYFAIR - CINÉVOG ST-LAZARE
CAMBRONNE - P L M SAINT-JACQUES
Périphérie : CYRANO Versailles - ARTEL Rosny - ARTEL Créteil - LE FRANÇAIS Enghien - GAUMONT Évry

L'Amour Volé

le nouveau film de YANNICK BELLON

Interdit aux moins de 13 ans.

مكتبة من الأصل

ANGELA

Aux cinémas QUINTETTE et L...

nateur Talich

Dans le Département de Seine-et-Marne, le Centre d'animation culturelle de Chelles (Seine-et-Marne) est menacé d'asphyxie financière.

théâtre

LA MOUETTE à l'Atelier

Pierre Franck, metteur en scène de la Mouette à l'Atelier, s'efface, il ne veut pas la place. Se fiant au génie de Tchekhov, il veut la donner le plus simplement possible.

Menaces sur le C.A.C. de Chelles

Le Centre d'animation culturelle de Chelles (Seine-et-Marne) est menacé d'asphyxie financière. Il n'est pas le seul. Mais cette fois c'est la collectivité locale, en l'occurrence le conseil général, qui endosserait la principale responsabilité d'une telle issue.

MERCREDI GIRARDOT NOIRET de BROCA AUDIARD Tendre Poulet ANNE GIRARDOT - PHILIPPE NOIRET

VEMENT de Wim

Le Centre d'animation culturelle de Chelles (Seine-et-Marne) est menacé d'asphyxie financière. Il n'est pas le seul. Mais cette fois c'est la collectivité locale, en l'occurrence le conseil général, qui endosserait la principale responsabilité d'une telle issue.

Notes

Jazz

Woody Shaw et l'au revoir du Palais des Glaces

Après le concert de David Murray au Bar Toton, qui se prolonge tard, c'est un public plus restreint qui vient applaudir le statut du trompettiste Woody Shaw au Palais des Glaces dont c'était le dernier concert.

Danse

Walter Micks Dance Theatre

La compagnie se produit pour la mière fois en France. Son directeur, Walter Micks, a enseigné

PRESSE

Au « Courrier picard », quotidien d'Amiens édité en coopérative ouvrière, l'assemblée générale s'est réunie le 14 janvier pour examiner la révision du mode de composition des conseils d'administration.

LETTRES

MORT DE MAURICE CARÈME LE « POÈTE DES ENFANTS »

Le poète belge, Maurice Carême, soixante-dix-huit ans, couronné en 1972, « prince de la poésie », par un jury présidé par Maurice Genevoix, secrétaire perpétuel de l'Académie française, vient de mourir à Bruxelles.

Aux cinémas QUINTETTE et LA CLEF

ANGELA DAVIS l'enchaînement En film de Jean-Daniel Simon

PHILIP MORRIS LE CINEMA NOUS CONCERNE TOUS... MONTREZ QUE VOUS ETES CONCERNÉ. Sondage organisé avec le concours du Film Français pour le Colloque National qui aura lieu du 2 au 5 février 1978 à l'occasion des Premières Rencontres à l'Alpe d'Huez de la Fondation Philip Morris pour le Cinéma.

Le M. J. C. THEATRE DES 2 PORTES
 PRESENTE
 du 13 au 23 Janvier
 10 JOURS PDUR LE CINEMA FRANCAIS
 Au Cinéma RIO AVRDN
 81 Rue D'AVRON 75020 PARIS
 INEDITS
 RETROSPECTIVES
 NOUVELLE VAGUE
 RENCONTRES DEBATS AVEC
 LES PROFESIONNELS DU CINEMA
 Renseignements
 M. J. C. THEATRE DES 2 PORTES
 9 Rue Moris Crisot 75220 PARIS
 BILLET EN VENTE AUX S. F. N. A. C.

THEATRE DU CAMPAGNOL
 en collaboration avec
LE THEATRE DU SOLEIL
DAVID COPPERFIELD
 D'APRES CHARLES DICKENS
 Texte de J. C. HENRI
 Mise en scène de J. C. HENRI
 "On voit dans un spectacle de ce genre..."
 "David Copperfield" va voir...
 nouvelle génération d'artistes...
 "L'EXPRESSE"
 un théâtre unique pour toucher le cœur
 et l'esprit de plus grand nombre...
 témoignage cinématographique
 admirable travail collectif...
 LE QUOTIDIEN du 10/11/77
 un parcours cinématographique...
 superbement joué vers l'émotion...
 LE MONDE
 excellent spectacle...
 LE FIGARO
 Réservez vite : 42.34.34
 Cartoucherie

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
 Centre Pompidou, 20 h. 30 : Max-Millien Robespierre.
 Comédie-Française, 20 h. 30 : Le roi se meurt.
 Opéra, 19 h. 30 : La Belle au bois dormant.
Les salles municipales
 Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision. Grande salle, 21 h. : P. Corré et R. Esparjean, piano à quatre mains (Satie, Bizet, Ravel, Fauré, Milhaud).
Les autres salles
 Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 20 : Les Gloux Macloins.
 Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield.
 Théâtre de la Tempête, 20 h. 20 : Don Juan.
 Comédie Ganmartin, 21 h. 10 : Bowling-Bouding.
 Fontaine, 21 h. : Rendez-vous à Hollywood.
 Gymnase, 21 h. : Coluche.
 Bochette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; la Leçon.
 Il Théâtre, 20 h. 30 : Louise la Pétroleuse.
 La Scène, 20 h. 45 : Jo Rose et le Chou-fleur.
 Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
 Marigny, 21 h. : Milan-Milan.
 Mouffetard, 20 h. 30 : le Fou et la Nonne.
 Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Chéris.
 Palais des Arts, 20 h. 45 : Bernard Haller.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 16 janvier

Dom Juan
 Comédie de Molière
 Théâtre du Soleil
 Cartoucherie
 328.36.26

PREMIERE CE SOIR
LUCINDA CHILDS ET ROBERT WILSON IN
I WAS SITTING ON MY PATIO THIS GUY APPEARED I THOUGHT I WAS HALLUCINATING
 DU 16 AU 29 JANVIER A 21 H
 THEATRE DE LA RENAISSANCE
 20 BD ST-MARTIN-10^e 208 18 50

T.B.B.
 THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 603.60.44
 DIRECTION JEAN-PIERRE GRENIER
BALLET
 DU GRAND THEATRE DE GENEVE
 SPECTACLE
GEORGE BALANCHINE
 DU 17 AU 25 JANVIER
 60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)
 LOCATION au THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

THEATRE DU PETIT MONDE
 Roland Pilain
 MERCREDIS
 DIMANCHES
 à 15 heures
LE CHAT BOTTÉ
CONTRE BISON FUTÉ
 Salle Chopin-Pleyel, 252, fg St-Henri
 M^e Termes - ROR. 23-77 et agences

Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Deux Femmes.
Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : Quand je serai petit.
Les cafés-théâtres
 Au Bec fin, 21 h. : Seule dans la nuit ; 22 h. 15 : Youth.
 Elanc-Manteaux, 20 h. 30 : Au théâtre ; 21 h. 45 : Au théâtre ; 22 h. 15 : les Autrichiens.
 Café d'Égar, 20 h. 15 : Douce ; 21 h. 45 : Popock.
 Coupe-Chou, 20 h. 30 : Noël-Cid 7 ; 22 h. : les Frères ennemis.
 Comptable, 20 h. 30 : le Petit Prince.
 Conr des Miracles, 20 h. 30 : Prélude ; 22 h. : Fromage ou Geste.
 Le Faubourg, 20 h. 45 : le Président.
 Petit Bain-Navotet, 21 h. : Vainc Belle ; 22 h. 30 : Denis Werth vraid.
 Petit Casino, 21 h. : Du duc au duc ; 22 h. 30 : J.-C. Montels.
 Quatre-Cent-Cinquante, 20 h. 30 : l'Autobus ; 21 h. 30 : Qu'elle fu verte mo asside ; 22 h. 30 : J. S. J.
 Le Sénéite, 20 h. 30 : Huis clos ; 21 h. : Grivoisons ; 22 h. 30 : l'Francisque ; 23 h. 30 : l'Bonnes ; 24 h. 30 : Megumi Sata ; 25 h. : Ah ! Les petites annonces.

Les chansonniers
 Cavaud de la République, 21 h. : soit on achève...
 Deux-Anes, 21 h. : Aux înes cloyer.
 Dix-Heures, 22 h. : Le maître s'émoune.
Les concerts
 Lœrenaire, 19 h. : S. Davida (chansons françaises du XIV^e siècle à 1900) ; 20 h. 45 : Duo Da C. Maria (Schubert, Beethoven, Fauré, Copland).
 Radio-France, 20 h. 30 : Beaux Arts Trio de New-York (Brahms, Beethoven, Schubert).
 Salle Gaveau, 18 h. 45 : A. et J. P. rittore (Schubert, Chopin, Hindemith, Milhaud) ; 21 h. : Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. : A. Savour Schwarz, Elmiasco, Ferrari, 714.
 Salle Pleyel, 20 h. 30 : L. Musici (Vivaldi).
 Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : L. Musiciens de France, dir. : M. S. got (Purcell, Couperin, Cimarosa, Vivaldi).
Jazz, pop' et folk
 Théâtre Mouffetard, 22 h. 30 : E. Martin, J. Surman, P. Fort.
 Palais de la découverte, 19 h. 30 : 20 h. 45 et 22 h. : Lesertun, rue Bus Pallodim, 23 h. : Crazy Cow!

La danse
 Lucernote, 21 h. : Danse masqué de Ball.
 Renaissance, 21 h. : Lucinda Childs.

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
 (**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.
La Cinémaèque
 Chaillot : relâche.
Les exclusivités
 L'ANN AMERICAIN (All. v.o.) (**)
 Studio Cujas, 5^e (033-88-22).
 L'ANIMAL (Fr.) : Richelieu, 2 (033-56-70) ; Coisac, 8 (039-25-89).
 ANNIE HALL (A. v.o.) : Studio Médical, 5^e (033-25-97) ; Marbeuf, 8 (033-47-19).
 L'ARGENT DE LA VIEILLE (It. v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 8 (033-87-99) ; Elysées-Lucien, 8 (039-36-14) ; Olympia, 14^e (032-67-42) ; v.f. : Impérial, 5^e (742-72-52) ; Athènes, 12^e (313-07-88).
 ARLETTE FON CHAM - BIDASSI (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2^e (261-50-32) ; Frémont, 8^e (039-15-71) ; U.G.C.-Garo de Lyon, 12^e (033-81-59) ; Miramar, 14^e (032-41-02).
 AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It. v.o.) (**)
 103-29-13.
 LES AVENTURES DE BERNARD ET BEANCA (A. v.o.) en soirée
 Normandie, 8^e (038-41-10) ; v.f. : Rex, 2^e (236-83-83) ; U.G.C.-Odéon 8^e (032-71-08) ; Bretagne, 6^e (222-57-47) ; Normandie, 8^e (en matinée) ; U.G.C.-Gobelin, 13^e (031-05-15) ; Mistrail, 14^e (039-52-43) ; Magic-Coenvention, 15^e (032-20-54) ; Napoléon, 17^e (030-41-46).
 LA GALADE DE BRUNO (All. v.o.) (*) : Saxe, 8^e (033-08-89).
 BARBEROUSSE (Jap. v.o.) : Haute-Feuille, 6^e (033-78-38) ; 14-Juillet-Paradise, 6^e (032-58-50) ; Elysées-Lucien, 8^e (039-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11^e (037-90-81).
 BIG GENERATION (A. v.o.) : Vidéo-Store, 6^e (032-60-34).
 BOBBY DEBBFIELD (A. v.o.) : Marignan, 039-82-82) ; v.f. : Miquel, 18^e (032-90-73).
 BRANCALEONE SEN VA-T-AUX CROISADES (It. v.o.) : Le Marais 6^e (038-41-01) ; U.G.C.-Odéon, 8^e (032-71-08) ; Biarritz, 8^e (723-69-23) ; v.f. : Elvenne-Montparnasse, 15^e (044-25-02).

"un comique explosif"
 ROBERT CHAZAN / FRANCESCO
 "on y bouge, on y crie, on y vit, tout cela déboude de drôlerie et de verte"
 on peut le dire sans se fâcher!
 ACTUELLEMENT DANS DIX-NEUF SALLES PARIS ET PÉRIPHÉRIE

MERCREDI 18
 Après Andreï Roublev
LE MIROIR
 le nouveau film d'Andreï Tarkovsky
 Un chef-d'œuvre du cinéma, important pour notre destin.
 Maurice Clavel
Gaumont

CROIX DE FER
 "LA PEAU DES HOMMES"
 JAMES COBURN
 MAXIMILIEN SCHELL
 JAMES MASON
 DAVID WARNER
 SENTA BERGER
 Ernest Gold
 Julius Epstein
 Robert Konig
 Wolfgang Hartwig
 Sam Peckinpah
 Peckinpah

impressionnant
 c'est le meilleur film de Peckinpah!
 Avec son dernier film "Croix de Fer", l'auteur de "Major Dundee" et de "La Horde Sauvage" atteint des sommets.
 LE POINT ROBERT BENAYOUN
 FRANCE SOIR MAURICE FABRE

هكذا من الأصل

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

COURS APRES MOI... Les cafés-théâtres... Les chansons... Les concerts... Les films nouveaux... Les grandes reprises... Les festivals

M. OUBAS : Le Solaire... JOURNAL DU R.E.S. 19... LES RECLUS... LA QUESTION DU CINEMA... BOITE FILMS... CHATELET VICTORIA... Les films nouveaux... PREPAREZ VOS MOUCHOIRES... JESUS DE NAZARETH... HOTEL DE LA PLAGE... TRIBUNES ET DÉFRATS... LUNDI 16 JANVIER... MARDI 17 JANVIER... INSTITUT... Les grandes reprises... L'AGUIRE... ANDRÉ ROUBLEY... AUTANT EN EMPORTE LE VENT... CASANOVA DE FELINI... CHARLOT, GENTLEMAN... CHRONIQUE D'ANNA-MAOALENA... MON ONCLE... PANIQUE À L'HOTEL

MAUVAISES QUESTIONS

L'homme en question - est une émission qui on a pris l'habitude de suivre le dimanche soir sans trop se demander...

Les films nouveaux

L'AMOUR VIOLE... BARLAN COUNTY U.S.A... LES INDIENS SONT ENCORE LOIN... MON BEAU LÉGIONNAIRE... LA BÊTE... NEW-YORK, NEW-YORK... LE VIEUX OU SÉPENT... HOTEL DE LA PLAGE... TRIBUNES ET DÉFRATS... LUNDI 16 JANVIER... MARDI 17 JANVIER... INSTITUT

LUNDI 16 JANVIER

Simon Waintrob Présente ANDRE CLAVEAU 12 Nouvelles Chansons sur MIDI PREMIERE 16 17 18 JANVIER 1978

CHAINE I : TF 1

18 h. 25. Dessin animé... 19 h. 40. C'est la vie... 20 h. 30. La fête et les tambours... 22 h. 25. Ziar-zar : L'affiche de T. Wehn-Damisch...

CHAINE II : A 2

18 h. 25. Pour les jeunes... 19 h. 5. Emissions régionales... 19 h. 40. Tribune libre... 20 h. 30. FILM (cinéma public) LE KID DE CINCINNATI...

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes... 19 h. 5. Emissions régionales... 19 h. 40. Tribune libre... 20 h. 30. FILM (cinéma public) LE KID DE CINCINNATI...

FRANCE-CULTURE

18 h. 35. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Corbellus... »... 19 h. 25. Présence des arts... 20 h. Carte blanche... 21 h. Musique américaine...

FRANCE - MUSIQUE

19 h. Jazz time... 19 h. 35. Kiosque... 19 h. 45. Concours international de guitare... 20 h. Les grands voix... 21 h. En direct du grand auditorium...

MARDI 17 JANVIER

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout... 12 h. 30. Midi première... 13 h. Journal... 13 h. 45. Restez donc avec nous... 14 h. 30. Feuilleton L'homme invisible... 18 h. A la bonne heure... 18 h. 25. Pour les petits... 18 h. 30. L'île aux enfants... 18 h. 55. Feuilleton : L'accusé... 19 h. 15. Uoe raconte... 19 h. 45. Eh bien... raconte!

CHAINE II : A 2

13 h. 5. Emission pédagogique... 13 h. 35. Magazine régional... 13 h. 50. Feuilleton : Des lanternes pour Lila... 14 h. 5. Aujourd'hui magazine... 14 h. 15. Rediffusion... 14 h. 30. Feuilleton : L'homme invisible... 17 h. 5. Fenêtre sur... 18 h. 25. Dorothea et ses amis... 18 h. 40. C'est la vie... 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres... 19 h. 45. Jeu : Les six tours d'Antenne 2... 20 h. Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes... 19 h. 5. Emissions régionales... 19 h. 40. Tribune libre... 20 h. 30. FILM (Hommage à H. Hawks) : RIO BRAVO... 21 h. 30. Feuilleton : L'homme invisible... 22 h. 25. Ziar-zar : L'affiche de T. Wehn-Damisch...

FRANCE-CULTURE

17 h. 2. Poésie : Roger Lewinter... 17 h. 5. Matinales... 18 h. Les chemins de la connaissance... 18 h. 30. L'Europe commence en Grèce... 19 h. 5. Les grands voix... 20 h. Les grands voix... 21 h. En direct du grand auditorium... 22 h. 25. Ziar-zar : L'affiche de T. Wehn-Damisch...

FRANCE - MUSIQUE

14 h. 15. Divertimento... 14 h. 30. Triptyque... 15 h. 32. Musiques d'aujourd'hui... 18 h. 2. Musiques magiques... 18 h. 35. Sciences : ce qu'informer veut dire... 19 h. 30. Livre : Les aventures de Nick Adams... 19 h. 45. Dialogue franco-britannique... 20 h. Dialogue franco-britannique... 20 h. 30. Saison lyrique... 21 h. 30. Feuilleton : L'homme invisible... 22 h. 25. Ziar-zar : L'affiche de T. Wehn-Damisch...

L'émission l'AVENIR DU FUTUR

prolonge et approfondit ses débats par la collection l'Avvenir du Futur en collaboration avec TF 1 aux Editions A.T.P., 8, rue Saint-Morc. - 75002 PARIS.

22 h. 35. Debat : L'électronique de demain.

Avec, autour de M. Didier Douzin, prix Goncourt 1977, inventeur le rôle de « Conclide », M.M Pierre Albert, Directeur technique de General Thomson, Pierre Cordaire, Directeur du laboratoire d'études techniques de l'Informatique, Centre national de Grenoble; le professeur Pierre Rouchon, Université de Montpellier, Faculté de médecine; Jean-Pierre Poullet, ingénieur en chef, 15, Uoe communications au Centre national d'études des télécommunications.

23 h. 45. Journal.

20 h. 30. Dossiers de l'écran : Les Français et les partis politiques (en direct du Sénat).

Avec M.M. André Duhaut, secrétaire général du C.D.S.; Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S.; Robert Fédou, président du M.R.C.; Jean Guille, secrétaire politique du P.F.R.; Georges Merchaux, secrétaire général du P.C.; et Georges Pierre Sotom, secrétaire général du P.L.F., l'émission, intitulée « Les 29 novembre 1977, avait été déprogrammée par suite d'un préavis de presse.

23 h. 30. Journal.

23 h. 30. Journal.

23 h. 30. Journal.

23 h. 30. Journal.

23 h. 30. Journal.

23 h. 30. Journal.

CREDIT GRATUIT 12 mois sur tous les appareils SINGER Pour un achat minimum de 1000 F. Offre valable jusqu'au 1er Avril 1978. SINGER l'Ami sincère

CREDIT GRATUIT 12 mois sur tous les appareils SINGER Pour un achat minimum de 1000 F. Offre valable jusqu'au 1er Avril 1978. SINGER l'Ami sincère

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chez digital un ingénieur commercial fait beaucoup plus que vendre...

Il est avant tout un expert dans son domaine d'application, apportant à ses clients une compétence technique, tant sur le produit que sur son utilisation.

Présentant la gamme la plus renommée de mini-ordinateurs et de systèmes de grande puissance, il peut - joignant son expérience à la technicité de notre matériel - élaborer avec ses interlocuteurs, la solution informatique la mieux adaptée.

Filiale française du groupe, nous doublons notre C.A. tous les deux ans, et nous voulons continuer au même rythme.

Pour cela, nous souhaitons trouver des hommes capables de réussir avec nous cette croissance, capables de se dépenser pour l'intérêt du travail, et d'évoluer rapidement vers de nouvelles responsabilités.

Bref, nous recherchons des hommes aimant d'abord passionnément vendre pour commercialiser nos produits sur les marchés Industriel et Gestion.

- Vous possédez suffisamment la langue anglaise pour suivre une formation aux USA et pour l'utiliser ensuite dans de nombreux contacts.
- Vous pensez que votre conception de la réussite correspond à la nôtre.

Adresser votre curriculum vitae sous référence SIM à la Direction du Personnel de

DIGITAL DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
18 rue Saarinen - Silic 225
91528 RUNGIS Cedex

INGENIEURS CHIMIQUES

Pour permettre à notre société de suivre l'évolution des besoins du marché en participant avec nos services techniques au développement de produits nouveaux et à l'amélioration des produits existants. Nous souhaitons la collaboration d'ingénieurs débutants de formation type: ENSI, INSA, etc.

Notre entreprise, multinationale d'origine américaine, impose la connaissance de l'anglais.

Lieu de travail: banlieue Nord-Ouest de Paris.
Envoyer C.V. avec photo et prétentions, à n° 719.955 REGIE PRESSE 85 bis rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

études mécaniques

Un important constructeur d'organes de transmissions mécaniques recherche, pour son BUREAU D'ETUDES proche banlieue Ouest

1 CHEF DE DIVISION ROUTE

1 CHEF DE DIVISION CHANTIER

Ces 2 ingénieurs sont diplômés d'une école de mécanique et ont eu moins 5 ans d'expérience en matière de transmissions (Ponts et B.V.) pour véhicules lourds de route et/ou de chantier. Ils dirigent chacun un groupe d'étudiés de 8 à 10 personnes et interviennent à la fois dans les domaines de la recherche appliquée, des essais et des méthodes d'industrialisation. Le salaire est de l'ordre de 120 000 F.

Adresser lettre manuscrite CV photo sous référence 517 à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE près Paris de Versailles recherche

LABO D'ETUDES

TECHNICIENS ELECTRONIQUES

Niveau III - pour réalisation maquettes et prototypes (dossiers câblage)

TECHNICIENS ELECTRONIQUES

Niveau V - Expérience 5 ans développement électronique, analogique et/ou digital. Connaissances microprocesseurs appréciées.

Avantages: salaire - 13 mois - 50 jours de congés - 13e arrondissement - Paris

Adresseur C.V. détaillé n° 44.399 CONTEXTE Publiété 26, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01.

GRUPE MARITIME

PARIS (7^e) recherche

HME ayant exp. transports conventionnels et containers pour escales chargées et transférées.

Env. C.V. manuscrite + photo (résumé), sous n° 2.775, à Publ. LICHOU S.A. B.P. 220-75082 Paris Cedex 02, qui trans.

CADRE TECHNIQUE-CADRE

Bonne formation et min. 5 ans d'expérience en tant que spécialiste à échelon national, connaissances stabilisation P.V.C. appréciées. Anglais indispensable, autres langues étrangères appréciées.

J.C. POUILLAIN, 57, quai de Seine, Paris-19^e, qui transmet.

Entreprise de privatisation militaire offre poste actif à caractère social à :

Officier supérieur retraité

Envoyer C.V. à S.V.S.M., 20, r. Sacheriaumont, 75002 Paris. S.M. Assistance Conseil rech.

INGENIEUR CONSEIL

Hommes de terrain concret, 10 ans expérience industrielle. Rémunération intéressante et compétitive.

Env. C.V. manuscrite + photo (résumé), sous n° 2.775, à Publ. LICHOU S.A. B.P. 220-75082 Paris Cedex 02, qui trans.

Le développement des activités d'Etudes et Productions SCHLUMBERGER dans le domaine de la prospection et de l'exploitation pétrolière suscite la création de 2 postes d'

INGENIEURS ELECTRONIQUES

INSTRUMENTATION réf. BS

INDUSTRIALISATION réf. PM

En relation avec les physiciens et les informaticiens, il participera à la conception et la réalisation de nouveaux systèmes de mesure. Ceux-ci sont destinés à identifier les formations géologiques traversées par les forages pétroliers.

Les candidats sont des ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole exclusivement, et ont acquis une solide expérience (3 à 5 années) en instrumentation. Leurs compétences dans cette spécialisation leur permettent d'évoluer à court terme, vers des responsabilités de conduite de projets.

Il sera chargé d'assurer le passage de prototypes vers la fabrication en série et la modernisation des outils de mesure existants.

Il entretiendra une collaboration étroite avec les différentes unités d'Etudes et de Production pour mener à bien ses projets.

Les candidats sont des ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole, pouvant justifier d'une expérience de 2 à 3 ans dans un service d'Etudes d'une entreprise industrielle.

Ce poste nécessite une parfaite connaissance de l'anglais.

Schlumberger

Les candidatures sont à adresser à Etudes et Productions Schlumberger - 26 rue de la Casse - 92142 Clamart Cedex, en mentionnant la référence.

emplois régionaux

CHEF DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

Travaux Publics 120.000 + ville universitaire - Centre

Notre Client, une société spécialisée dans la construction et l'exploitation de chaussées et d'ouvrages d'art, recherche dans le cadre d'une réorganisation due à l'expansion de ses activités un homme de personnel de tout premier plan. De formation supérieure, homme de talent et d'expérience, il se verra confier la direction de l'ensemble du recrutement, de la formation et de l'administration du personnel ainsi que les relations avec les partenaires sociaux. Enfin, il lui sera demandé, au travers d'une réorganisation en cours, de développer un climat social et une approche des relations humaines nécessaire à une entreprise qui, comme celle-ci, verra son activité doubler dans les prochaines cinq années. Envoyer C.V. et prétentions à Monsieur Michel SOYER, 6, avenue Marceau - 75008 PARIS - sous la réf. MB13. La plus grande discrétion est garantie.

LE CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT DE L'EST

recherche pour sa division « Tracés »

UN INGENIEUR D'ETUDES ROUTIERES ayant :

- très bonne expérience des études routières et autoroutières ;
- des connaissances suffisantes en informatique appliquée, en hydraulique et en assainissement ;
- diplôme d'une grande école (ponts et chaussées, centrale, etc.).

Adresser demandes avec références à :

C.E.T.E. de l'Est - Division « Tracés », 6, place du Sud-George, 57000 METZ. Tél. : 16 (87) 74-46-45.

BANQUE PRIVÉE

recherche pour LILLE

UN CHEF D'AGENCE

CLASSE V ou VI

C'est un homme EXPERIMENTE, diplômé d'Etudes Supérieures (Universitaires ou dans le cadre de la profession bancaire).

Il a déjà eu la RESPONSABILITE D'UN BUREAU ou d'une agence de banque.

Il aime la vie active, la réussite commerciale, le travail et sur le terrain.

Si vous êtes cet homme, faites acte de candidature en adressant C.V. photo et appointements actuels sous références : 51615 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

Spécialisé dans produits à usage médico-chirurgical

RÉGION EST

recherche

PHARMACIEN

pour Laboratoire contrôle et analyse

- Age minimum : 30 ans.
- Formation pharmacien industriel.
- Expérience professionnelle indispensable.

FONCTIONS : prise en charge du laboratoire de contrôle et d'analyse et création service contrôle de qualité.

REMUNERATION : sans fonction de l'expérience professionnelle.

Adresser C.V. détaillé, photo et prêt. à n° 8.377, à LE MONDE à Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9^e), qui transmet.

imprimerie - côte basque

Notre imprimerie, filiale d'un groupe important, se voit également conseil : elle apporte aux clients plusieurs solutions à leurs problèmes graphiques. Nous créons un poste

responsable commercial

FUTUR CHEF DES VENTES

Rattaché au Directeur de l'imprimerie, basé sur la Côte Basque, il développe les ventes en prospectant les entreprises, administrations et collectivités locales sur le Sud-Ouest.

Rapidement, il organise et anime simultanément un réseau multicentres.

Agé de 30 ans minimum, il est de préférence originaire de la région. De formation supérieure technique arts graphiques ou commerciale, il a acquis une expérience confirmée de la vente de produits et services imprimés, ou similaires, aux entreprises.

Fixe important + prime d'objectif + frais.

Facilité de logement dans la région.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et rémunération actuelle sous référence 7588 à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13bis rue Henri Monnier
75009 PARIS

GRUPE IMPORTANT RECRUTE

Pour l'Est de la France - Ville universitaire

CHEFS DE PROJETS

Secteurs banque, assurances, presse.

INGENIEURS INFORMATIQUES

DEBUTANTS ou jeunes diplômés de l'université.

Matériels : 370-158 - B2700 - Réseau T.F.

O.V. détaillé à M. le Directeur du C.M.C.M. 34, rue de Wacken, 67000 STRASBOURG.

Aujourd'hui, à 30 ans, chef de projet informatique demain...

Nous avons plusieurs projets informatiques à réaliser dans les années à venir, pour lesquels nous recherchons des responsables.

Ce sont des organisateurs, il faut concevoir en liaison avec les utilisateurs. Ce sont des entraîneurs, il faut animer des équipes d'analystes et de programmeurs. Ce sont des spécialistes, ils ont déjà conduit des projets et ont utilisé les gros systèmes IBM en OS.

Ce sont aussi des généralistes, puisqu'ils continueront leur carrière dans notre groupe industriel et international, 24000 personnes évoluant, suivant leurs aptitudes, vers des fonctions de nature différente.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA vous présenteront notre société, écrivez-leur sous référence 78266 M, en précisant l'école d'ingénieurs qui vous a formé.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche pour

DIRECTION ADMINISTRATION

JEUNE CADRE FISCALISTE

FORMATION :

- Ecole Nationale des Impôts ou formation équivalente
- 3 à 5 ans d'expérience
- Aptitude à l'expatriation dans le cadre du déroulement de carrière
- Anglais indispensable.
- Affectation de début PARIS.

Ecrire sous référence 44.403 avec C.V. et photo à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement Bâtiment Mestrestat 21 bis, avenue des Lilas 64000 PAU.

IMPTE SOCIETE PARIS 9ème recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

370-138-512 K 3344
DOS/VS sous POWER - CICS - SPM

Analyste-programmeur

COBOL ASSEMBLEUR

Niveau DUT, 2 ans exp.

BONNE FORMATION COMPTABLE exigée.

Ce poste devra évoluer vers une responsabilité totale de projets.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions actuelles sous référence : 41501 à MINET Publiété 40 z. Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmet.

IMPORTANTE SOCIETE (quartier Ecole) recherche

2 CORRESPONDANTS

pour SERVICE EXPORT NIVEAU BAC

Tres bonne connaissance Anglais parlé - écrit

2^e langue souhaitée : allemand

1 ou 2 ans d'expérience

Avantages sociaux - Horaires personnalisés - Rest. d'entreprise

Envoyer C.V. et prétentions Service du personnel B.P. 100 75704 PARIS Cedex 18

ENTREPRISE GENERALE D'AGENCEMENT (95) rech.

COMMERCIAL

Jeune, très dynamique, parfaite présentation. Connaissance agencement et décoration

Salaires élevés

Fixe + intéressement s/vente

Ecrire av. C.V. et prétentions sous n° 51304 Publicité ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IFCOP

recrute

PROFESSEUR

d'anglais vacataire Possédant voiture pour cours à EVRY et RUNGIS. Lequel maîtrisera anglais exacte. Tél. pour rendez-vous : 447-2405 (boites 208 ou 207)

Société G.C.S. recherche :

JEUNE INGENIEUR

SYN. connaissances O.S.-O.S. sur gros systèmes IBM, D.L. C.I.C.S., tél. gr R-1-1-70-70-1.

banque

BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour ses Filiales et Agences à l'Etranger des

CADRES CLASSE V ou VI

Diplômés d'Etudes Supérieures avec une expérience de 5 années en Agence ou succursale de Province.

ils devront :

- avoir une bonne connaissance d'un ou plusieurs des secteurs ci-après : portefeuille, caisse, change, administration, organisation et contrôle,
- avoir un goût marqué pour l'animation et la formation des hommes.

L'affectation ne sera réalisée qu'après passage dans les services parisiens de 6 mois à 2 ans. Pendant ce temps, ils seront amenés à participer à des missions sur l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2393-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 20, rue Drouotville - 75001 - PARIS

SOCIETE IMMOBILIERE DE PREMIER PLAN recherche

NEGOCIATEUR (TRICE)

pour vendre appartements de standing.

Adresser photo et curriculum vitae à : CAPSEL, 11, avenue du Maine, 75015 PARIS.

كذا من الأصل

سكننا في الامم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	LA ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/n del.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

1978. la Bonne Année

Vous êtes actuellement ATTACHE COMMERCIAL.

Cette année, des contacts importants et même des clients fidèles ont été méconnaissables ou perdus à la suite d'un service après-vente déficient, d'une administration trop lourde ou trop légère.

Vous êtes déçu et malgré des efforts soutenus, vous n'êtes pas parvenu aux objectifs fixés.

Nous sommes début Janvier.

C'est le bon moment pour changer.

Nous sommes convaincus que seuls :

- un service après-vente sans faille;
- un matériel performant;
- une communication publicitaire découlant d'une stratégie marketing efficace et humaine peuvent fidéliser votre clientèle et créer une image de marque propre à faciliter vos démarches et vos introductions.

Nous offrons des postes d'**Attachés Commerciaux**

à des hommes jeunes, pour PARIS, REGION PARISIENNE et les grandes villes de PROVENCE.

Un stage (rémunéré) de formation de 4 semaines vous familiarisera avec nos matériels et nos techniques de vente.

La position cadre ou assimilé, un salaire annuel d'environ 70 000 F (moyenne de nos attachés commerciaux au bout d'un an) - participation et de nombreux avantages sociaux vous sont offerts.

Vous vous sentez concerné par cette annonce ?

Merci d'adresser rapidement votre lettre manuscrite - C.V. sous Réf. 1945 à :

MEDIA BA
9, bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

et qui s'engage à répondre à toutes les candidatures.

ETPM

LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F
Fort taux de croissance
Oscar à l'exportation

recherche :

RESPONSABLE du recrutement

- Ingénieurs et Cadres -

LA MISSION :

sous l'autorité du Responsable du Service Ressources Humaines et en liaison avec les Directions concernées,

- Il prendra en charge l'ensemble des opérations de recrutement des Ingénieurs et Cadres (choix et mise en oeuvre des moyens de recherche, sélection des candidats, détermination des rémunérations d'engagement, préparation des contrats, suivi de l'intégration des nouveaux engagés).
- Il participera à toutes les actions entreprises par l'équipe du service dans le domaine de la gestion prévisionnelle d'un personnel varié mobile et présent dans le monde entier.

L'HOMME :

- Il aura 28 ans minimum sera diplômé d'études supérieures (Droit - Sc.Po - Sup. de Co ou Ingénieur) et pourra justifier d'une première expérience de recrutement acquise dans une société à vocation internationale.
- Homme de contact, disponible et ouvert aux techniques modernes de gestion du personnel, il devra montrer une très solide motivation pour les problèmes humains de l'entreprise.
- Bon niveau en anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf 6040 à :

P.LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS
Cedex 02 qui transmettra

RANK XEROX

recherche

POUR SA DIRECTION MARKETING ET SA DIRECTION FINANCIERE

2 chargé(e)s d'études:

- POLITIQUES TARIFAIRES
- ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Mission :

- Analyses et recommandations,
- utilisation des outils mathématiques et Informatiques (A.P.L.),
- négociations avec les différentes Directions, la Direction Générale et le Siège International.

Formation :

INGENIEUR GRANDE ECOLE, E.N.S.A.E., I.S.U.P., ... + M.B.A.

Excellent anglais indispensable.

Une première expérience professionnelle serait appréciée. Néanmoins, les candidatures des débutant(e)s seront examinées avec attention.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. C.33 à : Jean Louis MUTTE - Service Recrutement - RANK XEROX - B.P. 63 93602 AULNAY SOUS BOIS

ETABLISSEMENT FINANCIER
pour faire face à son développement

recherche

Attaché de Direction Générale

Agé de 35 ans minimum, de formation Grande Ecole, Ecole de commerce, Droit ou Sc. Eco.

Ce collaborateur de haut niveau aura acquis la connaissance des Contrats et Marchés, notamment à l'Etranger au cours d'une expérience de 5 ans, soit à la Direction Financière d'une entreprise industrielle ou de T.P., soit dans le Banquier.

Il assurera les relations tant sur le plan commercial que sur celui de la préparation et du suivi des dossiers, avec une clientèle d'entreprises travaillant plus particulièrement à l'Etranger.

Anglais lu, écrit et parlé obligatoire.

Adressez C.V. (photo + prétentions) sous réf. 3897 à Mme BORDES

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS

Dans le cadre du développement de ses activités, notre société, bien implantée sur le marché du

comptage industriel de précision

recherche des

ingénieurs technico-commerciaux

débutants et confirmés

Jeunes ingénieurs de formation mécanique ou électronique voulant débiter dans une carrière commerciale

OU

Agents commerciaux ayant acquis une solide expérience dans la vente de produits industriels.

Après formation sur nos produits, nous confierons, à des candidats fortement motivés par la vente industrielle, la responsabilité d'un marché spécifique (évaluation, prévision, ventes, suivi des affaires).

Ces postes sont basés dans le proche banlieue parisienne.

Adressez C.V. détaillé et rémunération souhaitée No 44.454, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

Construire une usine en France

Votre première mission! Assister le directeur technique pour la construction d'une unité de production, type industrie lourde dans un secteur d'activité en plein développement. Passionnant, non ?

Ensuite ? De bonnes chances (qui dépendent beaucoup de vous) au sein de notre société affiliée à un groupe international en expansion.

Après votre sortie des Mines, de Centrale ou des A.M., vous avez exercé pendant quelques années dans l'ingénierie ou dans l'industrie (Méthodes ou BB). L'important pour nous est ce que vous y avez appris : rigueur, précision, pratique courante de l'anglais et sens des responsabilités.

Votre rémunération tiendra compte de votre potentiel présent et futur.

Voulez vous écrire rapidement au cabinet de conseil en recrutement SIRCA en adressant un CV précis, photo, expériences, rémunération sous référence 78465 M.

Sirca
84, rue La Boétie 75008 Paris

HUNT CHEMICALS

Un leader mondialement connu pour ses produits chimiques recherche pour sa division photographique :

1 technico-commercial

pour son siège de Paris.

LES PRODUITS :

produit chimique vendu prêt à l'emploi en kit pour la révélation (développement) des films de couleur - négatif - inverse papier et film de T.V.

HUNT, un des leaders du marché de ces produits, a été le premier à introduire un révélateur stroboscopique et aujourd'hui le No 2 du marché mondial.

LE TERRITOIRE :

La France. Tous les laboratoires développant des films amateurs et professionnels - station T.V.

VOUS AVEZ :

une bonne connaissance de cette activité (essentielle) la jeunesse, le dynamisme et la volonté de créer les bases d'une aventure commerciale exceptionnelle en vous joignant à notre entreprise.

Une voiture et si possible une expérience de vente et une bonne base de connaissance d'anglais.

NOUS OFFRONS :

un salaire fixe intéressant;

une commission sur l'objectif et la possibilité de faire une carrière exceptionnelle au sein d'un groupe de vente jeune et dynamique.

Si vous êtes intéressé, écrivez avec C.V. et photo récente à :

SALES MANAGER EUROPE
21.22 EURO PARK NOORD
2700 ST NICOLAS - BELGIQUE

25 ans mini. création de poste

Très importante société de conseil et de services en informatique recherche, dans le cadre de la diffusion d'outils informatiques de gestion des opérations immobilières sur terminaux, une

Assistante Technique

Missions :

- assistante technique en clientèle, en phase de démarrage,
- formation du personnel aux procédures de mise en oeuvre de nos systèmes et de leur utilisation pratique,
- missions ponctuelles de remplacement de personnel et d'assistance en saisie.

Ce poste requiert une bonne formation de base en gestion, comptabilité élémentaire et informatique ; son caractère d'autonomie exige des qualités de méthode, d'organisation, d'initiative, ainsi qu'une bonne motivation aux contacts commerciaux et une certaine disponibilité.

Une formation complémentaire sera assurée.

Lieu de travail : Putzaux - il y a lieu de prévoir quelques missions ponctuelles de courte durée en province.

Adresser lettre man. C.V. détaillé + photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73424/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOMOBILES CITROËN

recherche

RESPONSABLE DE FORMATION

Dépendant directement du Directeur de la Formation, ce cadre devra animer la formation générale de la Société.

Il aura à concevoir des programmes et leur pédagogie, ainsi qu'à rechercher l'efficacité de la formation dispensée dans les domaines suivants : formation des immigrés, enseignement des langues étrangères, expression orale et écrite, comptabilité, secrétariat, analyse de la valeur, ainsi que toutes formations intéressant le personnel administratif.

A l'intérieur de l'équipe qu'il dirigera, il prendra plus particulièrement à son compte l'initiation et le perfectionnement à l'économie et à la gestion, ainsi que la formation humaine du moyen encadrement.

Nous souhaitons que ce candidat de 30 ans minimum possède une formation supérieure (Sciences Politiques, Ecole Supérieure de Commerce, Doctorat en Sciences Economiques, Psychologie).

D devra en outre, pouvoir justifier d'une pratique de 3 ans comme formateur en milieu industriel, où il aura prouvé ses qualités d'organisateur.

Service de la Société des Automobiles CITROËN, Service des Ingénieurs et Cadres - Bureau 44, 123, quai André-Citroën - 75747 PARIS CEDEX 15.

Société de Service FILIALE GROUPE IMPORT.

- 1 INGENIEUR COMMERC.
- ESC ou équivalent
- Connaissance approfondie organisation et gestion;
- Expérience constructeur S.S.C.I. approche, pour développ. commercialisat. serv. informatiques vers P.M.E.
- 2 ATTACHES COMMERC.
- Connaissance approfondie comptabilité et informatique, pour assurer commercialisat. produits informatiques vers P.M.E.
- 1 INGENIEUR ANALYSTE.
- 2 ANALYSES PROGRAMM.
- 2 PROGRAMMEURS

pour maintenance et développ. d'applications de gestion en COBOL, 370/DOS, démarrage IBM 3, IBM 36, IBM 37.

Adr. C.V., photo et prétentions SOGECIM, TOUR GALLIENI, 75-00, avenue Gallieni, 93170 BAGNOLET.

IMPORTANTE SOCIETE siege LEVALLOIS recherche pour

EQUIPEMENT ELECTRIQUE CONTROLÉ, AUTOMATISATION DE GRANDES CENTRALES THERMIQUES, HYDRAULIQUES ET NUCLEAIRES.

BTS ELECTROTECHNIQUE DEBUTANTS ou quelques années d'expérience.

Ecr. avec C.V. et phot. à 44.305 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Municipalité de MONTATAIRE (6014) recrute pour ses centres de loisirs et son centre aéré des animateurs et animatrices diplômés pour Pâques, juillet et août 1978.

Ecr. au Service Jeunesse et culture, 84, rue Jean-Jacques, MONTATAIRE.

IMPORTANTE SOCIETE FABRIQUE DE MATERIEL de TELECOMMUNICATIONS BANLIEUE OUEST recherche pour son SERVICE COMMERCIAL

UN INGENIEUR ELECTRONICIEEN

qui sera plus spécialement chargé de la commercialisation de son matériel.

Anglais obligatoire. Autre langues souhaitées.

Adressez C.V. et phot. à 44.307, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er}.

Entreprise BATIMENT rec.

1) COORDONNATEURS DE TRAVAUX

POUR CHANTIERS REGION PARISIENNE ET HORS METROPOLE

2) TECHNICIENS

CONFIRMES pour ETUOE DE PRIX

Adressez C.V. manuscrit à STE WORD-FRANCE B.P. 25 - 93180 MONTLHERY

Expert-comptable rech. pour PARIS, LE NOUVEAU, LYON, NANCY, NANTES, LE HAN, NANCY, collaborateurs experts comptables commissionnaires boursiers, diplômés Grandes Ecoles commerciales ou expérience approfondie au contrôle pour l'évaluation : missions centrales Position cadre.

Ecr. à L&J, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P¹⁹

Porte Versailles, stable, 3 PROGRAMMEURS COBOL OS/MS/IB/4, formation D.I.T., C.V., photo, prétent., PRODEST, 35, rue La Boétie (P¹⁹).

IMPORTANTE SOCIETE Quartier ETOILE recherche

CHEF de PERSONNEL

minimum 5 ans d'expérience ; réglementation du travail, conventions collectives (pétrole et métallurgie).

Ecrire C.V. détaillé, photo, références et prétentions à No 44637, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société Mairie de Putzaux recherche JEUNE

COMPTABLE homme

- comptabilité analytique et générale
- niveau BP
- libre rapidement

Ecrire s/réf 1195 à : P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

ENIEURS RONICINIENS

INDUSTRIALISATION

ref. PM

banque

CADRES CLASSE V

NEOINTATIL

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TELECOM
TECHNIQUES
INTEGRES
TELECOMMUNICATIONS

RECHERCHE pour :
Calculateurs temps réel,
Systèmes Télécommunication
Banc de Test

INGENIEUR PROGRAMMEUR
grande école
option INFORMATIQUE

EXPERIENCE:
ASSEMBLEUR, MICROPROCESSEURS
PROGRAMMEUR I.U.T.

EXPERIENCE:
ASSEMBLEUR TEMPS REEL
LIEU DE TRAVAIL :
BANLIEUE OUEST

ÉCRIRE : TITSA 9, rue Benjamin Franklin
78000 VERSAILLES

PUISSANT GROUPE MULTINATIONALE POUR
SA FILIALE FRANÇAISE EN EXPANSION
PARIS - RECHERCHE

RESPONSABLE DU PERSONNEL

EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LE
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DANS LE CADRE
D'UNE LARGE DÉLÉGATION DE RESPONSABILITÉS, IL

- Assumera l'ensemble de la fonction de personnel : recrutement - gestion - formation - relations partenaires sociaux ;
- poursuivra et développera la mise en œuvre de processus participatifs efficaces de gestion prévisionnelle et d'animation des hommes ;
- devra disposer d'une formation supérieure, d'une expérience de 3 ans environ acquise dans une société pratiquant une gestion moderne et dynamique du personnel. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Rémunération : **130.000 +**

Écrire sous référence ET 300 CHL

4, rue Massenet,
75016 Paris
discrétion absolue

etap

A.O.I.P.
TÉLÉCOMMUNICATIONS

rech. pour le développ. de ses activités d'études :

TEL. A. INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONFIRMÉS

- Formation grandes écoles
- Expérience de 2 à 5 ans dans les circuits électroniques logiques et analogiques ;
- Bonne connaissance des microprocesseurs et de leur programmation assemblée ;
- Participation à l'étude et au développement de matériels télécommunications.

TEL. B. INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ

- Formation grandes écoles ;
- Expérience d'au moins 4 ans dans la transmission de signaux téléphoniques analogiques et numériques ;
- Bonne connaissance de la conception des circuits électroniques ;
- Conception d'équipements électroniques télécommunications.

TEL. C. INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ

- Formation grandes écoles ;
- Expérience d'au moins 3 ans dans la technologie des composants électroniques analogiques et numériques ;
- Connaissance du traitement du signal analogique et numérique ;
- Responsabilité de la mise en œuvre des composants destinés aux matériels télécommunications.

TEL. D. INGÉNIEUR CONFIRMÉ

- Formation grandes écoles ;
- Expérience de 4 à 5 ans dans le logiciel temps réel ;
- Connaissance des matériels de commutation téléphonique assemblée ;
- Participation à l'étude de systèmes programmés.

TEL. E. AGENT TECHNIQUE (niv. III 2)

- Formation électronique ;
- Expérience de laboratoire d'au moins 2 ans ;
- Étude de matériel électronique.

TEL. F. AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS (Niveau V.I.)

- Expérience de 2 ans dans les circuits électroniques, analogiques et logiques assemblés ;
- Connaissance de téléphonie assemblée ;
- Études de matériels électroniques télécommunications.

TEL. G. AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS (Niveau V.I.)

- Expérience de 2 ans dans les composants et les circuits électroniques assemblés ;
- Connaissance du test de composants et de sous-ensembles électroniques assemblés ;
- Étude et mise en œuvre de composants et sous-ensembles.

Écrire avec C.V. et présentations sa réf. TEL. A. à :
A.O.I.P. - Boîte postale 301, PARIS 13^e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche :

Responsable section "voyages"

35 ans minimum

Son expérience doit être celle d'un professionnel du voyage, c'est à dire correspondre à 5 ans au moins de travail dans une agence ou une école de Compagnie Aérienne (niveau Superviseur Chef ou Sous Chef d'équipe).
Il doit être rompu au ticketing, au calcul de mileage, aux relations avec les autorités représentatives locales (consulats, ambassades etc...)
Il doit posséder des qualités d'autorité, d'organisation, de gestion et d'animation d'une équipe, un certain goût de créativité.
Il doit parler couramment l'anglais, pratiquer si possible l'espagnol, être disponible très rapidement.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions

s/réf. 6046 à :
P.LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 Paris
cedex 02 qui trans.

PHILIPS Data Systems

recherche dans le cadre du développement de son Service APRES-VENTE, pour des interventions en clientèle sur ses ordinateurs de bureau et ses systèmes informatiques et périphériques associés des

TECHNICIENS DE MAINTENANCE INFORMATIQUE

pour ses Agences de PARIS - LYON MARSEILLE - ROUEN - STRASBOURG

DEBUTANTS ou EXPERIMENTES

Connaissant logique moderne, électromécanique,
• Déjà des obligations militaires ;
• Titulaires du permis de conduire B.
Formation technique initiale et permanente assurée.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à PHILIPS, Data Systems, M. LE MOTTEUX, 183, avenue Pierre-Brossolette, 92120 MONTROUGE.

ORGANISME FINANCIER RÉGIONAL
8ème arrondissement
recherche pour renforcer sa structure commerciale

1 CHARGE D'ÉTUDES

- DES économies ou ENSAE + licence sciences économiques
- 1ère expérience des études de marché
- goût des contacts
- des travaux d'études sur le marché de l'épargne et du crédit
- l'élaboration de prévisions commerciales et financières.

1 ATTACHE COMMERCIAL

- licence sciences économiques + formation commerciale
- 1ère expérience de 2-3 ans dans service publicité/promotion chez annonceur ou en agence
- homme de terrain pour assurer :
- les relations avec l'agence de publicité et fournisseurs
- mise en œuvre et suivi sur le terrain des actions commerciales

Écrire avec C.V., photo et prétentions
s/réf. 7655 à P.LICHAU S.A. BP 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.
Réponse assurée.

Hoechst France

vous propose à son siège le poste de

responsable de produits colorants textiles

VOTRE MISSION :
- vous définirez la politique produits dans le domaine des colorants textiles en liaison avec notre maison mère, vous êtes responsable de son application et vous en gérez les moyens,
- vous animez les agents du réseau et vous réalisez l'exploitation des informations commerciales,
- vous assistez les clients en faisant intervenir les services d'essais et d'applications techniques.

POUR REUSSIR IL VOUS FAUT :
- une formation d'ingénieur chimiste textile
- une expérience confirmée des relations commerciales dans l'industrie textile
- la connaissance de l'allemand.

Si cette proposition vous intéresse adressez-nous votre candidature au maximum de transmission souhaitée sous la réf. 201 à HOECHST FRANCE, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Nobel - Cedex 3 92080 PARIS LA DEFENSE.

L.M.T.

Filiale du Groupe THOMSON doit, parmi ses très nombreux projets, mener à bien la réalisation d'un système de télécommunications et recherche

ingénieurs électroniciens débutants

pour développer, au sein d'un Bureau d'Études, des matériels de commutation en technique numérique.

Formation : Ecoles Supérieures d'Électronique, type ENSERG, ENSEIHT, ISEP et ISEN, etc.

La connaissance des microprocesseurs sera très appréciée.

Travail motivant au sein d'une équipe dynamique à BOULOGNE (92).

Envoyer CV à la Direction du Personnel - Gestion des Cadres - BP 402 - 92103 Boulogne.

IMPE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION
recherche pour Siège PARIS

CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier

IL AURA EN CHARGE :
- l'ensemble des problèmes administratifs, juridiques et de propriété industrielle, en particulier la préparation des conventions et accords ;
- connaissance des contrats internationaux ;
- élaboration des dossiers de réclamation ;
- suivi des expertises et affaires judiciaires, et rôle de conseil

Longue expérience dans T.P. en construction et pratique de l'anglais exigées.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prêt., n° 44.182, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANT FABRICANT DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION
recherche pour compléter son équipe de Direction

Directeur Régional

pour prendre la responsabilité d'un groupe de carrières et d'unités de transformation (150 personnes), dont le siège se trouve près de CHANTILLY (60)

Il aura également autorité sur les attachés commerciaux de sa région.
Une formation d'ingénieur et une expérience industrielle sont indispensables pour ce poste.

Adr. C.V. manuscrite, photo à M. FODR, 179 z. de la Coupe 75116 PARIS (7^e division assurée)

VENTE EMBALLAGES

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche un Agent de Ventes pour son Département d'Emballages Plastiques.

Basé à Paris, il sera responsable des ventes aux industries alimentaires fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation. Ses fonctions le conduiront à des déplacements en Province ainsi qu'éventuellement à l'Étranger.

Ce poste intéresse une personne ayant, de préférence, une formation commerciale supérieure et une expérience des ventes dans le domaine des emballages.

Adresser vos candidatures avec C.V. détaillé, sous référence GBE 03, à BSN-Gervais Danone - Direction de l'Encadrement - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn, gervais danone

IMPE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BANLIEUE SUD-OUEST PARIS
recherche

un cadre débutant

DECS + écoles supérieures

Il assurera le contrôle des comptabilités et assistera les différents établissements du département.

Envoyer C.V., photo et présentations sous No 44027, CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE BANQUE
recherche

GRADE Classe III +

30 ANS MINIMUM
EXPERIENCE INDISPENSABLE
POUR SON DÉPARTEMENT ENTREPRISE

Le candidat aura la responsabilité du suivi du papier commercial, du papier financier et des engagements par signature.

Il sera chargé de l'animation d'une petite équipe et sera sous l'autorité d'un cadre commercial.

Envoyer C.V. manuscrite + photo à G.O.F.B. 66, rue de la Chaumière d'Antin, 75009 PARIS, sous référence 8100 M.

informatique

Centre : Important Groupe de Prévoyance - Paris.

Matériel : IBM/370 DOS/VMS, CICS, DL/I
Langages : COBOL, ASSEMBLEUR et système interactif de mise au point de programmes (SIP).

• Nous recherchons des

ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour s'occuper dans une équipe travaillant sur d'importants projets au début de leur développement.

• une bonne expérience est exigée.

Adresser sous réf. 60461, C.V. détaillé, photo et prétentions à M. HUB, Département assurance, amswaite SELECTION

135, rue de la Paix - 75116 Paris

MIT INFORMATIQUE

recrute le personnel stable suivant :

3 ANALYSTES
BULL. H.E. 60

2 ANALYSTES
IBM 370

5 SPÉCIALISTES
IBM - PL 1

3 PROGRAMMEURS
COBOL ou GAF

1 PRÉPARATEUR
IBM 316 - OS

Adr. C.V. dét. à MIT INFORMATIQUE, 3, rue du Heider, 75008 Paris, ou tél. 247-13-41 pr rendez-vous

STÉ DE PRÊT-A-PORTER MAILLE
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Bon organisateur, il aura :

- l'expérience de l'animation des ventes (recrutement et suivi des représentants),
- une bonne faculté d'adaptation aux problèmes techniques et aux fluctuations du marché de la mode.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 23.802 B

13, rue de Valenciennes, 75013 Paris

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE
recherche

CADRES ET AGENTS ADMINISTRATIFS

- pour élaboration des devis de transport pour exportation ;

- analyse de comparaisons, des offres ;

- préparation contrats de transport ;

- suivi courants.

Lieu de travail : PARIS - ÉTOILE

Adr. C.V. et présentations à n° 44.201, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

كندا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

RESPONSABLE SECTION "VOYAGES"

35 ans minimum

EXP. 30 ans

ANALYSES PROGRAMMEURS

3 ANALYSES

2 ANALYSES

5 SPECIALISTES

3 PROGRAMMEURS

1 PREPARATEUR

DIRECTEUR COMMERCIAL

ANALYSE FINANCIER

JEUNE DIPLOME E.S.C. ou similaire

CONTROLLEUR DE GESTION

ADMINISTRATEUR

MATRA recherche **INGENIEUR** **Grandes Ecoles**

Il assure dans un premier temps la responsabilité des équipements de plateforme du Muro de Lille. Mise au point du projet.

Contrôle et coordination des travaux.

Le poste concerne un ingénieur de formation Ponts, Centrale, T.P., A et M, I.D.N., ayant environ 5 ans d'expérience acquise au bureau d'études et chantiers.

Bonnes connaissances en béton armé et en construction métallique.

Déplacement à prévoir sur Lille (de l'ordre de 3 ans).

Adressez C.V. rémunération soumise en indiquant la référence NK 255

MATRA Monsieur KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPE-LINE

TRAPIL recherche **UN INGENIEUR** **ou UNIVERSITAIRE DÉBUTANT**

Déchargé des obligations militaires pour service informatique industrielle PARIS.

Formation : X, Mines, Ponts, Télécom, ENSTA, ou : 2 Maîtrises Scientifiques + D.E.A. informatique.

POSTE : conception et réalisation de systèmes temps réel liés à l'exploitation d'un réseau de pipe-line.

La connaissance de l'anglais courant est indispensable.

Envoyer C.V. et photo au Chef de Personnel, 7-9, rue des Frères-Morano, 75738 PARIS Cedex 13.

LE CREDIT BANQUE PRIVEE recherche **inspecteur**

pour son Inspection Générale.

Le candidat sera diplômé de l'Enseignement Supérieur (EP ou Ecole Supérieure de Commerce) ou de l'Enseignement Bancaire (ITC-CESB). Il aura une expérience professionnelle de plus de 3 ans de Contrôle ou d'Audit acquise dans un Service d'Inspection Générale d'une Grande Banque.

Il sera chargé d'assister l'inspecteur Général dans ses missions d'Audit.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions sous référence IM à D. AMELOT

CREDIT CHIMIQUE 20, rue Trohard - 75009 Paris

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE Etablissement public de l'Etat recherche d'urgence pour son Département des Etudes à ISSY-LES-MOULINEAUX **UN INGENIEUR**

Diplômé du P.E.N.S.T. ou de l'E.S.E. Intéressé par les problèmes d'enregistrement des images.

Une expérience personnelle en matière de photo ou de film serait particulièrement appréciée. Les candidats doivent être âgés de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1978.

Ils doivent par ailleurs être déchargés des obligations militaires.

5 personnes intéressées par ce recrutement envoient ad. avant le 20 janvier 78 leur C.V. à : **TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE - Div. Personnel**, case 614, B.P. 818, 92582 MONTROUGE CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ à établissements multiples Effectif total 2300 personnes offre un poste **ANALYSE FINANCIER**

JEUNE DIPLOME E.S.C. ou similaire ayant 2 à 3 ans d'expérience en matière de budget. Il participera à la mise en place du contrôle budgétaire, alimentera les chiffres, contribuera aux déplacements dans les différents établissements de la Société.

Le poste à pourvoir dans la région d'EVRY pourra évoluer vers **CONTROLLEUR DE GESTION** si le candidat a les aptitudes.

Envoyer C.V. et prétentions /réf. 2774 à : **LICHAU S.A.** - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

SOPAD (NESTLÉ) recherche pour son Service **CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGES** à son siège social (Paris-La Défense) **un Ingénieur**

A. et M., IGAM, ENSIA ou équivalent

Il s'intégrera à l'équipe actuelle chargée de définir les emballages et les machines de conditionnement pour les différents produits et tannes, en liaison étroite avec les départements commerciaux et techniques.

Une première expérience de 2 à 4 ans, particulièrement dans le domaine des Emballages métalliques sera appréciée. Anglais et allemand souhaitables.

Ecrire avec C.V. et prétentions à **Direction du Personnel** 17, quai Paul-Doumer - 92401 COURBEVOIE

ORGANISME D'EDUCATION FAMILIALE impléni sur toute la France recherche pour son Siège à PARIS **un Adjoint(e) DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

pour le secondar dans ses fonctions d'animation (conception de plans de formation et d'outils pédagogiques, rénovation de certaines publications "Grand Public", relations avec les mouvements de jeunes.

C'est une personne mariée, âgée de 30 ans minimum, ayant une bonne formation psychopédagogique et des qualités d'animatrice.

TEMPS PARTIEL ENVISAGEABLE. Déplacements en France de courte durée à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé à **D. JOUSSET** sous réf. 13004 (M) à **plein emploi** 10, rue du Mail - 75002 Paris.

TECHNIP - GEOPRODUCTION recherche **INGENIEURS DE PROJETS** **INGENIEURS DE STRUCTURE**

Expérience minimum 5 ans acquise dans l'industrie des : **PLATES-FORMES PÉTROLIÈRES EN MER**

Anglais indispensable. Possibilité affectation longue durée à l'étranger.

Adressez C.V. vitas et niveau de rémunération à : **TECHNIP-GEOPRODUCTION**, 147, av. Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON - Tél. : 977-92-51.

ingénieurs grandes écoles (X, Mines, Centrale, Ponts, Télécom, Sup. Aéro, ESE)

Recherché par ANSWARE - importante Société de Services et Systèmes informatiques (filiale de Groupe Thomson).

- Pour le développement de ses lignes de produits :
 - logiciels tous types d'ordinateurs,
 - systèmes de gestion sur mini-ordinateurs,
 - systèmes localisés.
- Une bonne expérience dans chaque ligne de produit et des références dans des fonctions similaires sont nécessaires.
- Leur mission consiste à assurer l'étude et la conception des applications, les gestion et le développement des logiciels.

Adressez C.V. détaillé, photo, prétentions, état de disponibilité sous référence IM à H. HOUT, **ANSWARE** 125, rue de la Pompe - 75116 Paris. Discrétion assurée.

PARIS 16^e **Sté de CONSTRUCTION de MÉCANIQUE LOURDE** recherche d'un **DIRECTEUR DE SERVICE COMPTABLE**

Collaborateur direct de la Direction Générale, il sera chargé :

- d'établir et de contrôler les situations comptables mensuelles, bilans annuels, analyses comptables ponctuelles ;
- d'établir les situations de trésorerie et en effectuer le suivi avec les Banques ;
- préparer la comptabilité analytique, les informations nécessaires au contrôle de gestion ainsi que tous documents fiscaux en liaison avec le service juridique et fiscal.

Un candidat de 40 ans minimum, titulaire d'un diplôme comptable supérieur et possédant une expérience de plusieurs années de la Direction d'un Service Comptable et de mise en place d'un ordinateur dans une entreprise de taille moyenne de l'industrie mécanique conviendrait parfaitement. Ce poste, dont la rémunération sera de 100.000 F/an, implique des déplacements ponctuels dans l'Est de la France.

Faire acte de candidature sous réf. 103 JPC/M

Jean poracchia conseil 149 Rue St-Honoré - 75001 Paris

banque **cadre d'exploitation**

BANQUE PRIVEE Paris 8^e, recherche pour son Département Financier

pour développer ses relations avec les investisseurs institutionnels.

Le candidat devra avoir 30 ans minimum, une formation supérieure (EP ou une Ecole de Commerce) et posséder, avant cette fonction, une expérience de 2 à 4 ans dans le domaine de la banque.

Par contre, il devra se présenter d'une expérience de 3 à 5 ans en relation avec les investisseurs institutionnels et une parfaite connaissance du marché financier et notamment obligataire acquise au sein d'une banque, d'un établissement financier ou dans une charge d'Agent de Change.

Il prendra une part active dans la recherche et le développement des dépôts des institutionnels et dans l'accompagnement de leurs volumes de placements obligataires.

Ecrire avec C.V. manuscrit, prétentions et photo sous référence ES-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 2, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Dans le cadre de son développement **Havas Conseil** attend très vite

- 2 CHEFS DE PUBLICITÉ**
 - rapides,
 - dynamiques,
 - ayant une parfaite connaissance du terrain.
- 1 CHEF DE GROUPE** Intéressé tout autant par les budgets de services que par les budgets de grande consommation.
- 1 DIRECTEUR ARTISTIQUE** de talent aimant tous les médias, particulièrement la presse.

Merci d'adresser C.V. et photo à **Danielle Lefèvre** 125, avenue Chavre-de-Saillie, 92200 NEUILLY.

Nous serons heureux de vous compter bientôt parmi nous.

HAVAS CONSEIL

Société d'Importation de produits automobiles (S.A. 1280 millions F.F.A. - 100 personnes) recherche pour structure en rapide expansion

directeur financier 200.000 +

- de la fonction comptable à 3 ans ;
- financement des actifs (crédits de crédit),
- direction financière (budget, plan de trésorerie, comptabilité),
- participation générale (problèmes administratifs, juridiques, personnels).

Il est associé d'un service d'une dizaine de personnes.

directeur marketing 170.000 +

Responsable de la définition et de l'organisation de la stratégie commerciale :

- choix et stratégie marketing et produits,
- objectifs et budgets,
- prévisions, promotion, information,
- développement régional, contrôle opérationnel exercé par un Directeur des Ventes.

Des 2 postes ont le poids de Comité de Direction.

Pour information sur les postes, écrire avec C.V. détaillé et références à **CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG** 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

INGENIEUR DE CHANTIER déplacements permanents en métropole pour des chantiers de longue durée. (Réf. LM 1.)

INGENIEUR LOGICIEL (Réf. LM 2.)

Nous recherchons donc de jeunes ingénieurs (IDN, INSA, ENCE, ...) déchargés des obligations militaires et ayant au minimum 2 à 3 années d'expérience dans des fonctions similaires. Le lieu de travail proposé se situe en proche banlieue Saint-Lazare.

Les candidats intéressés adresseront C.V. détaillé et prétentions au Président de la référence du poste ci-dessus à **Axiel Publicité**, 91, 93 Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION recherche pour compléter son équipe **UN ANIMATEUR**

pour réaliser des sessions de formation centrées sur les **TECHNIQUES DE FABRICATION DU LIVRE**. Cet animateur devra avoir exercé des responsabilités effectives dans les divers domaines de la fabrication du LIVRE.

(chef de fabrication, secrétaire d'édition) et acquies par participation à des actions de formation (sensibilisation en matière de psychosociologie des adultes en formation).

Ecrire avec curriculum vitas et le n° T 2248 M à : **REGIE-PRESSE**, 35 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

MITRY-MORY (77290) **SOCIÉTÉ MULTISECTORIELLE** équipée d'un IBM 3/15 - 192 K + TP nous cherche la recherche d'un **RESPONSABLE D'EXPLOITATION**

Dépendant du Directeur de l'Informatique, il sera chargé d'assurer :

- l'ensemble des traitements du groupe (planification, production, saisie) ;
- les relations avec les différentes directions.

Un candidat possédant des qualités d'organisation, le sens des contacts à haut niveau, ayant une expérience de quelques années de ce poste conviendrait à cette fonction, dont la rémunération ne sera pas inférieure à 75.000 F/an.

Faire acte de candidature sous référence 263 M, **Jean PORACCHIA**

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche **jeunes collaborateurs**

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, déchargés des obligations militaires
- libérés rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans : **L'INFORMATIQUE**

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adressez lettre de candidat, avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à **N° 44-475 Centre Publicité 2D**, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OCS - CONSEIL ORGANISATION CLAUDE SICARD recherche **INGENIEURS ECONOMISTES**

(Ingénieurs Grande Ecole + Business School) spécialisés dans études de projets d'investissement, diagnostic, et études diversification d'entreprises.

SPECIALISTES GESTION FINANCE (H.E.C., Business School) ayant plusieurs années d'expérience industrielle pour réaliser missions de conseil à haut niveau dans les pays au voie de développement.

Adressez C.V., photo et prétentions à : **OCS** 17, quai de Stalingrad, 92100 BOULOGNE. Tél. : 601-41-71

Les Parfums CHANEL à NEUILLY (92) créent un poste de **CHEF DES VENTES EXPORT**

pour assister le Directeur Export sur l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et le Golfe Persique.

Agé de 28 ans minimum. Il possède une formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co., ...) et une bonne pratique du marketing.

Il doit avoir l'expérience de la distribution de produits de luxe et, si possible, de l'animation d'un réseau d'inspecteurs et d'agents.

BILINGUE ALLEMAND INDISPENSABLE. Pratique de l'Anglais et de l'Italien appréciée.

Déplacements de courte durée à 50% du temps.

Envoyer C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, à **D. JOUSSET**, sous référence 13.015, à **plein emploi** 10, rue du Mail - 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche pour son bureau de PARIS **UN (E) COMPTABLE BILINGUE** (FRANCAIS-ANGLAIS)

ayant **TRES** bonne expérience de tenue des **COMPTES AMERICAINS et FRANÇAIS** Environ 80.000 F/an

Adressez lettre candidature manuscrite avec C.V. et photo ad n° 8374 « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche pour une de ses filiales de placement **CADRE COMPTABLE**

- Connaissance de la gestion comptable administrative.
- Niveau D.E.C.S. exigé.
- 2 à 3 ans d'expérience, de préférence au sein d'une banque ou d'une institution financière.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à n° 2.272, **COPAP**, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLI, La ligne, La ligne T.C. Rows include DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PRDP, CDDM, CAPITAUX.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, AUTOMOBILES, AGENDA. Includes a REPRODUCTION INTERDITE notice.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

pour développer l'exportation de systèmes dans le domaine des études transactions automatisées. Ce GÉNÉRAL D'AUTOMATISME... THOMSON-CSF Ingénieurs Électroniciens

IMPORTANTES SOCIÉTÉS PRODUITS CHIMIQUES recherche pour son département informatique de gestion de Paris (équipement 370/140 sous OS/VBI + CICS) 3 INGÉNIEURS de formation E.C.P., E.S.E., A.M. dont: - 2 DÉBUTANTS, option informatique on automatique; - 1 EXPÉRIMENTÉ, au 2e ou 3e ans de pratique en informatique de gestion.

SOCIÉTÉ 16e Arrdt recherche jeune homme de langue maternelle française DEGRÉ O.M. BAC MINIMUM parliant allemand, bon dactyla, DYNAMIQUE, BNE PRÉSENT, pour diff. emplois de bureau. TRINDEL (15.000 personnes) SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES INSTALLATIONS ELECTRIQUE, INDUSTRIELLES recherche pour son département SYSTEMES.

BANQUE ÉTRANGÈRE recherche EMPLOYÉ DACTYLO expérimenté (e) en parfaite connaissance de l'anglais et du français, ainsi que questions de sténodactylo. Écrire avec C.V. au n° 8.371 et le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Recherches pour Habzmaideur REDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE. Connaissance bien rédaction et rewriting, réimpression, tirage, légendes, ainsi que questions internationales. 30 ans environ. Connaissance anglais souhaitée. Nationalité indifférente. Ecr. n° 8.372 et le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e qui transmettra.

THOMSON-CSF Ingénieurs Électroniciens. Diplômés Grandes Ecoles E.S.E., E.M.S.T., I.S.E.T. Débutants ou ayant eu des années d'expérience pour Ateliers de laboratoires POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT. Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence E.T. à Service Recrutement, C.I. rue Gréville - 92300 LEVALLOIS.

Société de Service Informatique recherche UN DIRECTEUR capable d'appliquer et de faire réussir la politique définie par son Conseil d'Administration. C'EST UN HOMME: - apte à diriger une équipe de 70 personnes; - praticien des budgets et de leur contrôle; - connaissant les matériels L.B.M., MITRA, LOGABAX et le système. De contacts faciles, critique mais optimiste, il a le sens des responsabilités.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES pour étude et réalisation d'équipements électroniques de systèmes importants dans les domaines routiers et aérospatiaux. - Formation: I.N.P.G., I.N.P.E.M., E.N.S.E.I., I.H.T., etc.; - Capacité d'assurer rapidement les responsabilités importantes de gestion dynamique; - Goût des contacts humains; - Anglais souhaité; - Déplacements. Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous référence A78/1 à SOCIÉTÉ TRIMOBI O.P.S., 44, rue de Lisbourg, 75383 PARIS CEDEX 08.

JEUNE JURISTE connaissant particulièrement droit des affaires et fiscalité pour traiter de sujets très variés et complexes (travaux supérieurs, examens, etc.). Écrire avec C.V. et photo à: A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE S.A., 135, rue de la Pompe, 75116 Paris. Début, stage accompli: 50.000 annuels.

INGÉNIEURS ÉTUDES grande école ou équivalent même débutants, pour participer à la réalisation de projets de municipalités, temps réel. Envoyer C.V. photo et prét. à: T.I.T.N. J. GUSTAVS-EIFFEL 9120 MORANGIS.

DESIGNATEUR-PROJETEUR ayant plusieurs années d'expérience en trappes à froid travail du tit et déformation du métal. Adresser C.V. et photo, en 3 copies, à: P.M.P. 69, rue de Provence, 75007 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche pour son siège social à PARIS CONTROLEUR DE GESTION D.E.C.S., E.S.C. ou équivalent 1 à 2 ans d'expérience en comptabilité ou analyse financière. Il sera chargé de: - la mise en place et du suivi de procédures; - l'analyse de la concurrence et des études de marché de sociétés; - l'analyse des résultats consolidés du Groupe. Grandes perspectives d'évolution assurées grâce au développement permanent du Groupe. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 6001 à P. LICHAU S.A., R.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

VOUS QUI CHERCHER UN TRAVAIL INTERESSANT UN YNAMIQUE ET VARIÉ EN POURSUIVRE RENOMMÉE, UNE SÉCURITÉ, UNE FORMATION ASSURÉE, UNE RÉMUNÉRATION ET TOUS LES AVANTAGES SOCIAUX ET SI VOUS AVEZ 30 ANS MINIMUM SOYEZ CURIEUX. Adresser C.V. et photo à: P.M.P. 69, rue de Provence, 75007 Paris, qui transmettra.

Organisme professionnel de CONSEIL EN GESTION recherche un ANIMATEUR-CONSEIL. Titulaire du DESS de sciences économiques. Stage de formation en entreprise de 2 à 3 mois assurés. Il sera par la suite des intervenants au sein des entreprises adhérentes dont le pourcentage est en hausse. Début, stage accompli: 50.000 annuels. Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 6001 à P. LICHAU S.A., R.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE S.A. recherche pour son SECT. ÉCLAIRAGE UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL ITINÉRANT à 80 %. IL DEVRA: - prospecter et suivre la clientèle de prescripteurs; - Assurer la promotion des produits; - Établir les devis et suivre les affaires. Age 30 ans minimum. Expérience de la branche. Bonne connaissance de la langue allemande souhaitée. Salaire fixe + prime sur objectif. Véhicule personnel (remboursement Irasi). Adresser C.V. et photo à: A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE S.A., 6, bd du Général-Lederc, 92115 CLICHY.

recrutement

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL d'une Société en pleine expansion recherche pour son Secrétariat une secrétaire de direction. La candidate, âgée de 30 ans minimum, devra: - Présenter de sérieuses références et posséder une solide expérience dans un poste identique; - Être excellente sténographe et dactylographe; - Savoir parfaitement mettre en forme et rédiger un texte ou une lettre sur la base d'idées directrices; - Être rompue aux relations au plus haut niveau et avoir un sens très développé du contact. Voiture indispensable pour se rendre sur le lieu de travail (banlieue Ouest, région Versailles). Écrire en joignant C.V., photo récente et en indiquant prétentions sous référence ESMUL (mentionnée sur l'enveloppe) à: Publicis Conseil EMPLOIS & CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

STÉ OMER A RECHERCHE SECRÉTAIRE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS EXIGE ayant expérience et autorité pour diriger secrétariat commercial, 3 personnes. Envoyer C.V., photo, prétention, 49, rue Ferdinand-Derdou, 92000 ARGENTEUIL, ou TELEPH. : 961-22-40.

A.G. NIELSEN COMPANY Marketing et Etudes de Marché 23, boulevard de Grenelle - 75015 PARIS recherche UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE DIRECTION EXPÉRIMENTÉE pour occuper des fonctions variées et plus particulièrement administratives dans un service de 60 personnes. Ce poste requiert de l'initiative, de la méthode, de bons contacts humains et une excellente connaissance de l'anglais. Il est à prendre immédiatement. Nationalité indifférente si bonne connaissance de l'anglais. Écrire avec C.V., photo + prêt. à Mlle THORBAEEN.

Important Groupe Financier PRES OU PONT DE NEUILLY recherche pour travailler au sein de son SECRÉTARIAT DE DIRECTION TRÈS BONNE SECRÉTAIRE STENO DACTYLO B.T.S. ou niveau. Bon salaire - Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise. Envoyer C.V. manuscrit et photo sous n° 473, PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris, qui transmettra.

CABINET DE CONSEILS PRÉS SAINT-LAZARE recherche SECRÉTAIRE 1er ORDRE bilingue anglais et/ou allemand et steno-dactylo. Poste intéressant et bien rémunéré. Ecr. n° 833 et le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

proposit.com. capitaux. Organisateur propose intervient rapide à PME moy. sér. diff. fin. cause départ. crédit poss. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN ayant plusieurs années d'expérience en travaux de montage de fils pour prendre responsabilité technique, d'un atelier de soudure. Écrire C.V. et photo n° 072 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75007 Paris, qui transmettra.

F.I. FURNISHINGS INTERNATIONAL S.A.R.L. recherche 1) ARCHITECTE RESPONSABLE VENTES ET CHANTIERS BATIMENT ET ARCHITECTURE INTERIEURE 30 ans environ - 5 ans d'expérience. Très bon anglais exigé. 2) Homme ou Femme B.T.S. COMMERCE pour préparation devis Notions décoration - 30 ans environ 5 ans d'expérience - Anglais exigé. Écrire avec curriculum vitae, photo et prétentions, 35, rue de Lisbourg - 75008 PARIS.

2 AGENTS DE COMPTOIR POLYVALENTS connaissant terminal COMPTON I.I.T. G.M. pour Agences 15 et Montreuil. Appeler 735-09-10, le matin. URGENT POUR PARIS-8e OPÉRATRICES SUR I.B.M. MULTIPONTS 75018-20. Diplômé ENM ou équivalent. Pouvoir faire état de quelques années de pratique d'étude et réalisation d'aménagements locaux et régionaux, le candidat retenu sera disponible rapidement pr travail en France (Langues-Roussillon) et à l'étranger. Écrire avec C.V. et photo à: JOURNÉE CV + dernière rémunération à SE REPER, 1, rue de la Concorde, Pub. - 20, av. Opéra, Paris-1e.

ANIMATEUR-CONSEIL. Titulaire du DESS de sciences économiques. Stage de formation en entreprise de 2 à 3 mois assurés. Il sera par la suite des intervenants au sein des entreprises adhérentes dont le pourcentage est en hausse. Début, stage accompli: 50.000 annuels. Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 6001 à P. LICHAU S.A., R.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

représent offre. Pour diffusion mini-ordinateurs, ch. Ingénieurs ou agents techn. commerciaux. Tél. : 976-83-26. INFORMATICIENS attirés par les applications d'automatisation industrielle: - de mini-gestion; - de télécommunications. Une formation supérieure. Ecole d'ingénieurs de préférence, est indispensable. Une expérience de conception et/ou de réalisations d'applications (temps réel) sur mini-ordinateur sera très appréciée. Certains postes nécessitent, en complément, de bonnes connaissances Hardware. Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions, détails de discipline, à: ANSWARE, 135, rue de la Pompe, 75116 Paris. Discrimination assurée.

MEDECINE NUCLEAIRE Filière Française d'une très importante société internationale leader sur le marché de l'équipement nucléaire, offre à JEUNE INGÉNIEUR - familiarisé avec instrumentation et marché de la recherche de la médecine nucléaire (radio-isotopes, dosimètres, ca. libérateurs, simulateurs card.) - bilingue anglais. Un poste de responsabilité pour démarrer nouvelle activité au sein de son équipe technico-clin. Goût des contacts et aptitudes commerciales indispensables. Rémunération intéressante + commission + voiture. Adr. lettre man. C.V. et photo, s/réf. 720, à Mlle de Clichères, E.A.M. Recrutement, 14, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Réponse et discrétion assurées.

GRUPPO FORMATION NOUVELLE accueille pour son prochain stage de Formation d'ASSISTANT (E) TECHNIQUE à l'EXPORTATION (ouverture le 30 janvier 1978 à Paris) Jeunes demandeurs d'emploi de 18 à 25 ans, niveau bac + 2 années d'études supérieures ou 3 années d'expérience d'entreprise ou autres. Stage gratuit - Rétribution 30 % du SMIC. STAGE EN ENTREPRISE ASSURÉ. Téléphoner pour inscription au 285-19-46 ou 44-33.

CONSTRUCTEURS MACHINES-OUTILS recherche UN ACHETEUR RESPONSABLE D'UN GROUPE D'ACHATS. CE POSTE EXIGE: - Responsabilité, initiative, méthode et négociation. Formales souhaitées. Technique et école supérieure d'approvisionnement. Expérience obligatoire de plusieurs années dans la fonction. Écrire avec C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétention, n° 44.714 CONTESTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1e, r. de la Concorde.

A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE S.A. recherche UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL EXPERIMENTÉ ITINÉRANT à 80 %. IL DEVRA: - Développer les ventes de matériel électrique de série auprès d'une très large clientèle. - Bonne connaissance de la langue allemande souhaitée. Profil: - Age 30 ans minimum. Niveau BTS électrotechnique minimum. - Salaire fixe + prime sur objectif. Véhicule personnel (remboursement Irasi). Adresser C.V. et photo à: A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE S.A., 6, bd du Général-Lederc, 92115 CLICHY.

CASTELLI FRANCE Méthodes contemporaines recherche ATTACHÉ (E) COMMERCIAL (E). Pour visiter aménagement contemporain, décorateurs, boutiques, sur Paris et région parisiennes. Connaissance du marché souhaitée. Formation arts déco appréciée. Adresser C.V. gracie prétentions et photo à M. G. DEBIEU-CASTELLI France, 13, bd Niv, 75018 Paris. Recherche urgente, analystes-programmeurs G.A.P. I.B.M. Téléphone M. GUEZ, 304-94-94. Payer de jeunes filles 16 à 20 e. ch. formes d'accès pour travaux au pair pendant toutes vacances scolaires. 199-70-77.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche INGÉNIEUR EN ORGANISATION. Libre rapidement, event au min. 2 ans d'exp. L'É et système comptable. Diplôme grande école. O.E.C.A. apprécié. Écrire à M. BONNAULT, 2, avenue Noche, PARIS-8e. STE PRODUITS LUXE de RENOM INTERNATIONAL recherche UN (E) COMPTABLE. Il sera chargé essentiellement de la tenue comptable de sociétés filiales françaises de ce secteur. Il devra posséder au min. le niveau D.E.C.S., une expérience et l'usage de quelques langues étrangères. Accusé de réception. Il assistera le directeur financier de diverses missions. Pour répondre à ce poste, il devra posséder au min. le niveau D.E.C.S., une expérience et l'usage de quelques langues étrangères. Écr. av. C.V., photo et prêt sous n° 264 à P. LICHAU S.A., R.P. 220 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ O.P.S. recherche AGENT TECHNIQUE ELECTRONICISME niveau 4. Ayant quelques années d'exp. en électronique analogique à courant continu et basse fréquence, pour un travail d'étude et de développement. Connaissances en logique appliquée. Niveau soit D.U.T. ou B.T.S. Écrire avec C.V. et prétentions, sous référence M.E.S., à A.O.I.P. B.P. 301, Paris 13e.

IMPYTE SOCIÉTÉ Siège LEVALLOIS recherche pour EQUIPEMENT ELECTRIQUE CONTRÔLE, AUTOMATISAT. DE GRANDES CENTRALES THERMIQUES, HYDRAULIQUES, ET NUCLEAIRES. INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS ou quelques années d'expérience. Connaissance anglais indispensable. Ecr. avec C.V. et prêt. à n° 44.202 Constance Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1e.

SP.E.L. recherche INGÉNIEURS ANALYSES PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS Ces trois postes nécessitent une bonne connaissance en: - contrôle de processus industriels - assemblage temps réel sur des matériels type Solar, Mitra, Nova, etc. INGÉNIEURS connaissant mieux 15 ad/ou 125. Tél. pour R.V. au 365-82-82 ou 34-61-65. ENTREPRISE DE CYCLES recherche pour région parisienne ATTACHÉ COMMERCIAL. - Age minimum 28 ans; - Au moins 3 ans d'expérience similaire dans articles équivalents. Écrire C.V. détaillé, photo, sous référence n° 1.142, à SWEERTS, B.P. 240, 75018 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

COOPÉRATIVES cédantes Approvisionnement Région Sud de Paris recherche DIRECTEUR. Poste clé en main en matière de directeur en exercice candidat dynamique, diplômé et possesseur de G.C. Ecole. Ayant déjà exercé dans fonction similaire. Adresser C.V. n° T 02.40 M 15 bis, rue Ménilmontant, PARIS-20. Régie-Presses Recherche Professeur de yoga et professeur de danses modernes. - Téléphone: 633-14-80. Rech. KINÉSITHÉRAPEUTES Plein temps. Tél. 632-14-80.

LABORANTINE Possédant OIT ou BTS analyse biologique. Bonnes connaissances en microbiologie et biochimie. Expérience professionnelle souhaitée. Emploi stable. Salaire très intéressant. Adresser C.V.

GENÈVE CONSEIL ET REPRÉSENTATION d'administration de sociétés, négociations et rédactions de contrats, conciliation, av. excellentes références, en particulier en matière immobilière, maritime et transport. Ecr. sous chiffre C 18-15005, Publicitas, CN - 1211 GENEVE 1.

PROGRAMMEUR DE GESTION. Niveaux bac/baccalauréat. Tests et entraînements personnalisés. Prochaine session: 20 FEVRIER 1978. Durée: 19 semaines. Travaux pratiques sur ordinateur Control Data et I.B.M. Renseignements et inscription: INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA, 19, rue Erard - 75012 Paris. Tél.: 340-17-30.

APPRENDRE L'AMÉRICAIN L'AMERICAN CENTER 261, bd Raspail 141, 832-67-28. Cours de langues étrangères. INSCRIPTIONS IMMÉDIATES DÉBUT: LE 16 JANVIER. Cours de Sessions Intensives « Full-time ou part-time ». Ecr. avec C.V. et photo à: A.E.G. TELEFUNKEN FRANCE S.A., 6, bd du Général-Lederc, 92115 CLICHY.

Traductions. Demande. TRADUCTRICE TECHNIQUE ANGLAIS cherche traductrice bilingue. Téléph. (01) 38-61-65. autos-vente. Part. de contrat Mercedes 2300 neuve, blanche, disp. imm. ad. Rev. 77, rue Labat, Paris 13e.

BMW occasions. 316 - 320 - 325 - 327 - 329. Part. de contrat Mercedes 2300 neuve, blanche, disp. imm. ad. Rev. 77, rue Labat, Paris 13e.

كندا من الأصل

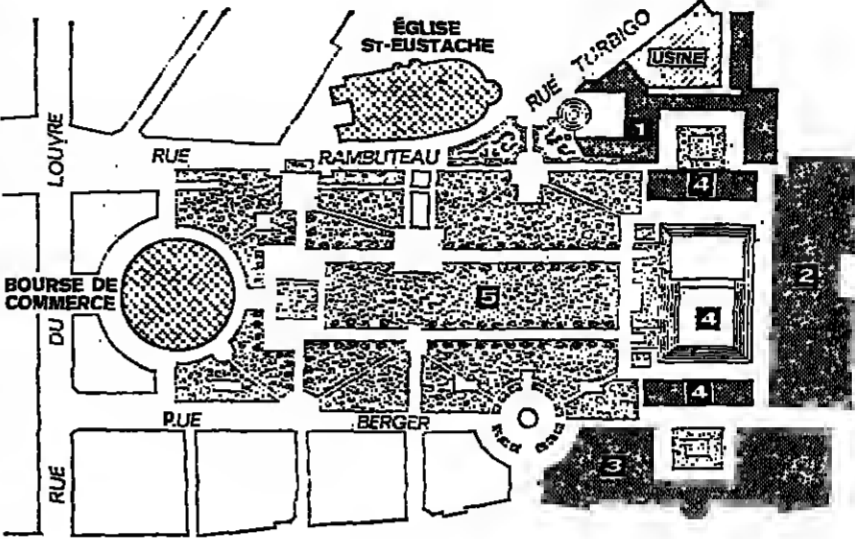
A PARIS

Aux Halles, les grands dossiers remontent à la surface

Si l'ouverture de la station du métro express aux Halles a incité les curieux à aller visiter le quartier, ils ont été très déçus. C'est un vaste chantier. Pour plusieurs années encore, la société d'aménagement des Halles (SEMAH) prévoit de terminer l'opération, jardin compris, en 1982. Mais ce calendrier ne pourra être respecté que si des décisions sont rapidement prises pour le bâtiment Lescot, qui doit, au principe, abriter un ensemble musical, et si la SEMAH trouve des clients — privés cette fois — pour l'hôtel et l'immeuble de la rue Berger ainsi que pour une partie des espaces souterrains proches de la Bourse de Commerce.

n'existent pas. La SEMAH travaille dans les limites fixées par le plan d'aménagement de zone approuvé par le conseil de Paris qui indique les emprises maximales des bâtiments. D'autre part, les trois architectes des Halles, MM. Marc Saltet, Henry Bernard et Ricardo Bofill, ont dessiné un plan-masse, c'est-à-dire proposé des volumes de bâtiments et une esquisse du jardin qui ont été présentés à M. Giscard d'Estaing en juillet 1978. Mais ce plan-masse peut être modifié ou oublié.

sortes de mandarins de l'architecture française et de l'équipe parfois impétueuse du Catalan Ricardo Bofill n'est qu'une coopération... de façade. En fait, malgré toutes les commissions, autorités de tutelle et de contrôle, et au-delà des risques d'empêchement politique entre le maire de Paris et le président de la République, la SEMAH et son président, M. Christian de La Malène, premier adjoint au maire, tentent de conserver une certaine liberté de manœuvre. Ne serait-ce que pour trouver plus facilement des clients (pour le cinquième des espaces souterrains et plus de la moitié des bâtiments extérieurs) avec le souci très honorable de boucler financièrement l'opération.



1 LOGEMENTS RAMBUTEAU : la seule certitude en surface

Au nord de l'ancien carreau, entre les rues de Turbigo et Rambuteau, seront construits des logements. C'est le seul projet de surface qui soit réellement connu et dont le permis de construire est en cours d'instruction. Confiée à la Régie Immobilière de la Ville de Paris, la construction de ces 14 000 mètres carrés de logements sociaux (deux cent cinquante appartements de une à six pièces) devrait commencer au printemps... si le permis de construire est délivré. Après la commission des sites qui a finalement donné un avis « de principe » favorable, la commission supérieure des abords examinera le projet pour la troisième fois, le mercredi 18 janvier.

Elle est chargée de conseiller le ministre de la culture, qui n'est toutefois pas tenu de suivre son avis et qui s'approprie, selon toute probabilité, à donner son accord au projet du Taller de Arquitectura de Ricardo Bofill (le Monde du 6 décembre 1977). La commission des abords, comme avant elle les représentants des associations à la commission des sites, s'efforcent de connaître le plan d'ensemble de l'opération et le « parti » architectural. Or, dans l'état actuel des études, il n'y en a pas.

de climatisation de la rue de Turbigo. On peut s'étonner que ce masoïste avec une façade aveugle de 55 mètres de long — qu'il a tenu habiller en trompe-l'œil — ait été construit à l'air libre alors qu'on s'interroge encore sur l'utilisation de certains sous-sols. L'installation souterraine de cette usine qui produit le chaud et le froid pour l'ensemble de l'opération était partiellement possible. L'administration parisienne a repoussé cette solution pour un motif qui lera sourire : quand la température descend en dessous de - 5 degrés, un nuage de vapeur se forme au-dessus de l'usine. S'il s'échappait du sol, il serait risqué d'inquiéter inutilement les riverains.

4 FORUM : quel volume pour les boutiques de surface ?

Entre la station du métro express, à 50 mètres de profondeur, et la surface, les quatre étages du centre commercial de la SERETE-Aménagement sont en construction. Quarante mille mètres carrés de magasins, de restaurants et de cinémas (la moitié au moins de ces surfaces ont déjà trouvé preneur, indique le SERETE) doivent ouvrir en mai 1979. Parmi les enseignes sûres, on note le FNAC, Habitat, et de nombreux commerces d'habillement (Cardin, Franck et Fils, Cacharel, Jourdan, Bal, Dorothée Bis, Roidier, etc.).

seront des commerces, c'est-à-dire une patte partie des 6 000 mètres carrés que le SEMAH doit fournir à la SERETE (la majeure partie étant située au rez-de-chaussée du bâtiment Lescot). La plupart des plans du lot quartier des Halles diffusés jusqu'à présent sont faux : ils indiquent cet endroit deux rangées d'arbres qu'il est tout simplement impossible de planter là car il n'y a que 1 mètre de terre. Des permis de construire ont, en revanche, été délivrés pour des bâtiments large de 15 mètres. Mais la SEMAH, qui a été très critique sur ce point notamment par les associations de quartier, fait marche arrière et a demandé de nouveaux dessins pour ces « pavillons » dont l'amploisement est un peu réduit. Ils ne peuvent toutefois pas être complètement supprimés, car ils contiennent un certain nombre d'excroissances du sous-sol (pises d'air, escaliers ascenseurs, etc.).

2 BATIMENT LESCOT : débats interminables en perspective

Le long de la rue Pierre-Lescot, un bâtiment de 130 mètres de long sur 40 mètres de large, culminant à 27 mètres, « peut » être édifié dans le respect du plan d'aménagement de zone (PAZI), voté par le Conseil de Paris en avril 1975. Au rez-de-chaussée, des commerces seront aménagés côté rue (à 800 mètres carrés environ). Au-dessus, le bâtiment pourrait abriter un ensemble musical. L'installation de deux salles de concert (mille et deux mille places) et de locaux de répétition est à l'étude au ministère de la culture, qui devra trouver le financement de cet équipement et le négocier avec la Ville.

qu'un moment, semble abandonnée. Outre que le financement et l'utilisation d'un tel équipement sont plus qu'incertains, il aurait nécessité un dépassement de plafond et une modification du plan d'ensemble. Mais la perspective de construire un nouveau bâtiment de prestige, type Beaubourg, n'était pas pour déplaire à certains architectes. On se demande quelquefois s'il faut absolument construire le « bâtiment Lescot », dont l'architecture fera sans doute l'objet de débats interminables. Les premières esquisses présentées il y a un an par M. Henry Bernard étaient particulièrement inquiétantes : un long bâtiment très vitré de style international sur-

monté d'une pseudo-toiture de métal, supposée équerer les toits de Paris. Depuis, les architectes montrent moins leurs esquisses et attendent fort judicieusement qu'un programme précis soit établi. Que se passerait-il si on abandonnait cette partie du programme ? Inscrit au plan de la SEMAH — côté rue — pour une charge foncière de 7 millions de francs (non réévaluée depuis le projet de centre des antiquaires de 1973), sa suppression ne mettrait pas en péril l'équilibre financier de l'opération. Les ingénieurs du Populartion (Hollès), dont le budget total est d'un milliard et demi de francs. De plus, la Ville a déjà décidé de faire cadeau de cette charge foncière à l'état s'il construit l'ensemble musical.

5 JARDIN : on repart de zéro

En décidant en août 1974 de ne pas laisser construire le centre français de commerce international (90 000 mètres carrés de bureaux) près de la Bourse de Commerce, le président de la République a permis d'agrandir le jardin des Halles de quatre à cinq hectares. A l'est, comme on vient de le voir, il y a des constructions partout même si certaines sont beaucoup moins hautes que prévu initialement. A l'ouest et au centre, il n'y a plus que des arbres et des pelouses en surface, mais les sous-sols se sont bien remplis et il faudra veiller à ce qu'on ne prévise suffisamment de terre au-dessus des dalles. Soixante mille mètres carrés sont disponibles en souterrain sur deux niveaux : la Ville en prend vingt-deux mille pour des équipements sportifs et sociaux ; les P.T.T. construiront un central téléphonique et une maison de la communication sur 18 000 mètres carrés ; les circulations occuperont 10 000 mètres carrés ; restent 20 000 mètres carrés que la SEMAH cherche à « placer » et pour lesquels elle a demandé une étude architecturale à M. Bernard Zehrfuss (le Monde du 8 décembre 1977). Elle espère tirer 4 à 50 millions de la concession des surfaces disponibles.

Quant au jardin en surface, il ne sera aménagé qu'à partir de 1979. La SEMAH prévoit l'achèvement de la seconde tranche pour 1982. On a encore le temps d'ici là, de le dessiner en détail. En tout cas, les projets dus à l'équipe de Ricardo Bofill, et qui figurent sur de nombreux documents en circulation (grand bassin ovale, jardin très découpé avec une allée centrale et deux allées transversales) n'ont plus l'imprimatur. La SEMAH a préféré tracer une nouvelle esquisse (celle qui figure sur le plan ci-dessus) qui s'inscrit de « ligne directrice » pour des projets plus précis : grande pelouse centrale et massifs d'arbres de part et d'autre, jardin bas au chevet de Saint-Eustache. De même, les éléments de décor dessinés par Le Talley, et notamment une fontaine sphérique monumentale inspirée de l'architecture « visionnaire » de la fin du dix-huitième siècle, n'ont-ils reçu aucune approbation officielle...

3 IMMEUBLE BERGER : hôtels cherchent investisseurs

Pour les bâtiments prévus au sud de l'opération, n'est-ce définitivement arrêté. Un hôtel et un centre d'exposition sont prévus mais aucun accord avec un investisseur n'a encore été signé. Après l'échec des négociations avec un groupe canadien et la chaîne des hôtels Hyatt, qui devait construire un établissement de luxe, des contacts ont été pris avec la chaîne Novotel, qui construirait deux hôtels deux et trois étoiles (entre 300 et 400 chambres au total). Pour compenser le coût de son installation (« un hôtel normal ne peut pas payer de charge foncière », explique M. Dominique Saglio, directeur de la SEMAH), l'investisseur serait autorisé à construire aussi des logements de luxe (10 000 mètres carrés environ) afin d'être en mesure de verser à la SEMAH les 20 millions de francs qu'elle demande pour cet emplacement (12,5 millions de charge foncière et 8 millions pour le remboursement de travaux déjà engagés).

à un architecte des monuments historiques. Demanderait-il on alors à M. Marc Saltet, inspecteur général des bâtiments civils et palais nationaux, coordonnateur actuel de l'aménagement de surfaces aux Halles, de dessiner les façades ? La SEMAH semble engagée sur cette voie, qui risque de satisfaire à bon compte les commissions toujours inquiètes de plans d'ensemble.

Sur le plan architectural, en revanche, les responsables de la SEMAH estiment qu'il est nécessaire de fermer la perspective à l'est du jardin et inutile d'y faire une plus-value gratuite aux riverains de la rue Pierre-Lescot. En fait, pour l'instant, une seule chose est sûre : l'aménagement de commerces au rez-de-chaussée, qui a reçu un permis de construire, ne sera pas réalisé. Les commissions des sites et autres instances en alerte débatu). Ainsi, si l'on ne construisait pas le bâtiment Lescot, on aurait de toute façon cette impoante gâterie de 5 mètres d'épaisseur !

Publicité pour le journal spécialisé "Les Annonces" qui aide à la vente des fonds de commerce, boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc. Adresse : En Vente Partout 2 F et 36, rue de Melin. 75011 PARIS.

Publicité pour valider les bulletins de dépôt chez tous les dépositaires portant l'enseigne. Notices à votre disposition chez les dépositaires.

Publicité pour ESCP FORMATION CONTINUE. Tableaux de programmes pour les mois de Février et Mars, couvrant des domaines comme Marketing, Comptabilité, Finance, Personnel, etc.

Publicité latérale avec le slogan "POUR VOUS EN VOUS N'PAS QUE" et des images partielles de bâtiments.

كندا من الأصل

POUR VOTRE EXPANSION EN AMERIQUE VOUS NE TROUVEREZ PAS MIEUX QUE NEW YORK.

Ouvrir un bureau ou implanter une usine en terre étrangère n'est pas une mince affaire. C'est pourquoi vous devez connaître les avantages que vous offre l'Etat de New York et que vous ne trouverez nulle part ailleurs en Amérique!

Deux décisions vous appartiennent. La première décision que vous devez prendre avant de franchir l'Atlantique tombe sous le sens: c'est celle qui concerne l'aspect financier des choses. La seconde est plus subtile. Il s'agit de savoir comment s'adapteront les gens que vous enverrez sur place. Seront-ils productifs? Seront-ils heureux? Mais voyons d'abord votre première décision.

Des avantages fiscaux quasi uniques. Dans l'Etat de New York, pour la plupart des sociétés, l'impôt sur le revenu est calculé sur le seul revenu net, ce qui signifie qu'une entreprise n'est taxée que sur ses profits; vous ne paierez donc d'impôt que si vous faites des bénéfices.

Dans l'Etat de New York, nous ne taxons pas les sociétés sur les biens mobiliers tels que machines, équipements et stocks. Ce qui peut déjà permettre d'économiser des milliers de dollars. Le Connecticut et le New Jersey, de même que 44 autres états, pratiquent l'imposition de certains biens mobiliers. En outre, nous autorisons les sociétés présentes dans plusieurs états à tenir compte pour l'imputation de leurs recettes de la répartition géographique de leurs ventes, si bien que seules sont taxées les recettes provenant des ventes réalisées dans l'Etat de New York.

Un système fiscal parmi les plus intéressants d'Amérique. Aucun autre état d'Amérique n'offre autant d'avantages que l'Etat de New York. Dans l'Etat de New York, une société peut obtenir une réduction d'impôt pour l'achat de nouvelles machines, le recrutement de personnel supplémentaire et l'implantation de nouvelles usines. Dans l'Etat de New York, une société peut obtenir des crédits d'impôt sur l'embauche de personnel, sur le contrôle de la pollution, sur les investissements; des exemptions d'impôts fonciers locaux; davantage encore. En fait, une firme qui s'installe dans l'Etat de New York peut être exemptée de la taxe d'état sur les sociétés à près de 100% pendant 10 ans.

Nous vous prouverons notre supériorité. Sur votre demande, nous établirons confidentiellement une étude fiscale comparative pour votre entreprise entre l'Etat de New York et n'importe quel autre état. Effectuées pour de nombreuses sociétés l'an dernier, ces études se sont révélées favorables à l'Etat de New York dans 88% des cas.

L'esprit d'entreprise anime nos élus. Il suffit de citer quelques-unes des nombreuses mesures prises l'an dernier par les autorités de l'Etat de New York pour favoriser l'économie. Pour la première fois depuis 1926, le taux de l'impôt sur le revenu dans notre Etat a été abaissé à titre permanent; il sera vraisemblablement réduit davantage. La taxe sur les transactions boursières a été réduite; elle sera supprimée d'ici à 1981.

Et dans la ville de New York, cette taxe sur les transactions boursières a été d'ores et déjà supprimée.

Around of the State of New York: le marché le plus important du monde. 54% de la population des Etats-Unis et du Canada, ainsi que 55% des revenus personnels, se trouvent dans un rayon de 1200 kilomètres à partir du centre de l'Etat de New York.

Il s'agit là d'un marché potentiel particulièrement attrayant pour vendre des biens et des services. Dans ce même rayon se trouvent 55% de la population active des Etats-Unis, 56% des ouvriers spécialisés et 54% des diplômés de l'enseignement supérieur. Ce qui constitue une inestimable réserve de matière grise et d'énergie pour toutes les entreprises. Bien sûr, l'Etat de New York dispose déjà d'un système de transport remarquable, le meilleur du monde peut-être.

Ports en eaux profondes, aéroports, réseaux routiers et ferroviaires: tout est conçu pour faciliter la circulation rapide des biens et des services à destination ou au départ de l'Etat de New York. Et plus d'un millier d'emplacements industriels de choix sont disponibles dans tout l'Etat de New York; plus de neuf cents d'entre eux offrent une surface d'au moins 10 hectares.

Nous vous offrons l'une des capitales financières du monde: New York. Selon toute vraisemblance, New York est de loin la plus intéressante de toutes les villes occidentales. C'est la capitale financière de l'Amérique. C'est indéniablement la plus gigantesque place monétaire du monde, qui dispose en outre d'une infrastructure et d'un réseau de communications parfaitement adaptés.

Et nulle ville américaine n'abrite autant de banques internationales: deux cent trente-trois, représentant soixante-cinq pays. De plus, sur les quatre cent quatre-vingts entreprises cotées à la bourse de New York, trois cents ont leur siège social dans cette ville. Naturellement, il n'est pratiquement aucun pays au monde qui n'y soit officiellement représenté. Il en est de même pour les organismes commerciaux internationaux, dont le nombre est égal à celui des représentations consulaires des divers pays. Vous trouverez aussi, en plein coeur de la ville, tous les conseillers en marketing, toutes les sociétés d'études et de services dont vous pourriez souhaiter l'assistance. Voilà qui explique peut-être pourquoi des centaines de sociétés non-américaines de premier plan se sont établies à New York et pourquoi New York accueille chaque année davantage de firmes internationales que n'importe quelle autre ville.

La seconde décision est aussi importante que la première. Il est important de savoir comment s'adapteront les gens que vous enverrez sur place, puisque le succès de vos affaires en dépend. En fait, les étrangers qui arrivent à New York ne sont pas seulement enthousiastes, ils se sentent parfaitement à l'aise. New York est en effet l'une des grandes métropoles internationales du monde. C'est peut-être pourquoi les hommes d'affaires internationaux s'y sentent chez eux. C'est peut-être pourquoi ils s'y adaptent si vite et y font du bon travail.

Pour leurs enfants, nous avons un grand nombre de très bonnes écoles qui accueillent les élèves étrangers. Ainsi, eux aussi peuvent se sentir chez eux.

Pour leurs épouses, la ville abrite des centaines d'organisations sociales et culturelles destinées aux étrangers. Et nos boutiques rivalisent d'élégance avec celles des grandes villes européennes.

Et des milliers de commerçants à travers la ville proposent un choix extraordinaire de produits alimentaires et de vins importés de tous les pays du monde. Des dizaines de points de vente diffusent pratiquement tous les journaux et magazines étrangers.

Vous pouvez même y acheter onze quotidiens imprimés à New York dans des langues étrangères. Mais cette ville a mieux encore à vous offrir. C'est le défi de la compétition. Le passionnant bouillonnement des affaires. L'échange d'idées entre les hommes. La combativité des responsables commerciaux est excitée. Votre entreprise n'en sera que mieux armée et ses actions plus incisives.

Ajoutons bien sûr tout ce que New York peut offrir, ses bons restaurants, ses boîtes de nuit, ses spectacles. Sans compter qu'en matière de logement, New York reste l'une des grandes villes du monde où la vie est la moins chère. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est l'Institut genevois Business International S.A.

L'assistance de véritables professionnels. Pour vous réserver un accueil encore meilleur, nous disposons d'un groupe d'hommes et de femmes spécialement formés pour guider les hommes d'affaires internationaux à travers les dédales de l'administration de notre Etat. Ces spécialistes ayant reçu une formation de responsables commerciaux, ils défendent parfaitement vos intérêts auprès des autorités. Si vous souhaitez obtenir l'assistance de quelque organisme officiel que ce soit, ils sauront prendre pour vous les contacts nécessaires. Ils vous aideront à remplir les formalités fastidieuses et à obtenir toutes les autorisations requises. Et si jamais vous aviez un ennui, ils vous aideraient à négocier une solution à l'amiable. Nous appelons ces spécialistes des "Red Tape Cutters" (les Pourfendeurs de Paperasse). Leurs numéros de téléphone: 212.949.9307 et 518.474.4110.

Deux livres gratuits pour vous faire gagner de l'argent à New York et en Amérique. Nous venons d'écrire deux livres dans lesquels vous trouverez des informations détaillées sur les opportunités que nous vous offrons: "How To Do Business In New York State" et "Why It Pays To Do Business In New York State". Demandez-les en écrivant au Gouverneur Hugh Carey, State Capitol, Albany, New York 12224, ou prenez contact avec John Dyson, Commissioner of Commerce, 99 Washington Avenue, Albany, New York 12245. Vous pouvez aussi appeler directement ce numéro: 518.474.4100. Ou, si vous préférez, prenez contact avec Carlos Basaldua, Director for Europe, 25 Haymarket, London SW1 4EN, Grande-Bretagne. Téléphone: 01-839 5070. Venez à New York. Nulle part en Amérique vous ne trouverez mieux.

ETAT DE NEW YORK

à la surface
boutiques de surface?
CONTINUE

économie

LES PROBLÈMES COMMUNAUTAIRES

LES PHARMACIES MUTUALISTES

Quand l'État viole le droit

L'Etat est-il au-dessus des lois ? Pour le troisième fois, il vient d'être condamné à verser des dommages et intérêts à la Mutualité pour avoir refusé une autorisation d'ouverture de pharmacie mutualiste à Clamont-Ferrand (1). C'est cette fois Mme Vail qui assumait la responsabilité de cette opposition entée aux pharmacies mutualistes, dans la lignée de ses prédécesseurs, MM Boulin et Ponietowski notamment.

En mars 1976, le Conseil d'Etat avait estimé que le ministre de la Santé n'était pas fondé à rejeter cette ouverture. A la suite de cette décision, l'union départementale des sociétés mutualistes du Puy-de-Dôme demanda au ministre d'exécuter l'arrêt rendu Pas de réponse. Les mutualistes saisirent alors le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, qui, dans un jugement du 21 décembre 1976, estima que « le principe de l'autorité de la chose jugée oblige l'autorité administrative, avant d'une décision individuelle, à s'assurer de la suite d'un recours pour excès de pouvoir, à tirer les conséquences de cette annulation ». Tout cela n'est-il pas simple et évident ? Pourtant le ministre refuse ; il continue à pratiquer ce qu'on peut appeler une violation de l'autorité de la chose jugée.

Comme le rappelait, il y a un an, le président de la Fédération nationale de la mutualité France, n'est-ce pas M. Barre qui affirmait « simplement, mais fermement, que le devoir de tout gouvernement est de faire exécuter les décisions de justice, sous peine de compromettre gravement la liberté et la sécurité des citoyens » ? En ne s'appliquant pas à lui-même cette consigne, le gouvernement démontre que, au nom de la défense d'une profession dite libérale, il oublie bien facilement ses devoirs, les libertés des autres, le respect dû au Conseil d'Etat et, pire encore, le respect du droit.

En refusant d'appliquer les décisions de justice, le gouvernement ne peut même pas prétendre servir les intérêts des consommateurs de médicaments. Le paradoxe, qui a été organisé par les pouvoirs publics en demandant aux pharmaciens privés d'accepter le « filer payant », est non seulement de ne pas porter préjudice aux pharmaciens qui appliquent cette formule au complet-gouttes, — mais elle est encore peu fondée puisque, au-delà du service rendu qu'est la « filer payant », les pharmacies mutualistes, à la différence du secteur privé, ne poursuivent pas de but lucratif.

L'attitude du gouvernement est, sur tous les points, critiquable : au nom du droit, des libertés, de la justice et... aussi de l'intérêt des contribuables, puisque ce sont eux, finalement, qui paieront les dommages et intérêts auxquels, par caprice du prince, l'Etat vient d'être condamné en violant la loi. Comme les conseillers... et les tricheurs, les ministres qui ne respectent pas le droit ne sont pas les payeurs.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) L'Etat a déjà été condamné à verser 50 000 francs aux mutualistes de la Seine-Maritime pour refus d'ouverture d'une pharmacie au Havre et à 30 000 francs pour refus d'ouverture d'une autre pharmacie à Neuville-lès-Dieppe.

En mars 1976, le Conseil d'Etat avait estimé que le ministre de la Santé n'était pas fondé à rejeter cette ouverture. A la suite de cette décision, l'union départementale des sociétés mutualistes du Puy-de-Dôme demanda au ministre d'exécuter l'arrêt rendu Pas de réponse. Les mutualistes saisirent alors le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, qui, dans un jugement du 21 décembre 1976, estima que « le principe de l'autorité de la chose jugée oblige l'autorité administrative, avant d'une décision individuelle, à s'assurer de la suite d'un recours pour excès de pouvoir, à tirer les conséquences de cette annulation ». Tout cela n'est-il pas simple et évident ? Pourtant le ministre refuse ; il continue à pratiquer ce qu'on peut appeler une violation de l'autorité de la chose jugée.

Comme le rappelait, il y a un an, le président de la Fédération nationale de la mutualité France, n'est-ce pas M. Barre qui affirmait « simplement, mais fermement, que le devoir de tout gouvernement est de faire exécuter les décisions de justice, sous peine de compromettre gravement la liberté et la sécurité des citoyens » ? En ne s'appliquant pas à lui-même cette consigne, le gouvernement démontre que, au nom de la défense d'une profession dite libérale, il oublie bien facilement ses devoirs, les libertés des autres, le respect dû au Conseil d'Etat et, pire encore, le respect du droit.

En refusant d'appliquer les décisions de justice, le gouvernement ne peut même pas prétendre servir les intérêts des consommateurs de médicaments. Le paradoxe, qui a été organisé par les pouvoirs publics en demandant aux pharmaciens privés d'accepter le « filer payant », est non seulement de ne pas porter préjudice aux pharmaciens qui appliquent cette formule au complet-gouttes, — mais elle est encore peu fondée puisque, au-delà du service rendu qu'est la « filer payant », les pharmacies mutualistes, à la différence du secteur privé, ne poursuivent pas de but lucratif.

L'attitude du gouvernement est, sur tous les points, critiquable : au nom du droit, des libertés, de la justice et... aussi de l'intérêt des contribuables, puisque ce sont eux, finalement, qui paieront les dommages et intérêts auxquels, par caprice du prince, l'Etat vient d'être condamné en violant la loi. Comme les conseillers... et les tricheurs, les ministres qui ne respectent pas le droit ne sont pas les payeurs.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Les Britanniques contestent l'organisation française du marché du mouton

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les producteurs de mouton du Royaume-Uni viennent de protester auprès de la Commission européenne contre le régime d'importation pratiqué par la France (Le Monde du 30 décembre 1977). Ils dénoncent, en particulier, un « accord secret » conclu entre les Français et les Irlandais.

M. CHIRAC EST OPPOSÉ À LA TAXE DE CORESPONSABILITÉ

(De notre correspondant.)

Limoges. — Au cours d'un débat sur les problèmes agricoles au conseil général de la Corrèze, M. Jacques Chirac s'est prononcé contre le principe et les modalités d'application de la taxe de coresponsabilité sur le lait. Il a déclaré qu'il y avait « une contradiction manifeste entre une mesure de taxation frappant les producteurs français de matières grasses d'origine animale et le refus opposé par nos partenaires de la Communauté à la demande de taxation des matières grasses d'origine végétale ou marine importées en Europe ». En attendant la suppression de cette taxe de coresponsabilité, M. Chirac a estimé que son produit doit être géré par un organisme comprenant des représentants des organisations syndicales et professionnelles agricoles européennes et affecté au financement d'opérations directement liées à l'organisation de la production laitière et à l'exportation des produits laitiers.

D'autre part, le conseil général de la Corrèze a adopté un vœu demandant la suppression des montants compensatoires au sein du Marché commun agricole. M. Chirac s'est associé à cette proposition, estimant que les montants compensatoires étaient une « tricherie manifeste ».

En dépit des demandes répétées de Paris, il n'y a pas de réglementation européenne du marché du mouton. Les Français, pour protéger leur production, pratiquent un système de prix minimaux : les importations au-dessus de ces prix minimaux sont taxées, y compris lorsqu'elles proviennent d'autres Etats membres de la Communauté. Les Irlandais, qui sont intéressés à développer leurs ventes en France, avaient laissé entendre qu'à la fin de la période de transition (fin 1977), ils s'adresseraient, si c'était nécessaire, à la cour de justice européenne pour obtenir la suppression des entraves dressées par la France à la libre circulation de la viande de mouton. Pour éviter un tel recours, les Français se sont entendus avec Dublin. Les Irlandais exportent vers la France environ 100 tonnes de viande de mouton par semaine, soit entre 5 000 et 6 000 tonnes par an, contre 2 000 tonnes en 1977, à un prix inférieur au prix minimal. La taxe sera appliquée normalement mais le produit en est restitué à l'Irlande.

Les Anglais exigent de se voir reconnaître les mêmes avantages. Sauf un arrangement amiable, la Commission devrait reconnaître le bien-fondé de la plainte britannique et engager une procédure d'infraction contre les Français. Ceux-ci feront vraisemblablement valoir qu'il faudrait enfin doter la C.E.E. d'une organisation commune de marché. Les Allemands y sont hostiles, car une telle réglementation entraînerait des dépenses supplémentaires pour le Fonds européen agricole (F.E.O.G.A.). — Ph. L.

A Bruxelles

Conseil ministériel de la dernière chance pour élaborer une politique de la pêche

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conseil des ministres de la C.E.E. se réunit ce lundi 18 janvier pour essayer une nouvelle fois de s'entendre sur la manière de répartir les droits de pêche entre les Etats membres dans la zone de 200 milles communautaires. Cette session devrait durer trois jours. Une nette amélioration de l'ambiance avait été ressentie lors de la précédente réunion ministérielle en décembre. Depuis, M. Guedelach, le commissaire européen chargé de ce dossier, a effectué un tour des capitales afin de convaincre les gouvernements de l'absolue nécessité d'un compromis. Les plus réticents demeurent les Britanniques. De fait, ce conseil apparaît comme celui de la dernière chance.

En raison de la nécessité, que personne ne conteste, de préserver les ressources poissonnières, les opérations de chalutage, appelées « effort » de pêche dans les eaux de la C.E.E., doivent être inférieures en 1978 à ce qu'elles furent en 1976. Comment répartir le sacrifice ? Les Irlandais ont déjà obtenu un traitement de faveur : les Britanniques dont les mers fournissent 80 % des poissons susceptibles d'être pêchés dans les eaux communautaires, et qui par ailleurs ont beaucoup souffert des restrictions décidées par des pays tiers, tels que l'Islande, ont obtenu, en échange, de voir reconnaître un régime nettement préférentiel. Les autres pays membres y sont disposés, pourvu que ce soit à des conditions raisonnables, qui ne condamnent pas leurs propres pêcheurs à la ruine.

Deux questions vont se trouver au centre des débats : LA FIXATION DES QUOTAS. — La Commission va proposer pour chaque Etat membre, par espèce et par zone de pêche, des quotas de captures valables en 1978. Elle s'apprête à proposer 20 % aux Britanniques. Pour ce faire, elle « évidemment » est obligée de réduire les quotas des autres Etats membres, en particulier du Danemark. Les Français voient également leurs prises réduites, surtout celles du lieu noir en mer du Nord.

L'ACCES AUX EAUX CÔTIÈRES. — Les revendications des Britanniques ne sont pas uniquement quantitatives, mais aussi territoriales. Dans la zone de 6 à 12 milles au large de leurs côtes, où les pêcheurs des autres Etats membres, en particulier français, détiennent des droits de pêche, ils voudraient se voir reconnaître une complète exclusivité dans la zone de 12 à 50 milles. Ils voudraient donc bénéficier d'un régime d'accès très préférentiel. Les propositions de la Commission reviendraient à préserver le

libre accès et les droits historiques, mais à les discipliner. Dans la zone de 6 à 12 milles, les pays du continent devraient dorénavant communiquer aux autorités britanniques les « plans de pêche » indiquant le nombre d'unités allant chauler, le tonnage de captures envisagées, etc. Ce « plans de pêche » devraient être établis en tenant compte d'une priorité pour l'Etat côtier — et l'occurrence le Royaume-Uni — ce qui signifie pour le moins que les captures des armements continuent ne pourraient en aucun cas dépasser le niveau atteint au cours des années précédentes.

Ce système de surveillance serait supervisé par le Commissaire de Bruxelles. En outre, celle-ci prévoit la possibilité d'imposer cette formule de plan de pêche dans certains périmètres « sensibles » (Ouest-Ecosse et Ouest et Sud de l'Irlande) de la zone de 12 et 50 milles.

Jusqu'à ce jour, les Britanniques ont rejeté ces propositions concernant les règles d'accès. Ils demandent surtout que cette « police des accès » soit assurée par l'Etat côtier, c'est-à-dire par eux-mêmes, et non par la Commission, ce que celle-ci, appuyée par les autres Etats membres, considère comme « impensable ».

PHILIPPE LEMAÎTRE.

FAITS ET CHIFFRES

Commerce extérieur

Le gouvernement brésilien vient de choisir, après deux années d'études, les sociétés étrangères qui participeront au développement d'une industrie nationale de la mini-informatique. La consultation intéressait seize entreprises, parmi lesquelles tous les grands noms de l'informatique mondiale (I.B.M., Burroughs, etc.). Trois firmes ont finalement été retenues : Fujitsu (Japon), Nixdorf (Allemagne fédérale) et Logabax (France). Le fait que les « lauréats » acceptent — à la différence des groupes américains — de s'associer minoritairement à des partenaires brésiliens, est incontestablement joué en leur faveur. Jugé très important par Logabax, ce contrat est cependant difficilement chiffrable, car il s'agit d'un vaste accord de transfert de technologie qui doit permettre à terme, au Brésil, de fabriquer sur place la totalité du matériel. En attendant, Logabax, Fujitsu et Nixdorf approvisionneront le marché brésilien à partir de leurs usines existantes.

Conjoncture

La consommation des ménages français en produits industriels a dépassé à peine en décembre 1977 le niveau de décembre 1976. Elle se situait, selon l'INSEE, à 13,51 milliards de francs 1976 contre 13,49 milliards, soit 0,7 % de plus. Cette consommation avait toutefois régulièrement diminué de janvier à mai 1977, revenant de 13,24 à 12,20 milliards, elle a combié depuis ce retard.

Elections professionnelles

Recueil de la C.G.T. à l'arsenal de Toulon. — Les élections de délégués à l'action sociale des armées qui ont eu lieu récemment à l'arsenal de Toulon se sont traduites par un recul de la C.G.T. par rapport au scrutin précédent de 1971. Dans le collège ouvriers, techniciens et chefs d'équipe, la C.G.T. a obtenu 4 500 voix, soit 55,9 % des suffrages (au lieu de 63,2 % en 1971). Force ouvrière, 1 832, soit 22,8 % (au lieu de 16,9), la C.F.D.T. 1 175, soit 14,5 % (au lieu de 14), la C.F.T.C. 538, soit 6,7 % (au lieu de 5,8). — (Corresp.)

Emploi

La société Pont-a-Mousson va licencier cent trente personnes sur les sept cents qui comptent à Saint-Pris, dans la région lyonnaise. Cette mesure est, selon la direction, rendue nécessaire par la grave crise que traverse la robotique industrielle (concurrence étrangère et nette diminution des mises en chantier de logements).

L'AUTRE GÉNIE AUTRICHIEN.

— Deux firmes autrichiennes participent à la construction des deux centrales solaires d'Almería (Espagne) commandées par l'Agence Internationale pour l'Energie (I.E.A.).

— 1976 : 2,6 milliards de francs consacrés à la recherche. Prévisions 1980 : 1,5 % du produit national brut.



— Espace. Le hublot principal du laboratoire spatial "Spacelab" sera fabriqué par une firme autrichienne. Lancement 1980.

— Ecologie. Un procédé de recyclage mis au point par la Société Swarovski permet aux boues de plomb extraites non seulement neutralisées mais transformées en un composé réutilisable dans la fabrication du verre.

Ces performances peuvent vous surprendre. En effet, l'Autriche est plus connue pour son génie musical (divin Mozart !) que pour les prouesses de sa technologie. Importateurs, industriels, représentants : interrogez la Délégation Commerciale d'Autriche. Elle est, à Paris comme à Lyon, en liaison informatique permanente avec le Département du Commerce Extérieur Autrichien pour vous fournir des informations sur plus de 5.000 firmes et 30.000 produits différents. Nous attendons vos questions.

Pour recevoir gratuitement le bulletin bimestriel "Informations Economiques et Commerciales d'Autriche", retourner ce bon à : Délégation Commerciale d'Autriche, 22, rue de l'Arcade, 75008 Paris - 263.67.35, ou 109, rue de Séze, 69006 Lyon - 82.73.22.

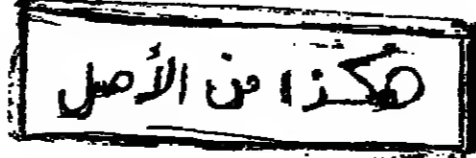
NOM DE LA FIRME _____

NOM DU RESPONSABLE _____

SECTEUR D'ACTIVITÉ _____

ADRESSE _____

L'AUTRE AUTRICHE. POUR LES AFFAIRES.



Rencontre à la France avec Angela Davis

ÉTRANGER

EN ALGÉRIE

La sécheresse aggrave le déficit agricole

De notre correspondant

Alger. — Le beau temps qu'a connu l'ensemble du Maghreb, puis quatre mois — à l'exception de quelques jours de pluie en novembre — risque de compromettre gravement la prochaine récolte. En Algérie, le ministre de l'Agriculture et de la réforme rurale, M. Tayeb Larbi, a organisé une journée d'études sur la lutte contre la sécheresse et les moyens d'améliorer la production. Pour le moment, la situation demeure inquiétante. Selon El Hadjadj, le déficit pluviométrique est de 160, 50 et 46 millimètres dans les régions de Tlemcen, Guelma et Tيارت. Sur 3 millions 200 000 hectares, 3 000 000 seulement ont été labourés, la superficie semée n'étant que de 70 000 hectares, soit 39 % de la surface totale. La pluie, qui s'est mise à tomber jeudi 12 janvier, aurait contribué à redresser la situation, mais jusqu'à quel point ? Au problème de la sécheresse, indépendamment de la volonté humaine, s'en ajoutent d'autres, en particulier les mauvais approvisionnements des campagnes en engrais, en pneumatiques et en bois en carburant. Dans l'ensemble, le matériel agricole doit être suffisant pour répondre à l'essentiel des besoins ; des milliers de réparations ont eu lieu dans les différents pays, mais le nombre de tracteurs, chiffrés à 20 %, est particulièrement insuffisant, principalement du manque d'entretien.

PAUL BALTA.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La croissance du produit national brut allemand a été de 2,5 % (en termes réels) en 1977, indique l'Office fédéral de la statistique. En 1976, la croissance avait été de 5,1 %. Le ralentissement a été continu : le P.N.B. n'a augmenté que de 0,1 % au premier semestre de 1977 ; de 0,3 % au deuxième semestre ; de 2,9 % au premier semestre de 1977 et de 2,4 % au second. Au début de 1977, les experts officiels avaient prévu une expansion de 5 %, pour 1978, le gouvernement s'est fixé un objectif de 3,5 %.

FAITS ET CHIFFRES

Les commandes à l'industrie ont augmenté de 6 % après correction des variations saisonnières en octobre-novembre par rapport à août-septembre. Celles qui provenaient du marché intérieur ont progressé de 5,5 %, tandis que celles qui viennent de l'étranger augmentaient de 6 %. Cette hausse a été particulièrement forte en ce qui concerne les biens d'équipement (+ 12,5 % pour les commandes intérieures et de 9,5 % pour les commandes étrangères). — (A.F.P.)

ANDE-BRETAGNE

Pour la première fois depuis un an, le niveau de vie réel en Ande-Bretagne a progressé au cours du dernier trimestre de 1977. Le revenu personnel disponible des Anglais a augmenté de 1,5 % en octobre, novembre et décembre 1977 par rapport aux trois mois précédents. L'évolution du niveau de vie a entraîné un renouveau de la consommation, alors que la part de l'épargne est tombée à son plus faible niveau depuis près de quatre ans. — (A.F.P.)

NGRUE

Des jeans fabriqués en Grèce — L'usine « 1^{er} mai », lancée à Marcellin, en Hongrie, avec la firme américaine Strauss un contrat aux termes duquel elle fabriquera chaque semaine un million de jeans. Un tiers de la production sera destinée à la vente en Grèce. — (A.F.P.)

En Grèce

LE GOUVERNEMENT PRÉVOIT UNE AUGMENTATION DES BAS REVENUS

(De notre correspondant.)

Athènes. — M. Georges Rhalys, ministre de la coordination, vient de tracer les grandes lignes de la politique économique grecque tout en faisant preuve de rigueur et de vigilance dans le domaine de la lutte contre l'inflation. Le gouvernement va renforcer sa politique sociale et prendre une série de mesures propres à provoquer une relance. Il s'agit aussi d'améliorer le marché de l'emploi, pour l'instant quelque peu défectueux.

En vue d'augmenter le pouvoir d'achat des économiquement faibles, le gouvernement prévoit un rajustement des salaires les plus bas et des retraites trop faibles. Les revenus des classes agricoles seront également et sensiblement améliorés. Il devrait en résulter un coup de fouet pour la consommation intérieure. Le gouvernement va encourager les investissements productifs créateurs de nouveaux emplois. Des mesures concrètes faciliteront les investissements publics et privés, point faible de l'économie grecque ces dernières années.

En matière d'inflation, les autorités vont s'efforcer de maintenir l'augmentation du coût de la vie à 10 %, contre 12,5 % en 1977. Il n'y aurait donc pas de hausse des services publics : postes, transports. Un contrôle plus sévère sera exercé sur les prix des produits destinés au marché intérieur. Pour l'année en cours, le budget prévoit des dépenses militaires de l'ordre de 60 milliards de drachmes, contre 25 milliards en 1974 ; les dépenses militaires augmentent plus rapidement que le revenu national.

Enfin, M. Rhalys a souligné que le gouvernement accordait toute son attention à la question des salaires et des traitements, et s'attacherait à satisfaire, compte tenu des impératifs économiques du pays, les revendications formulées par les différentes catégories de salariés. Dans ce domaine, le gouvernement se heurte à une vive résistance des syndicats et des organisations professionnelles, qui réclament des augmentations de l'ordre de 20 à 30 %, sensiblement plus fortes que celles envisagées par les pouvoirs publics.

MARC MARCEAU.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ U.S., \$ can., Yen (100), D. M., F.R.G., F.S., L. (1 000), S.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D.M., \$ U.S., F.R.G., F.S., L. (1 000), S., Fr. franc. Rows show interest rates for various currencies.

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises le 17 janvier 1978, en fin de cotation par une grande banque de la place.

Rencontre à la Fnac avec Angela Davis

Une rencontre exceptionnelle pour la sortie du film (« L'enchaînement ») que Jean-Daniel Simon a coécrit et pour la parution d'un livre qui est le journal de tournage du film : « Angela Davis - Jean-Daniel Simon : une rencontre, un film », par Claude May (aux Editions françaises réunies)

avec Angela Davis, Jean-Daniel Simon et Claude May.

Le mardi 17 janvier, de 15 h à 17 h

L'Auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis)

Paris-Londres 6 vols quotidiens à votre service

Table with columns: ROISSY-HEATHROW, HEATHROW-ROISSY. Rows show flight times: 9h00*, 11h00, 13h00*, 15h00, 18h00*, 20h00* and 8h00, 10h00*, 12h00, 14h30*, 17h00*, 19h00*.

*Envolez-vous dans un TriStar British Airways, l'avion le plus confortable sur Paris-Londres. A l'aéroport de Heathrow, prenez le nouveau métro express. Il vous conduit directement au centre de Londres. Enfin, n'oubliez pas nos vols directs de Roissy vers Manchester, Cardiff, Birmingham, Bristol.



"Peut-on vous aider?"

British airways

En collaboration avec Air France. Renseignements au 51, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

VALESUL ALUMINIO S.A. BRASIL

Invitation à participer à la préqualification d'offres pour une usine de réduction d'aluminium devant être construite à Rio-de-Janeiro, Brésil

1. VALESUL ALUMINIO S.A. (VALESUL) va construire une usine de réduction pour l'aluminium de 60.000 tonnes de capacité annuelle dans la zone industrielle de Santa-Cruz dans la banlieue de Rio-de-Janeiro. Cette usine fonctionnera avec des cuves à anodes préfabriquées, avec un courant d'approximativement 155 kA et avec la technologie Reynolds. On prévoit que l'usine sera terminée en juillet 1980.

2. VALESUL est en train de négocier des emprunts auprès des banques commerciales et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour le financement d'équipement de matériels et de services. VALESUL a l'intention d'employer les montants de ces emprunts dans les paiements dus selon les contrats pour lesquels cet avis est fait. Si l'emprunt de la BIRD est obtenu, le BIRD paiera seulement sur demande de la VALESUL, selon des termes et des conditions du contrat d'emprunt. Les achats faits avec cet emprunt seront réservés aux fournisseurs préqualifiés, qu'ils soient citoyens des pays membres de la BIRD ou de la Suisse.

3. Les réponses des fournisseurs intéressés à recevoir des requêtes d'information pour les différents matériels ci-dessous devront être reçues par VALESUL avant le 15 février 1978. Ces réponses, en anglais ou en portugais, devront inclure les informations suivantes :

a) Une liste des matériels pour lesquels les fournisseurs sont intéressés à faire une offre.

b) Les prévisions du délai de livraison pour les équipements et les matériels et les chronogrammes pour l'envoi des informations techniques et des dessins certifiés après la réception des commandes. Ces informations devront inclure les détails du procédé et de la production de l'équipement, les garanties, les conditions techniques et toute autre information d'appui, y compris l'expérience avec des fournisseurs dans des activités similaires.

c) Une liste des clients auprès desquels un équipement similaire est en fonctionnement avec des informations statistiques sur le rendement de l'équipement en fonctionnement effectif et les noms des usines avec leur localisation pour permettre des inspections éventuelles.

d) La possibilité d'obtenir au Brésil l'assistance technique d'après-vente et les pièces de rechange.

e) Une liste des pièces généralement sous-traitées avec les noms des sous-traitants.

f) Les rapports annuels et financiers les plus récents.

g) Une description du type d'équipement à être employé dans la fabrication, avec sa capacité, incluant le nombre d'ouvriers employés, la production actuelle et le pourcentage de capacité utilisée. Toutes les réponses devront être adressées à Projeto VALESUL c/o Companhia INTER-NACIONAL de Engenharia, s/n. M. WLADYSLAW STOLNICKI, RUA MELVIN JONES, 35-24, ANDAR - 2C-00 - CEP-20.000, RIO-DE-JANEIRO - BRASIL.

4. VALESUL se réserve le droit de vérifier toute information reçue et d'inspecter les usines des fournisseurs pour s'assurer de leur capacité à accomplir les services offerts. VALESUL se réserve aussi le droit de rejeter un fabricant potentiel quel qu'il soit, et sans donner de raisons.

5. La préqualification des fournisseurs sera basée principalement sur leur expérience passée dans la fourniture d'équipements pour lesquels on demande la préqualification. Cette évaluation tiendra compte aussi de la capacité technique, de la fiabilité dans les livraisons, de l'assistance technique après-vente et des conditions financières du fournisseur.

6. Liste des équipements et des services : la liste qui suit indique les catégories de équipements et des services nécessaires au Projet VALESUL.

6.1 Compresseurs : capacité totale 10.000 pieds cube/min

6.2 Hall de reforme : four d'homogénéisation avec chariot bords, sole pour billettes de 14 pouces, sole pour plaques de 24 pouces, système pour le refroidissement avec aspirateur de poussières, chargeuses mobiles, système pour chlorure de soude, équipement pour la coulée continue, filtre dégazant.

6.3 Usine de pâte verte pour anodes et cathodes : projet en turkey pour une usine de 18 t/h de capacité.

6.4 Four de cuisson d'anodes (20 000 t/a) : équipement et instrumentation, matériel réfractaire et isolant, convoyeurs pour anodes et ponts roulants pour four de cuisson.

6.5 Poese de des types : four à induction (3 tonnes), convoyeur « power and free » suspendu, équipement spécial pour le nettoyage et la préparation des anodes et pour le détachement des rebuts d'anode, convoyeurs à rouleaux et poste de pesage.

6.6 Quai de débarquement (300 à 600 t/h) : débarqueur pneumatique et système de convoyeurs pour alumina.

6.7 Rectificateurs et sous-station de 188 kV : projet complet pour rectificateurs de 1.000 V c.c./175 kA de capacité avec équipement de la sous-station.

6.8 Système d'épuration à sec du gaz des salles de cuves : projet complet du système des convoyeurs et des filtres à manches.

6.9 Salles de cuves : tableaux de contrôle des cuves, barres ombrées d'aluminium, flexibles pour les cathodes, fil de soudage d'aluminium, matériels carbonaux pour braquage, système de vérins hottes à fumées d'aluminium, câbles d'acier, assemblages de tiges d'aluminium, sole diagonale pour aluminium et machine pour charger les anodes.

6.10 Contrôle du procédé dans les salles de cuves : équipement de contrôle du procédé, multiplex et câbles.

LOGEMENT

Les mises en chantier baisseraient de 5 à 10 % en 1978

La baisse globale des mises en chantier de logements neufs pour 1978, atteindra 5 à 10 % : on commencera ainsi de 430 à 450 000 logements, au lieu de 475 000 en 1977. C'est ce que confirme la dernière enquête de conjoncture du ministère de l'équipement (1).

On enregistrerait ainsi un nouveau recul, puisqu'en 1976 492 000 logements avaient été mis en chantier. En 1978, on s'attend, en particulier, à une nouvelle baisse dans le secteur des H.L.M. locatives (60 à 70 000 logements, contre 75 à 80 000 en 1977), tandis que l'accession aidée à la propriété (y compris avec des prêts H.L.M.) serait moins touchée (135 à 165 000 logements contre 170 000 en 1977), ainsi que le secteur libre (215 000 logements contre 220 à 225 000 en 1977).

Dans le secteur locatif aidé, au cours de l'année écoulée, le faible rythme de consommation des crédits est significatif : 33 000 logements avaient été financés à la fin novembre 1977, contre 51 000 à la même date en 1976. Tous types de financement confondus, la construction d'immeubles collectifs a reculé de 13,5 % durant les neuf premiers mois de 1977, tandis que le nombre de maisons individuelles progressait de 7,5 %.

Dans la promotion privée, la région Ile-de-France et surtout Paris sont les principales zones touchées : dans le capital, le chûta des mises en chantier a atteint 28 % en 1977, après une baisse de 56 % en 1976. Enfin, les travaux d'amélioration de

l'habitat existant bénéficieront en 1978 d'une hausse de 19 % de la dotation budgétaire et des reports de crédits 1977 inutilisés. Cependant, le taux élevé des financements complémentaires non aidés et les mesures de limitation de hausse des loyers continueront à freiner et à limiter les engagements de travaux.

Pour les entreprises de bâtiment et de travaux publics, on s'attend, en 1978, à une stagnation de la production (-0,3 %), la légère augmentation de l'activité des entreprises de travaux publics (+1,6 %) compensant la baisse d'activité des entreprises de bâtiment due à la diminution des mises en chantier de logements neufs.

La demande des administrations (Etat et collectivités locales) devrait baisser de 2 % en volume par rapport à 1977, tandis que le marché des entreprises nationales s'accroîtrait de 10 % pour E.D.F. (trois nouvelles tranches de centrales nucléaires), de 16 % pour le ministère des postes et télécommunications (centraux téléphoniques). Dans les entreprises privées, on prévoit une augmentation de la demande, en volume, de 1,2 %. Dans le secteur du logement, pour les entreprises, la baisse du nombre des mises en chantier sera légèrement compensée par l'amélioration de la qualité de la construction.

(1) Etudes et notes d'information, décembre 1977. Direction du bâtiment et des travaux publics et de la conjoncture, ministère de l'équipement, 34, rue de la Fédération, Paris (12^e).

Reservation : 225.99.06+



IRAN AIR
Only Stop
PARIS NEW-YORK
BOEING 747 SP : Lundi - Vendredi 12 h 30

ENVIRONNEMENT

APRÈS LE DIAGNOSTIC ÉTABLI A LA CONFÉRENCE DE MONACO

Dix-sept pays vont dresser la liste noire des pays qui «empoisonnent» la Méditerranée

Monaco. — Des experts, venus de différents pays méditerranéens, entameront en avril prochain, leur premier stage de perfectionnement sur la question des ressources en eau. A Aix-en-Provence, des spécialistes français vont entreprendre l'étude des mouvements touristiques qui tentent chaque année les Européens du Nord vers les plages de la Méditerranée. Pour dresser la carte des pollutions

côtières, la France suggère d'utiliser les films pris par les satellites américains et soviétiques. Telles sont, parmi plusieurs autres, trois propositions concrètes avancées par la France à la conférence sur la Méditerranée, qui s'est tenue à Monaco, du 8 au 14 janvier, sur l'initiative du programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.).

De notre envoyé spécial

mée. Tous les organismes dépendant de l'O.N.U., des dizaines de milliers de spécialistes, l'équivalent du commandant Cousteau, tout le monde s'y est mis. Le premier constat dressé par M. Mostapha Tolba, directeur du P.N.U.E., est accablant : la Méditerranée absorbe chaque année 130 tonnes de mercure, 2 800 tonnes de zinc, 60 000 tonnes de détergents, 13 000 tonnes de pesticides, 130 000 tonnes de pétrole et des milliards de garmes noires.

Le commandant Cousteau, dont le voyage vient de rentrer d'une exploration de deux mois et rapporte trois mille six cents échantillons à analyser, est inquiet. « On trouve au fond des métaux lourds en quantités préoccupantes, dit-il. Sur les sept emplacements que nous avons visités et que les Etats se proposent de transformer en parcs naturels marins, pas plus de quatre ou cinq méritent encore d'être protégés, les autres ont été saucagés par les chasseurs sous-marins. »

Des initiatives analogues pour les Caraïbes et le golfe Persique

De son côté, M. Mostapha Tolba n'a pas hésité à déclarer à Monaco : « Les baux de mer deviennent un risque dans de nombreuses zones de loisirs qui, jadis, étaient saines. »

Le diagnostic est donc plus inquiétant qu'on ne le pensait. Où en est la thérapeutique ? Les rivaux ont déjà signé, à Barcelone, en février 1976, deux accords techniques : l'un réglementant les immersions par bateau ou par avion, l'autre organisant la concertation en mer de certains pays (France, Espagne, Yougoslavie, Tunisie, Liban, Malte et Monaco) venant de ratifier ces textes, qui deviennent donc immédiatement applicables. Déjà un centre d'aérienne fonctionne à Malte sur la route des tankers.

Un troisième accord beaucoup plus important est en discussion. Il s'agit de combattre la pollution tellurique, autrement dit celle qui vient du rivage, soit 80 % du total. Ce sont les déversements de quarante-quatre millions d'habitants dans le golfe Persique, le golfe du Mexique, le P.C., le Rhône, etc. Tout le bassin méditerranéen est concerné. Le texte prévoit d'interdire le déversement dans les eaux de mer de certains produits notés sur une liste noire et de réglementer tous ceux inscrits sur une liste grise. On touche à des intérêts immenses et on met

le doigt sur des lacunes honteuses. Sur la côte française, par exemple, Perpignan, Montpellier, Marseille, Toulon, Nice, n'épurent que très partiellement ou pas du tout leurs eaux d'égout. Les gros pollueurs (la France, l'Espagne, l'Italie) voudraient bien qu'on n'aille pas trop loin. Les pays pauvres, eux, manquent de techniciens. Néanmoins, cet accord sur la pollution tellurique devrait être signé avant la fin de 1978. On en prépare un quatrième sur les recherches de pétrole en mer et un cinquième sur les parcs naturels marins.

Enfin, dernier chapitre du « programme commun », l'étude d'une croissance à la méditerranéenne, c'est-à-dire soucieuse de l'environnement. Ce plan bleu a été adopté à Split (Yougoslavie) en février 1977 et on a décidé que son financement (3,5 millions de francs), les expertises, l'élaboration des scénarios du futur et les propositions concrètes qui seront faites aux gouvernements s'échelonnent jusqu'en 1982.

Les choses paraissent donc bien parties en Méditerranée et le mérite en revient au P.N.U.E., qui obtient son premier vrai succès depuis sa création en 1972. Les Etats riverains du golfe Persique, de la mer des Caraïbes et ceux du golfe de Guinée vont préparer à leur tour des programmes concertés de protection du milieu marin. MARC AMBROISE-RENDU.

AFFAIRES

LES SALONS FRANÇAIS

Jusqu'au 17 : Salon international du luminaire, porte de Versailles, 9 heures à 19 heures ; pas de 2^e étage. Pour les professionnels.
Jusqu'au 23 : Salon international de la navigation de plaisance, C.N.J. Défense. Journées pour les professionnels les 22 et 23 janvier. Ouverture au public le 22 à partir de 18 heures à 10 heures à 20 heures. Nouragues les 13, 17 et 20 janvier, jusqu'à 20 heures.
Du 14 au 19 : Salon de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie, cadeaux (Bjorkha), Porte Versailles, de 9 heures à 18 h. ; pas de noyettes. Pour les professionnels.
Du 20 au 26 : Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM), Cannes, de 9 h. à 20 h. à 20 h. Pour les professionnels.

● La Cellulose du Pin (groupe Saint-Gobain - Pont à Mousson), l'un des plus gros propriétaires forestiers des Landes (l'intention de vendre un de plus importants domaines, de 200 ha, à La Saussouze (23 000 hectares). Ce désengagement, jugé nécessaire par les dirigeants du groupe, devrait permettre à la Cellulose de l'améliorer sa trésorerie, de réduire ses frais financiers et de financer une partie de ses investissements pour développer à court terme la production. En 1977, 160 millions de francs d'aggrégés seront obtenus par le biais de l'augmentation du capital de la Cellulose du Pin. Le groupe Saint-Gobain - Pont à Mousson verra ainsi sa participation passer de 58 % à près de 80 %, la part de la société P.I. (55 %) diminuant sensiblement. On pense que les forêts de Saussouze pourront intéresser des organismes financiers (Banque Caisse nationale de prévoyance).

● Le Marché international la sous-traitance - MIDEST 78 se tiendra du 2 au 6 octobre, Toulouse.

(PUBLILOC)

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FILATURE ET DE TISSAGE

Alexandrie - République Arabe d'Égypte

AVIS AUX VENDEURS DE MACHINES TEXTILES ET AUX ENTREPRENEURS DE TRAVAUX CIVILS

1. — La Société Nationale de Filature et de Tissage (National) annonce, par l'intermédiaire de l'Organisation Générale pour l'Industrialisation (O.G.I.), qu'elle va entreprendre la réalisation d'un projet comportant : (A) la modernisation et l'expansion de son usine existante de transformation à Maharem-Bey pour en augmenter la capacité, la faisant passer d'environ 40 millions de mètres linéaires par an (MLPA) à 80 millions de MLPA ; (B) la création d'une filature d'une capacité de 5.000 tonnes par an et (C) la création d'une usine de tissage d'une capacité de 25 millions de MLPA.

Les usines de filature et de tissage seront toutes deux situées sur un nouvel emplacement, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alexandrie, ou à Maharem-Bey. Le projet comprendra également une nouvelle unité de confection à Maharem-Bey, pour la production de draps et de taies d'oreiller.

2. — L'équipement et les matériaux destinés au projet comprendront des machines pour la filature, le tissage, le mercerisage, le blanchiment, la teinture, l'impression, l'apprêtage, le traitement des effluents liquides et les chaudières, ainsi que des équipements pour l'humidification, la climatisation, la lutte contre l'incendie, les ateliers, les laboratoires de tests, la manutention des matériaux, et pour la coupe et la couture des draps et des taies d'oreiller. Les travaux civils du projet concernent surtout la préparation du site, un hangar climatisé pour la filature et le tissage, représentant environ 60.000 mètres carrés de surface de planchers couverts, des bâtiments de service et des bureaux administratifs.

3. — National a sollicité un prêt, équivalant à environ 55 millions de dollars des Etats-Unis, en diverses monnaies auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale) pour financer une partie du coût du projet.

Les équipements, matériaux et contrats de travaux civils financés grâce au produit de l'emprunt proposé

seront acquis en accord avec les directives d'achats de la Banque Mondiale ; des offres seront demandées à des fournisseurs originaires des pays membres de la Banque Mondiale et de Suisse.

3) INSCRIPTION DES VENDEURS

4. — Les entrepreneurs de travaux publics et vendeurs d'équipements intéressés sont priés d'indiquer les objets pour lesquels le vendeur souhaiterait recevoir des invitations à soumissionner (ITB) et également de fournir à l'appui de leur demande des informations sur leur qualification et leur expérience dans la fabrication, l'installation et l'entretien des objets offerts. Les vendeurs peuvent poser leur candidature à la pré-qualification en écrivant à National, le 28 février 1978 au plus tard, à l'adresse suivante :

National Spinning and Weaving Company
B.P. 119
Alexandrie - Egypte.
Adresse télégraphique : Filature - Alexandrie.
Téléphone : 27691 ou 21399.

4) DOCUMENTS D'ADJUDICATION

5. — National sélectionnera les entrepreneurs de travaux civils et les fournisseurs sur la base des informations fournies à la suite de cette annonce. Ensuite, National adressera aux fournisseurs retenus les documents (ITB) donnant les spécifications des machines, ainsi que toutes sortes d'informations techniques, de détails, de performances et de garanties (en langue anglaise) à inclure dans les documents d'offres du vendeur.

6. — Les principaux facteurs qui seront considérés pour l'évaluation des offres et l'attribution des contrats sont les suivants : prix, conditions de paiement, qualité, performance dans le fonctionnement, frais d'installation, d'entretien et de fonctionnement, délai de livraison, fret et assurances, garantie de performance, respect des spécifications des ITB, besoins et disponibilités en matière de pièces détachées, ainsi que l'expérience du vendeur dans ce domaine précis.

TRANSPORTS

● Accords aériens franco-vietnamiens. — Deux accords aériens viennent d'être signés à Hanoi entre les responsables d'Air France et ceux de l'aéronautique civile de la République socialiste du Vietnam. Le premier accord permet aux avions de la compagnie nationale de survoler Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon) sur leurs routes vers Manille et Hong-Kong.

L'autre accord permet à ces mêmes appareils de passer à la verticale de Danang, à compter du 1^{er} mars, sous réserve d'un accord avec les Etats et la colonie britannique de Hongkong. L'accès de ce couloir réduit d'environ une heure et quart le trajet Bangkok-Hongkong. — (A.F.P.)

● Pas d'accord tarifaire sur l'Atlantique nord. — Les responsables des compagnies aériennes régulières opérant sur l'Atlantique nord viennent de se séparer à Genève, après cinq jours de discussions, sans avoir réussi à se mettre d'accord sur une nouvelle grille tarifaire applicable sur ce réseau, à compter du 1^{er} avril prochain.

Les ont exposé leurs points de vue sur la mise ouverte par la mise en service, à l'automne dernier, du train du ciel de Freddie Laker entre Londres et New-York. Ils avaient déjà échoué dans leurs tentatives pour trouver un bon arrangement tarifaire en octobre à Cannes et en novembre à Miami. — (A.F.P.)

● Orly : nouvelles trajectoires pour les avions. — De nouvelles trajectoires de décollage devraient être mises en service à Orly dans le courant du mois de mars 1978. Ces modifications ont pour objet de soulager les secteurs fortement urbanisés situés autour de la base de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne). La solution choisie est d'élargir les pistes plus au sud — à hauteur de Chevannes — au-dessus de zones moins habitées, sans trop allonger les temps de vol. — (Cov.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS DE PARIS 13 JANVIER

AGF		GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE	
SITUATION DES S.I.C.A.V. AU 31 DÉCEMBRE 1977		(Compagnie d'investissement pour le placement) C.I.P.	A.O.F.I.M.O. (Société anonyme de gestion financière de valeurs mobilières)
Nombre d'actions au 31 décembre 1977 (action de 100 F nominal) ..	321 062	1 000 797	1 104 461
Actif net par action ..	269,29 F	170 461 F	170 599 305,92 F
Actif net total ..	86 525 650,61 F		
Répartition actif net (en %) :			
— Disponibles ..	4,30	0,49	
— Obligations françaises ..	37,27	35,54	
— Obligations étrangères ..	7,86		
— Actions françaises ..	24,02	62,27	
— Actions étrangères ..	26,53	0,50	
Rappel			
Dividende par action de 100 F nominal :		12,48 + 2,94	11,14 + 0,76
— Montant net et avoir fiscal ..	12,48 + 2,94		
— Date de paiement ..	12 avril 1977	12 avril 1977	

Subscription : Services administratifs, 87, rue de Richelieu, Paris (2^e) ou Banque générale du Phénix, 31, rue Lafayette, Paris (9^e)

ACIER - INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 1977, la situation provisoire des comptes d'Acier-Investissement faisait ressortir une valeur liquidative globale de 169,66 millions de francs, soit 96,96 F par action.

TRADUCTIONS
ABC 44 R.N.D. DES VICTOIRES PARIS 2^e TEL. : 235.33.03 PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

(PUBLILOC)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

DIVISION PRODUCTION



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 1/78

La Société Nationale des Matériaux de Construction (S.N.M.C.) lance un Avis d'Appel d'Offres International en vue de la fourniture de :

- Mécanismes de chasse pour réservoirs de W.C. à l'Anglaise en Céramique Sanitaire.

Les dossiers peuvent être retirés à la S.N.M.C. - Division Production - Département Approvisionnement - Gué de Constantine - BP 78 Kouba - ALGER - ALGÉRIE - Contre versement de Cinquante Dinars (50 DA).

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant uniquement la mention « APPEL D'OFFRES - Mécanismes de chasse pour sanitaire, « A ne pas ouvrir », devront parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée avant le 20 février 1978.

كندا من الأصل

Handwritten text at the top of the page, possibly a date or page number.

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Table of weekly stock market indices for Paris, including general index, industrial index, and various sector indices.

LONDRES

Une tendance à l'affaiblissement prévaut lundi dans le marché des valeurs. Les industriels et les pétroliers perdent un peu de terrain...

Table of London stock market data, including values and changes for various sectors.

B. A. L. O.

Le numéro de 16 janvier publie notamment les insertions suivantes: Société pour le financement d'immobiliers commerciaux et industriels...

Table of B.A.L.O. financial data, including company names and their respective values.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

EDISON ELECTRICITY INDUSTRIES. - Pour le premier semestre de l'exercice s'échelonnant du 1er janvier au 30 juin 1977...

Table of company news and financial updates, including details on dividends and share issues.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily stock market indices for various countries and regions.

Table of daily stock market indices for various countries and regions, continuing from the previous table.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1963

Table of general indices based on 1963 prices, showing trends for various market segments.

INDICES DE SOUSCRIPTION

Table of subscription indices, detailing the performance of newly issued securities.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily stock market indices for various countries and regions.

INDICES DE SOUSCRIPTION

Table of subscription indices, detailing the performance of newly issued securities.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily stock market indices for various countries and regions.

INDICES DE SOUSCRIPTION

Table of subscription indices, detailing the performance of newly issued securities.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily stock market indices for various countries and regions.

INDICES DE SOUSCRIPTION

Table of subscription indices, detailing the performance of newly issued securities.

BOURSE DE PARIS - 13 JANVIER - COMPTANT

Table of Paris stock market data for January 13th, showing opening and closing prices for various stocks.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market data, including prices for various commodities and financial instruments.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the dollar, yen, and others.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, showing prices for various gold-related assets.

COTE DES BILLETTS

Table of bill exchange rates, detailing prices for different denominations of banknotes.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, showing prices for various gold-related assets.

COTE DES BILLETTS

Table of bill exchange rates, detailing prices for different denominations of banknotes.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, showing prices for various gold-related assets.

Vertical text on the left side of the page, including various advertisements and notices.

Vertical text on the right side of the page, including various advertisements and notices.

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES — ÉCONOMIE : « Pour un portage social-démocrate des fruits de la croissance », par Lionel Stoléru.
- 3. ÉTRANGER — Les difficultés de la négociation Égypto-Israélienne.
- 4. EUROPE — La visite de M. Waldheim à Nicosie et à Athènes.
- 5. AFRIQUE — La fin de la visite de M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire.
- 6. AMÉRIQUES — BOLIVIE : l'extension du mouvement de grève de la faim provoque de sérieux remous politiques et sociaux.
- 6. ASIE — 6. DIPLOMATIE — La conférence de Belgrade reprend ses travaux.
- 7 à 12. POLITIQUE — La préparation des élections législatives. — D'UNE RÉGION À L'AUTRE : VI. — Pas-de-Calais : la gauche en proie à ses vieux démons. — Les controverses au sein de la gauche. — Après la déclaration américaine sur les P.C. occidentaux.
- 13. DÉFENSE
- 14-15. SOCIÉTÉ — La convention du P.S. sur ses droits des femmes.
- 15. RELIGION
- 16. ÉDUCATION — « Les mille et une réformes Haby », par Catherine Arditti.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
PAGE 19 A 24

- Le libre-échange est plus nécessaire que jamais.
- L'assemblée générale du C.N.P.F. : pour les rangs ?
- Les négociations du GATT continuent dans leur phase finale.
- POINT DE VUE : « Les contradictions d'une politique inconditionnelle d'ouverture », par Pierre U.
- Le lent reflux du Taylorisme ; l'exemple de la SAVIEM et de la Française de mécanique.

26 à 29. CULTURE
— MUSIQUE : le jour de la musique.
— Bonsoir, madame Nilsson.

30. RÉGIONS
— EN ÎLE-DE-FRANCE : aux Halles, les grands dossiers remontent à la surface.

40 à 42. ÉCONOMIE
— PÊCHE : à Bruxelles, conseil ministériel de la dernière chance.
— AGRICULTURE : les Britanniques contestent l'organisation française du marché de mouton.
— ENVIRONNEMENT : dix-sept pays vont dresser la liste des pays qui « empoisonnent » la Méditerranée.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TÉLÉVISION (29)
Annonces classées (30 à 37) ; Aujourd'hui (18) ; Carnet (18) ; « Journal officiel » (26) ; Méétéorologie (19) ; Mois croisés (18) ; Boume (42).

(PUBLICITÉ)

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être complétée par un Certificat d'Études Supérieures :

- C.E.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprises ;
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examens chaque année dans les principales villes de France. Bénéficiaires : cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc. Profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances. Documentation gratuite n° 1789 sur la préparation et les débouchés de ces diplômes. Env. à : Langues et Affaires, 33 rue Collange, 92399 Paris-Levallois. Tél. : 276-81-88 (enseignement privé à distance).

A B C D E F G

DANS LE VAL-DE-MARNE

Deux malfaiteurs tuent deux époux après avoir forcé leur villa

M. Yves Theureau et son épouse, Mme Michèle Theureau, née Ramada, propriétaires d'une entreprise de papiers peints et de peinture, et qui habitaient un pavillon situé rue de Niveaux à Suresne (Val-de-Marne), ont été assassinés dimanche 15 janvier, dans la soirée, par deux malfaiteurs. Yves Maupetit, un repris de justice âgé de vingt-neuf ans, évadé de l'hôpital de la Pitie, le 28 novembre 1977, et sa

compagne, Janine Terriel, âgée de quarante-sept ans, qui a été arrêtée.

Le vol du « camion-frelon »

Après plusieurs mois d'enquête, les policiers de la brigade de répression du banditisme ont réussi, semble-t-il, à identifier plusieurs des auteurs du hold-up hors de l'ordinaire qui, le 29 juillet dernier, avait abouti au vol d'un camion chargé de 17 tonnes de pièces neuves de 10 francs, pour une somme globale de 17 millions et demi de francs (Le Monde du 30 juillet 1977). Bien que les policiers restent très discrets, on a appris qu'un des auteurs, présumé du hold-up, M. François Pringalle, trente ans, avait été arrêté puis incarcéré à la prison de Fresnes, le 22 décembre dernier.

UNE NOUVELLE ARRESTATION

Les deux malfaiteurs ont ensuite ligoté les deux garçons, avant de partir en emmenant Mme Theureau dans sa propre voiture, une Austin. Vers 3 h 30, les deux enfants, parvenant à détacher leurs liens, ont prévenu la police.

Trois policiers blessés

Entre-temps, vers 1 heure, à Vincennes (Val-de-Marne), l'Austin, arrivant devant un barrage de police, le force, renversant un gardien de la paix qui a été légèrement blessé. C'est cet incident qui provoquait la mise en alerte par radio de l'ensemble des services de police. L'Austin devait forcer un autre barrage au pont de Charenton, renversant un autre gardien de la paix, qui a été sérieusement blessé à la jambe, avant d'être enfin arrêté à un troisième barrage sur la route nationale n° 4, à Champigny (Val-de-Marne).

STABILITÉ DU DOLLAR

Lundi 16 janvier en fin de matinée, les cours du dollar se maintenaient aux environs de ceux du vendredi précédent : 212 DM à Francfort, 198 F.S. à Zurich et 471 F à Paris. Le refus de M. Arthur Burns de continuer à siffler au conseil d'administration de la Réserve fédérale des États (FED), conço à la veille du week-end, n'a guère influencé les marchés, tenus en main, pour l'instant, par les banques centrales. Les milieux financiers attendent que le Congrès des États-Unis ait repris, à partir du 19 janvier, l'examen du projet de loi sur l'énergie.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État, estime, dans une interview enregistrée le 5 janvier et diffusée dimanche 15 janvier par une chaîne de télévision britannique, que les États-Unis ne maintiendraient pas leurs contingents militaires en Europe pour défendre des gouvernements eux-mêmes participeraient des communistes. — (Reuters)

● Les forces de l'ordre ne sont pas responsables du meurtre d'un jeune militant néo-fasciste, tué le 7 janvier à Roue lors de heurts avec la police, indique le rapport d'autopsie publié le dimanche 15 janvier. Les médecins ont résisté de la tête d'un militaire d'extrême droite Stefano Rechioni, âgé de vingt ans, une balle de revolver de calibre 7,65. Or, font remarquer les autorités, les carabinieri qui se trouvaient sur le lieu des affrontements le 7 janvier ne disposaient que d'armes de calibre 9 millimètres. — (A.F.P.)

● Deux ressortissants ouest-allemands ont été condamnés pour espionnage par la cour militaire de République démocratique allemande, siégeant à Berlin-Est. Il s'agit des époux Karl et Anna Bariek, qui devront purger, respectivement, douze et sept ans de prison. M. Bariek, un instituteur travaillant en R.F.A., avait, annonce l'agence officielle A.D.N., « recueilli des informations sur les installations militaires de R.D.A. et d'Union soviétique » en Allemagne de l'Est à l'occasion de voyages effectués « en abusant de la générosité dont font preuve les autorités du pays dans l'accueil de visas d'entrée ». Les annonces d'arrestation et de condamnation

A VAL-D'ISÈRE

Deux personnes sont tuées et cinq autres blessées par une avalanche

De notre correspondant

Grenoble. — L'extrême fragilité du manteau neigeux qui recouvre, depuis le vendredi 13 janvier, les pentes situées au-dessus de 1 600 mètres, dans le département de la Savoie, est à l'origine de l'avalanche qui a emporté, samedi à Val-d'Isère vers 17 h 20, sept personnes. Deux d'entre elles ont été tuées. Il s'agit de Mme Jacqueline Vincent, quarante ans, infirmière chef à Cognac (Charente), et de M. Jean Trésignou, trente-six ans, industriel à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Les cinq autres ont été plus ou moins grièvement blessées. La coulée de neige a atteint les immeubles d'un quartier périphérique de Val-d'Isère situé le long de la route conduisant à Bourg-Saint-Maurice.

Deux heures plus tard, une seconde coulée de neige privait le station d'électricité. Elle était éteinte dans la nuit de samedi à dimanche.

En raison des dangers persistants sur la R.N. 202 qui mène aux stations de Val-d'Isère de Tignes, le préfet de la Savoie stoppait toute circulation sur cette voie et interdisait même aux agents d'E.D.F. de monter depuis la vallée pour réparer les lignes endommagées.

Depuis le 13 décembre, la neige n'avait cessé de tomber sur les stations de Tignes. En quarante-huit heures, la couche atteignait 2,50 mètres d'épaisseur à 1 800 mètres d'altitude. A Tignes, la commission de sécurité décidait d'évacuer quatre immeubles et plusieurs chalets exposés aux risques d'avalanche. Les responsables de la station de Val-d'Isère faisaient, eux aussi, évacuer certains immeubles, diffusant des consignes de prudence aux hivernants et interdisant aux piétons et aux automobilistes l'accès à certains sites dits « évalanchés ».

Dimanche, dans l'après-midi, deux convois formés de plusieurs dizaines

En Équateur

UNE NOUVELLE CONSTITUTION EST APPROUVÉE

Quito (A.F.P.). — Un projet de nouvelle Constitution a été approuvé, dimanche 15 janvier, par les citoyens équatériens. Selon les chiffres encore officieux, l'acte a obtenu 1 508 071 voix sur 1 650 000 des suffrages exprimés. L'autre projet proposé en référendum — la Constitution de 1960 amendée — a recueilli 503 499 suffrages (30,36 %). Ont également été recensés 434 972 votes nuls (26,36 %) et 25 639 votes blancs (1,71 %).

Les deux projets de Constitution rédigés par des commissions juridiques nommées par le régime virant militaire au pouvoir, diffèrent notamment en ce qui concerne les enveloppes électorales (sur 300 000 personnes sur 1 650 000 le scrutin est à parti entière. Elle est posée d'autre part, que le projet de la République ne peut être révisé).

L'importance des bulletins d'explication par les candidats et les électeurs a été donnée par les adversaires du plan de retour à la démocratie élaboré par les forces armées. Parmi eux figurent les partisans de l'ex-président Velasco Ibarra (populiste).

Le 15 janvier, vingt-sept personnes accusées d'avoir comploté pour l'interdiction de faire la campagne électorale vingt-quatre heures avant le scrutin ont été arrêtées à Quilo et à Guayaquil. La plupart sont des dirigeants politiques. Parmi les personnes détenues de la capitale figurent MM. José Cesar Trujillo, dirigeant d'un branche du parti conservateur, Osvaldo Hurtado, chef de démocratie chrétienne, ainsi qu'un ancien ministre des Finances, M. Luis Gomez Inguero, dirigeant de l'Union nationale démocratique.

A Guayaquil, les personnes arrêtées sont M. Assad Bucaram, président de la Concentration de fronts populaires, candidat à la prochaine élection présidentielle, et dix militants de son mouvement. Toutes ces personnes sont passibles de huit à quinze jours de prison.

LE PÈRE CHOPOT VA DIRIGER L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Le conseil permanent de l'épiscopat français, réuni la semaine dernière à Paris, a nommé au poste de secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique le Père Victor Chopot, actuel directeur diocésain de l'enseignement en Vendée. La nomination du Père Chopot prendra effet au 1er mars. En octobre 1978 il sera appelé à succéder au poste de secrétaire général, au Père Gérard Phiret dont le mandat (deux fois trois ans) arrive à expiration (il avait été nommé en octobre 1972). Rappelons que le secrétariat général de l'enseignement catholique comprend actuellement, outre le Père Phiret, trois adjoints : Mme Nicole Fontaine, M. Paul Aubret et le Père Maurice André.

[Né en Vendée en 1930, le Père Victor Chopot ordonné prêtre en 1955, a fait toute sa carrière dans l'enseignement catholique de ce département. Ancien élève de l'Institut technique, il fut d'abord directeur d'une école technique en 1956, puis, en 1958, inspecteur de l'enseignement technique pour la Vendée et, en 1969, directeur diocésain de l'enseignement. Rapports que la Vendée est le département français, qui, proportionnellement, compte le plus d'élèves dans l'enseignement catholique (29 % des élèves-catholiques).]

M. PIERRE SUDREAU (réf.) EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DU CENTRE

(De notre correspondant.)
Orléans. — M. Pierre Sudreau, député (réformateur) du Lot-et-Cher, maire de Blois, a été réélu ce lundi 16 janvier président du conseil régional du Centre. Il était seul candidat.

Sur 57 votants, M. Sudreau a obtenu 42 voix et M. Jean Delaune, député (P.R.L.) d'Indre-et-Loire, maire de Château-Renaud, a eu 9 voix. On a dénombré six bulletins blancs.

M. Sudreau a annoncé que ce nouveau mandat serait pour lui le dernier à la tête du conseil régional du Centre.

Le numéro du « Monde » daté 15-16 janvier 1978 a été tiré à 510 166 exemplaires.

M. JACQUES FESQUET EST NOMMÉ AMBASSADEUR A OULAN-BATOR

Le Journal officiel du mardi 17 janvier publiera la nomination de M. Jacques Fesquet comme ambassadeur à Oulan-Bator (Mongolie) en remplacement de M. Georges de Bouteiller.

[M. Fesquet, né en 1921, diplômé de l'École des sciences politiques, de l'École des langues orientales, et entré aux affaires étrangères en 1948, a été en poste à l'administration centrale (successivement à la direction d'Asie-Océanie et au secrétariat général, au consulat de Yokohama, de nouveau, à l'administration centrale, aux affaires économiques au cabinet du ministre des Affaires étrangères et au consulat de Moscou (M. Christiane Fouchet), au service de l'assistance technique, au cabinet du ministre des affaires étrangères en 1952 et 1957 (M. Pinon), à la direction d'Asie-Océanie et à la direction d'Amérique. Depuis 1975, il était de nouveau au secrétariat général en Quai d'Orsay.]

NICOLL
29, rue Tronchet, Paris

soldes
ANNUELS

MARCEL LASSANCE

SOLDES et FINS DE SÉRIES
à partir du
16 JANVIER 1978
17, rue du Vieux-Colombier Paris (6^e)
Galerie Point Show 66, Champs-Élysées

parlez ANGLAIS...
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS.

LOGOS international
centre privé de formation
4, villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 255.09.05
TOURS, 80,821 NANTES, 47,700 ORLÉANS, 68,820 NUNCE 97,4787

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS EN ÉLECTROTECHNIQUE ET ÉLECTRONIQUE

erice

RECONNAISSANCE OPTIQUE DE FORMES
par le Professeur W.L. ANDERSON, directeur du département d'optique-électronique de l'Université de Houston

4 sessions de 18 h. à 19 h. en janvier

Mardi 17 : Traitement des données optiques de PCVISES - Circuits adaptés à deux dimensions

Mardi 24 : Classification statistique des formes, les paramètres - discrimination.

Jeu 19 : Transformation spatiale - opérations matricielles généralisées

ESIEE - 81, rue Falguière - 75015 PARIS - Tél. : 567-55-34

carap
SÉMINAIRE DE LECTURE RAPIDE

rentabilisez votre temps de lecture

Particuliers, Professions Libérales, Entreprises ce séminaire vous permettra :

- de moduler votre vitesse de lecture pour n'accorder à chaque texte que le temps qu'il mérite ;
- de développer votre concentration intellectuelle et votre mémorisation.

PROGRAMME

- Lecture intégrale, lecture sélective ;
- Applications diverses sur quotidiens, revues, livres ;
- Tests de contrôle (vitesse et mémorisation) à chaque séance.

DURÉE : 3 jours + 1 jour facultatif de rappel six mois après.
PROCHAINS STAGES : 25-26-27 janv., 9-16-23 fév., 7-14-21 mars.

Stages personnalisés en entreprise sur demande

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
CENTRE D'ÉTUDES ET DE FORMATION APLIQUES (CESAF)
16 bis, rue du Louvre, 75002 Paris - Tél. : 291-65-29 et 291-65-79.

NOTRE SERVICE « BORD DE MER »

MET GRACIEUSEMENT À VOTRE DISPOSITION TOUS SES SERVICES
SELECTION — VISITE EN VOITURE — OBTENTION DE CREDITS
RESERVATION D'APPARTEMENTS ET DE VILLAS DE CANNES À NIENTON

« PROMOTION MOZART » OFFICE de la CONSTRUCTION
19, 19 bis, av. Auber, NICE, et place Mozart (angle Doraël-Darante)
Tél. 87-08-20 + Parking Mozart (600 places) M. et M^{me} DIB
PRIX CONSTRUCTEUR SANS FRAIS

مكتبة من الأصل